



**COMPTE ADMINISTRATIF  
POUR L'EXERCICE 2014**  
Rapport - 18 et 19 juin 2015

## COMPTE ADMINISTRATIF 2014

~~~~~

Le compte administratif 2014 présente les résultats de l'exécution du budget.

### Les dépenses

**Dans une période marquée par de profondes mutations économiques, sociales et environnementales, la Région a renforcé, en 2014, son effort en faveur de l'économie, de l'emploi et de la solidarité entre les habitants et les territoires.**

Témoin de ces engagements volontaristes, le compte administratif 2014 présente une réalisation particulièrement élevée des dépenses, tant en fonctionnement (94% contre 92,4% en 2013) qu'en investissement (98,6% contre 96% en 2013).

En 2014, le montant total des dépenses (hors restes à réaliser et réaménagement de la dette) s'élève à 1,046 Md€ contre 1,009 Md€ en 2013. Globalement, les dépenses d'interventions atteignent 838,4 M€ (hors restes à réaliser).

Le taux de réalisation particulièrement élevé en investissement est la marque de l'effort significatif de la Région au profit de l'économie régionale. Le plan de soutien à l'économie régionale et en particulier au secteur du bâtiment voté à l'automne 2014 a permis de déployer **295 M€ en investissement , soit 8 M€ de plus qu'en 2013.**

**Dans ce cadre, la Région a réalisé un effort particulier en faveur de la ruralité, en investissant près de 15 M€ dans le Très Haut Débit au profit des territoires ruraux.** Elle a également apporté un soutien significatif à l'agriculture (3,72 M€), aux EHPAD (8,1 M€) et aux projets artistiques et culturels de territoires (3 M€).

A l'échelle des bassins de vie, elle a animé la concertation avec l'ensemble des acteurs locaux et des habitants pour définir des priorités qui ont été reprises dans les Contrats de Pays (25,5 M€) et les premiers Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale. Ce soutien aux territoires s'est également concrétisé avec la poursuite de la **Stratégie Régionale de Tourisme Durable** et de ses actions les plus emblématiques (mise en œuvre du programme Vélocentre, création de la marque Val de Loire...).

**L'année 2014 a également été marquée par la mise en œuvre du plan Avenir Jeune et le déploiement du plan de soutien à l'économie régionale.**

Les actions régionales en direction de la formation professionnelle et la loi du 5 mars 2014 venue renforcer le rôle de la Région ont permis à plus de 50 000 personnes, demandeurs d'emploi, jeunes, salariés fragilisés, d'en bénéficier. Dans un contexte économique difficile, la Région a ainsi mobilisé près de 75 M€ dont 19,7 M€ au titre de la rémunération et de la protection sociale de 10 000 stagiaires.

Les lycées ont également fait l'objet d'un effort particulier avec des **investissements à hauteur de 87,7 M€, bénéficiant aux lycéens et au secteur du BTP.**

Concernant l'apprentissage, au-delà du soutien important aux CFA, aux jeunes apprentis et leurs employeurs (86 M€), la mise en œuvre du plan de soutien aux investissements a permis de prendre en charge 4 nouveaux projets immobiliers pour un montant global de 14 M€ de subventions.

Le Service Public Régional de l'Orientation a été créé : un appel à projets visant à développer des initiatives innovantes en termes de service rendu aux jeunes et aux familles, a été lancé en 2014. Il intègre une dimension forte de développement de partenariats entre les structures d'accueil et d'information dans les territoires.

Les mesures arrêtées dans le cadre du Plan urgence santé, confortées par le Plan ambitions santé 2020 de la Région, se sont concrétisées en 2014 par l'ouverture d'un nouvel institut de formation de psychomotriciens au sein de l'Institut de formations paramédicales rattaché au CHR d'Orléans.

La mise en place de l'Institut national des sciences appliquées INSA Centre Val-de-Loire a fait l'objet d'un soutien à la fois en investissement et en fonctionnement.

L'année 2014 a vu la poursuite de la mise en œuvre du nouveau dispositif « Ambition Recherche Développement 2020 », dont l'objectif est d'apporter un soutien fort et ciblé à un nombre très limité de pôles de recherche à forte visibilité et attractivité au niveau national et international, et offrant des perspectives d'impact en termes de développement socio-économique régional. « CosmétoSciences » est devenu en toute fin d'année le troisième pôle retenu à ce titre, rejoignant « Biomédicaments » et Lavoisier (Stockage de l'énergie).

Un second appel à projets PME Innovation a été lancé, ouvert aux secteurs de l'économie circulaire et de l'économie sociale et solidaire. La Région a procédé à une importante refonte de ses aides en les simplifiant pour en renforcer leur accès et accélérer les processus d'instruction, de décision et de versement et en valorisant davantage les pratiques des entreprises régionales en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

## **Les recettes**

Les recettes réalisées atteignent 1,061 Md€ (y compris le résultat reporté de 2013 et hors opérations de gestion de dette et restes à réaliser), contre 1,027 Md€ en 2013 (soit un taux de réalisation de 96,9 %). Hors emprunt, l'ensemble des recettes a été réalisé à hauteur de 98,9 %.

**L'encours de dette a été stabilisé (604 M€ fin 2014 contre 602 M€ fin 2013) et la Région continue à bénéficier d'un taux d'intérêt moyen (2,2%) et d'une capacité de désendettement (2,6 ans) très performants.**

L'emprunt a été réalisé à hauteur de 55 M€ pour 77,9 M€ inscrits au BP (contre 20 M€ en 2013). Cette mobilisation plus importante a permis de financer l'effort d'investissement à des conditions très attractives auprès de la Banque Européenne d'Investissement. La

gestion rigoureuse des crédits a permis d'autofinancer 58,9% des dépenses d'investissement.

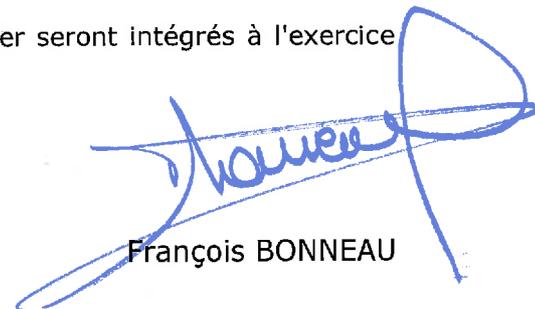
### **L'arrêté des comptes**

L'arrêté des comptes dégage un résultat de l'exécution budgétaire de 12 775 070,80 €. Le résultat des restes à réaliser s'établit à - 3 854 679,58 €. Le résultat net est donc de 8 920 391,22 €.

La balance du compte de gestion figure en annexe et présente le même résultat global de clôture que celui du compte administratif.

Le résultat de l'exécution budgétaire et les restes à réaliser seront intégrés à l'exercice 2015 lors du vote du budget supplémentaire.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



François BONNEAU

# COMPTE ADMINISTRATIF 2014

## SOMMAIRE

### **I- La réalisation du budget 2014**

|                                                                                              |   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| A. Le tableau de la réalisation des dépenses et des recettes par politique.....              | 2 |
| B. L'arrêté des comptes 2014.....                                                            | 4 |
| C. Une gestion financière de qualité : le tableau des soldes intermédiaires de gestion... .. | 5 |

### **II- La réalisation du budget 2014 par politique**

#### **A - Les interventions régionales**

|                                                             |            |
|-------------------------------------------------------------|------------|
| <b>Formation professionnelle.....</b>                       | <b>8</b>   |
| <b>Apprentissage .....</b>                                  | <b>16</b>  |
| <b>Enseignement lycées .....</b>                            | <b>23</b>  |
| <b>Formations sanitaires et sociales .....</b>              | <b>31</b>  |
| <b>Enseignement supérieur.....</b>                          | <b>36</b>  |
| <b>Recherche et technologie .....</b>                       | <b>42</b>  |
| <b>Culture .....</b>                                        | <b>49</b>  |
| <b>Sports et jeunesse.....</b>                              | <b>61</b>  |
| <b>Territoires solidaires .....</b>                         | <b>68</b>  |
| <b>Technologies d'information et de communication .....</b> | <b>89</b>  |
| <b>Environnement.....</b>                                   | <b>94</b>  |
| <b>Transports et déplacements .....</b>                     | <b>103</b> |
| <b>Tourisme .....</b>                                       | <b>113</b> |
| <b>Economie – Innovation.....</b>                           | <b>120</b> |
| <b>Europe et coopération décentralisée .....</b>            | <b>133</b> |

## **B - Les moyens généraux**

|                                                  |            |
|--------------------------------------------------|------------|
| <b>Moyens généraux de l'administration .....</b> | <b>142</b> |
| <b>Communication .....</b>                       | <b>146</b> |
| <b>Moyens généraux financiers .....</b>          | <b>148</b> |
| <b>Gestion des ressources humaines.....</b>      | <b>157</b> |

## **III - Les décisions**

|                                               |     |
|-----------------------------------------------|-----|
| A. L'approbation du compte de gestion .....   | 161 |
| B. L'approbation du compte administratif..... | 161 |
| C. L'arrêté des comptes 2014.....             | 163 |

## **IV - Le rapport annuel de la dette..... 164**

## **V - Le rapport sur la gestion pluriannuelle..... 174**

## **VI - Les virements de crédits entre chapitres..... 182**

# **LA REALISATION DU BUDGET**

**2014**

## A - le tableau de réalisation des dépenses et des recettes par politique

| INTERVENTIONS REGIONALES                              | DEPENSES              |                       |                                           |                       |
|-------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------------------------|-----------------------|
|                                                       | Voté BP + DM(s) 2014  | Réalisé 2014<br>(1)   | Restes à réaliser<br>au 31/12/2014<br>(2) | CA 2014<br>(1)+(2)    |
| <b>TOTAL</b>                                          | <b>878 934 264,12</b> | <b>838 413 454,19</b> | <b>21 990 057,92</b>                      | <b>860 403 512,11</b> |
| Investissement                                        | 312 517 031,92        | 308 165 066,01        | 29 991,37                                 | 308 195 057,38        |
| Fonctionnement                                        | 566 417 232,20        | 530 248 388,18        | 21 960 066,55                             | 552 208 454,73        |
| <b>FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE</b>             | <b>85 226 839,09</b>  | <b>84 863 286,45</b>  | <b>2 916 260,24</b>                       | <b>87 779 546,69</b>  |
| Investissement                                        | 80 200,00             | 74 638,86             | -                                         | 74 638,86             |
| Fonctionnement                                        | 85 146 639,09         | 84 788 647,59         | 2 916 260,24                              | 87 704 907,83         |
| <b>APPRENTISSAGE</b>                                  | <b>112 197 965,63</b> | <b>101 277 414,90</b> | <b>3 444 627,37</b>                       | <b>104 722 042,27</b> |
| Investissement                                        | 12 142 684,00         | 12 018 845,91         | -                                         | 12 018 845,91         |
| Fonctionnement                                        | 100 055 281,63        | 89 258 568,99         | 3 444 627,37                              | 92 703 196,36         |
| <b>ENSEIGNEMENT LYCEES</b>                            | <b>145 962 384,55</b> | <b>149 120 183,96</b> | <b>2 368 542,11</b>                       | <b>151 488 726,07</b> |
| Investissement                                        | 81 600 890,92         | 87 640 982,97         | 14 334,97                                 | 87 655 317,94         |
| Fonctionnement                                        | 64 361 493,63         | 61 479 200,99         | 2 354 207,14                              | 63 833 408,13         |
| <b>FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES</b>              | <b>45 701 598,19</b>  | <b>43 320 009,52</b>  | <b>1 011 245,20</b>                       | <b>44 331 254,72</b>  |
| Investissement                                        | 2 136 411,00          | 2 014 617,37          | -                                         | 2 014 617,37          |
| Fonctionnement                                        | 43 565 187,19         | 41 305 392,15         | 1 011 245,20                              | 42 316 637,35         |
| <b>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>                         | <b>9 460 018,60</b>   | <b>6 721 006,69</b>   | <b>164 344,00</b>                         | <b>6 885 350,69</b>   |
| Investissement                                        | 6 150 000,00          | 3 972 232,61          | -                                         | 3 972 232,61          |
| Fonctionnement                                        | 3 310 018,60          | 2 748 774,08          | 164 344,00                                | 2 913 118,08          |
| <b>RECHERCHE ET TECHNOLOGIE</b>                       | <b>29 536 223,45</b>  | <b>26 843 077,20</b>  | <b>1 062 411,24</b>                       | <b>27 905 488,44</b>  |
| Investissement                                        | 19 061 600,00         | 16 736 959,95         | -                                         | 16 736 959,95         |
| Fonctionnement                                        | 10 474 623,45         | 10 106 117,25         | 1 062 411,24                              | 11 168 528,49         |
| <b>CULTURE</b>                                        | <b>42 110 176,11</b>  | <b>35 602 956,67</b>  | <b>4 890 908,96</b>                       | <b>40 493 865,63</b>  |
| Investissement                                        | 10 391 000,00         | 9 554 817,34          | -                                         | 9 554 817,34          |
| Fonctionnement                                        | 31 719 176,11         | 26 048 139,33         | 4 890 908,96                              | 30 939 048,29         |
| <b>SPORTS</b>                                         | <b>10 325 731,21</b>  | <b>9 461 630,06</b>   | <b>628 102,50</b>                         | <b>10 089 732,56</b>  |
| Investissement                                        | 6 114 700,00          | 5 379 409,04          | -                                         | 5 379 409,04          |
| Fonctionnement                                        | 4 211 031,21          | 4 082 221,02          | 628 102,50                                | 4 710 323,52          |
| <b>TERRITOIRES SOLIDAIRES</b>                         | <b>81 541 407,00</b>  | <b>88 560 859,49</b>  | <b>9 000,00</b>                           | <b>88 569 859,49</b>  |
| Investissement                                        | 74 888 007,00         | 81 796 333,94         | -                                         | 81 796 333,94         |
| Fonctionnement                                        | 6 653 400,00          | 6 764 525,55          | 9 000,00                                  | 6 773 525,55          |
| <b>TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION</b> | <b>4 066 901,50</b>   | <b>4 356 317,51</b>   | <b>100 000,00</b>                         | <b>4 456 317,51</b>   |
| Investissement                                        | 429 300,00            | 699 801,26            | -                                         | 699 801,26            |
| Fonctionnement                                        | 3 637 601,50          | 3 656 516,25          | 100 000,00                                | 3 756 516,25          |
| <b>ENVIRONNEMENT</b>                                  | <b>16 875 718,24</b>  | <b>13 400 631,49</b>  | <b>1 421 590,55</b>                       | <b>14 822 222,04</b>  |
| Investissement                                        | 6 751 100,00          | 6 013 487,78          | -                                         | 6 013 487,78          |
| Fonctionnement                                        | 10 124 618,24         | 7 387 143,71          | 1 421 590,55                              | 8 808 734,26          |
| <b>TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS</b>                     | <b>211 190 920,23</b> | <b>204 933 033,36</b> | <b>173 902,15</b>                         | <b>205 106 935,51</b> |
| Investissement                                        | 48 514 139,00         | 47 455 777,96         | -                                         | 47 455 777,96         |
| Fonctionnement                                        | 162 676 781,23        | 157 477 255,40        | 173 902,15                                | 157 651 157,55        |
| <b>TOURISME</b>                                       | <b>8 490 164,00</b>   | <b>6 609 205,39</b>   | <b>111 896,50</b>                         | <b>6 721 101,89</b>   |
| Investissement                                        | 4 047 000,00          | 2 325 320,17          | -                                         | 2 325 320,17          |
| Fonctionnement                                        | 4 443 164,00          | 4 283 885,22          | 111 896,50                                | 4 395 781,72          |
| <b>ECONOMIE ET INNOVATION</b>                         | <b>46 914 037,12</b>  | <b>36 635 195,02</b>  | <b>3 369 100,50</b>                       | <b>40 004 295,52</b>  |
| Investissement                                        | 23 000 000,00         | 16 104 327,54         | 1 196,40                                  | 16 105 523,94         |
| Fonctionnement                                        | 23 914 037,12         | 20 530 867,48         | 3 367 904,10                              | 23 898 771,58         |
| <b>EUROPE ET COOPERATION DECENTRALISEE</b>            | <b>29 334 179,20</b>  | <b>26 708 646,48</b>  | <b>318 126,60</b>                         | <b>27 026 773,08</b>  |
| Investissement                                        | 17 210 000,00         | 16 377 513,31         | 14 460,00                                 | 16 391 973,31         |
| Gestion déléguée des fonds européens                  | 17 000 000,00         | 16 216 863,78         | 14 460,00                                 | 16 231 323,78         |
| Coopération décentralisée                             | 210 000,00            | 160 649,53            | -                                         | 160 649,53            |
| Fonctionnement                                        | 12 124 179,20         | 10 331 133,17         | 303 666,60                                | 10 634 799,77         |
| Gestion déléguée des fonds européens                  | 10 143 791,43         | 9 164 486,93          | 119 409,78                                | 9 283 896,71          |
| Coopération décentralisée                             | 1 980 387,77          | 1 166 646,24          | 184 256,82                                | 1 350 903,06          |

|                                                | DEPENSES              |                       |                                           |                       |
|------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------------------------|-----------------------|
|                                                | Voté BP + DM(s) 2014  | Réalisé 2014<br>(1)   | Restes à réaliser<br>au 31/12/2014<br>(2) | CA 2014<br>(1)+(2)    |
| <b>MOYENS GENERAUX dont charge de la dette</b> |                       |                       |                                           |                       |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>366 983 160,27</b> | <b>216 143 866,00</b> | <b>2 443 788,67</b>                       | <b>218 587 654,67</b> |
| Investissement                                 | 201 473 150,97        | 58 696 225,50         | 459 385,46                                | 59 155 610,96         |
| Fonctionnement                                 | 165 510 009,30        | 157 447 640,50        | 1 984 403,21                              | 159 432 043,71        |
| <b>COMMUNICATION</b>                           | <b>5 267 233,69</b>   | <b>5 796 276,59</b>   | <b>467 097,93</b>                         | <b>6 263 374,52</b>   |
| Investissement                                 | -                     | -                     | -                                         | -                     |
| Fonctionnement                                 | 5 267 233,69          | 5 796 276,59          | 467 097,93                                | 6 263 374,52          |
| <b>MOYENS GENERAUX DE L'ADMINISTRATION</b>     | <b>19 650 117,40</b>  | <b>17 627 369,18</b>  | <b>1 706 642,78</b>                       | <b>19 334 011,96</b>  |
| Investissement                                 | 3 073 150,97          | 2 522 806,22          | 459 385,46                                | 2 982 191,68          |
| Fonctionnement                                 | 16 576 966,43         | 15 104 562,96         | 1 247 257,32                              | 16 351 820,28         |
| <b>MOYENS GENERAUX FINANCIERS</b>              | <b>221 054 279,00</b> | <b>71 177 966,93</b>  | -                                         | <b>71 177 966,93</b>  |
| Investissement                                 | 198 400 000,00        | 56 173 419,28         | -                                         | 56 173 419,28         |
| Fonctionnement                                 | 22 654 279,00         | 15 004 547,65         | -                                         | 15 004 547,65         |
| <b>GESTION DES RESSOURCES HUMAINES</b>         | <b>121 011 530,18</b> | <b>121 542 253,30</b> | <b>270 047,96</b>                         | <b>121 812 301,26</b> |
| Investissement                                 | -                     | -                     | -                                         | -                     |
| Fonctionnement                                 | 121 011 530,18        | 121 542 253,30        | 270 047,96                                | 121 812 301,26        |
| <b>RESULTAT affecté fonctionnement</b>         |                       |                       |                                           |                       |

|                                            |                         |                         |                      |                         |
|--------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|-------------------------|
| <b>TOTAL GENERAL hors résultat reporté</b> | <b>1 245 917 424,39</b> | <b>1 054 557 320,19</b> | <b>24 433 846,59</b> | <b>1 078 991 166,78</b> |
| <b>TOTAL GENERAL avec résultat reporté</b> | <b>1 245 917 424,39</b> | <b>1 054 557 320,19</b> | <b>24 433 846,59</b> | <b>1 078 991 166,78</b> |
| Investissement                             | 513 990 182,89          | 366 861 291,51          | 489 376,83           | 367 350 668,34          |
| Fonctionnement                             | 731 927 241,50          | 687 696 028,68          | 23 944 469,76        | 711 640 498,44          |

|                                                                           |                         |                         |                      |                         |
|---------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|-------------------------|
| <b>TOTAL GENERAL avec résultat reporté hors réaménagement de la dette</b> | <b>1 095 917 424,39</b> | <b>1 046 666 450,40</b> | <b>24 433 846,59</b> | <b>1 071 100 296,99</b> |
| Investissement                                                            | 363 990 182,89          | 358 970 421,72          | 489 376,83           | 359 459 798,55          |
| Fonctionnement                                                            | 731 927 241,50          | 687 696 028,68          | 23 944 469,76        | 711 640 498,44          |

|                                                                                         |                         |                         |                      |                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|-------------------------|
| <b>TOTAL GENERAL hors réaménagement de la dette et hors gestion des fonds européens</b> | <b>1 068 773 632,96</b> | <b>1 021 285 099,69</b> | <b>24 299 976,81</b> | <b>1 045 585 076,50</b> |
| Investissement                                                                          | 346 990 182,89          | 342 753 557,94          | 474 916,83           | 343 228 474,77          |
| Fonctionnement                                                                          | 721 783 450,07          | 678 531 541,75          | 23 825 059,98        | 702 356 601,73          |

| INTERVENTIONS REGIONALES                              | RECETTES                |                      |                                           |                      |
|-------------------------------------------------------|-------------------------|----------------------|-------------------------------------------|----------------------|
|                                                       | Voté BP + DM(s)<br>2014 | Réalisé 2014<br>(1)  | Restes à réaliser<br>au 31/12/2014<br>(2) | CA 2014<br>(1)+(2)   |
| <b>TOTAL</b>                                          | <b>91 077 177,78</b>    | <b>87 462 122,07</b> | <b>43 818,01</b>                          | <b>87 505 940,08</b> |
| Investissement                                        | 34 909 230,00           | 32 830 564,23        | -                                         | 32 830 564,23        |
| Fonctionnement                                        | 56 167 947,78           | 54 631 557,84        | 43 818,01                                 | 54 675 375,85        |
| <b>FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE</b>             | <b>3 423 527,78</b>     | <b>2 521 249,61</b>  | -                                         | <b>2 521 249,61</b>  |
| Investissement                                        | -                       | -                    | -                                         | -                    |
| Fonctionnement                                        | 3 423 527,78            | 2 521 249,61         | -                                         | 2 521 249,61         |
| <b>APPRENTISSAGE</b>                                  | <b>26 334 251,00</b>    | <b>26 216 753,51</b> | <b>25 000,00</b>                          | <b>26 241 753,51</b> |
| Investissement                                        | 3 925 000,00            | 3 962 627,00         | -                                         | 3 962 627,00         |
| Fonctionnement                                        | 22 409 251,00           | 22 254 126,51        | 25 000,00                                 | 22 279 126,51        |
| <b>ENSEIGNEMENT LYCEES</b>                            | <b>10 049 980,00</b>    | <b>12 233 600,81</b> | -                                         | <b>12 233 600,81</b> |
| Investissement                                        | 721 893,00              | 2 468 376,53         | -                                         | 2 468 376,53         |
| Fonctionnement                                        | 9 328 087,00            | 9 765 224,28         | -                                         | 9 765 224,28         |
| <b>FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES</b>              | <b>300 000,00</b>       | <b>300 000,00</b>    | -                                         | <b>300 000,00</b>    |
| Investissement                                        | -                       | -                    | -                                         | -                    |
| Fonctionnement                                        | 300 000,00              | 300 000,00           | -                                         | 300 000,00           |
| <b>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>                         | -                       | <b>32 506,70</b>     | -                                         | <b>32 506,70</b>     |
| Investissement                                        | -                       | -                    | -                                         | -                    |
| Fonctionnement                                        | -                       | 32 506,70            | -                                         | 32 506,70            |
| <b>RECHERCHE ET TECHNOLOGIE</b>                       | -                       | <b>81 588,02</b>     | -                                         | <b>81 588,02</b>     |
| Investissement                                        | -                       | 44 060,11            | -                                         | 44 060,11            |
| Fonctionnement                                        | -                       | 37 527,91            | -                                         | 37 527,91            |
| <b>CULTURE</b>                                        | <b>1 860 354,00</b>     | <b>1 406 502,72</b>  | -                                         | <b>1 406 502,72</b>  |
| Investissement                                        | 1 840 054,00            | 1 379 385,72         | -                                         | 1 379 385,72         |
| Fonctionnement                                        | 20 300,00               | 27 117,00            | -                                         | 27 117,00            |
| <b>SPORTS</b>                                         | <b>2 353 674,00</b>     | <b>2 826 935,40</b>  | -                                         | <b>2 826 935,40</b>  |
| Investissement                                        | 2 353 674,00            | 2 826 935,40         | -                                         | 2 826 935,40         |
| Fonctionnement                                        | -                       | -                    | -                                         | -                    |
| <b>TERRITOIRES SOLIDAIRES</b>                         | -                       | <b>157 174,16</b>    | -                                         | <b>157 174,16</b>    |
| Investissement                                        | -                       | 45 120,41            | -                                         | 45 120,41            |
| Fonctionnement                                        | -                       | 112 053,75           | -                                         | 112 053,75           |
| <b>TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION</b> | -                       | -                    | -                                         | -                    |
| Investissement                                        | -                       | -                    | -                                         | -                    |
| Fonctionnement                                        | -                       | -                    | -                                         | -                    |
| <b>ENVIRONNEMENT</b>                                  | <b>18 667,00</b>        | <b>25 346,50</b>     | -                                         | <b>25 346,50</b>     |
| Investissement                                        | -                       | -                    | -                                         | -                    |
| Fonctionnement                                        | 18 667,00               | 25 346,50            | -                                         | 25 346,50            |
| <b>TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS</b>                     | <b>5 462 000,00</b>     | <b>6 149 447,99</b>  | <b>18 818,01</b>                          | <b>6 168 266,00</b>  |
| Investissement                                        | 636 000,00              | 891 163,44           | -                                         | 891 163,44           |
| Fonctionnement                                        | 4 826 000,00            | 5 258 284,55         | 18 818,01                                 | 5 277 102,56         |
| <b>TOURISME</b>                                       | -                       | <b>1 546,38</b>      | -                                         | <b>1 546,38</b>      |
| Investissement                                        | -                       | 1 546,38             | -                                         | 1 546,38             |
| Fonctionnement                                        | -                       | -                    | -                                         | -                    |
| <b>ECONOMIE ET INNOVATION</b>                         | <b>8 359 724,00</b>     | <b>8 190 441,89</b>  | -                                         | <b>8 190 441,89</b>  |
| Investissement                                        | 8 357 609,00            | 8 154 405,06         | -                                         | 8 154 405,06         |
| Fonctionnement                                        | 2 115,00                | 36 036,83            | -                                         | 36 036,83            |
| <b>EUROPE ET COOPERATION DECENTRALISEE</b>            | <b>32 915 000,00</b>    | <b>27 319 028,38</b> | -                                         | <b>27 319 028,38</b> |
| Investissement                                        | 17 075 000,00           | 13 056 944,18        | -                                         | 13 056 944,18        |
| Gestion déléguée des fonds européens                  | 17 075 000,00           | 13 056 944,18        | -                                         | 13 056 944,18        |
| Coopération décentralisée                             | -                       | -                    | -                                         | -                    |
| Fonctionnement                                        | 15 840 000,00           | 14 262 084,20        | -                                         | 14 262 084,20        |
| Gestion déléguée des fonds européens                  | 15 760 000,00           | 14 153 831,83        | -                                         | 14 153 831,83        |
| Coopération décentralisée                             | 80 000,00               | 108 252,37           | -                                         | 108 252,37           |

| MOYENS GENERAUX dont charge de la dette    | RECETTES                |                       |                                           |                       |
|--------------------------------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------------------------|-----------------------|
|                                            | Voté BP + DM(s)<br>2014 | Réalisé 2014<br>(1)   | Restes à réaliser<br>au 31/12/2014<br>(2) | CA 2014<br>(1)+(2)    |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>1 136 946 525,90</b> | <b>961 976 548,21</b> | <b>20 535 349,00</b>                      | <b>982 511 897,21</b> |
| Investissement                             | 276 972 226,00          | 96 446 477,02         | 15 500 000,00                             | 111 946 477,02        |
| Fonctionnement                             | 859 974 299,90          | 865 530 071,19        | 5 035 349,00                              | 870 565 420,19        |
| <b>COMMUNICATION</b>                       | -                       | <b>1 898,20</b>       | -                                         | <b>1 898,20</b>       |
| Investissement                             | -                       | -                     | -                                         | -                     |
| Fonctionnement                             | -                       | 1 898,20              | -                                         | 1 898,20              |
| <b>MOYENS GENERAUX DE L'ADMINISTRATION</b> | <b>272 000,00</b>       | <b>327 175,16</b>     | -                                         | <b>327 175,16</b>     |
| Investissement                             | -                       | -                     | -                                         | -                     |
| Fonctionnement                             | 272 000,00              | 327 175,16            | -                                         | 327 175,16            |
| <b>MOYENS GENERAUX FINANCIERS</b>          | <b>1 132 174 408,33</b> | <b>956 526 715,15</b> | <b>20 535 349,00</b>                      | <b>977 062 064,15</b> |
| Investissement                             | 276 972 226,00          | 96 446 477,02         | 15 500 000,00                             | 111 946 477,02        |
| Fonctionnement                             | 855 202 182,33          | 860 080 238,13        | 5 035 349,00                              | 865 115 587,13        |
| <b>GESTION DES RESSOURCES HUMAINES</b>     | <b>4 500 117,57</b>     | <b>5 120 759,70</b>   | -                                         | <b>5 120 759,70</b>   |
| Investissement                             | -                       | -                     | -                                         | -                     |
| Fonctionnement                             | 4 500 117,57            | 5 120 759,70          | -                                         | 5 120 759,70          |
| <b>RESULTAT affecté fonctionnement</b>     | <b>17 893 720,71</b>    | <b>17 893 720,71</b>  | -                                         | <b>17 893 720,71</b>  |

|                                            |                         |                         |                      |                         |
|--------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|-------------------------|
| <b>TOTAL GENERAL hors résultat reporté</b> | <b>1 228 023 703,68</b> | <b>1 049 438 670,28</b> | <b>20 579 167,01</b> | <b>1 070 017 837,29</b> |
| <b>TOTAL GENERAL avec résultat reporté</b> | <b>1 245 917 424,39</b> | <b>1 067 332 390,99</b> | <b>20 579 167,01</b> | <b>1 087 911 558,00</b> |
| Investissement                             | 311 881 456,00          | 129 277 041,25          | 15 500 000,00        | 144 777 041,25          |
| Fonctionnement                             | 934 035 968,39          | 938 055 349,74          | 5 079 167,01         | 943 134 516,75          |

|                                                                           |                         |                         |                      |                         |
|---------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|-------------------------|
| <b>TOTAL GENERAL avec résultat reporté hors réaménagement de la dette</b> | <b>1 095 917 424,39</b> | <b>1 061 468 100,23</b> | <b>20 579 167,01</b> | <b>1 082 047 267,24</b> |
| Investissement                                                            | 161 881 456,00          | 123 412 750,49          | 15 500 000,00        | 138 912 750,49          |
| Fonctionnement                                                            | 934 035 968,39          | 938 055 349,74          | 5 079 167,01         | 943 134 516,75          |

|                                                                                         |                         |                         |                      |                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|-------------------------|
| <b>TOTAL GENERAL hors réaménagement de la dette et hors gestion des fonds européens</b> | <b>1 063 082 424,39</b> | <b>1 034 257 324,22</b> | <b>20 579 167,01</b> | <b>1 054 836 491,23</b> |
| Investissement                                                                          | 144 806 456,00          | 110 355 806,31          | 15 500 000,00        | 125 855 806,31          |
| Fonctionnement                                                                          | 918 275 968,39          | 923 901 517,91          | 5 079 167,01         | 928 980 684,92          |

## B – L'arrêté des comptes 2014

L'arrêté des comptes permet de dégager le résultat de la section de fonctionnement, le solde d'exécution de la section d'investissement et les restes à réaliser des deux sections.

**Le résultat de la section de fonctionnement** intègre le résultat reporté de l'année précédente et le résultat de l'exercice (titres émis moins mandats émis). Pour 2014, ce résultat s'élève à 237,464 M€.

| <b>Résultat de fonctionnement</b> | (A)<br>Résultat N-1 | (B)<br>Résultat de l'exercice<br>(titres moins mandats) | (A)+(B)<br>Résultat à affecter |
|-----------------------------------|---------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------|
| Recettes (réelles + ordre)        | 17 893 720,71       | 1 069 945 345,18                                        | 1 087 839 065,89               |
| Dépenses (réelles + ordre)        |                     | 850 374 765,87                                          | 850 374 765,87                 |
| Total                             | 17 893 720,71       | 219 570 579,31                                          | 237 464 300,02                 |

**Le solde d'exécution de la section d'investissement** est calculé compte tenu du résultat reporté de l'année précédente et du résultat de l'exercice (titres émis moins mandats émis). Pour 2014, le besoin de financement de la section d'investissement s'élève à 224,689 M€.

| <b>Résultat d'investissement</b> | (A)<br>Résultat N-1 | (B)<br>Résultat de l'exercice<br>(titres moins mandats) | Résultat de la<br>section<br>d'investissement |
|----------------------------------|---------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| Recettes (réelles + ordre)       |                     | 536 107 627,93                                          | 536 107 627,93                                |
| Dépenses (réelles + ordre)       | 231 018 132,29      | 529 778 724,86                                          | 760 796 857,15                                |
| Total                            | -231 018 132,29     | 6 328 903,07                                            | -224 689 229,22                               |

L'arrêté des comptes, toutes sections confondues, fait ressortir un résultat de 12 775 070,80 € (237 464 300,02 € – 224 689 229,22 €).

**Les restes à réaliser** s'élèvent à 24,43 M€ en dépenses, dont 23,94 M€ au titre des dépenses de fonctionnement et 0,489 M€ au titre des dépenses d'investissement.

**Les restes à réaliser** de recettes s'élèvent à 20,58 M€, soit 15,5 M€ en investissement et 5,08 M€ en fonctionnement.

**Les rattachements de charges** à l'exercice 2014, hors intérêts courus non échus, s'élèvent à 6,08 M€.

## C - Une gestion financière de qualité : le tableau des soldes intermédiaires de gestion

Les soldes intermédiaires de gestion et le niveau d'épargne se maintiennent à un très bon niveau conformément aux objectifs financiers que s'est fixée la Région :

- **le taux d'épargne brute ressort à 25,26 %.**
- **l'épargne nette se situe à 184,183 M€** : elle permet à la collectivité d'engager de nouveaux investissements en recourant modérément à l'emprunt. Elle reste supérieure à l'objectif-cible (**épargne nette > 150 M€**).
- **la capacité de désendettement de la Région se situe à 2,6 années** : elle reste en-deçà du ratio que s'est fixée la Région (**capacité de désendettement < 3 ans**).

|                                                      | CA 2013            | CA 2014            |                    |                    |
|------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
|                                                      |                    | Réalisé            | Reste à réaliser   | Total              |
| <b>EPARGNE DISPONIBLE</b>                            |                    |                    |                    |                    |
| + Recettes de gestion                                | 913 331 333        | 920 161 629        | 5 079 167,01       | 925 240 796        |
| - Dépenses de gestion                                | 686 067 596        | 672 561 533        | 23 944 469,76      | 696 506 002        |
| <b>= Epargne de gestion</b>                          | <b>227 263 739</b> | <b>247 600 097</b> | <b>-18 865 303</b> | <b>228 734 794</b> |
| - Intérêts de la dette                               | 17 372 121         | 15 134 496         | 0                  | 15 134 496         |
| <b>= Epargne brute</b>                               | <b>209 891 617</b> | <b>232 465 600</b> | <b>-18 865 303</b> | <b>213 600 298</b> |
| - Remboursement de la dette en capital               | 47 246 792         | 48 282 549         | 0                  | 48 282 549         |
| <b>= Epargne disponible</b>                          | <b>162 644 825</b> | <b>184 183 051</b> | <b>-18 865 303</b> | <b>165 317 748</b> |
| <b>VELEMENTS D'ORDRE AFFECTANT LES DEUX SECTIONS</b> |                    |                    |                    |                    |
| Dépréciation                                         | 111 357            | 0                  | 0                  | 0                  |
| Amortissements                                       | 13 691 244         | 14 890 000         | 0                  | 14 890 000         |
| <b>BESOIN DE FINANCEMENT</b>                         |                    |                    |                    |                    |
| + Dépenses d'investissement                          | 298 395 804        | 312 714 451        | 489 376,83         | 313 203 828        |
| - Recettes d'investissement                          | 80 477 735         | 68 412 750         |                    | 68 412 750         |
| <b>= Besoin de financement en investissement</b>     | <b>217 918 069</b> | <b>244 301 701</b> | <b>489 377</b>     | <b>244 791 078</b> |
| <b>EMPRUNT</b>                                       |                    |                    |                    |                    |
| Emprunt                                              | 33 200 000         | 55 000 000         | 15 500 000         | 70 500 000         |
| <b>RESULTAT</b>                                      |                    |                    |                    |                    |
| <b>= Résultat de l'exercice</b>                      | <b>-22 073 244</b> | <b>-5 118 650</b>  | <b>-3 854 680</b>  | <b>-8 973 329</b>  |
| <i>dont Fonctionnement</i>                           | 196 200 373        | 217 575 600        | -18 865 303        | 198 710 298        |
| <i>dont Investissement</i>                           | -218 384 971       | -222 694 250       | 15 010 623         | -207 683 627       |
| <b>+ Report des années antérieures</b>               | <b>28 257 866</b>  | <b>17 893 721</b>  |                    | 17 893 721         |
| <i>dont report fonctionnement</i>                    | 28 257 866         | 17 893 721         |                    | 17 893 721         |
| <i>dont report investissement</i>                    | 0                  | 0                  |                    | 0                  |
| <b>= Résultat de clôture</b>                         | <b>6 073 285</b>   | <b>12 775 071</b>  | <b>-3 854 680</b>  | <b>8 920 391</b>   |
| <i>dont résultat fonctionnement</i>                  | 224 458 239        | 235 469 321        | -18 865 303        | 216 604 018        |
| <i>dont résultat investissement</i>                  | -218 384 974       | -222 694 250       | 15 010 623         | -207 683 627       |

**La réalisation du budget 2014  
par politique**

## ***A – Les interventions régionales***

# **FORMATIONS PROFESSIONNELLES**

## BILAN

En 2014, la mobilisation financière de la Région au titre de sa politique « Formations professionnelles » a été déterminante dans un contexte de crise économique importante.

Ce soutien a permis de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi grâce à la mise en œuvre de formations adaptées à leurs besoins et à ceux des entreprises.

- Près de 12 600 demandeurs d'emploi ont été formés grâce aux formations collectives mises en place dans le cadre du Programme Régional de Formation et du Fonds Réactif Emploi-Formation ;
- 375 aides individuelles à la formation ont été accordées ;
- 19,7 M€ ont été consacrés à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;
- Plus de 26 600 actions de formation aux savoirs de base ont été réalisées en faveur des citoyens de la Région.

La Région a également accompagné, à titre préventif, la sécurisation des parcours professionnels des salariés fragilisés.

Ainsi, dans le cadre du Pacte de Continuité Professionnelle (PCP), elle a noué des partenariats avec des organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) ou des partenaires d'un secteur spécifique (artisanat, culture, etc.) pour favoriser la formation d'actifs fragilisés par les mutations économiques subies et/ou du fait de leur situation propre (salariés intérimaires, actifs aux compétences obsolètes, etc.).

- 14 conventions PCP ont été conclues en 2014,
- Plus de 2 250 personnes en ont bénéficié.

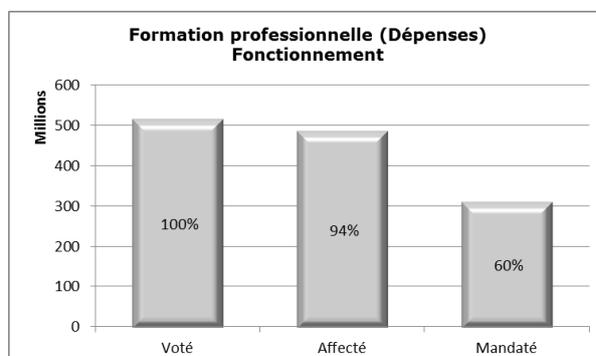
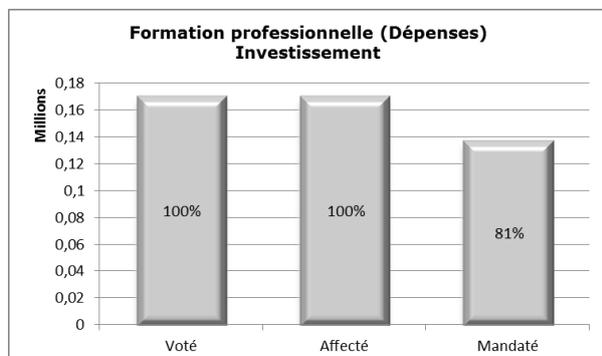
Dans le même temps, la Région a :

- poursuivi sa politique de soutien aux acteurs de l'accueil - information-orientation (Missions Locales notamment), compte tenu de l'importance de l'accompagnement des publics concernés ;
- consacré des moyens financiers permettant de professionnaliser les équipes pédagogiques des organismes de formation, au titre de la modularisation de l'offre (découpage en compétences) et de l'individualisation des parcours de formation.

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 170 000,00                                    | 169 951,00                        | 49,00                                                   | 136 985,51                        | 33 014,49                                               | 32 965,49                                                  |
| AE    | 513 689 376,55                                | 483 103 212,36                    | 30 586 164,19                                           | 310 039 865,01                    | 203 649 511,54                                          | 173 063 347,35                                             |

\* AP ou AE qui font encore l'objet de mandatement



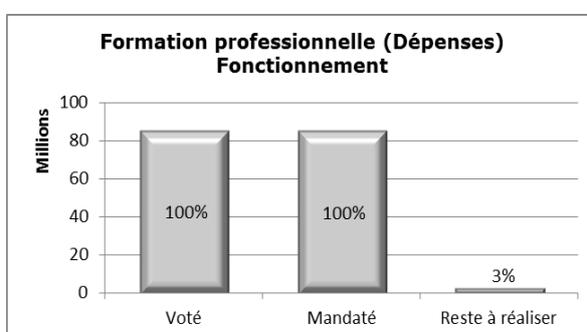
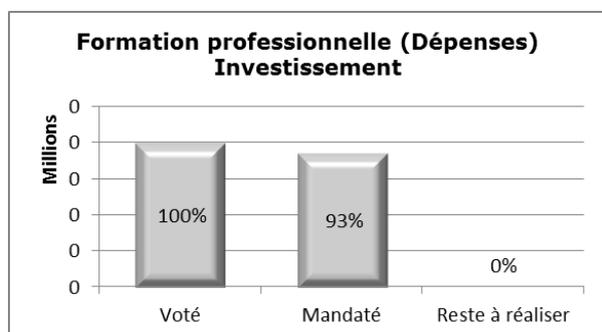
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 80 200,00     | 74 638,86     | 0,00                  | 93,07%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 85 146 639,09 | 84 788 647,59 | 2 916 260,24          | 103,00% | 3 423 527,78  | 2 521 249,61     | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 85 226 839,09 | 84 863 286,45 | 2 916 260,24          | 103,00% | 3 423 527,78  | 2 521 249,61     | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements: BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté



Un taux de réalisation supérieur à 100% signifie que des virements de crédits ont été effectués.

Le mandaté comprend le rattachement de charges sur l'exercice.

## DETAILS PAR PROGRAMME

### Programme : Programme régional de formation

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                                    | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification  | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|------------------------------------------------------------|----------------------------------|---------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2012 | 0573 | FINANCEMENT DES PARCOURS DES DEMANDEURS D'EMPLOI 2013-2014 | 78 900 000,00                    | 2 500 000,00  | 81 400 000,00                    | 78 300 000,00                 |
| AE           | 2014 | 0573 | FINANCEMENT DES PARCOURS DES DEMANDEURS D'EMPLOI 2015-2016 | -                                | 87 500 000,00 | 87 500 000,00                    | 73 307 593,44                 |
| AE           | 2014 | 0574 | FINANCEMENT DES ACTIONS SAVOIRS DE BASE 2015 ET 2016       | -                                | 14 400 000,00 | 14 400 000,00                    | 14 400 000,00                 |
| AE           | 2014 | 0577 | CHEQUE FORMATION 2014                                      | 1 500 000,00                     | -             | 1 500 000,00                     | 1 500 000,00                  |
| AE           | 2012 | 0925 | REMUNERATION 2013 ET 2014                                  | 33 794 000,00                    | 4 000 000,00  | 37 794 000,00                    | 33 794 000,00                 |
| AE           | 2014 | 0925 | REMUNERATION 2015 ET 2016                                  | -                                | 37 794 000,00 | 37 794 000,00                    | 32 520 000,00                 |
| AE           | 2014 | 0966 | HEBERGEMENT RESTAURATION 2014                              | 1 350 000,00                     | -             | 1 350 000,00                     | 1 315 495,00                  |
| AE           | 2014 | 0971 | ACTIONS DE FORMATIONS SUBVENTIONNEES 2014                  | 3 700 000,00                     | -             | 3 700 000,00                     | 2 960 755,39                  |
| AE           | 2014 | 2981 | PLATEFORME LIBRES SAVOIRS                                  | -                                | 530 000,00    | 530 000,00                       | 300 000,00                    |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 70 586 288,35 | 74 522 550,32 | 299 146,00            | 106,00% | 3 360 000,00  | 2 388 410,94     | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 70 586 288,35 | 74 522 550,32 | 299 146,00            | 106,00% | 3 360 000,00  | 2 388 410,94     | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

En 2014, le Programme Régional de Formation a reposé principalement sur la mise en œuvre de Parcours vers l'Emploi et la Qualification. Ces actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi visent à favoriser leur accès ou leur retour à l'emploi (actions d'orientation et de découverte des métiers, actions de développement de compétences, etc.).

Ces derniers ont bénéficié à 12 432 demandeurs d'emploi, dont 50,3 % de jeunes de moins de 26 ans. Parmi ces 12 432 personnes, près de 7 778 demandeurs d'emploi se sont plus particulièrement formés en vue de l'acquisition d'une qualification.

Le Fonds Réactif Emploi-Formation, créé en 2013, a permis d'apporter de nouvelles solutions souples et réactives, pour répondre aux besoins économiques des acteurs du territoire régional exprimant des besoins de recrutement à court terme.

En complément, la Région mobilise un dispositif d'aide individuelle à la formation : le chèque formation. Comme les années précédentes, ce dernier a continué en 2014 à être fortement sollicité puisque 375 aides ont été attribuées.

Au-delà de la prise en charge des coûts pédagogiques, la Région assure la prise en charge de la rémunération et de la protection sociale des demandeurs d'emploi pendant le suivi de leur formation (financée par la Région). En 2014, la Région a ainsi mandaté 19,7 M€ au titre de la rémunération et la protection sociale des 9 975 stagiaires de la formation professionnelle.

Le Programme Régional de Formation repose en outre sur le dispositif « Visa Libres Savoirs » qui a permis d'offrir en 2014 aux habitants de la région, l'accès libre à la formation dans le champ des savoirs de base.

Au titre de l'exercice 2014, 26 401 visas ont été confirmés. 227 jeunes ont bénéficié du visa « *Compétences d'Avenir* » mis en place par la Région dans le prolongement de la création des Emplois d'avenir, nouvel outil d'insertion depuis novembre 2012 à destination des jeunes les moins qualifiés.

## Programme : Accueil, information, orientation

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 6 613 850,91  | 5 381 777,16 | 927 338,50            | 95,39% | 0,00          | 25 746,99        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 6 613 850,91  | 5 381 777,16 | 927 338,50            | 95,39% | 0,00          | 25 746,99        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

En 2014, la Région a consacré des moyens financiers conséquents :

- au fonctionnement des réseaux d'accueil, d'information et d'orientation, afin d'assurer un accompagnement de qualité des personnes concernées. Grâce à ce dernier :
  - o les missions locales ont pu suivre plus de 45 000 jeunes de 16 à 25 ans en difficulté d'insertion sociale ou professionnelle,
  - o les Points Relais Conseil en validation des acquis de l'expérience (VAE) ont reçu en entretien conseil plus de 3 300 personnes,
  - o 2 669 jeunes ont bénéficié de l'aide au permis de conduire allouée par la Région.
- au groupement d'intérêt public (GIP) Alfa Centre en matière :
  - o d'information sur les formations, les métiers et les diplômes,
  - o d'analyse des évolutions de l'emploi et des populations dans les territoires,
  - o d'appui à la professionnalisation des acteurs de l'emploi, de l'orientation et de la formation.

Le GIP a, par ailleurs, poursuivi en 2014 le portage de la plate-forme téléphonique d'information gratuite sur la formation professionnelle. Près de 5 000 appels ont été reçus à ce titre pour l'exercice 2014.

## Programme : Sécurisation des parcours professionnels

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                          | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|----------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 0974 | POINTS RELAIS CONSEILS 2015-2017 | -                                | 2 226 000,00 | 2 226 000,00                     | 2 226 000,00                  |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 7 435 045,28  | 4 573 905,96 | 1 550 653,78          | 82,37% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 7 435 045,28  | 4 573 905,96 | 1 550 653,78          | 82,37% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Parallèlement à la compétence légale de la Région en matière de formation des demandeurs d'emploi, dans une logique préventive, la collectivité s'implique fortement dans la sécurisation des parcours professionnels des salariés fragilisés.

A ce titre, a été institué en 2011 le dispositif «Pacte de Continuité Professionnelle» qui a permis de développer des partenariats dans ce domaine et d'impulser une nouvelle approche du capital humain avec les Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA) et autres structures concernées.

Grâce au soutien de la Région, ce sont 2 250 salariés qui ont pu être formés.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales, le Conseil régional a poursuivi et renforcé ses efforts en développant sur les territoires l'offre de formation, contribuant ainsi à la sécurisation des parcours dans ce secteur.

### Programme : Equipement des centres d'AIOA

AIOA : accueil, information, orientation, accompagnement

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                              | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|------------------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 0179 | EQUIPEMENTS DES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE | 80 000,00                        |              | 80 000,00                        | 79 951,00                     |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 80 200,00     | 74 638,86    | 0,00                  | 93,07% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 80 200,00     | 74 638,86    | 0,00                  | 93,07% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les Missions locales ont pu, grâce aux financements accordés par la Région, s'équiper en mobilier et matériels informatiques, leur permettant ainsi d'optimiser l'accompagnement des jeunes qu'elles assurent.

### Programme : Qualité de la formation

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 393 152,43    | 219 769,25   | 111 621,96            | 84,29% | 63 527,78     | 63 527,78        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 393 152,43    | 219 769,25   | 111 621,96            | 84,29% | 63 527,78     | 63 527,78        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

En 2014, s'est poursuivie l'action d'accompagnement auprès des organismes de formation, visant à professionnaliser les équipes pédagogiques au titre de la modularisation de l'offre (découpage en compétences) et de l'individualisation des parcours de formation.

**Programme : Action d'accueil, information, orientation**

**La réalisation des crédits de paiement**

|                       | DEPENSES      |              |                       |       | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|-------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3) | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 0,00          | 0,00         | 0,00                  | 0,00% | 0,00          | 2 400,00         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 0,00          | 0,00         | 0,00                  | 0,00% | 0,00          | 2 400,00         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les recettes encaissées sont essentiellement constituées de trop-perçus (restitutions de subventions, totales ou partielles, et de remboursements divers) en fonctionnement.

**Programme : Appui à la formation des salariés et mise en œuvre des pactes de continuité professionnelle**

**La réalisation des crédits de paiement**

|                       | DEPENSES      |              |                       |       | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|-------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3) | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 0,00          | 0,00         | 0,00                  | 0,00% | 0,00          | 41 163,90        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 0,00          | 0,00         | 0,00                  | 0,00% | 0,00          | 41 163,90        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les recettes encaissées sont essentiellement constituées de trop-perçus (restitutions de subventions, totales ou partielles, et de remboursements divers) en fonctionnement.

**Programme : Egalité Femmes/Hommes, lutte contre les discriminations**

**La réalisation des crédits de paiement**

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 118 302,12    | 90 644,90    | 27 500,00             | 99,87% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 118 302,12    | 90 644,90    | 27 500,00             | 99,87% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

En 2014, au titre du programme Egalité Femmes/Hommes, lutte contre les discriminations, la Région a :

- piloté l'expérimentation Egal'O Centre sur la partie « décrochage à l'emploi des personnes en congé parental » en organisant notamment des événements finaux sur les territoires qui ont permis de dresser des pistes pour la suite ;
- poursuivi son action sur la mixité des métiers lors des forums de l'orientation et au travers d'actions éducatives en lien avec le tissu associatif de proximité ;
- soutenu la deuxième semaine de lutte contre les préjugés (20 actions engagées et 1 200 personnes impliquées) coordonnée par le GIP Alfa Centre et mis en place un

plan d'appui aux acteurs du Service Public Régional de l'Orientation et de l'apprentissage pour former des relais de la lutte contre les discriminations.

# **APPRENTISSAGE**

## BILAN

Dans un contexte difficile pour l'apprentissage dû principalement aux difficultés économiques auxquelles sont confrontées les entreprises, l'année 2014 a été marquée par la mise en place de mesures nationales et régionales pour le soutien et le développement de l'appareil de formation.

Ainsi, la loi du 5 mars 2014 réaffirme la place de l'apprentissage dans le dispositif de formation professionnelle des jeunes. Elle renforce également le rôle de pilote des Régions et réforme profondément le fonctionnement de la taxe d'apprentissage.

Lors de la conférence nationale sur l'apprentissage le 19 septembre 2014, le Président de la République a annoncé des mesures fortes pour accompagner le développement du dispositif de formation et notamment la création d'une prime au recrutement d'apprenti d'un montant de 1 000 € pour les entreprises de moins de 250 salariés et le développement de l'apprentissage dans la fonction publique. Un objectif de 10 000 apprentis dans la fonction publique de l'Etat à la rentrée 2017 est ainsi visé.

La Région Centre-Val de Loire s'est inscrite avec volontarisme dans cette dynamique :

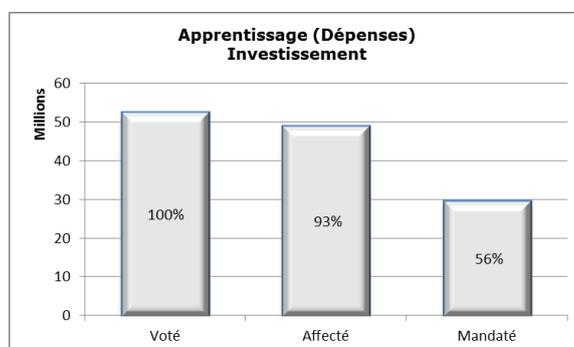
- ouverture de 20 nouvelles formations à la rentrée de 2014 dans les Centres de Formation d'Apprentis (CFA) soit 300 places supplémentaires ;
- mise en œuvre d'un plan d'investissement très ambitieux avec la prise en charge de 4 nouveaux projets immobiliers pour un montant global de 14 M€ de subventions ;
- versement d'aides exceptionnelles aux CFA pour un montant de 4,853 M€, afin de compenser la baisse des effectifs et permettre en appui des établissements et de leurs organismes de gestion, de faire face à des situations financières tendues et de mettre en place les réformes structurelles nécessaires ;
- création de deux majorations pour les aides aux employeurs d'apprentis : 500 € pour soutenir la formation des maîtres d'apprentissage et 500 € pour encourager le recrutement d'apprentis supplémentaires.

L'ensemble de ces initiatives a permis de stabiliser le dispositif de formation, de sécuriser les CFA dans leur fonctionnement et de préparer l'avenir des jeunes et l'évolution des besoins en compétences exprimés par les entreprises.

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 52 619 000,00                                 | 49 033 450,48                     | 3 585 549,52                                            | 29 717 284,10                     | 22 901 715,90                                           | 19 316 166,38                                              |
| AE    | -                                             | -                                 | -                                                       | -                                 | -                                                       | -                                                          |

\* AP ou AE qui font encore l'objet de mandatement



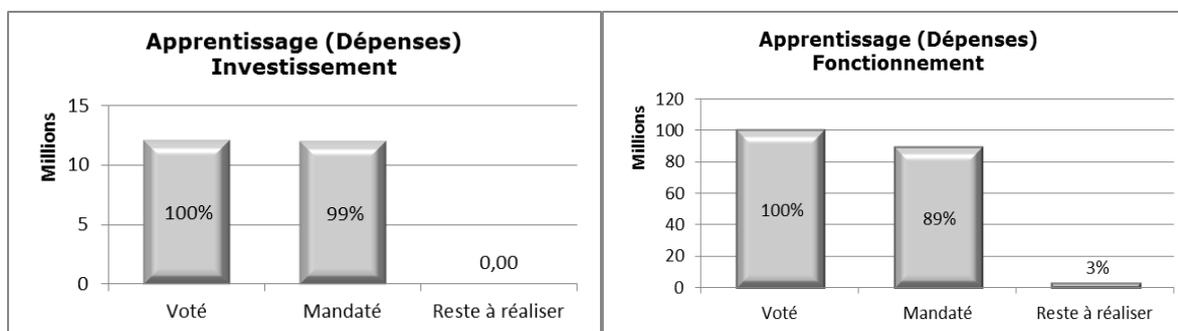
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES       |                |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|----------------|----------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1)  | MANDATE 2014   | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 12 142 684,00  | 12 018 845,91  | 0,00                  | 98,98% | 3 925 000,00  | 3 962 627,00     | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 100 055 281,63 | 89 258 568,99  | 3 444 627,37          | 92,65% | 22 409 251,00 | 22 254 126,51    | 25 000,00             |
| <b>Total</b>          | 112 197 965,63 | 101 277 414,90 | 3 444 627,37          | 93,34% | 26 334 251,00 | 26 216 753,51    | 25 000,00             |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté



Un taux de réalisation supérieur à 100% signifie que des virements de crédits ont été effectués.

Le mandaté comprend le rattachement de charges sur l'exercice.

## DETAIL PAR PROGRAMME

### Programme : Construction, aménagement réhabilitation, équipement

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                                     | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|-------------------------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 1581 | CMCCI 28 - 3E TRANCHE ATELIER MECANIQUE AUTO + FOYER        | 4 700 000,00                     | 400 000,00   | 5 100 000,00                     | 5 100 000,00                  |
| AP           | 2013 | 1565 | LA MOUILLERE RESTRUCTURATION PARTIELLE ETS (1ERE PHASE)     | 1 850 000,00                     | 173 000,00   | 2 023 000,00                     | 1 850 000,00                  |
| AP           | 2014 | 1582 | CFA EST LOIRET - RESTRUCTURATION PARTIELLE CFA              | 3 000 000,00                     |              | 3 000 000,00                     | -                             |
| AP           | 2014 | 1583 | COMPAGNONS DU DEVOIR - RESTRUCTURATION CFA                  | 4 000 000,00                     |              | 4 000 000,00                     | 4 000 000,00                  |
| AP           | 2014 | 1584 | CFA AGGLO - RESTRUCTURATION PARTIELLE CFA (HORS EQUIPEMENT) | 2 740 000,00                     |              | 2 740 000,00                     | 2 740 000,00                  |
| AP           | 2014 | 1586 | CFA INTERPROFESSIONNEL DE BOURGES                           | -                                | 2 200 000,00 | 2 200 000,00                     | 2 200 000,00                  |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                                                             | 16 290 000,00                    | 2 773 000,00 | 19 063 000,00                    | 15 890 000,00                 |

#### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |               |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (2)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 10 311 224,00 | 10 082 763,00 | 0,00                  | 97,78% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 10 311 224,00 | 10 082 763,00 | 0,00                  | 97,78% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

D'un montant de 7,168 M€ au budget primitif, les crédits de paiement ont été augmentés à hauteur de 10,082 M€ au vu des projets nouveaux pris en charge en 2014 et de l'avancement des projets en cours.

Les structures ayant mobilisé les enveloppes de crédits de paiement les plus importantes sont : le CFA du bâtiment et des travaux publics (BTP) de Blois pour un montant de 1,596 M€, la Chambre de Métiers d'Eure-et-Loir pour 2,040 M€, la Chambre de Métiers d'Indre-et-Loire pour 1,450 M€ et les Compagnons du Devoir pour 1,6 M€.

### Programme : Financement des CFA

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                          | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|----------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 0180 | PLAN ANNUEL D'EQUIPEMENT DES CFA | 2 000 000,00                     |              | 2 000 000,00                     | 1 999 345,34                  |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                                  | 2 000 000,00                     | -            | 2 000 000,00                     | 1 999 345,34                  |

#### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |               |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 1 831 460,00  | 1 936 082,91  | 0,00                  | 105,71% | 3 925 000,00  | 3 962 627,00     | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 64 154 600,00 | 63 543 901,60 | 433 989,00            | 99,72%  | 22 059 251,00 | 21 852 556,00    | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 65 986 060,00 | 65 479 984,51 | 433 989,00            | 99,89%  | 25 984 251,00 | 25 815 183,00    | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

La baisse globale de 4,26% des effectifs apprentis (-858 jeunes) a fragilisé un nombre important d'établissements et notamment ceux proposant des formations de niveau V (certificat d'aptitudes professionnelles (CAP) et IV (brevet professionnel (BP) et Bac pro). Pour ces établissements, la baisse des effectifs a parfois été supérieure à 10% comme cela est le cas pour le secteur du BTP. Certains CFA, déjà en situation financière précaire, risquaient de ne plus pouvoir à terme assurer leur mission de formation auprès des jeunes.

La décision de la Région de maintenir le montant de son aide financière malgré la baisse des effectifs a permis de sécuriser 1,986 M€ au bénéfice des CFA, auxquels sont venus également s'ajouter 2,867 M€ au titre de l'aide à l'équilibre budgétaire des établissements en difficulté.

## Programme : Egalité des chances

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 6 509 169,27  | 4 425 905,66 | 1 872 116,78          | 96,76% | 0,00          | 34 683,04        | 25 000,00             |
| <b>Total</b>          | 6 509 169,27  | 4 425 905,66 | 1 872 116,78          | 96,76% | 0,00          | 34 683,04        | 25 000,00             |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

L'aide régionale au 1<sup>er</sup> équipement professionnel est une aide individuelle allant de 25 € à 200 €, pour permettre l'acquisition du premier équipement professionnel des apprentis, lycéens et élèves du secteur sanitaire et social.

En 2014, 4 189 apprentis et 1 115 élèves du secteur sanitaire et social (aides-soignants et aides médico-psychologiques) en ont bénéficié.

La réussite des parcours de formation des jeunes, et en particulier pour les plus fragiles d'entre eux, avec à la clé l'obtention d'un diplôme constitue la priorité du contrat de plan régional des formations professionnelles (CPRDFP). Dans le domaine de l'apprentissage, la Région développe, depuis 1998, un dispositif d'accompagnement des jeunes et des établissements se traduisant plus particulièrement par la mise en place de parcours de formation adaptés (dédoublings de classes, groupes de besoin, parcours individualisés, suivi en entreprise, etc.) et d'actions de lutte contre les abandons en cours de formation (médiation, savoirs de base, etc.) : près de 5 000 apprentis ont bénéficié en 2014 de ces dispositifs. La Région intervient également en direction des équipes de formateurs des CFA avec la mise en place d'un plan régional de formation portant sur les thématiques prioritaires de l'apprentissage : la pédagogie de l'alternance et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la formation.

## Programme : Aide aux employeurs d'apprentis

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |               |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (2)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 27 018 000,00 | 20 368 072,00 | 0,00                  | 75,39% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 27 018 000,00 | 20 368 072,00 | 0,00                  | 75,39% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, l'Indemnité Compensatrice Forfaitaire (ICF) a été supprimée et remplacée par la prime à l'apprentissage, réservée aux entreprises de moins de 11 salariés, dont le montant est de 1 000 € par année de formation.

Par ailleurs, la Région a complété ce dispositif par l'adoption de 2 aides complémentaires de 500 € chacune, l'une pour la formation tutorale des maîtres d'apprentissage et l'autre réservée aux entreprises qui recrutent pour la 1<sup>ère</sup> fois un apprenti en niveau V.

10 105 entreprises ont perçu une aide en 2014.

## Programme : Mobilité des apprentis

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 966 192,36  | 707 358,23   | 1 038 866,79          | 88,81% | 350 000,00    | 366 887,47       | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 1 966 192,36  | 707 358,23   | 1 038 866,79          | 88,81% | 350 000,00    | 366 887,47       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

L'intervention de la Région en matière de mobilité, regroupée plus globalement sous le nom de « Parcours d'Europe » se décline, pour les apprentis, en 3 dispositifs dont 2 à finalité professionnelle.

En 2014, 19 projets Trans'Europe Centre ont été présentés permettant à 486 apprentis de niveau IV et V de découvrir de nouveaux horizons en lien avec leur formation.

313 nouveaux apprentis en formation au sein de 15 CFA ont bénéficié de projets individuels à finalité professionnelle dans le cadre du dispositif « Euro Métiers Centre ». Afin de répondre au mieux aux projets de formation des jeunes quel que soit leur niveau, Euro Métiers Centre regroupe trois mesures : « Premier parcours » (apprentis préparant des diplômes de niveau CAP et bac pro), « Jeunes diplômés » (tous niveaux de qualification) et « BAC + » permettant des mobilités de 2 semaines à 6 mois, selon les dispositifs, au sein d'entreprises implantées en Europe. Il est important de noter que « premiers parcours » et « jeunes diplômés » s'inscrivent dans le cadre du dispositif européen ERASMUS +, ce qui a permis à la Région de percevoir une aide financière de l'Europe de 0,366 M€.

Au total, 799 apprentis ont bénéficié d'une mobilité cofinancée par la Région.

## Programme : Fonds d'innovation

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (2)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 157 320,00    | 38 600,30    | 24 770,00             | 40,28% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 157 320,00    | 38 600,30    | 24 770,00             | 40,28% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les crédits mobilisés ont permis la poursuite du financement des projets retenus en 2012 et 2013. Ces projets ont pour finalité de faciliter les apprentissages des apprenants (apprentis, stagiaires, élèves et étudiants du secteur sanitaire et social) par des

méthodes pédagogiques innovantes. Cinq projets ont été retenus par la Région au titre de l'apprentissage et du secteur sanitaire et social.

C'est dans cet objectif que le CFA régional des maisons familiales rurales, en partenariat avec le CFA de la ville de Tours, a développé un projet axé sur l'apprentissage des sciences appliquées pour les apprentis et stagiaires préparant des formations dans le domaine de la maintenance automobile et des matériels agricoles. Construit autour de mises en situation faisant appel aux TIC, ce projet vise à rendre plus accessible une matière importante qui peine à mobiliser les jeunes.

### Programme : Service Public Régional de l'Orientation

#### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (2)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 250 000,00    | 174 731,20   | 74 884,80             | 99,85% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 250 000,00    | 174 731,20   | 74 884,80             | 99,85% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Un appel à projets visant à développer des initiatives innovantes en termes de service rendu aux jeunes et aux familles, a été lancé en 2014. Il intègre une dimension forte de développement de partenariats entre les structures d'accueil et d'information dans les territoires. 10 projets ont été retenus.

## **ENSEIGNEMENT - LYCEES**

## BILAN

L'année 2014 aura été marquée par des taux de réalisation particulièrement élevés, ainsi pour la section de fonctionnement, avec plus de 99% de réalisation, la collectivité a utilisé l'ensemble de ses moyens afin de soutenir l'activité des établissements. Pour l'investissement, le taux de réalisation de 107,42% (93,06% en 2013) traduit une impulsion forte en direction de notre patrimoine avec la réalisation de projets d'envergure, mais aussi un effort particulier pour l'équipement technique et informatique des établissements publics locaux d'enseignement.

Le budget en faveur de l'enseignement et des lycées est majoritairement mobilisé autour des domaines dont la collectivité régionale a la charge depuis les différentes lois de décentralisation : rénovation, restructuration et maintenance du patrimoine immobilier, dotations en équipements et dotations financières des établissements.

Le patrimoine immobilier des lycées publics constitue le premier poste de dépense et mobilise à lui seul 73 M€ (auxquels il est possible d'ajouter 7,892 M€ en fonctionnement). Les besoins de rénovation et d'adaptation restent nombreux du fait de l'importance du patrimoine géré et des évolutions de l'enseignement. La Région entend réserver aux besoins en maintenance et cadre de vie une place importante.

Au-delà des opérations de rénovation les plus importantes ou de maintenance menées en 2014, un engagement fort de 5,250 M€ supplémentaires a été décidé en matière d'accessibilité des établissements. Il confirme cette année encore la volonté pour notre collectivité de répondre aux obligations réglementaires dans ce domaine. Un programme de 19 mises en accessibilité est en cours.

S'agissant des résultats produits par le contrat de performance énergétique passé par la Région avec la société Eifficentre en août 2010, le troisième rapport annuel d'évaluation a été examiné par la Commission permanente régionale de septembre 2014 (portant sur les résultats de l'année 2013). La baisse des consommations d'énergie des 19 lycées est sensible : une diminution de 34,9% pour la chaleur (gaz, bois, pompes à chaleur) et 10,5% pour l'électricité, à conditions climatiques égales. Ceci porte l'économie globale en énergie finale à 27,4%.

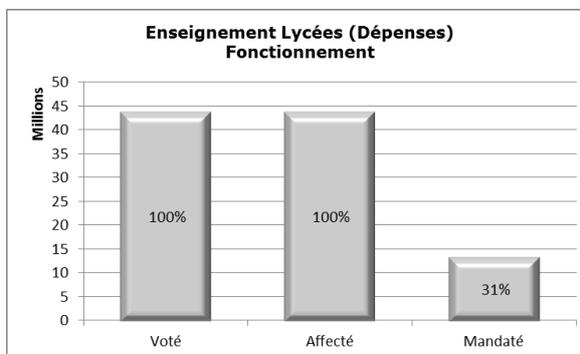
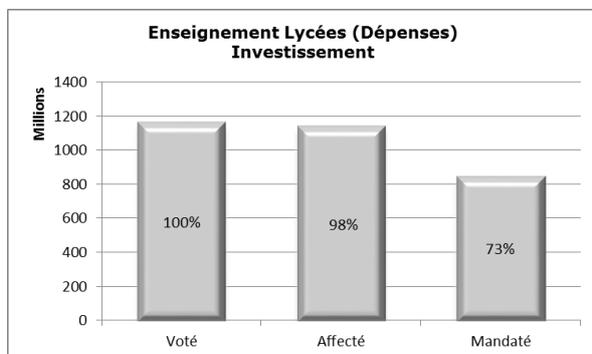
En complément de ces nombreuses rénovations et pour accompagner les ouvertures de filières ou changements de référentiels, 14,44 M€ ont été consacrés à l'acquisition d'équipements pour les lycées, soit 16,8% des dépenses d'investissement. La collectivité accompagne notamment fortement le développement des usages du numérique au lycée : un effort de renouvellement du parc informatique a été consenti, un engagement de prise en charge du service de maintenance des postes élèves est en cours et enfin, une dotation de 36 tablettes a été allouée à chaque établissement public local d'enseignement.

Enfin, en matière d'actions pour le développement de l'utilisation de produits bio en restauration scolaire, un appel à projets bio dans les cantines a été conduit et a permis d'aider 20 lycées pour un montant de 0,188 M€.

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 1 159 883 827,01                              | 1 136 424 240,17                  | 23 459 586,84                                           | 846 791 092,74                    | 313 092 734,27                                          | 289 633 147,43                                             |
| AE    | 43 687 000,00                                 | 43 575 014,00                     | 111 986,00                                              | 13 386 326,48                     | 30 300 673,52                                           | 30 188 687,52                                              |

\* AP ou AE qui font encore l'objet de mandatement



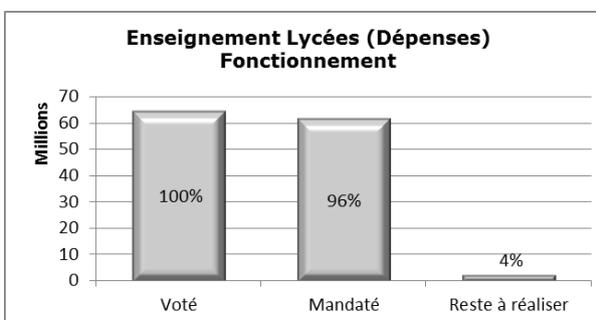
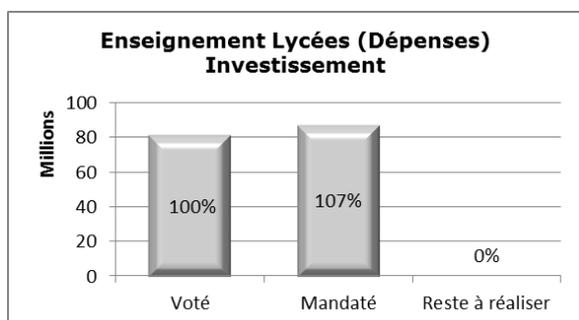
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES       |                |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|----------------|----------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1)  | MANDATE 2014   | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 81 600 890,92  | 87 640 982,97  | 14 334,97             | 107,42% | 721 893,00    | 2 468 376,53     | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 64 361 493,63  | 61 479 200,99  | 2 354 207,14          | 99,18%  | 9 328 087,00  | 9 765 224,28     | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 145 962 384,55 | 149 120 183,96 | 2 368 542,11          | 103,79% | 10 049 980,00 | 12 233 600,81    | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté



Un taux de réalisation supérieur à 100% signifie que des virements de crédits ont été effectués.

Le mandaté comprend le rattachement de charges sur l'exercice.

## DETAIL PAR PROGRAMME

### Programme : Construction, aménagement, réhabilitation, équipement

#### La réalisation des AP/AE en 2014

##### AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe | Libellé                                                                            | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP 2014 0007 | ACQUISITION, RENOUVELLEMENT, REPARATION DE BIENS                                   | 12 820 000,00                    |              | 12 820 000,00                    | 12 789 771,00                 |
| AP 2014 0012 | AIDE A L'INVESTISSEMENT DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVE                                  | 5 000 000,00                     |              | 5 000 000,00                     | 4 999 992,00                  |
| AP 2013 0014 | EXTENSIONS RESTRUCTURATIONS                                                        | 15 500 000,00                    |              | 15 500 000,00                    | 15 500 000,00                 |
| AP 2014 0013 | ENTRETIEN, MAINTENANCE ET CADRE DE VIE                                             | 5 190 000,00                     |              | 5 190 000,00                     | 5 190 000,00                  |
| AP 2014 0933 | ETUDES PREALABLES ET FONCIER                                                       | 600 000,00                       |              | 600 000,00                       | 600 000,00                    |
| AP 2014 1213 | EPLFPA DE L'INDRE<br>EXTENSION CHEVRIERE RESTRUCTURATION INTERNATS                 | 4 660 000,00                     |              | 4 660 000,00                     | 4 660 000,00                  |
| AP 2014 1214 | GROSSES REPARATIONS GROS ENTRETIENS                                                | 7 870 000,00                     |              | 7 870 000,00                     | 7 870 000,00                  |
| AP 2014 1217 | GEORGES SAND CONSTRUCTION GYMNASE                                                  | 2 300 000,00                     |              | 2 300 000,00                     | 2 300 000,00                  |
| AP 2014 1955 | EFFICACITE ENERGETIQUE                                                             | 13 980 000,00                    |              | 13 980 000,00                    | 13 980 000,00                 |
| AP 2008 0014 | EXTENSIONS ET RESTRUCTURATIONS                                                     | 81 970 000,00                    |              | 81 970 000,00                    | 81 570 220,00                 |
| AP 2011 0013 | ENTRETIEN, MAINTENANCE ET CADRE DE VIE                                             | 4 894 000,00                     |              | 4 894 000,00                     | 4 402 124,60                  |
| AP 2011 1214 | GROSSES REPARATIONS, GROS ENTRETIENS                                               | 5 060 000,00                     |              | 5 060 000,00                     | 4 774 207,87                  |
| AP 2011 1955 | EFFICACITE ENERGETIQUE POUR 5 LYCEES PAR AN                                        | 13 830 000,00                    |              | 13 830 000,00                    | 13 830 000,00                 |
| AP 2012 1214 | GROSSES REPARATIONS, GROS ENTRETIENS                                               | 13 635 000,00                    |              | 13 635 000,00                    | 13 586 462,00                 |
| AP 2012 1216 | ACCESSIBILITE                                                                      | 15 500 000,00                    |              | 15 500 000,00                    | 15 500 000,00                 |
| AP 2013 1214 | GROSSES REPARATIONS ET GROS ENTRETIENS                                             | 5 465 000,00                     |              | 5 465 000,00                     | 5 317 626,00                  |
| AP 2009 0014 | EXTENSIONS RESTRUCTURATIONS                                                        | 48 795 000,00                    |              | 48 795 000,00                    | 47 947 348,74                 |
| AP 2010 0014 | EXTENSIONS ET RESTRUCTURATIONS                                                     | 23 700 000,00                    |              | 23 700 000,00                    | 23 301 693,73                 |
| AP 2014 1031 | EVOLUTIONS MATERIELS ET LOGICIELS POUR TELEGESTION DU PARC INFORMATIQUE DES LYCEES | 0,00                             | 2 000 000,00 | 2 000 000,00                     | 2 000 000,00                  |
| AP 2014 1325 | ACHATS DE TABLETTES NUMERIQUES POUR LES ETABLISSEMENTS DE FORMATION                | 0,00                             | 2 163 200,00 | 2 163 200,00                     | 2 163 200,00                  |
| AP 2014 1335 | TRANSITION ENERG PHOTOVOLTAIQUE                                                    | 0,00                             | 1 200 000,00 | 1 200 000,00                     | 1 200 000,00                  |
| AE 2014 1324 | ACHATS DE TABLETTES NUMERIQUES PRESTATION DE DEPLOIEMENT                           | 0,00                             | 140 000,00   | 140 000,00                       | 140 000,00                    |
| <b>TOTAL</b> |                                                                                    | 280 769 000,00                   | 5 503 200,00 | 286 272 200,00                   | 283 622 645,94                |

#### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |               |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 81 600 890,92 | 87 640 982,97 | 14 334,97             | 107,42% | 721 893,00    | 2 468 376,53     | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 8 454 125,64  | 7 892 352,57  | 796 577,21            | 102,78% | 408 176,00    | 683 406,23       | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 90 055 016,56 | 95 533 335,54 | 810 912,18            | 106,98% | 1 130 069,00  | 3 151 782,76     | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements: BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les dépenses pour le patrimoine immobilier ont représenté les parts suivantes :

- Construction, réhabilitation et restructuration pour 50,32 M€ soit 57,35%
- Entretien, maintenance et cadre de vie pour 7,24 M€ soit 8,26%

Les dépenses liées aux opérations de construction, de réhabilitation et de restructuration ont été plus importantes que prévu au budget primitif 2014 du fait de l'avancement de grands projets comme notamment la halle bois du lycée Gaudier-Brezska, l'opération d'efficacité énergétique au lycée Paul-Louis Courier, la restructuration des internats des lycées Albert Bayet, Philibert de l'Orme et Alain Fournier, la restructuration des ateliers des lycées Château-Blanc et Edouard Branly.

La Région a également fait le choix volontariste d'ouvrir un programme d'équipement des toitures de certains lycées en panneaux photovoltaïques. La caractéristique du programme retenu est que les installations sont dimensionnées pour de l'autoconsommation : la production d'énergie est donc immédiatement utilisée sans vente au réseau.

Les dépenses en acquisition, renouvellement et réparation de biens ont représenté 14,74 M€ soit 16,8% des dépenses.

Il faut souligner les dépenses exceptionnelles conduites dans le domaine de l'informatique. Tenant compte des enjeux liés au renouvellement du parc informatique dans un contexte de prise en charge de la maintenance et de changement de système d'exploitation ainsi que de la nécessité de permettre aux enseignants d'expérimenter de nouvelles approches pédagogiques, la Région a choisi de :

- Doter chaque lycée et chaque Centre de formation d'apprentis d'un lot de 36 tablettes (4 680 tablettes) pour un budget de 1,95 M€
- Acheter 6 591 ordinateurs soit 1 600 postes de plus qu'en 2013

Les dépenses consacrées à l'aide à l'enseignement privé sous contrat ont représenté 5,86 M€ soit 6,68% des dépenses. Les principaux financements apportés l'ont été sur les dossiers suivants :

- Première tranche de l'extension de l'internat pour le lycée Saint Cyran du Jambot
- Restructuration du lycée Sainte-Marie Saint-Dominique à Bourges
- Construction de la maison familiale rurale du Pithiverais
- Lycée privé horticole de La Mouillère

### Programme : Fonctionnement des établissements du second degré

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                   | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|-------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 1323 | APPEL A PROJETS BIO RESTAURATION SCOLAIRE | 0,00                             | 300 000,00   | 300 000,00                       | 188 014,00                    |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                                           | 0,00                             | 300 000,00   | 300 000,00                       | 188 014,00                    |

#### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |               |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 46 238 796,50 | 45 800 413,56 | 219 393,77            | 99,53% | 8 747 411,00  | 8 830 501,24     | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 46 238 796,50 | 45 800 413,56 | 219 393,77            | 99,53% | 8 747 411,00  | 8 830 501,24     | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

31,669 M€ ont été versés aux établissements au titre de la dotation de fonctionnement des lycées publics et des charges particulières. Les charges particulières permettent de couvrir des dépenses exceptionnelles ou liées aux particularités du lycée. Cette dotation est stable depuis plusieurs années, malgré des coûts de viabilisation en hausse.

La collectivité, conformément au principe de parité, est redevable aux lycées privés sous contrat de l'Éducation Nationale d'un forfait d'externat. Ce forfait d'externat comprend deux parts. La part « matériel » est calculée sur la base du coût moyen d'un élève de lycée public augmenté de 5%. Pour la part « personnel », la Région a procédé en 2014 à un mandatement de 10,180 M€.

Chaque année, la Région accorde une dotation « éducation physique et sportive » aux lycées publics. En 2014, une somme globale de 1,602 M€ a été mandatée aux lycées, qui ne possèdent pas d'installations sportives en propre ou suffisantes, pour financer le coût de la location des installations sportives extérieures et du transport. L'application de la parité privé/public a conduit au mandatement de 0,312 M€ au titre du forfait « éducation physique et sportive » des lycées privés à 36 établissements.

La Région finance les dépenses de transport des élèves, principalement des internes quand le lycée ne possède pas d'internat ou quand des travaux sont exécutés dans un lycée obligeant à déplacer des élèves. La somme mandatée à ce titre en 2014 est de 0,198 M€.

Enfin la collectivité a lancé en 2014 un appel à projets *Bio* à l'adresse des restaurants. 20 lycées bénéficient d'une aide à l'achat de denrées bio représentant un engagement de 0,188 M€ soit 40% des dépenses subventionnables.

## Programme : Mobilité des lycéens

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 2 682 586,57  | 2 215 711,39 | 374 505,63            | 96,56% | 172 500,00    | 230 256,49       | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 2 682 586,57  | 2 215 711,39 | 374 505,63            | 96,56% | 172 500,00    | 230 256,49       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

La collectivité agit auprès des lycéens et lycéennes à travers trois dispositifs : Trans'Europe Centre, Action Internationale et Euro-métiers Centre (Léonardo). En 2013, ces trois dispositifs ont été regroupés sous la mesure « Parcours d'Europe » (mesure pour favoriser la mobilité européenne des jeunes) avec les Jumelages et Mobi-Centre.

Le nombre d'élèves qui a bénéficié de la politique de mobilité Parcours d'Europe en 2014 est de 6 046 (contre 6 150 en 2013). Ils se sont répartis de la façon suivante sur les trois dispositifs proposés :

#### Mobilité collective :

- Etape Actions Internationales : 170 lycéens dont 108 lycéens pour des séjours en Europe
- Etape Trans'Europe Centre : 5 574 lycéens

#### Mobilité individuelle :

- Etape Euro Métiers Centre – Premiers parcours – « Leonardo Lycéens » voté en 2013 mais mis en œuvre et soldé en 2014 : 302 élèves soit 1 371 semaines de stages. Les stages professionnels Euro-Métiers Centre sont cofinancés par l'Union européenne pour une somme de 0,211 M€ en 2014 (0,203 M€ en 2013).

## Programme : Egalité des chances

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 4 957 419,84  | 4 333 129,17 | 295 062,88            | 93,36% | 0,00          | 19 964,91        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 4 957 419,84  | 4 333 129,17 | 295 062,88            | 93,36% | 0,00          | 19 964,91        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

L'aide régionale au premier équipement professionnel facilite l'acquisition d'équipements professionnels, à travers un chèque adressé aux familles, représentant une aide individuelle allant de 25 € à 200 € pour les lycéens, apprentis, élèves aides-soignants préparant leur formation dans un lycée, un centre de formation d'apprentis ou dans un établissement du secteur social de la région Centre-Val de Loire. En 2014, cette aide a concerné 6 324 lycéens pour une allocation moyenne de 60 €.

En 2014, concernant la gratuité des manuels scolaires, les subventions apportées aux établissements ont permis pour 1,582 M€ de financer le renouvellement des manuels de 31 093 élèves dans les 128 établissements concernés par ces formations.

Par ailleurs, 0,453 M€ ont été attribués aux établissements d'enseignement professionnel pour financer les manuels scolaires non transmissibles (pochettes, cahiers d'exercices), sur une base élève comprise entre 17 à 34 €.

Dans le cadre de l'action Français Langue Etrangère, la collectivité a soutenu, par un financement de 0,088 M€, des actions de formation dispensées dans 11 lycées et au bénéfice de 177 jeunes, permettant d'offrir l'accès à la maîtrise de la langue française à des jeunes de plus de 16 ans nouvellement arrivés en France.

L'opération Radio lycée a été conduite dans quatre lycées publics de la région. Le financement de cette opération représente 0,048 M€.

Fort d'une expérimentation concluante de la démarche Ci'T Lycées sur trois territoires, les lycées de trois nouveaux territoires bénéficient depuis la rentrée 2014 de l'accompagnement de la Région, aidée en cela par une structure extérieure, proposant une ingénierie propice à la rencontre et à l'émergence de projets au service des territoires.

## Programme : Information et orientation

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (2)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 254 390,30  | 703 011,53   | 466 081,65            | 93,20% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 1 254 390,30  | 703 011,53   | 466 081,65            | 93,20% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

En 2014, la Région a mandaté 0,445 M€ pour le financement de sa politique en faveur de l'information et l'orientation (Forums, Quartiers des métiers des Artisanales de Chartres, Salon régional des métiers d'art et Conventions de partenariat). La Région Centre-Val de Loire a ainsi subventionné l'organisation de 10 forums de l'orientation pour une enveloppe globale de 0,281 M€. La poursuite d'une communication autour du fil rouge « Tous les métiers sont mixtes », de la mise en œuvre du Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) et de la thématique du « numérique » a dynamisé ces manifestations sur tous les territoires.

Le projet « Assure ton Avenir » vise à lutter contre le décrochage scolaire et comprend plusieurs volets :

- Appui au fonctionnement des vingt plateformes décrochage traitant le suivi des 5 188 jeunes de plus de 16 ans repérés sans solution,
- « Assure ton Année » afin d'accompagner des jeunes toujours sans solution après « Assure ta Rentrée ! » ou qui décrochent en cours d'année scolaire : 124 jeunes ont

intégré un parcours en 2014 et pour 70% d'entre eux, cette expérience a trouvé une issue positive (retour scolarité, apprentissage, formation continue, emploi).

- « Accroche-toi, décroche ton Bac ! » au sein du lycée Benjamin Franklin pour permettre aux triplants de terminale des lycées d'enseignement général et technologique d'obtenir leur diplôme. En 2014, sur les 20 jeunes inscrits, quinze ont obtenu le baccalauréat et les quatre autres sont inscrits dans un projet de formation.

En 2014, la Région a mandaté 0,216 M€ pour ce projet Etat-Région.

Enfin, la Région Centre-Val de Loire, engagée dans les 43<sup>èmes</sup> Olympiades des métiers, a financé les sélections régionales qui ont permis d'envoyer une délégation de 43 jeunes aux finales nationales à Strasbourg du 28 au 31 janvier 2015. Trois médaillés d'or iront finalement au Brésil pour les finales internationales en août 2015. 0,191 M€ ont été consacrés à cet évènement en 2014 (0,1 M€ pour les finales régionales et 0,091 M€ pour la finale nationale).

### Programme : Prévention santé dans les lycées

#### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 774 174,78    | 534 582,77   | 202 586,00            | 95,22% | 0,00          | 1 095,41         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 774 174,78    | 534 582,77   | 202 586,00            | 95,22% | 0,00          | 1 095,41         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

L'action régionale consacrée à la promotion de la santé des lycéens est entrée dans sa quatrième année de mise en œuvre.

Tous les volets du dispositif de promotion de la santé ont été reconduits, ainsi :

- L'appel à projets « Lycéens, Apprentis, bien dans son corps, bien dans sa tête » pour un montant global de 0,222 M€.
- Le renouvellement de la convention triennale avec l'Agence régionale pour la santé et la signature de la convention annuelle d'action comportant un partenariat avec la Fédération régionale des acteurs en promotion de la santé (0,037 M€).
- L'organisation d'une journée thématique autour du «conflit à la socialisation » qui a rassemblé 130 personnes.
- La consolidation des « espaces écoute.
- La poursuite des actions antérieures comme l'aide pédagogique à domicile.
- Le renouvellement du dispositif dédié à favoriser l'accès aux moyens de contraception pour un montant de 0,03 M€ réparti sur 39 établissements.

**FORMATIONS SANITAIRES  
ET SOCIALES**

## BILAN

Les mesures arrêtées dans le cadre du Plan urgence santé, confortées par le Plan ambitions santé 2020 de la Région, se sont concrétisées en 2014 par l'ouverture d'un nouvel institut de formation de psychomotriciens au sein de l'Institut de formations paramédicales rattaché au CHR d'Orléans (avec 25 étudiants par promotion).

Concernant l'offre de formation en psychomotricité, elle vient étoffer l'offre de formation déjà existante sur la rééducation en région Centre-Val de Loire en complément de l'Institut de formation des masseurs-kinésithérapeutes d'Orléans et de l'Institut de formation des ergothérapeutes de Tours.

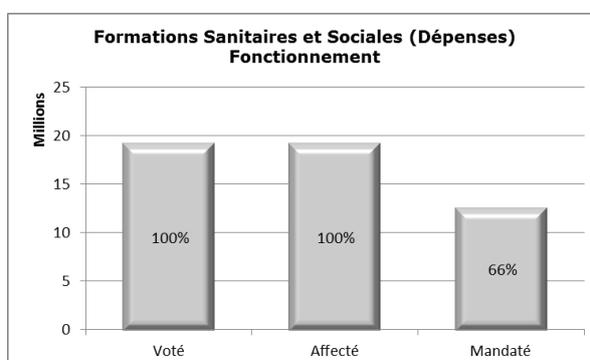
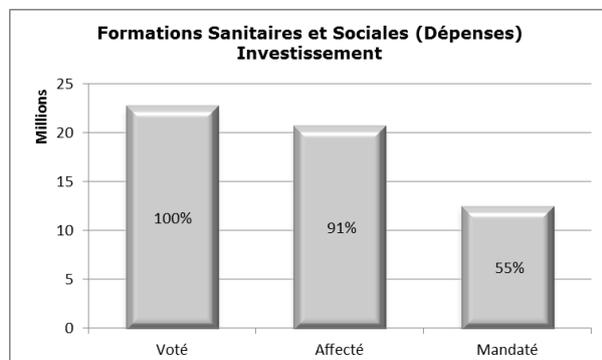
De façon plus générale, les statistiques communiquées par le Ministère de la santé au 1<sup>er</sup> janvier 2014 révèlent une augmentation en région Centre-Val de Loire de 5 728 professionnels paramédicaux (dont 4 827 infirmiers et 281 masseurs-kinésithérapeutes) par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Concernant plus particulièrement les masseurs-kinésithérapeutes, le quota de la 1<sup>ère</sup> année est désormais de 90 places classant ainsi la région Centre-Val de Loire au 9<sup>ème</sup> rang national. 55 étudiants issus de la promotion 2011/2014 (avec un quota d'entrée de 60 en 2011) ont été diplômés en juin 2014 ; 48 d'entre eux sont installés en région Centre-Val de Loire. Avec l'augmentation progressive du quota, le nombre de diplômés devrait être compris entre 65 et 70 en 2015 et entre 80 et 85 à compter de 2016.

Les travaux menés en partenariat avec l'Observatoire Régional Formation Emploi (rattaché au Groupement d'intérêt public Alfacentre) sur le secteur sanitaire et social permettent désormais de disposer de fiches par métier donnant un certain nombre d'informations sur le recensement et la démographie des professionnels de ce secteur en région Centre-Val de Loire ainsi que sur le marché du travail régional. 8 fiches ont été éditées en 2014 : infirmier, aide-soignant, masseur-kinésithérapeute, orthophoniste, aide médico psychologique, éducateur spécialisé, éducateur de jeunes enfants et auxiliaire de vie sociale.

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 22 700 000,00                                 | 20 637 055,91                     | 2 062 944,09                                            | 12 476 414,06                     | 10 223 585,94                                           | 8 160 641,85                                               |
| AE    | 19 150 000,00                                 | 19 150 000,00                     | 0,00                                                    | 12 590 438,60                     | 6 559 561,40                                            | 6 559 561,40                                               |

\* AP ou AE qui font encore l'objet de mandatement



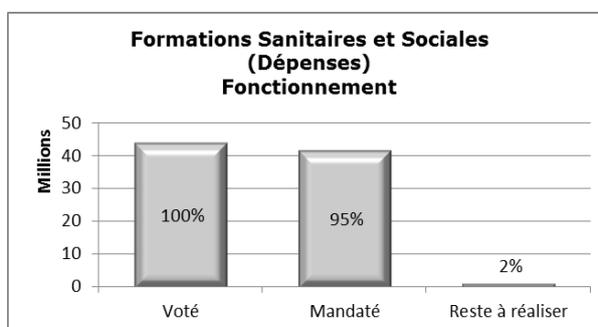
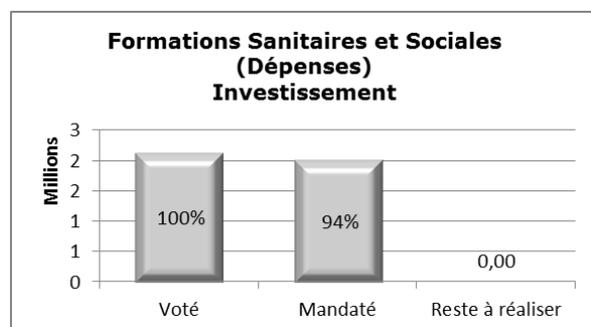
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 2 136 411,00  | 2 014 617,37  | 0,00                  | 94,30% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 43 565 187,19 | 41 305 392,15 | 1 011 245,20          | 97,13% | 300 000,00    | 300 000,00       | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 45 701 598,19 | 43 320 009,52 | 1 011 245,20          | 97,00% | 300 000,00    | 300 000,00       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté



Un taux de réalisation supérieur à 100% signifie que des virements de crédits ont été effectués.

(Le mandaté comprend le rattachement de charges sur l'exercice).

## DETAIL PAR PROGRAMME

### Programme : Financement des écoles et instituts de formation sanitaire et sociale

#### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |               |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 34 574 217,00 | 33 593 835,36 | 941 041,00            | 99,89% | 300 000,00    | 300 000,00       | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 34 574 217,00 | 33 593 835,36 | 941 041,00            | 99,89% | 300 000,00    | 300 000,00       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Le budget 2014 a permis de financer les 51 formations paramédicales et sociales ouvertes dans les instituts de formation de la région et notamment la prise en charge des effectifs supplémentaires générés par l'application du Plan ambitions santé 2020 (étudiants en ergothérapie, masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens, aides-soignants, infirmiers). L'effectif total des étudiants et élèves du secteur sanitaire et social en région Centre-Val de Loire atteint désormais le chiffre de 7 000.

La couverture territoriale de l'offre de formation s'est également développée avec l'ouverture et le financement d'une nouvelle formation d'aides-soignants à Loches (avec 20 places) portée par l'Institut de formation d'aides-soignants rattaché au Centre hospitalier intercommunal d'Amboise-Château-Renault. La capacité totale des 19 instituts de formation d'aides-soignants de la région a ainsi été portée à 1 200 places contre 877 en 2008.

Enfin, afin de favoriser et d'amplifier la reconversion professionnelle des salariés dans le secteur sanitaire et social, le Conseil régional a conclu en 2014 un accord-cadre avec le FONds de GEstion des Congés Individuels de Formation (FONGECIF) Centre qui a permis la prise en charge de 33 parcours de formation (aide-soignant et infirmier).

### Programme : Construction – Aménagement – Réhabilitation - Equipement

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                  | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 1311 | IFSI AMBOISE                             | 4 800 000,00                     |              | 4 800 000,00                     | 4 800 000,00                  |
| AP           | 2014 | 1313 | PPI EQUIPEMENTS SANITAIRE ET SOCIAL 2014 | 300 000,00                       |              | 300 000,00                       | 299 863,64                    |
| AP           | 2012 | 1314 | PPI GROS ENTRETIEN                       | 1 750 000,00                     | 500 000,00   | 2 250 000,00                     | 1 942 011,52                  |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                                          | 6 850 000,00                     | 500 000,00   | 7 350 000,00                     | 7 041 875,16                  |

#### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (2)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 2 136 411,00  | 2 014 617,37 | 0,00                  | 94,30% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 0,00          | 0,00         | 0,00                  | 0,00%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 2 136 411,00  | 2 014 617,37 | 0,00                  | 94,30% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les sommes mandatées au budget 2014 ont permis l'agrandissement de l'Institut du travail social (ITS) de Tours (0,279 M€) et des travaux d'entretien et de modernisation, notamment au sein de l'Ecole régionale du travail social d'Olivet (0,100 M€) et des Instituts de formation en soins infirmiers et d'aides-soignants rattachés aux Centres hospitaliers de Dreux (0,155 M€) et de Blois (0,094 M€). Par ailleurs, l'informatisation des instituts s'est poursuivie grâce à l'acquisition ou au renouvellement de matériels informatiques et de logiciels de scolarité et de documentation au sein des instituts de formation de l'ITS de Tours, du Centre hospitalier régional universitaire (CHRU) de Tours, du Centre hospitalier régional d'Orléans et des Centres hospitaliers du Blanc et de Châteauroux pour un montant total de 0,199 M€.

La Région a mobilisé 0,482 M€ de crédits de paiement dans le cadre du transfert de l'Institut de formation sanitaire et sociale rattaché à la Croix rouge de Tours. Le nouvel Institut fonctionne sur le site de Chambray-lès-Tours depuis septembre 2014. Il accueille désormais plus de 1 000 étudiants.

Enfin, une autorisation de programme d'un montant de 4,8 M€ a été ouverte en vue de la reconstruction de l'Institut de formation en soins infirmiers et d'aides-soignants rattaché au Centre hospitalier intercommunal d'Amboise-Château-Renault.

### Programme : Aides financières attribuées aux élèves étudiants

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                        | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|--------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 3008 | BOURSES SECTEUR SANITAIRE 2014 | 6 700 000,00                     |              | 6 700 000,00                     | 6 700 000,00                  |
| AE           | 2014 | 3009 | BOURSES SECTEUR SOCIAL 2014    | 2 800 000,00                     |              | 2 800 000,00                     | 2 800 000,00                  |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                                | 9 500 000,00                     |              | 9 500 000,00                     | 9 500 000,00                  |

#### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (2)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 8 990 970,19  | 7 711 556,79 | 70 204,20             | 86,55% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 8 990 970,19  | 7 711 556,79 | 70 204,20             | 86,55% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

2 218 étudiants inscrits dans l'un des établissements de formation sanitaire et sociale de la région ont bénéficié d'une bourse du Conseil régional en 2014, soit un pourcentage de 34% de l'effectif total inscrit. 350 d'entre eux ont bénéficié de l'échelon de bourse le plus élevé, soit 6 600 € par année scolaire. Le montant des bourses accordées au titre de cet échelon représente à lui seul 30% du budget total affecté aux bourses, soit 2,2 M€.

Les échelons de bourses ont par ailleurs été revalorisés de 11% en 2013. Cette revalorisation fait suite à une première revalorisation d'un même pourcentage en 2012.

# **ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

## BILAN

L'engagement fort de la Région pour les constructions immobilières universitaires s'est poursuivi en 2014. Ce sont ainsi plus de 2 M€ qui ont été investis par la Région dans le cadre du Contrat de Projets Etat-Région.

La mise en place de l'Institut national des sciences appliquées INSA Centre Val-de-Loire a fait l'objet d'un soutien à la fois en investissement et en fonctionnement. L'INSA contribue à l'augmentation des effectifs et au renforcement de l'attractivité de l'enseignement supérieur de notre région.

La Région a également poursuivi ses actions pour une meilleure qualité de la vie étudiante, facteur essentiel de l'attractivité de l'enseignement supérieur régional : tablettes tactiles (Ordi-Centre), mobilité internationale des étudiants (Mobi-Centre), aide pour la souscription de la couverture complémentaire de santé des étudiants, caution locative étudiante.

Environ 2 000 étudiants ont bénéficié de la mesure Mobi-Centre en effectuant un séjour (stage ou formation) à l'étranger dans le cadre de leurs études supérieures. Ce dispositif permet aux étudiants d'acquérir des compétences complémentaires dans un environnement différent, et constitue ainsi pour eux un atout précieux en termes de développement personnel, de réussite dans les études et à terme d'insertion professionnelle.

Pour la deuxième année, la mesure Ordi-centre a permis aux étudiants qui entament un second cycle d'étude (Master 1 et 1ère année d'études d'ingénieurs ou de management) de bénéficier d'une tablette tactile munie d'un clavier. Ce matériel répond aux nouveaux usages numériques et permet à l'étudiant d'accéder à son espace numérique de travail et de prendre des notes en cours. La mesure Ordi-Centre contribue à l'attractivité des formations de niveau Master de notre région, dans un environnement national de plus en plus compétitif. 4 100 étudiants ont reçu une tablette tactile dans le cadre de la mesure Ordi-centre pour l'année universitaire 2014/2015.

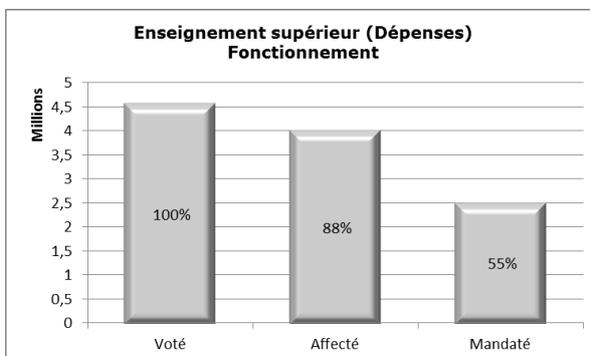
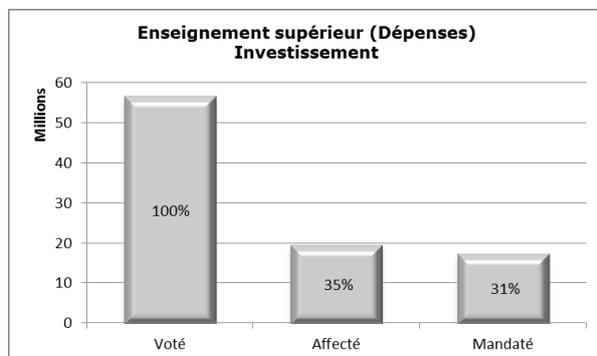
Dans le cadre des mesures dédiées spécifiquement aux jeunes, durement atteints par la crise socio-économique, la Région a poursuivi la mise en œuvre de l'aide pour la souscription de la couverture complémentaire de santé des étudiants les plus en difficulté, bénéficiaires de bourses attribuées pour critères sociaux. Au titre de l'année Universitaire 2013/2014 (chiffres 2014/2015 non disponibles à ce jour), ce sont 1 415 étudiants boursiers des échelons 4 et supérieurs qui ont bénéficié de l'aide régionale de 100 € pour adhérer à une mutuelle partenaire.

Enfin, l'année 2014 a vu la mise en place de la Caution Locative Etudiante. Le dispositif prend la forme d'une caution offerte aux étudiants âgés de moins de 28 ans et ne pouvant présenter de caution familiale ou bancaire. Il concerne les logements occupés tant dans le parc privé que public (notamment les résidences du CROUS (Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires)) et quel que soit le mode d'occupation (seul, en couple, en colocation).

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 56 483 927,00                                 | 19 604 061,45                     | 36 879 865,55                                           | 17 302 202,58                     | 39 181 724,42                                           | 2 301 858,87                                               |
| AE    | 4 550 000,00                                  | 3 993 465,71                      | 556 534,29                                              | 2 489 664,21                      | 2 060 335,79                                            | 1 503 801,50                                               |

\* AP ou AE qui font encore l'objet de mandatement



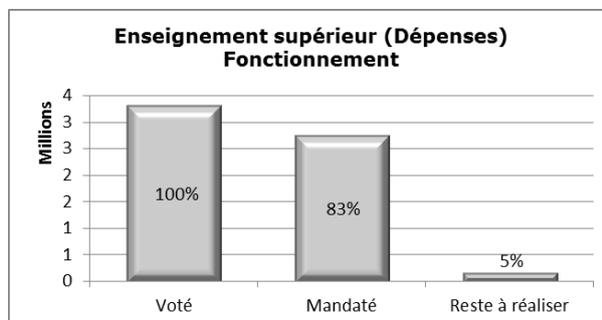
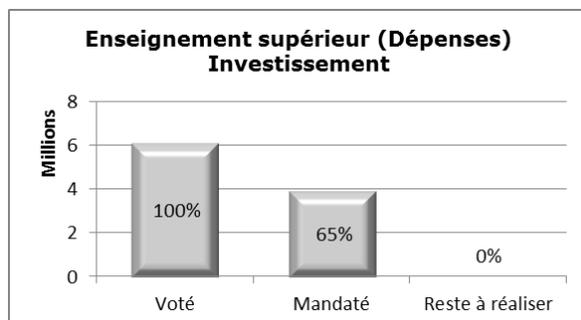
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 6 150 000,00  | 3 972 232,61 | 0,00                  | 64,59% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 3 310 018,60  | 2 748 774,08 | 164 344,00            | 88,03% | 0,00          | 32 506,70        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 9 460 018,60  | 6 721 006,69 | 164 344,00            | 72,79% | 0,00          | 32 506,70        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté



Un taux de réalisation supérieur à 100% signifie que des virements de crédits ont été effectués.

Le mandaté comprend le rattachement de charges sur l'exercice.

## DETAILS PAR PROGRAMME

### Programme : Construction, aménagement, réhabilitation, équipement

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |       | Libellé                                 | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|-------|-----------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 14500 | CPER 2014-2020 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | 35 000 000,00                    |              | 35 000 000,00                    | -                             |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 4 460 000,00  | 2 073 799,23 | 0,00                  | 46,50% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 4 460 000,00  | 2 073 799,23 | 0,00                  | 46,50% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

La mise en œuvre du volet immobilier universitaire du Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013 (articles 3.1 à 3.4) s'est traduite par le versement de crédits régionaux pour les opérations suivantes :

- Réhabilitation et aménagement du bâtiment Dupanloup à Orléans (966 799 €)
- Construction des 2ème et 3ème phases de l'IUT d'Orléans (1 007 000 €)

Par ailleurs, 95 000 € ont été versés à l'INSA pour accompagner sa mise en place (acquisition de matériels et logiciels).

La sous réalisation du programme d'investissement s'explique par les économies réalisées sur les opérations de construction de la Faculté de Médecine de Tours, de l'IUT d'Orléans et de la réhabilitation du bâtiment Dupanloup en centre-ville d'Orléans. En effet, ces opérations se sont réalisées sans dépassement de coût, alors que les estimations initiales incluaient une réserve destinée à prendre en compte les augmentations de prix et imprévus. Les maîtres d'ouvrage ont réduit les montants des appels de fonds par rapport à ceux prévus.

### Programme : Mobilité internationale des étudiants

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé    | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 1134 | MOBICENTRE | 2 100 000,00                     |              | 2 100 000,00                     | 2 014 240,00                  |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 2 651 520,30  | 2 272 688,22 | 112 898,00            | 89,97% | 0,00          | 26 356,70        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 2 651 520,30  | 2 272 688,22 | 112 898,00            | 89,97% | 0,00          | 26 356,70        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Le nombre d'étudiants qui ont pu bénéficier de la mesure MOBICENTRE est resté proche de 2 000. La réduction, décidée en 2013, de l'aide régionale à la mobilité à 40 € par semaine – tout en conservant le niveau de 60 € pour les situations dans lesquelles l'aide régionale est la plus déterminante (critères sociaux et de destination) – permet d'expliquer la maîtrise des crédits.

### Programme : TIC et Enseignement supérieur

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                          | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|----------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 0475 | MISE A DISPOSITION D'ORDINATEURS | 150 000,00                       |              | 150 000,00                       | 126 000,00                    |
| AP           | 2014 | 0460 | UNIVERSITE NUMERIQUE             | 250 000,00                       |              | 250 000,00                       | 246 840,00                    |
| AP           | 2014 | 1475 | ORDICENTRE                       | 1 250 000,00                     |              | 1 250 000,00                     | 1 089 976,00                  |
| AP           | 2014 | 1508 | INSA CENTRE VAL DE LOIRE         | -                                | 190 000,00   | 190 000,00                       | 190 000,00                    |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 1 690 000,00  | 1 898 433,38 | 0,00                  | 112,33% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 328 498,30    | 225 415,91   | 50 000,00             | 84,00%  | 0,00          | 6 150,00         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 2 018 498,30  | 2 123 849,29 | 50 000,00             | 107,72% | 0,00          | 6 150,00         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

A travers ce programme, la Région a continué son soutien à l'équipement numérique des étudiants (Ordi Centre) et établissements (Université Numérique, soutien à l'INSA Centre-Val de Loire).

La passation du marché 2014 relatif à Ordi Centre a permis de réaliser des économies en investissement et en fonctionnement, d'où la sous-consommation des enveloppes concernées.

Cependant, un virement de crédits a été nécessaire pour pouvoir distribuer, au tout début 2014, des tablettes attribuées au titre d'Ordi Centre 2013 (année universitaire 2013/2014). La mesure Ordi Centre 2014, quant à elle, a pu être quasi-intégralement déployée sur le 1<sup>er</sup> semestre de l'année universitaire 2014/2015 (90% des 4 100 tablettes distribuées l'ont été entre septembre et novembre).

En outre, le soutien à la convergence numérique rendue nécessaire par à la création de l'INSA Centre-Val de Loire a induit l'ouverture d'une autorisation de programme et la mobilisation de crédits de paiement supplémentaires. L'ensemble de ces éléments expliquent le taux de réalisation des crédits de paiement supérieur à 100% constaté en investissement sur ce programme.

## Programme : Accès à une couverture santé complémentaire

### La réalisation des crédits de paiement

|                | DEPENSES          |                   |                       |               | RECETTES      |                  |                       |
|----------------|-------------------|-------------------|-----------------------|---------------|---------------|------------------|-----------------------|
|                | VOTE 2014 (1)     | MANDATE 2014 (1)  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)         | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| Fonctionnement | 230 000,00        | 150 669,95        | 1 446,00              | 66,14%        | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>   | <b>230 000,00</b> | <b>150 669,95</b> | <b>1 446,00</b>       | <b>66,14%</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>           |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

La Région a poursuivi la mise en œuvre de l'aide pour la souscription de la couverture complémentaire de santé des étudiants les plus en difficulté, bénéficiaires de bourses attribuées sur la base de critères sociaux. Le dispositif permet de répondre aux besoins des étudiants, qui ont pu voir cette aide de 100 € directement déduite de leur souscription à leur mutuelle, sans avoir à avancer cette somme. Le public éligible à cette aide inclut les boursiers des niveaux 4 à 6. 1415 étudiants ont bénéficié de l'aide régionale au titre de l'année universitaire 2013/2014.

## Programme : Caution logements étudiants

### La réalisation des crédits de paiement

|                | DEPENSES          |                   |                       |                | RECETTES      |                  |                       |
|----------------|-------------------|-------------------|-----------------------|----------------|---------------|------------------|-----------------------|
|                | VOTE 2014 (1)     | MANDATE 2014      | RESTE A REALISER 2014 | % (3)          | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| Fonctionnement | 100 000,00        | 100 000,00        | 0,00                  | 100,00%        | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>   | <b>100 000,00</b> | <b>100 000,00</b> | <b>0,00</b>           | <b>100,00%</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>           |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

La Caution Locative Etudiante a été généralisée au plan national en juillet 2014. Elle est mise en œuvre en région Centre Val-de-Loire par le CROUS d'Orléans-Tours, qui a traité environ 150 dossiers de demande en 2014. La participation financière de la Région correspondait à la mise en place du fonds de garantie associé au dispositif, elle n'est donc pas amenée à être renouvelée.

# **RECHERCHE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION**

## BILAN

L'année 2014 a vu la poursuite de la mise en œuvre du nouveau dispositif « Ambition Recherche Développement 2020 », dont l'objectif est d'apporter un soutien fort et ciblé à un nombre très limité de pôles de recherche à forte visibilité et attractivité au niveau national et international, et offrant des perspectives d'impact en termes de développement socio-économique régional. « CosmétoSciences » est devenu en toute fin d'année le troisième pôle retenu à ce titre, rejoignant « Biomédicaments » et Lavoisier (Stockage de l'énergie).

La Région a par ailleurs poursuivi la mise en œuvre de ses dispositifs d'appels à projets de recherche, qui couvrent de manière complémentaire l'ensemble des domaines de la recherche, allant de la recherche fondamentale conduite dans les laboratoires jusqu'aux actions de recherche et développement portées par les entreprises pour accéder à de nouveaux marchés, en passant par les projets de recherche collaborative entre laboratoires et entreprises, notamment dans le cadre des pôles de compétitivité. La Région montre ainsi sa volonté d'un soutien accru à la recherche publique régionale, qu'elle réponde à des objectifs finalisés ou à des objectifs plus fondamentaux, en allant au-delà de la seule contractualisation avec l'Etat dans le cadre du Contrat de Projets État-Région (CPER).

La Région a également poursuivi son soutien à l'innovation dans les entreprises, via :

- le dispositif Contrats d'Appui aux Projets Recherche & Développement (CAP R&D), qui a soutenu des projets nombreux et ambitieux qui ont nécessité un abondement de l'Autorisation de Programme de 3 M€,
- la montée en puissance du Fonds d'amorçage interrégional « Emergence Innovation 1 », destiné à financer la création et l'amorçage de jeunes entreprises innovantes issues de la recherche (privée et/ou publique), des Sociétés d'Accélération du Transfert Technologique (SATT), des pôles de compétitivité et des Incubateurs régionaux,
- le démarrage de nouveaux projets collaboratifs entre entreprises et laboratoires de recherche dans le cadre des quatre pôles de compétitivité régionaux.

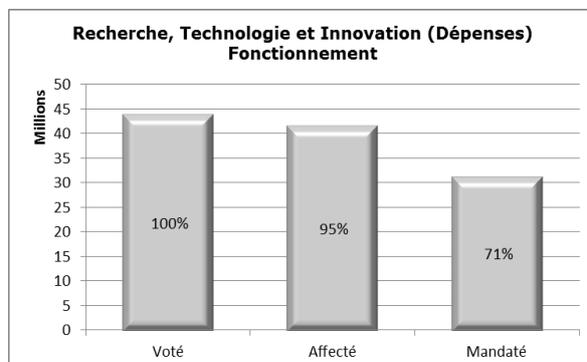
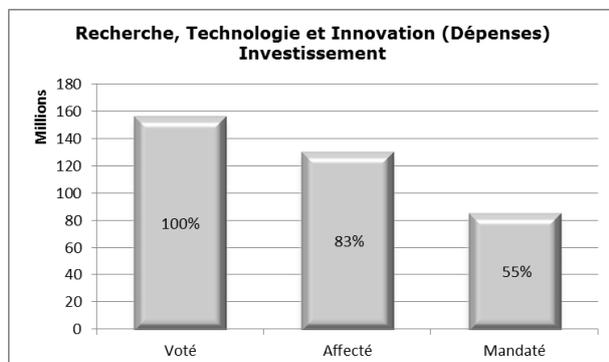
Le programme d'actions dédié au soutien au Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur « Centre-Val de Loire Université » a fait l'objet d'un fort taux de mandatement, significatif du soutien déterminé de la Région pour les actions de structuration de l'enseignement supérieur et de la recherche, indispensables pour renforcer la visibilité, l'attractivité et l'ouverture des établissements. Les actions soutenues ont notamment concerné les actions des plateformes d'entrepreneuriat de création d'entreprises dans les grandes écoles d'ingénieurs et de management, ainsi que l'accueil d'étudiants étrangers dans les universités et les écoles.

Une nouvelle étape a été franchie pour le développement du CERTeM (Centre d'Etudes et de Recherches Technologiques En Microélectronique), avec la signature d'une convention cadre pluriannuelle, qui permet d'étendre le partenariat de recherche à de nouveaux laboratoires et à de nouvelles petites et moyennes entreprises (PME). Cette plate-forme technologique constitue un support de recherche essentiel pour le développement du pôle de compétitivité S2E2 (Sciences et Systèmes de l'Energie Electrique). 2 M€ ont été mandatés pour l'achat d'équipements dans le cadre de cette convention.

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 155 828 822,93                                | 129 678 793,96                    | 26 150 028,97                                           | 85 157 734,59                     | 70 671 088,34                                           | 44 521 059,37                                              |
| AE    | 43 807 800,00                                 | 41 420 180,56                     | 2 387 619,44                                            | 31 242 679,61                     | 12 565 120,39                                           | 10 177 500,95                                              |

\* AP ou AE qui font encore l'objet de mandatement



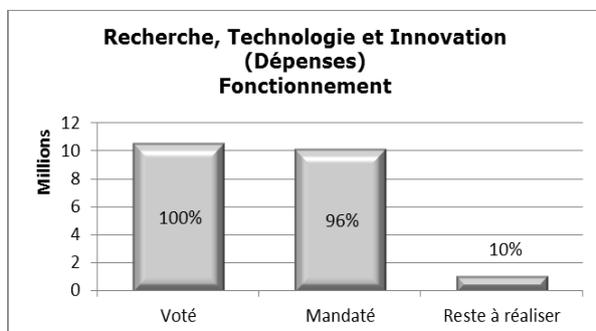
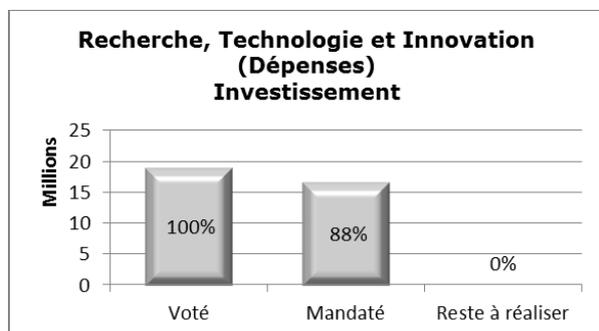
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 19 061 600,00 | 16 736 959,95 | 0,00                  | 87,80%  | 0,00          | 44 060,11        | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 10 474 623,45 | 10 106 117,25 | 1 062 411,24          | 106,62% | 0,00          | 37 527,91        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 29 536 223,45 | 26 843 077,20 | 1 062 411,24          | 94,48%  | 0,00          | 81 588,02        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements: BP + BS + DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté



Un taux de réalisation supérieur à 100% signifie que des virements de crédits ont été effectués.

Le mandaté comprend le rattachement de charges sur l'exercice.

## DETAILS PAR PROGRAMME

### Programme : Pôle de compétitivité, de développement et transferts de technologie

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |       | Libellé                                | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|-------|----------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 0422  | SOUTIEN AUX POLES DE COMPETITIVITE     | 750 000,00                       |              | 750 000,00                       | 661 940,00                    |
| AP           | 2014 | 0897  | CAP RECHERCHE & DEVELOPPEMENT          | 2 000 000,00                     | 3 000 000,00 | 5 000 000,00                     | 4 800 508,00                  |
| AP           | 2007 | 7504  | GP - BIOLOGIE SANTE BIEN ETRE          | 7 181 586,51                     |              | 7 181 586,51                     | 7 181 586,51                  |
| AP           | 2007 | 7506  | GP - SOUTIEN ACTIONS TT VALO RECHERCHE | 1 856 591,74                     |              | 1 856 591,74                     | 1 855 401,52                  |
| AP           | 2014 | 14402 | BIOLOGIE SANTE BIEN ETRE               | 43 913,00                        |              | 43 913,00                        | 43 913,00                     |
| AP           | 2014 | 14404 | SOUTIEN ACTIONS TT VALO RECHERCHE      | 78 408,00                        | 136 000,00   | 214 408,00                       | 3 408,00                      |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 3 883 011,00  | 4 528 527,95 | 0,00                  | 116,62% | 0,00          | 44 060,11        | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 822 173,94  | 1 524 890,22 | 260 450,01            | 97,98%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 5 705 184,94  | 6 053 418,17 | 260 450,01            | 110,67% | 0,00          | 44 060,11        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

20 contrats d'appui aux projets Recherche & Développement (CAP R&D) ont été attribués en 2014 et 46 aides dans le cadre du CAP R&D - volet Action Innovation Régionale. Les projets présentés ont été significativement plus ambitieux qu'en 2013, ce qui a justifié des abondements en DM 1 et en DM 2 de l'autorisation de programme d'un montant de 3 M€.

5 projets ont été engagés en faveur des pôles de compétitivité DREAM, ELASTOPOLE, COSMETIC VALLEY et ASTECH. Ces projets ont représenté un montant de subventions votées de 662 000 €.

En 2014, la montée en puissance du fonds d'amorçage interrégional appelé « Emergence Innovation 1 » s'est poursuivie. Cet outil est destiné à financer la création et l'amorçage de jeunes entreprises innovantes issues de la recherche (privée et/ou publique), des Sociétés d'Accélération du Transfert Technologique (SATT), des pôles de compétitivité et des Incubateurs régionaux. Sur 13 participations représentant un total d'investissement de 9,2 M€, deux concernent des entreprises de la région Centre-Val de Loire : la première étant spécialisée dans le développement d'antibiotiques à base d'huiles essentielles, la seconde orientant son activité dans la conception d'un système de prévention et d'extinction incendie innovant. La Région a souscrit 3 M€ sur ce fonds sur un total de 33 M€, et les investissements réalisés en Région représentent au 31/12/2014 déjà 1,5 M€.

Des subventions ont été apportées au titre du Contrat de Projets 2007-2013 (article 1.1 « Biologie santé bien-être ») pour les programmes de recherche Intragene, Institut des Ultrasons, ICPA (Pôle d'excellence en imagerie biologique et médicale - Imagerie de la cellule au petit animal), Imagerie des systèmes biologiques, CIRE (plate-forme Chirurgie et Imagerie pour la Recherche et l'Enseignement), et PSAT (Pôle de Santé Animale de Tours). La majorité des opérations sont terminées, seuls les investissements liés à PSAT ont pris du retard, ils devraient s'achever en 2015.

Les travaux d'aménagement de la plate-forme d'accueil de partenariat INRA Centre Val de Loire sont terminés. Les locaux sont désormais disponibles pour accueillir les

entreprises. L'INRA met en œuvre un programme d'animation et de communication afin de recruter et de faire connaître le potentiel de ses locaux. La société REPROPHARM (10 personnes) est installée et de nouveaux contacts ont été pris.

## Programme : Développement de la recherche en Région

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |       | Libellé                           | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|-------|-----------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 0472  | BOURSES DOCTORALES                | 4 335 000,00                     |              | 4 335 000,00                     | 4 331 500,00                  |
| AE           | 2014 | 1507  | RESEAUX THEMATIQUES DE RECHERCHE  | -                                | 1 200 000,00 | 1 200 000,00                     | 970 000,00                    |
| AE           | 2014 | 1850  | APPELS A PROJETS FONCTIONNEMENT   | 1 400 000,00                     |              | 1 400 000,00                     | 1 354 500,00                  |
| AP           | 2014 | 0850  | APPELS A PROJETS                  | 12 100 000,00                    |              | 12 100 000,00                    | 11 773 020,93                 |
| AP           | 2008 | 7505  | GP - VILLES ET TERRITOIRES        | 1 341 402,00                     |              | 1 341 402,00                     | 1 290 495,50                  |
| AP           | 2007 | 7507  | GP - SOL SOUS-SOL EAU             | 2 352 264,51                     |              | 2 352 264,51                     | 2 337 089,88                  |
| AP           | 2014 | 14403 | VILLES ET TERRITOIRES             | 58 598,00                        |              | 58 598,00                        | 58 598,00                     |
| AP           | 2014 | 14405 | SOL SOUS-SOL EAU                  | 447 735,00                       |              | 447 735,00                       | 442 631,00                    |
| AP           | 2014 | 14453 | CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE | 16 947,00                        |              | 16 947,00                        | 16 940,00                     |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 13 225 149,00 | 8 862 956,43  | 0,00                  | 67,02%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 7 118 481,65  | 7 561 179,47  | 373 519,00            | 111,47% | 0,00          | 37 527,91        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 20 343 630,65 | 16 424 135,90 | 373 519,00            | 82,57%  | 0,00          | 37 527,91        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Le phasage des mandatements associé à l'avancement des programmes Ambition Recherche Développement 2020 en cours (Biomédicaments, Lavoisier) n'a pas nécessité de versement en 2014, ce qui explique le faible taux de mandatement en investissement. Des versements seront en revanche nécessaires en 2015.

Dans le cadre de ses appels à projets de recherche d'intérêt régional, la Région a soutenu le démarrage de 42 projets portés par les universités et par les organismes de recherche, au total pour un engagement supérieur à 8 M€. La plupart de ces projets impliquaient également des partenaires non académiques, entreprises ou associations.

Le quatrième appel à projets d'initiative académique a été lancé en s'appuyant sur Centre Val-de-Loire Université, qui a mis en place un cadre de concertation entre ses membres (universités et grandes écoles), élargi aux grands organismes de recherche (CNRS (Centre national de la recherche scientifique), CEA (Commissariat à l'énergie atomique), INRA (Institut National de la recherche agronomique), INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières). Les actions soutenues par la Région s'inscrivent ainsi en pleine cohérence avec les stratégies scientifiques partagées de ces établissements. Ces actions consistent en 17 projets de recherche, 9 acquisitions d'équipement et 3 recrutements de post-doctorants, pour un engagement total de près de 4,8 M€.

Différents projets de recherche ont bénéficié de subventions au titre des articles 3.5 « Villes, Territoires et Civilisations », du CPER.

Le dispositif de bourses doctorales a permis le démarrage de 58 thèses, d'une durée de 3 ans, dans les laboratoires des universités et des organismes de recherche implantés en région Centre-Val de Loire. Le financement total apporté aux plus de 150 thèses actuellement en cours avec le soutien de la Région s'est monté à plus de 4,2 M€.

La Région a attribué un montant de 104 000 € pour l'aide à l'organisation de colloques et manifestations scientifiques.

Le soutien au STUDIUM a permis l'accueil d'une dizaine de chercheurs étrangers de haut niveau dans les laboratoires de la région et la mise en œuvre d'un programme d'animation très diversifié.

La Région a soutenu la diffusion de la culture scientifique et technique (CSTI) en accompagnant les actions du Centre de Culture Scientifique Technique et Industrielle (CCSTI) régional et la Fédération Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture (FRMJC). Dans le cadre de sa délégation de compétence, la Région a mis en place le Conseil Stratégique Régional de la CSTI.

### Programme : Centre Val de Loire Université

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (2)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 353 967,86  | 892 044,73   | 398 442,22            | 95,31% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 1 353 967,86  | 892 044,73   | 398 442,22            | 95,31% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

La Région a poursuivi son soutien au réseau de plateformes ICE (Innovation et Création d'Entreprises), porté par les grandes écoles d'ingénieurs et de management membres de CVLU et réalisant des actions mutualisées dans le domaine de la sensibilisation à l'entrepreneuriat, de la création d'entreprises, de missions d'appui aux entreprises dans le cadre de projets étudiants. Ces plateformes renforcent l'ancrage territorial de ces écoles et leur contribution au développement socio-économique régional.

Par ailleurs, la Région a poursuivi le soutien à l'ouverture internationale des établissements par :

- l'appui à la mobilité entrante des étudiants dans les universités et grandes écoles (bourses pour le séjour des étudiants étrangers accueillis dans le cadre de partenariats officiels avec des universités étrangères),
- la contribution au fonctionnement de la Cellule Europe mutualisée entre le CNRS et les deux universités, qui facilite l'accès des laboratoires aux projets et aux financements européens,
- la mutualisation des actions d'accueil de chercheurs étrangers dans les laboratoires entre le STUDIUM et le centre de mobilité des universités.

## Programme : PEE Energies nouvelles et matériaux pour l'énergie

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                              | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|--------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 1422 | PROGRAMMES DE RECHERCHE DU POLE SSEE | 400 000,00                       | 300 000,00   | 700 000,00                       | 700 000,00                    |
| AP           | 2014 | 1504 | CERTEM 2014 2018                     | -                                | 5 000 000,00 | 5 000 000,00                     | 4 600 000,00                  |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 1 953 440,00  | 3 345 475,57 | 0,00                  | 171,26% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 180 000,00    | 128 002,83   | 30 000,01             | 87,78%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 2 133 440,00  | 3 473 478,40 | 30 000,01             | 164,22% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

La signature de la convention cadre pluriannuelle CERTeM 2020 (Centre d'Etudes et de Recherches Technologiques En Microélectronique 2020), qui permet d'étendre le partenariat de recherche à de nouveaux laboratoires et nouvelles PME, a été suivie de quatre conventions d'application (avec les Universités de Tours et d'Orléans, le CEA et le CNRS), pour un montant engagé de 4,6 M€, ayant donné lieu au versement de 2 M€ d'acomptes, en complément du solde de la convention précédente CERTeM-Plus pour 367 000 €. Cette plate-forme technologique constitue un support de recherche essentiel pour le développement du pôle de compétitivité S2E2 (Sciences et Systèmes de l'Énergie Electrique).

L'autorisation de programme dédiée aux programmes de Recherche & Développement du pôle S2E2, dotée de 700 000 €, a été affectée à la convention Région Centre-Val de Loire - Bpifrance pour la gestion et le financement des prochains projets de recherche et développement collaboratifs des pôles de compétitivité.

Par ailleurs, un acompte de subvention a été versé au titre du précédent Contrat de Projets (article 2.1 « Energies nouvelles et matériaux pour l'énergie ») pour le programme de recherche Pôle MATEX (MATériaux en conditions EXtrêmes).

# **CULTURE**

## BILAN

L'action régionale en faveur de la culture a été marquée au cours de l'année 2014, en premier lieu, par une activité importante en matière de réalisation de travaux sur le domaine régional de Chaumont-sur-Loire. En effet, conformément au programme *Chaumont développement*, la Région devait assurer la livraison de projets importants. Il s'agissait de la mise en lumière du domaine, de la mise en place de la scénographie qui doit permettre de proposer des conditions de visite optimales du château, de l'aménagement de la voirie au sud du domaine qui vise à faciliter l'accès du parking et à sécuriser le parcours des piétons.

Sur le plan de l'investissement, le taux de réalisation est en nette progression par rapport aux années 2012 et 2013, il s'établit ainsi à 92% quand il était de 83% en 2013 et de 71% en 2012. Cette variation tient en grande partie au programme de mise en valeur du patrimoine. En effet et bien que nous n'ayons pas pu mandater les crédits prévus au titre des aménagements de l'abbaye de Noirlac inscrits au sein du Contrat de Plan Etat-Région (CPER), il a été possible en contrepartie d'assurer le versement des sommes prévues pour le financement de la 3<sup>ème</sup> phase de la restauration de la cathédrale de Chartres. En outre, le solde pour l'acquisition d'un nouveau cinémobile a été versé. Opérationnelle, cette nouvelle unité est venue remplacer le cinémobile *Jacques Tati*. Par ailleurs, la possibilité a été offerte à l'Agence régionale du Centre pour le livre, l'image et la culture numérique (CICLIC) de mettre en place un nouveau partenariat avec l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) d'Issoudun et l'Institut national de l'Audiovisuel (INA) au titre de la formation professionnelle avec la mise à disposition de matériels techniques destinés à adapter les moyens nécessaires au respect du référentiel pour les stagiaires engagés notamment sur les métiers de montage vidéo.

Sur le plan du fonctionnement, le taux de réalisation s'établit à 98% (+1 point par rapport à l'exercice 2013). Une sous réalisation a été toutefois constatée sur le programme de soutien à la diffusion culturelle en faveur de jeunes et notamment sur le dispositif des chéquiers des lycéens et apprentis de la Région Centre (CLARC). Quelques modifications ont été prises afin de limiter les effets de concentration sur quelques opérateurs. Ainsi, le changement des critères d'affiliation a permis de se recentrer sur les objectifs principaux, à savoir la promotion et la diversification des pratiques culturelles et sportives des jeunes, la mise en avant des acteurs soutenus par la collectivité dans le cadre de sa politique d'aide à la création.

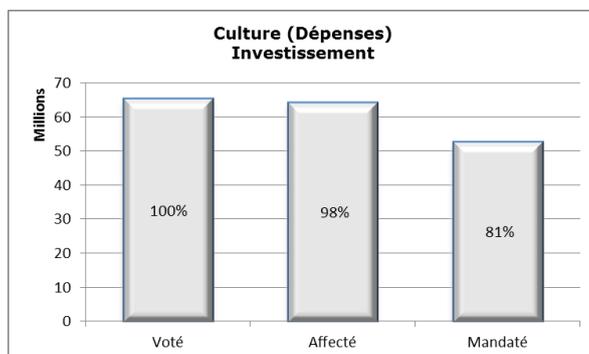
S'agissant du programme consacré à la professionnalisation des acteurs, il convient d'indiquer que la décision a été prise de soutenir la mise en place d'une plateforme formation, emploi et compétences destinée à l'ensemble des structures associatives culturelles de la région. Bien que ce projet soit porté par la Fédération régionale des acteurs culturels et associatifs - musiques actuelles (FRACAMA), cette ressource permet de construire dans le champ culturel une démarche en matière de formation professionnelle, de qualification des compétences notamment pour ce qui relève de la gestion des ressources humaines.

Enfin, le programme consacré au développement territorial de la culture a connu cette année encore une augmentation. Les sollicitations auprès de la Région étaient en croissance pour le financement d'opérations d'animation sur les localités qui ne sont pas couvertes par des projets artistiques et culturels de territoires (PACT).

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 65 507 526,43                                 | 64 364 874,53                     | 1 142 651,90                                            | 52 870 726,35                     | 12 636 800,08                                           | 11 494 148,18                                              |
| AE    | 0,00                                          | 0,00                              | 0,00                                                    | 0,00                              | 0,00                                                    | 0,00                                                       |

\* AP ou AE qui font encore l'objet de mandatement



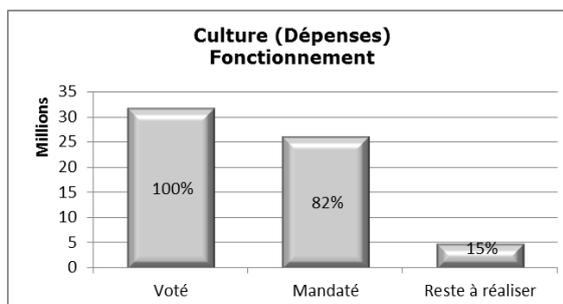
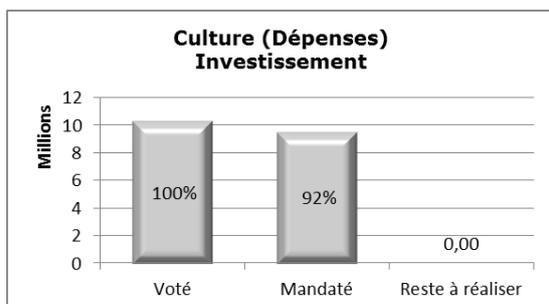
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 10 391 000,00 | 9 554 817,34  | 0,00                  | 91,95% | 1 840 054,00  | 1 379 385,72     | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 31 719 176,11 | 26 048 139,33 | 4 890 908,96          | 97,54% | 20 300,00     | 27 117,00        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 42 110 176,11 | 35 602 956,67 | 4 890 908,96          | 96,16% | 1 860 354,00  | 1 406 502,72     | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté



Un taux de réalisation supérieur à 100% signifie que des virements de crédits ont été effectués.

Le mandaté comprend le rattachement de charges sur l'exercice.

## DETAIL PAR PROGRAMME

### Programme : Soutien à la création

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                                            | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|--------------------------------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 1899 | FONDS DE SOUTIEN A LA CREATION CINEMATOGRAPHIQUE ET AUDIO-VISUELLE | 1 620 000,00                     |              | 1 620 000,00                     | 1 620 000,00                  |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                                                                    | 1 620 000,00                     |              | 1 620 000,00                     | 1 620 000,00                  |

#### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |                  |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|------------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (1) | RESTE A REALISER 2014 | % (2)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 1 944 000,00  | 1 599 819,00     | 0,00                  | 82,30% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 821 677,00    | 500 214,29       | 206 000,00            | 85,95% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 2 765 677,00  | 2 100 033,29     | 206 000,00            | 83,38% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

En 2014, la Région a apporté son soutien à la Scène nationale de Blois (0,070 M€) pour la création de la chorégraphe sud-africaine Robyn Orlin, « *At the same time...* » ainsi qu'au Centre Chorégraphique National de Tours (0,030 M€) pour la création « *Lied Ballet* ».

Par ailleurs, la Région Centre-Val de Loire a aidé la création de 21 compagnies de théâtre/danse/arts de la rue (dont dix nouvelles compagnies), 22 ensembles musicaux régionaux, 9 artistes plasticiens et a soutenu 9 résidences d'arts plastiques.

Pour le cinéma, 358 demandes d'aides sélectives ont été déposées auprès du pôle Cinéma et audiovisuel de Ciclic. Le taux de sélectivité global s'établit à 24 % en 2014. Pour l'aide au programme d'entreprise, 8 projets de développement ont obtenu un soutien de l'Agence. 14 films ont été tournés en région Centre-Val de Loire. Ils représentent 242 jours de tournage répartis sur l'ensemble du territoire générant 2 689 jours de travail au bénéfice des techniciens, des comédiens et/ou des figurants de la région, et 1,6 M€ de retombées économiques.

## Programme : Développement du domaine de Chaumont sur Loire

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                 | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|-------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 3108 | CHAUMONT INVESTISSEMENT | 50 000,00                        |              | 50 000,00                        | 50 000,00                     |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                         | 50 000,00                        |              | 50 000,00                        | 50 000,00                     |

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 3 003 258,00  | 2 282 993,29 | 0,00                  | 76,02% | 1 290 054,00  | 789 785,63       | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 2 004 700,00  | 1 964 806,00 | 9 242,70              | 98,47% | 1 000,00      | 1 000,00         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 5 007 958,00  | 4 247 799,29 | 9 242,70              | 85,01% | 1 291 054,00  | 790 785,63       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

### Fonctionnement

La convention triennale d'objectifs et de moyens 2011-2014 conclue entre l'établissement public et la Région, a fixé un certain nombre d'objectifs en matière d'accueil du public et de fréquentation. En 2014, le Domaine régional a enregistré 414 218 entrées, soit une hausse de 17% par rapport à 2013.

### Investissement

La Région poursuit la réalisation du projet Chaumont Développement, projet ambitieux permettant d'assurer la mise en valeur patrimoniale du château et du parc mais aussi de promouvoir l'art des jardins et la création contemporaine. L'année 2014 a été consacrée à la mise en place des dernières opérations du programme.

En dehors du programme Chaumont Développement, une vaste opération de consolidation des coteaux nord a débuté à l'été 2014, et s'achèvera en mars 2015. Enfin, l'artiste Orozco a présenté dès mars 2014 la première partie de la commande artistique qui lui avait été faite.

## Programme : Mise en valeur du patrimoine

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                         | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|---------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 0880 | AIDES DIRECTES PARCS ET JARDINS | 40 000,00                        |              | 40 000,00                        | 40 000,00                     |
| AP           | 2014 | 3004 | EQUIPEMENT TECHNIQUE INVENTAIRE | 10 000,00                        |              | 10 000,00                        | 10 000,00                     |
| AP           | 2014 | 0293 | FRRAB                           | 20 000,00                        |              | 20 000,00                        | 17 500,00                     |
| AP           | 2014 | 1305 | FRAM ET FRAR                    | 130 000,00                       |              | 130 000,00                       | 117 090,00                    |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                                 | 200 000,00                       |              | 200 000,00                       | 184 590,00                    |

## La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 3 738 695,00  | 3 859 162,09 | 0,00                  | 103,22% | 0,00          | 39 600,09        | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 089 625,46  | 805 884,09   | 262 578,31            | 98,06%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 4 828 320,46  | 4 665 046,18 | 262 578,31            | 102,06% | 0,00          | 39 600,09        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

## Patrimoine

La convention triennale 2012-2014 entre la Fondation du patrimoine et la Région a mis en place un fonds d'intervention en faveur de la restauration et la mise en valeur d'éléments du patrimoine privé bâti non protégé (40 000 €) et un fonds régional pour le patrimoine culturel de proximité, qui intervient en faveur de la restauration et la mise en valeur du patrimoine, propriété des collectivités publiques et associations (350 000 €). En 2014, ce sont 26 projets qui ont été soutenus.

## Parcs et jardins

La Région contribue à la mise en valeur et à la création de parcs et jardins sur son territoire, l'un des mieux dotés dans ce domaine. En 2014, elle a accordé son soutien à 4 jardins : le parc et jardin des douves d'Onzain (41), le parc de Sagonne (18), la roseraie du Château de Chamerolles (45) et le parc du Château de la Rivière à Pontgouin (28).

## Livre et lecture

La Région et l'Etat ont mis en place le Fonds régional de restauration et d'acquisition pour les bibliothèques (FRRAB). En 2014, le FRRAB a soutenu les demandes des villes de Châteauroux, Orléans, Blois, Saint-Pierre-des-Corps, Saint-Amand-Montrond et Dreux pour un montant total de 17 500 €.

## Musées

Afin de favoriser l'enrichissement et la bonne conservation des œuvres des musées, la Région a poursuivi sa politique d'aide à l'acquisition d'œuvres (11 achats d'œuvres), au titre du Fonds régional d'acquisition des musées (FRAM). Par ailleurs, le Fonds régional d'aide aux restaurations (FRAR), a permis de subventionner la restauration de 28 objets. Ces opérations s'élèvent à un montant total de 117 090 €.

## Cinéma

Le pôle Patrimoine de Ciclic construit une collection de films originaux conservés sur leurs supports d'origine, diffusée grâce aux nouvelles technologies numériques et valorisée avec le concours des habitants.

## Programme : Agences culturelles régionales

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé          | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 1447 | CULTURE O CENTRE | 30 000,00                        |              | 30 000,00                        | -                             |
| AP           | 2014 | 1449 | CICLIC           | 60 000,00                        | 100 000,00   | 160 000,00                       | 160 000,00                    |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                  | 90 000,00                        | 100 000,00   | 190 000,00                       | 160 000,00                    |

## La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |                  |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|------------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (1) | RESTE A REALISER 2014 | % (2)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 140 000,00    | 249 877,57       | 0,00                  | 178,48% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 4 822 595,20  | 4 851 695,20     | 29 100,00             | 101,21% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 4 962 595,20  | 5 101 572,77     | 29 100,00             | 103,39% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

## Agence régionale du Centre pour le livre, l'image et la culture numérique (Ciclic)

En 2014, la Région a accordé une subvention pour les moyens généraux de l'Agence de 2,67 M€.

Le pôle Livre et lecture de Ciclic a géré quatre dispositifs régionaux en 2014 :

- 10 librairies ont été soutenues,
- 20 maisons d'édition ont été soutenues,
- 3 auteurs soutenus dans le cadre du dispositif « auteurs associés »,
- 8 projets soutenus au titre du dispositif résidences d'auteur.

## Agence Culture O Centre

Les crédits qui ont été accordés à l'agence en 2014 pour son fonctionnement se sont élevés à 2,118 M€.

Le Festival Excentrique a été organisé sur 7 territoires, 36 équipes artistiques ont été accueillies dont 11 compagnies de la Région Centre-Val de Loire. 10 600 spectateurs ont été comptabilisés et plus de 1 000 habitants ont été mobilisés sur les projets d'implication.

En outre, 3 résidences de territoire ont été mises en place sur les Communes de la Riche et de Joué-lès-Tours, la Commune de Levroux et la Communauté de communes d'Ecueillé-Valençay, la Commune de Cheverny et la Communauté de communes du Grand Chambord.

6 contrats d'émergence et de développement ont été mis en place avec le Parc naturel régional du Perche, la Communauté de communes Plaines et Vallées Dunoises, la Commune de Pithiviers, la Communauté de communes du Grand Chambord, la Communauté de communes Boischaut Marche, la Commune de Levroux et la Communauté de communes d'Ecueillé-Valençay.

Deux nouveaux dispositifs ont été mis en place : l'incubateur (3 compagnies accompagnées) et le Briefing (2 équipes artistiques accompagnées).

## Programme : Diffusion cinématographique et éducation à l'image

## La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |                  |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|------------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (1) | RESTE A REALISER 2014 | % (2)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 480 000,00    | 420 000,00       | 60 000,00             | 100,00% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 480 000,00    | 420 000,00       | 60 000,00             | 100,00% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Portées par Ciclic, les missions de diffusion et d'éducation à l'image traduisent la volonté régionale de mener une politique culturelle en faveur des œuvres, des publics et des pratiques artistiques.

En matière de diffusion artistique et culturelle, Ciclic s'attache à assurer à chacun des films soutenus par la Région Centre-Val de Loire la meilleure visibilité sur le territoire. En 2014, ce sont 88 séances accompagnées qui ont été organisées pour une diffusion de 41 films soutenus, tous genres confondus et dans divers lieux de diffusion (salles de cinéma, médiathèques...) pour un cumul de 9 174 spectateurs. En outre, 2014 a été marquée par le lancement de « CIEL, cinéma indépendant en ligne », outil numérique permettant la diffusion cinématographique sur tous les écrans à travers une sélection de courts métrages et de documentaires. Ainsi, tous les trois mois, un programme de 10 à 15 films accompagnés par des entretiens, des critiques, est proposé sur le site Internet de l'Agence.

Le Cinémobile, qui parcourt depuis 30 ans le territoire régional, continue d'apporter en milieu rural une animation culturelle de qualité permettant à chacun de bénéficier du même droit d'accès aux films : 57 500 spectateurs ont été accueillis en 2014, dans 46 communes.

12 785 élèves ont bénéficié du dispositif Lycéens et apprentis au cinéma en région Centre-Val de Loire, soit plus de 11 % des lycéens, la moyenne nationale étant de 9 %. Au titre de l'année scolaire 2013-2014, 32 ateliers de pratiques artistiques ont été organisés au bénéfice de 1 686 élèves de la région, lors de 398 interventions dans 51 établissements scolaires.

Enfin, en matière d'éducation à l'image, la volonté de s'adresser au plus grand nombre a conduit au lancement, en septembre 2014, de la première université populaire de l'image en ligne (Upopi) et la création d'une opération dédiée à l'éducation artistique et culturelle à la littérature permettant aux lycéens de s'approprier les œuvres les plus contemporaines en rencontrant leurs auteurs.

### Programme : Soutien aux institutions et formations de rayonnement national et régional

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                                                  | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|--------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 1124 | FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LES MUSEES ET INSTITUTIONS D'ARTS PLASTIQUES | 50 000,00                        |              | 50 000,00                        | 50 000,00                     |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                                                                          | 50 000,00                        |              | 50 000,00                        | 50 000,00                     |

#### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (2)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 42 000,00     | 49 470,00    | 0,00                  | 117,79% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 9 469 387,50  | 8 278 541,49 | 1 180 775,00          | 99,89%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 9 511 387,50  | 8 328 011,49 | 1 180 775,00          | 99,97%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

## Spectacle vivant

En 2014, la Région a attribué une subvention de 1,103 M€ à l'Orchestre Symphonique Région Centre-Tours pour soutenir ses activités régionales. 25 concerts ont été présentés au public tout au long de l'année : 14 dans des communes de la région (dont plus de la moitié dans le cadre des PACT), 10 à Tours et 1 hors région.

En 2014, la Région Centre-Val de Loire a proposé des conventions à 18 institutions de création et/ou de diffusion artistique. 21 compagnies de théâtre, de danse, d'art de la rue, 9 ensembles musicaux de rayonnement national et international et le réseau régional des acteurs des musiques amplifiées FRACAMA se sont vus attribuer une aide au fonctionnement dans le cadre d'un conventionnement. La Région a également apporté une aide à la diffusion à 5 compagnies régionales qui souhaitaient présenter une création au Festival « OFF » d'Avignon et 2 compagnies régionales au Festival « Chalon dans la Rue ».

## Arts plastiques

Dans le domaine des arts plastiques, la Région a choisi d'établir un partenariat avec des structures qui accomplissent un travail de création, de diffusion et de sensibilisation à la création contemporaine : la Fondation du doute à Blois, Emmetrop à Bourges, le Centre de création contemporaine de Tours, l'École des Beaux-Arts de Tours, l'École Nationale Supérieure d'art de Bourges, le Centre international du vitrail à Chartres et le Centre de création céramique de La Borne, deux pôles majeurs de ressources et de diffusions.

### Programme : Soutien aux festivals et manifestations de rayonnement national et régional

## La réalisation des crédits de paiements

|                | DEPENSES            |                     |                       |               | RECETTES      |                  |                       |
|----------------|---------------------|---------------------|-----------------------|---------------|---------------|------------------|-----------------------|
|                | VOTE 2014 (1)       | MANDATE 2014        | RESTE A REALISER 2014 | % (2)         | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| Fonctionnement | 1 831 118,00        | 1 452 060,01        | 283 793,78            | 94,80%        | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>   | <b>1 831 118,00</b> | <b>1 452 060,01</b> | <b>283 793,78</b>     | <b>94,80%</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>           |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

En 2014, la Région a soutenu 16 festivals de rayonnement national et régional dans les domaines du spectacle vivant, de la littérature, de l'histoire et des arts plastiques. Parmi les plus importants : le Printemps de Bourges, manifestation la plus emblématique de la région (65 595 spectateurs en 2014), « les Rendez-vous de l'Histoire » de Blois, première manifestation nationale mêlant grand public et chercheurs sur des questions historiques, ou encore le festival BD Boum à Blois qui est aujourd'hui le troisième plus important festival de bandes dessinées en France.

## Programme : Développement territorial de la culture

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                           | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|-----------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 0006 | OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT LOCAL | 90 000,00                        | 31 500,00    | 121 500,00                       | 96 442,00                     |
| AP           | 2014 | 0315 | ITINERANCE REGIONALE              | 30 000,00                        |              | 30 000,00                        | 30 000,00                     |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                                   | 120 000,00                       | 31 500,00    | 151 500,00                       | 126 442,00                    |

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 1 121 377,00  | 1 035 256,37 | 0,00                  | 92,32% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 6 880 742,52  | 4 567 711,89 | 2 096 841,70          | 96,86% | 0,00          | 1 800,00         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 8 002 119,52  | 5 602 968,26 | 2 096 841,70          | 96,22% | 0,00          | 1 800,00         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

### Projets artistiques et culturels de territoire et Théâtres de ville

En 2014, 65 territoires ont été soutenus au titre du dispositif des Projets artistiques et culturels de territoire (PACT), dont 2 sont des nouveaux territoires. 503 communes sont concernées par les manifestations soit 833 796 habitants. Par ailleurs, 6 territoires en devenir de PACT ont également été soutenus à titre transitoire.

En 2014, en application du même cadre d'intervention pour le développement territorial de la culture, 6 contrats régionaux de Théâtre de Ville ont été soutenus. 4 de ces théâtres ont reçu le label de « Scène régionale » : le Théâtre Mac-Nab de Vierzon (18), le Théâtre André Malraux de Joué-lès-Tours (37), le Théâtre La Passerelle de Fleury-les-Aubrais (45) et l'Agglomération Montargoise Et rives du Loing (45).

## Programme : Diffusion culturelle en faveur des jeunes

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (2)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 352 229,52  | 566 340,54   | 376 380,97            | 69,72% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 1 352 229,52  | 566 340,54   | 376 380,97            | 69,72% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Le chéquier « CLARC » a été diffusé, au cours de la saison 2013-2014, à 47 402 lycéens et apprentis contre 51 836 pour la saison 2012-2013. La saison 2013-2014 a également été marquée par une baisse du taux d'utilisation des chèques (23% des valeurs faciales émises contre 37,60 % en 2012-2013).

## Programme : FRAC

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                    | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|----------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 0717 | FRAC ACQUISITION D'OEUVRES | 130 000,00                       |              | 130 000,00                       | 130 000,00                    |
| AP           | 2014 | 1319 | FRAC - AMENAGEMENT BUREAU  | 200 000,00                       |              | 200 000,00                       | 200 000,00                    |
| AP           | 2014 | 1321 | FRAC - EQUIPEMENT          | 30 000,00                        |              | 30 000,00                        | 30 000,00                     |
| AP           | 2014 | 4120 | FRAC MAINTENANCE           | 90 000,00                        |              | 90 000,00                        | 90 000,00                     |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                            | 450 000,00                       |              | 450 000,00                       | 450 000,00                    |

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 401 670,00    | 478 239,02   | 0,00                  | 119,06% | 550 000,00    | 550 000,00       | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 358 277,82  | 1 406 404,21 | 21 560,00             | 105,13% | 19 300,00     | 20 293,00        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 1 759 947,82  | 1 884 643,23 | 21 560,00             | 108,31% | 569 300,00    | 570 293,00       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

En 2014, il a été décidé d'aménager des bureaux de l'agence Culture O Centre au sein de des bâtiments du Fonds régional d'Art contemporain (FRAC) permettant ainsi une optimisation du patrimoine de la Région.

### FRAC : fonctionnement et acquisition

La Région a maintenu son soutien au fonctionnement du FRAC à hauteur de 0,854 M€ afin de permettre un bon fonctionnement de ce nouveau lieu « Les Turbulences-Frac Centre-Val de Loire », et, au FRAC, de mener à bien ses missions.

En 2014, 27 188 visiteurs ont pu découvrir les expositions et la collection permanente. 4 532 scolaires ont été accueillis, 15 expositions ont été montées sur l'ensemble du territoire régional, 307 œuvres ont été prêtées et 96 œuvres ont été acquises.

## Programme : Enseignement professionnel initial et professionnalisation

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |                  |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|------------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (1) | RESTE A REALISER 2014 | % (2)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 552 187,50    | 408 039,20       | 224 187,50            | 114,49% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 552 187,50    | 408 039,20       | 224 187,50            | 114,49% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Le dispositif « Jeune théâtre en région Centre », a bénéficié d'une subvention de 0,120 M€ en 2014. Il s'adresse exclusivement à des jeunes venant d'achever leur formation artistique initiale au sein d'écoles nationales ou de conservatoires de la région. Les jeunes comédiens retenus acquièrent, au terme de deux années d'apprentissage, une pratique de plateau et une véritable connaissance du milieu théâtral professionnel en participant aux ateliers et aux créations du Centre dramatique régional de Tours.

Dans ce cadre, ont été également soutenues plusieurs structures musicales comme l'Orchestre symphonique d'Orléans, l'Orchestre d'harmonie de la région Centre et l'Orchestre des jeunes du Centre (OJC). Ce dernier assure le rôle d'orchestre-école et dispense une formation au métier de musicien tout en offrant au public de la région des concerts diversifiés de qualité. En 2014, l'OJC a réalisé 4 concerts.

Dans le cadre d'une expérimentation, la Région soutient la plateforme Emploi, Formation Compétences – Culture mise en œuvre par la Fracama afin de mener une stratégie collective à l'ensemble du champ culturel. Grâce à une subvention de 0,110 M€, 4 missions sont développées : la construction d'un cadre de concertation permanente, l'observation et les ressources sur l'emploi et la formation, la définition et la construction des actions et des dispositifs et l'accompagnement de la structuration des filières et le soutien à l'expérimentation de nouveaux modèles sociaux et économiques.

### Programme : Développement des pratiques amateurs

#### La réalisation des crédits de paiements

|                | DEPENSES            |                   |                       |               | RECETTES      |                  |                       |
|----------------|---------------------|-------------------|-----------------------|---------------|---------------|------------------|-----------------------|
|                | VOTE 2014 (1)       | MANDATE 2014      | RESTE A REALISER 2014 | % (3)         | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| Fonctionnement | 1 056 635,59        | 826 442,41        | 140 449,00            | 91,51%        | 0,00          | 4 024,00         | 0,00                  |
| <b>Total</b>   | <b>1 056 635,59</b> | <b>826 442,41</b> | <b>140 449,00</b>     | <b>91,51%</b> | <b>0,00</b>   | <b>4 024,00</b>  | <b>0,00</b>           |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

#### Aux arts lycéens et apprentis

135 projets de sensibilisation des jeunes aux pratiques artistiques ont été soutenus en 2014 dans le cadre de l'opération « Aux arts lycéens et apprentis! ».

#### Artistes amateurs : institutions, formations et manifestations

La Région apporte notamment son aide au Centre de Pratiques vocales et instrumentales (CEPRAVOI) qui remplit une mission de formation et d'information dans le domaine des musiques vocales et du chant choral. Ses actions s'adressent plus particulièrement aux publics amateurs et aux professionnels qui les encadrent ou qui les forment. En 2014, la structure a accueilli 323 stagiaires.

La Région a souhaité également apporter son soutien à des associations et structures artistiques accomplissant un travail atypique d'accompagnement auprès de « publics empêchés » (handicapés, personnes âgées, hospitalisées, administrations pénitentiaires, etc.). En 2014, 12 associations ont pu bénéficier de cette aide pour un total de 0,045 M€.

# **SPORTS**

## BILAN

Le bénévolat sportif est estimé, en région Centre-Val de Loire, à 100 000 bénévoles ce qui représente 18 millions d'heures d'activités bénévoles valorisées à hauteur de 2 milliards d'euros. De plus, l'emploi sportif représente 3% des emplois générés par le secteur de l'économie sociale et solidaire. Par conséquent, le secteur du sport a plus besoin que jamais du soutien des collectivités territoriales. C'est une des raisons pour lesquelles le dispositif Cap Asso constitue un appui important à l'emploi sportif régional. En 2014, 115 projets ont été étudiés dans le domaine du sport pour un montant total alloué de 3 100 800 €. Depuis le démarrage du dispositif, 1 032 projets ont reçu un avis favorable, portant à 29 932 930 € le montant accordé par la Région à l'emploi sportif.

C'est également parce qu'il considère que le sport, sous toutes ses formes de pratiques, dès lors qu'il est encadré, est un vecteur de cohésion sociale que le Conseil régional a choisi de maintenir son niveau de financement. La Région privilégie le conventionnement avec les ligues et les comités régionaux, mais également avec le Comité Régional Olympique et Sportif (CROS) qui sont les échelons naturels de partenariat au niveau régional. 40 conventions précisant les finalités, les objectifs, les moyens et les modalités mis en œuvre ont été renouvelées en 2014.

La Région a continué d'accompagner un grand nombre de manifestations sportives (208) et soutenir les structures d'accès au sport de haut niveau.

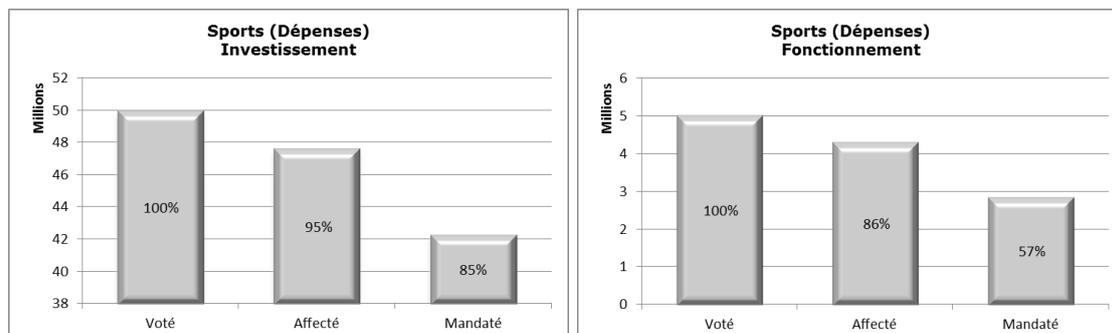
Conformément au schéma régional des installations sportives, la Région Centre-Val de Loire a apporté son soutien aux maîtres d'ouvrage locaux dans le cadre de la construction ou la réhabilitation d'installations sportives.

Mais l'aménagement sportif du territoire ne peut s'envisager sans « le bateau amiral » de la politique sportive régionale que représente le Centre de ressources, d'expertise et de performance sportives (CREPS). Un effort tout particulier a été consenti en 2014 pour maintenir en état des installations qui ont fêté leur 10<sup>ème</sup> anniversaire. Afin de conforter l'offre du CREPS, la Région a également finalisé l'opération vélodrome qui accueille depuis 2014, sur décision de la Fédération Française de Cyclisme, le pôle jeune de cyclisme sur piste.

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 49 953 018,93                                 | 47 620 238,42                     | 2 332 780,51                                            | 42 287 914,46                     | 7 665 104,47                                            | 5 332 323,96                                               |
| AE    | 4 993 500,00                                  | 4 289 420,00                      | 704 080,00                                              | 2 845 062,00                      | 2 148 438,00                                            | 1 444 358,00                                               |

\* AP ou AE qui font encore l'objet de mandatement



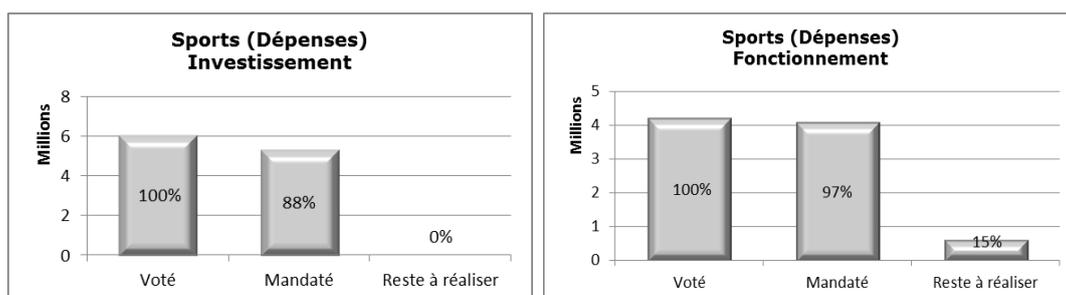
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 6 114 700,00  | 5 379 409,04 | 0,00                  | 87,98%  | 2 353 674,00  | 2 826 935,40     | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 4 211 031,21  | 4 082 221,02 | 628 102,50            | 111,86% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 10 325 731,21 | 9 461 630,06 | 628 102,50            | 97,71%  | 2 353 674,00  | 2 826 935,40     | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements: BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté



Un taux de réalisation supérieur à 100% signifie que des virements de crédits ont été effectués.

Le mandaté comprend le rattachement de charges sur l'exercice.

## DETAIL PAR PROGRAMME

### Programme : Soutien au sport de haut niveau et à son accès

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                              | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|--------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 0487 | AIDE A L'EQUIPEMENT DES CLUBS ELITES | 100 000,00                       | -69 500,00   | 30 500,00                        | 30 454,00                     |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                                      | 100 000,00                       | -69 500,00   | 30 500,00                        | 30 454,00                     |

#### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (2)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 30 500,00     | 30 454,00    | 0,00                  | 99,85%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 2 201 561,21  | 2 139 526,02 | 507 477,50            | 120,23% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 2 232 061,21  | 2 169 980,02 | 507 477,50            | 119,95% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

### PROGRAMME ACCES AU HAUT NIVEAU

La politique sportive régionale d'accès au sport de haut niveau s'appuie sur une intervention en direction des sportifs eux-mêmes, mais également sur un soutien à des structures.

#### L'intervention en direction des sportifs :

- ✓ Sportifs de haut niveau :

144 sportifs de haut niveau ou « en devenir » (inscrits sur les listes ministérielles dans les catégories « Jeune » et « Espoir ») ont bénéficié d'une aide de la Région. 118 500 € ont été alloués pour les aider individuellement en fonction de leurs ressources et des charges engendrées par la mise en place de leur double projet (éducatif et sportif).

#### L'intervention en direction des structures :

Lorsqu'elle soutient une structure de haut niveau, la Région place le sportif au centre de ses préoccupations. Ses financements tendent vers une préservation des valeurs essentielles du sport. Elle s'attache notamment à l'intégrité morale et physique de jeunes qui sont très sollicités.

- ✓ Partenariat « grands clubs » :

1 058 525 € ont été consacrés au partenariat avec 41 clubs.

- ✓ Filière sportive régionale :

Avant d'atteindre le haut niveau les jeunes sportifs peuvent être amenés à intégrer des structures permanentes d'entraînement. Ces structures, fruits de la politique particulière à chaque ligue ou comité régional, font l'objet d'une labellisation. 76 000€ ont été nécessaires pour prendre en compte 8 structures représentant 7 disciplines.

- ✓ Pôles Espoir :

15 pôles Espoir, qui sont les structures immédiatement situées à l'échelon supérieur à la filière régionale, sont implantés en région. Ils forment l'élite de demain. Afin de préserver la santé physique et morale des jeunes qui y sont intégrés et qui ont une charge importante d'entraînement, la Région a alloué 263 515 € à leur suivi.

### Programme : Soutien au développement et à la structuration des pratiques sportives fédérales

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                       | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|-------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 0458 | AIDE A L'EQUIPEMENT DES CLUBS | 1 100 000,00                     |              | 1 100 000,00                     | 1 093 040,00                  |
| AE           | 2014 | 1143 | CLARC SPORT                   | 100 000,00                       |              | 100 000,00                       | 0,00                          |
| AE           | 2014 | 1144 | BAFA                          | 200 000,00                       |              | 200 000,00                       | 109 300,00                    |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                               | 1 400 000,00                     |              | 1 400 000,00                     | 1 202 340,00                  |

#### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 1 094 270,00  | 1 050 410,97 | 0,00                  | 95,99%  | 0,00          | 410,79           | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 949 220,00  | 1 910 070,00 | 93 000,00             | 102,76% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 3 043 490,00  | 2 960 480,97 | 93 000,00             | 100,33% | 0,00          | 410,79           | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Ce programme d'actions regroupe les interventions de la Région, tant en fonctionnement qu'en investissement, en faveur du sport pour tous ou sport de masse, à savoir :

- soutien à l'organisation de manifestations sportives et éducatives,
- soutien à l'équipement des clubs en matériel et en véhicules,
- soutien au Comité Régional Olympique et Sportif Centre,
- soutien aux ligues et comités régionaux via les conventions pluriannuelles de partenariat,
- Soutien à la formation au BAFA.

2014 a été marquée par le lancement de l'aide à la formation au Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) dans le cadre du Plan Avenir Jeune. Une autorisation d'engagement de 200 000 € a été ouverte au BP et 100 000 € de crédits de paiement ont été votés au BS. Cette action a permis de conventionner avec 11 organismes de formation, issus du réseau de l'éducation populaire. 1 423 jeunes ont ainsi pu bénéficier d'une prise en charge de leurs frais d'inscription à hauteur de 100 €.

La Région a confirmé sa forte implication dans le soutien à l'organisation de manifestations sportives en mobilisant un budget de 1 056 700 €.

Ce sont ainsi 208 manifestations qui ont été soutenues, du plus haut niveau national voire international telles que : les championnats de France d'aviron à Bourges, le championnat de France élites de natation en grand bassin à Chartres, la finale de coupe de France de rugby à 7 à Châteauroux, le top 10 Européen de tennis de table à Tours, le Grand Prix de France de side-car à Brou, la finale de la coupe de France de slalom à La

Châtre, la phase finale des intercomités de handball à Bourges et Orléans, le championnat de France de cyclocross à Lignières, etc.

Le soutien à l'équipement des clubs s'est traduit par l'affectation d'un budget de 1 093 400 € permettant ainsi d'accompagner 149 associations dans leur projet d'acquisition de véhicules (60 financés pour 51 associations) et de matériel (98 soutiens).

Le dispositif de contractualisation avec les structures régionales est reconduit selon de nouvelles modalités d'intervention pour la période 2014-2017. La contractualisation est dorénavant adossée à des actions de structuration et de développement, d'une part, et de développement des compétences, d'autre part. Au-delà des actions conduites sur ces deux items, le financement régional est complété d'une part forfaitaire adossée au nombre de licenciés de la discipline et d'un appel à projet, s'il a été retenu, sur l'égalité femmes-hommes, l'accès à la pratique sportive des publics empêchés et les manifestations éco-responsables.

41 disciplines, dont 10 nouvelles par rapport à la précédente génération de conventions, ont obtenu le concours financier de la Région.

**Programme : Financement d'installations sportives**

**La réalisation des AP/AE en 2014**

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |       | Libellé                                                             | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification        | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|-------|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------|---------------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 0459  | CONSTRUCTION INSTALLATIONS SPORTIVES                                | 1 500 000,00                     |                     | 1 500 000,00                     | 10 495 732,19                 |
| AP           | 2012 | 1122  | AMENAGEMENT ET MAINTENANCE DU CREPS                                 | 210 000,00                       | 250 000,00          | 460 000,00                       | 460 000,00                    |
| AP           | 2013 | 1121  | CREPS INVESTISSEMENT                                                | 200 000,00                       | 220 000,00          | 420 000,00                       | 420 000,00                    |
| AP           | 2014 | 1297  | STADE USO INVESTISSEMENT                                            | 0,00                             | 2 000 000,00        | 2 000 000,00                     | 2 000 000,00                  |
| AP           | 2013 | 1142  | CREPS RACCORDEMENT RESEAU DE CHALEUR EFFICACITE ENERGETIQUE         | 455 000,00                       | -240 000,00         | 215 000,00                       | 212 320,00                    |
| AP           | 2009 | 7199  | VT-VELODROME DE BOURGES                                             | 16 480 880,00                    | 240 000,00          | 16 720 880,00                    | 16 720 480,00                 |
| AP           | 2014 | 14000 | VELODROME : MISE EN PLACE D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE SUR LE TOIT | 352 000,00                       |                     | 352 000,00                       | 0,00                          |
| <b>TOTAL</b> |      |       |                                                                     | <b>19 197 880,00</b>             | <b>2 470 000,00</b> | <b>21 667 880,00</b>             | <b>30 308 532,19</b>          |

**La réalisation des crédits de paiements**

|                       | DEPENSES            |                     |                       |               | RECETTES            |                     |                       |
|-----------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|---------------|---------------------|---------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1)       | MANDATE 2014        | RESTE A REALISER 2014 | % (3)         | VOTE 2014 (1)       | MANDATE 2014 (2)    | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 4 989 930,00        | 4 298 544,07        | 0,00                  | 86,14%        | 2 353 674,00        | 2 826 524,61        | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 60 250,00           | 32 625,00           | 27 625,00             | 100,00%       | 0,00                | 0,00                | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | <b>5 050 180,00</b> | <b>4 331 169,07</b> | <b>27 625,00</b>      | <b>86,31%</b> | <b>2 353 674,00</b> | <b>2 826 524,61</b> | <b>0,00</b>           |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)  
(2) Titres émis  
(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Au titre de l'exercice 2014, 16 projets ont été soutenus, pour un montant global de 2 171 100 €.

Les communes ou communautés de communes, le plus souvent propriétaires des équipements sportifs, sont les principaux bénéficiaires de l'aide au financement d'installations sportives (16 dossiers sur 32 subventionnés) mais 4 associations sportives ont également élargé à ce programme.

La majorité de ces 16 projets sera finalisée dans le courant de l'année 2015.

L'entretien et la maintenance du CREPS ont fait l'objet de deux autorisations de programme en 2014. Ces enveloppes ont été abondées pour s'élever respectivement à 420 000 € et 460 000 € permettant ainsi de réaliser de nombreux et importants travaux

d'aménagement (changement de la literie, du réseau audiovisuel, de matériels pédagogiques, de matériels de cuisine, de matériels de musculation,...), mais également des travaux plus lourds (ravalement, changement des volets,...).

Initialement une autorisation de programme de 455 000 € a été ouverte au budget primitif dans la perspective du raccordement du CREPS au réseau de chaleur. Cette enveloppe a finalement été minorée de 240 000 €, montant de la subvention mobilisable au titre de l'ADEME, la portant à 215 000 €. Ce sont finalement 212 320 € qui ont été mobilisés sur cette opération.

Une autorisation de programme de 2 000 000 € a été ouverte au budget supplémentaire pour permettre d'accompagner la ville d'Orléans dans la prise en compte des aménagements du stade de La Source qui accueille l'USO Football. Le club orléanais étant monté en ligue 2, le stade nécessitait une mise aux normes importante. 2 000 000 € ont été affectés à ce projet et 1 500 000 € ont été mandatés, le solde devrait être versé sur l'exercice 2015.

L'autorisation de programme ouverte en 2013 à hauteur de 1 000 000 € pour soutenir la communauté d'agglomération de Blois dans le cadre de la construction d'une salle omnisports dénommée « salle du jeu de paume » a permis un soutien régional à hauteur de 800 000 € en 2014. Le versement du solde de cette opération devrait intervenir en 2016.

Afin de soutenir la Fédération française d'équitation à Lamotte-Beuvron (FFE) qui est une des rares fédérations à avoir décentralisé son siège social, une autorisation de programme de 1 500 000 € a été ouverte au budget primitif 2013. Des travaux d'envergure pour permettre l'accueil de toutes les manifestations de niveau international qui pourraient être programmées sur le territoire français ont été engagés en 2014. Pour accompagner la FFE dans ses aménagements, 351 900 € ont été mandatés en 2014.

# **TERRITOIRES SOLIDAIRES**

## BILAN

La solidarité régionale envers les habitants de l'ensemble de la région Centre s'exprime essentiellement au travers du soutien à des projets structurants, capables de renforcer l'attractivité des territoires, du développement de l'offre de services à la population, ainsi qu'au travers de l'amélioration de l'hébergement pour les plus démunis.

La Région a **maintenu son fort taux d'intervention** afin de permettre aux collectivités locales de **poursuivre la réalisation d'investissements** sur leur territoire avec toute conséquence positive sur **l'activité du BTP**. Dans ce sens, la Région a ouvert la possibilité **d'augmenter ses taux d'intervention dans le cadre de son plan de relance du BTP en octobre 2014**.

Cette volonté régionale s'est traduite dans le budget 2014 « Territoires solidaires » qui a mobilisé **88.5 M€**, soit une **augmentation de 8% par rapport à 2013 et dont plus de 92 % concernent des dépenses d'investissement**.

Plus de la moitié des crédits a concerné des opérations figurant dans les Contrats territoriaux pour accompagner des projets élaborés au plus près des préoccupations locales, dans le cadre de dynamiques partagées de développement territorial durable.

Il est à noter que l'année 2014 a connu la **signature des six premiers Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale** (une aggro et cinq Pays).

La lecture transversale du budget « Territoires solidaires » permet de mettre en exergue les grands thèmes soutenus à ce titre par la Région :

- Fidèle à ses engagements pour déployer rapidement **le THD** auprès de 70% de la population, **la Région y a consacré 15 M€** via le CPER, les conventions Région-Département, les Contrats territoriaux et le Fonds Sud ;
- **L'Habitat** a bénéficié de plus de **18.6 M€**, dont 8.1 M€ pour l'hébergement des Personnes Agées Dépendantes. Le reste correspond à la production ou à la réhabilitation du parc locatif social dans les agglomérations pour 4.4 M€ et pour 6 M€ hors agglomération ainsi que 0.1 M€ pour le logement des jeunes;
- **Les équipements sportifs et culturels**, soutenus respectivement à hauteur de **5.6 M€** et **5.8 M€** au titre des Contrats territoriaux ;
- **Les services à la population** ont bénéficié de paiements régionaux à hauteur de près de **8.2 M€**;

Les politiques d'aménagement du territoire s'inscrivent toutes dans une approche de **développement durable** privilégiant une élaboration participative des projets, une prise en compte des publics spécifiques (jeunes, personnes âgées, personnes en insertion, publics handicapés ...), une analyse économique des projets, et portant une attention soutenue aux questions environnementales (efficacité énergétique, mobilité durable, maîtrise de l'étalement urbain, préservation de la biodiversité ...).

A ce titre, **1 M€** ont été mandatés pour des opérations intéressant **la biodiversité**.

La montée en puissance des programmes d'**isolation thermique** des bâtiments publics ou de logements locatifs sociaux, constatés l'an dernier, se poursuit avec une **progression de 35% soit avec 3.3 M€** de crédits mandatés.

Au titre du **CPER projets structurants et requalification de friches**, la Région a mandaté **5 M€**.

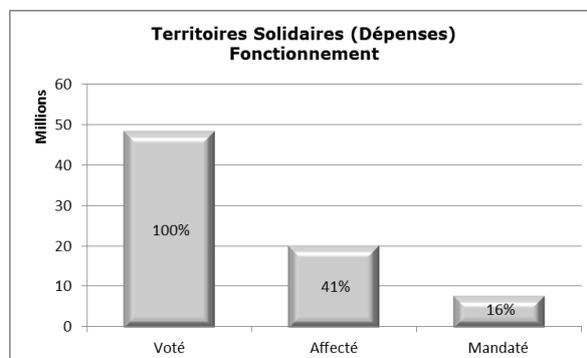
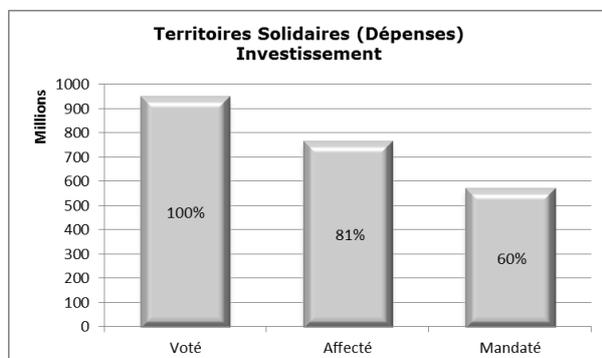
La Région soutient également de façon significative **l'ingénierie dans les territoires**, à la fois via le financement des postes d'agents de développement dans les pays, ou via le volet fonctionnement des Contrats, le FRAC territoires.

S'agissant d'**ID en campagne**, ce dispositif se **déploie** désormais sur la **totalité des territoires de pays**. Ceci se traduit par une **nette augmentation des mandatements** en 2014 (0.710 M€).

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 947 057 469,19                                | 763 232 239,73                    | 182 925 229,46                                          | 569 327 524,30                    | 376 829 944,89                                          | 193 904 715,43                                             |
| AE    | 48 296 992,02                                 | 20 030 074,98                     | 28 266 917,04                                           | 7 716 740,25                      | 40 580 251,77                                           | 12 313 334,73                                              |

\* AP ou AE qui font encore l'objet de mandatement



Les AP et AE vivantes correspondent à des procédures contractuelles : Contrats Agglomérations et Pays de 3ème génération, Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, conventions Région/Départements 2007-2013 et CPER 2007-2014.

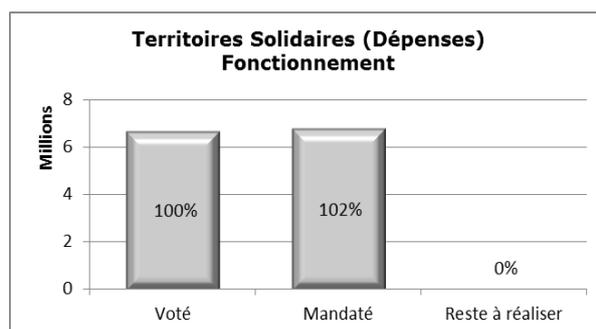
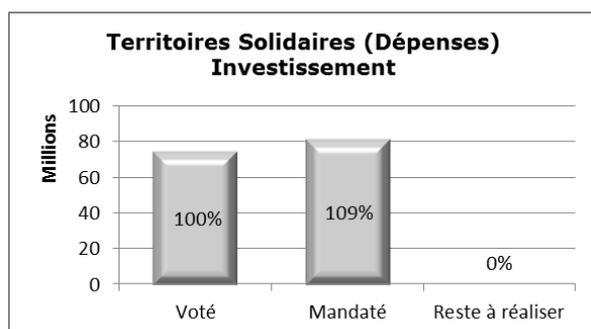
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 74 888 007,00 | 81 796 333,94 | 0,00                  | 109,22% | 0,00          | 45 120,41        | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 6 653 400,00  | 6 764 525,55  | 9 000,00              | 101,81% | 0,00          | 112 053,75       | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 81 541 407,00 | 88 560 859,49 | 9 000,00              | 108,62% | 0,00          | 157 174,16       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté



Les taux de réalisation supérieurs à 100%, en fonctionnement comme en investissement, ont été permis par des virements de crédits.

Des mandatements significatifs ont notamment été réalisés en fin d'année au titre du déploiement du Très Haut Débit.

## DETAILS PAR PROGRAMME

### Programme : Contrats régionaux d'agglomération

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                       | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|-----------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2013 | 1703 | CR AGGLO/PAYS CHATEAUROUX ET CASTELROUSSIN 3G | 15 920 000,00                    |              | 15 920 000,00                    | 1 222 500,00                  |
| AP           | 2013 | 1709 | CR AGGLO PAYS BLOIS 3G                        | 18 040 000,00                    |              | 18 040 000,00                    | 5 255 871,49                  |

Lors du BP 2014, les Contrats 3G Blésois et Castelroussin ont été abondés pour intégrer au prorata temporis les enveloppes additionnelles « logement » et « espaces publics » Cœurs de Village.

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |                  |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|------------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (1) | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 15 151 000,00 | 16 230 625,86    | 0,00                  | 107,13% | 0,00          | 22 590,00        | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 100 000,00    | 292 040,00       | 0,00                  | 292,04% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 15 251 000,00 | 16 522 665,86    | 0,00                  | 108,34% | 0,00          | 22 590,00        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Ce programme concerne à la fois les Contrats d'Agglomération de 2<sup>ème</sup> génération et de 3<sup>ème</sup> génération.

Concernant la 2<sup>ème</sup> génération, un montant de près de 0,955 M€ a été mandaté, correspondant à des opérations réalisées au titre des derniers Contrats achevés depuis 2012 (essentiellement 0,464 M€ sur l'Agglomération de Montargis et 0,486 M€ sur l'Agglomération de Blois), pour des opérations de logements liées notamment aux Programmes de Rénovation Urbaine.

Ces mandatements portent à près de 99% le taux de mandatement sur crédits engagés.

Concernant la 3<sup>ème</sup> génération, elle est mise en œuvre en application des principes votés en décembre 2007 qui permettent, dans le prolongement des précédents, d'accompagner le développement des 8 agglomérations structurant le territoire régional, avec une prise en compte accrue des priorités régionales de développement durable.

En moyenne, 71% des crédits réservés sont fléchés vers les 7 modules du 1<sup>er</sup> bloc de priorités régionales.

Fin 2014, 7 Contrats d'Agglomération étaient validés, après la négociation en 2013 des 4 derniers Contrats (Blésois/pays des Châteaux, Castelroussin/Val de l'Indre, Chartres et Dreux).

L'agglomération de Montargis bénéficiera directement d'un Contrat Régional de Solidarité Territoriale.

Au 31 décembre 2014, 2 Contrats d'Agglomération 3G sont désormais achevés (Tours et Orléans).

Au 31/12/2014

| AGGLOMERATION<br>3G                   | VOTE               | ENGAGE            | DONT ENGAGE<br>EN 2014 | MANDATE           | DONT MANDATE<br>EN 2014 |
|---------------------------------------|--------------------|-------------------|------------------------|-------------------|-------------------------|
| TOURS                                 | 40 273 500         | 35 618 019        | 4 959 800              | 31 682 759        | 7 420 069               |
| TOURS<br>Fonctionnement               | 457 500            | 434 497           | -                      | 426 137           |                         |
| <b>Sous total : TOURS</b>             | <b>40 731 000</b>  | <b>36 052 516</b> | <b>4 959 800</b>       | <b>32 108 896</b> | <b>7 420 069</b>        |
| ORLEANS                               | 40 042 700         | 32 533 398        | 2 667 535              | 29 647 448        | 3 680 354               |
| ORLEANS<br>Fonctionnement             | 267 300            | 60 000            | -                      | 60 000            | -                       |
| <b>Sous total :<br/>ORLEANS</b>       | <b>40 310 000</b>  | <b>32 593 398</b> | <b>2 667 535</b>       | <b>29 707 448</b> | <b>3 680 354</b>        |
| BOURGES                               | 15 423 000         | 4 884 100         | 806 200                | 4 413 532         | 1 054 052               |
| BOURGES<br>Fonctionnement             | 318 000            | 98 000            | 50 000                 | 38 430            | 40 000                  |
| <b>Sous total :<br/>BOURGES</b>       | <b>15 741 000</b>  | <b>4 982 100</b>  | <b>856 200</b>         | <b>4 451 962</b>  | <b>1 094 052</b>        |
| BLOIS                                 | 17 451 550         | 5 181 666         | 4 124 366              | 1 899 127         | 1 889 127               |
| BLOIS<br>Fonctionnement               | 331 000            | 174 400           | 174 400                | -                 | 115 040                 |
| <b>Sous total : BLOIS</b>             | <b>17 782 550</b>  | <b>5 356 066</b>  | <b>4 298 766</b>       | <b>1 899 127</b>  | <b>2 004 167</b>        |
| CHARTRES                              | 17 313 200         | 1 895 735         | 1 895 735              | 823 310           | 823 310                 |
| CHARTRES<br>Fonctionnement            | 167 800            | 27 800            | 27 800                 | -                 | 22 240                  |
| <b>Sous total :<br/>CHARTRES</b>      | <b>17 481 000</b>  | <b>1 923 535</b>  | <b>1 923 535</b>       | <b>823 310</b>    | <b>845 550</b>          |
| CASTELROUSSIN                         | 15 003 200         | 1 044 000         | 1 044 000              | 130 750           | 130 750                 |
| CASTELROUSSIN<br>Fonctionnement       | 710 000            | 127 300           | 127 300                |                   | 114 760                 |
| <b>Sous total :<br/>CASTELROUSSIN</b> | <b>15 713 200</b>  | <b>1 171 300</b>  | <b>1 171 300</b>       | <b>130 750</b>    | <b>245 510</b>          |
| DREUX                                 | 7 742 000          | 886 400           | 886 400                | 277 866           | 277 866                 |
| DREUX<br>Fonctionnement               | 280 000            | -                 | -                      | -                 | -                       |
| <b>Sous total : DREUX</b>             | <b>8 022 000</b>   | <b>886 400</b>    | <b>886 400</b>         | <b>277 866</b>    | <b>277 866</b>          |
| <b>TOTAL GENERAL<br/>3G</b>           | <b>155 780 750</b> | <b>82 965 315</b> | <b>16 763 536</b>      | <b>69 399 359</b> | <b>15 567 568</b>       |

Les crédits sont désormais engagés à plus de 50% et plus de 15,5 M€ ont été mandatés en 2014, dont 15,2 M€ en investissement pour des opérations en faveur principalement de l'Habitat (27% : 4,4 M€), de la Culture (23% : 3,6 M€), de la Qualité de Vie (17% : 3,4 M€), du Sport (16% : 2,6 M€), et dans une moindre mesure, des services (7% : 1,1 M€), et de l'Énergie (3,7% : 0,6 M€).

Enfin, en fonctionnement près de 0,3 M€ ont été mandatés en fonctionnement pour le soutien à des études liées à l'environnement et à la biodiversité.

## Programme : Contrats ville moyenne

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 1 680 076,00  | 1 463 379,00 | 0,00                  | 87,10% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 1 680 076,00  | 1 463 379,00 | 0,00                  | 87,10% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les crédits spécifiques destinés à soutenir les villes moyennes pour faire face aux investissements nécessaires au maintien ou au développement de leur fonction de centralité sont désormais intégrés au sein des Contrats de Pays ou aux Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale.

Les AP correspondantes ont ainsi été supprimées et les 2 derniers Contrats Villes moyennes (Le Blanc et Châteaudun) signés en 2013.

Les crédits de paiement mandatés en 2014 (plus de 1,5 M€) correspondent aux Contrats encore actifs pour lesquels plus de 1,7 M€ ont été engagés en 2014, et ont soutenu principalement le pôle multimodal et espaces publics de Vendôme (0,4 M€), le PRU de Châteaudun (0,274 M€) et la restructuration du quartier Saint Marc à Romorantin (0,220 M€), ainsi que, en dehors d'aménagements d'espaces publics à Buzançais, le Blanc et Lamotte-Beuvron, la structure petite enfance de La Châtre et la nouvelle école de musique de Langeais.

## Programme : Contrats de pays

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |       | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|-------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3) | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 0,00          | 8 994,49     | 0,00                  | 0,00% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 0,00          | 8 994,49     | 0,00                  | 0,00% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Le montant mandaté correspond à la remise gracieuse accordée à la commune de Chaillac (AP 14.03.02 de juin 2014) dans le cadre du CRIL (Centre Régional d'Initiative Locale) Sud Berry Val de Creuse.

## Programme : Contrats régionaux de pays

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                               | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|---------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2008 | 1828 | CRP BEAUCE GATINAIS EN PITHIVERAIS 3G | 6 937 900,00                     |              | 6 937 900,00                     | 5 342 271,87                  |
| AP           | 2008 | 1829 | CRP GATINAIS 3G                       | 6 286 700,00                     |              | 6 286 700,00                     | 4 126 669,83                  |
| AP           | 2008 | 1831 | CRP BEAUCE 3G                         | 3 833 900,00                     |              | 3 833 900,00                     | 2 204 019,44                  |
| AP           | 2008 | 1834 | CRP DROUAIS 3G                        | 4 720 000,00                     | 256 100,00   | 4 976 100,00                     | 2 847 479,11                  |
| AP           | 2009 | 1836 | CRP SANCERRE SOLOGNE 3G               | 6 328 100,00                     |              | 6 328 100,00                     | 3 720 463,84                  |
| AP           | 2009 | 1837 | CRP VENDOMOIS 3G                      | 7 083 700,00                     |              | 7 083 700,00                     | 4 195 709,68                  |
| AP           | 2011 | 1842 | CRP PERCHE 3G                         | 6 287 400,00                     |              | 6 287 400,00                     | 4 273 118,62                  |
| AP           | 2011 | 1843 | CRP VAL DE CREUSE VAL D'ANGLIN 3G     | 5 056 000,00                     |              | 5 056 000,00                     | 2 878 694,49                  |
| AP           | 2011 | 1844 | CRP LOIRE VAL D'AUBOIS 3G             | 5 207 800,00                     |              | 5 207 800,00                     | 2 660 315,81                  |
| AP           | 2011 | 1846 | CRP BERRY SAINT AMANDS 3G             | 8 386 700,00                     |              | 8 386 700,00                     | 3 043 186,12                  |
| AP           | 2011 | 1847 | CRP VALENCAY 3G                       | 5 880 000,00                     |              | 5 880 000,00                     | 2 541 149,54                  |
| AP           | 2011 | 1848 | CRP SOLOGNE VAL SUD 3G                | 4 903 400,00                     |              | 4 903 400,00                     | 3 406 026,96                  |
| AP           | 2011 | 1849 | CRP LA CHATRE EN BERRY 3G             | 6 461 800,00                     |              | 6 461 800,00                     | 2 393 614,47                  |
| AP           | 2011 | 1854 | CRP DUNOIS 3G                         | 6 014 750,00                     |              | 6 014 750,00                     | 3 764 927,37                  |
| AP           | 2013 | 1864 | CRP TOURAINE COTE SUD 3G              | 8 587 200,00                     |              | 8 587 200,00                     | 2 512 079,00                  |
| AP           | 2013 | 1865 | CRP CHINONNAIS 3G                     | 10 912 000,00                    |              | 10 912 000,00                    | 2 369 548,03                  |
| AP           | 2012 | 1866 | CRP VALLEE DU CHER 3G                 | 9 707 250,00                     |              | 9 707 250,00                     | 4 892 906,20                  |
| AP           | 2012 | 1867 | CRP LOIRE NATURE 3G                   | 4 903 700,00                     |              | 4 903 700,00                     | 3 415 498,86                  |
| AP           | 2012 | 1870 | CRP BEAUCE VAL DE LOIRE 3G            | 3 085 750,00                     |              | 3 085 750,00                     | 1 389 942,16                  |
| AP           | 2013 | 1872 | CRP VIERZON 3G                        | 8 662 600,00                     |              | 8 662 600,00                     | 2 201 644,00                  |
| AP           | 2012 | 1874 | CRP FORET D'ORLEANS 3G                | 5 811 900,00                     |              | 5 811 900,00                     | 2 772 390,00                  |
| AP           | 2012 | 1875 | CRP LOIRE BEAUCE 3G                   | 5 987 300,00                     |              | 5 987 300,00                     | 2 472 372,34                  |
| AP           | 2012 | 1877 | CRP LOIRE TOURAINE 3G                 | 13 550 550,00                    |              | 13 550 550,00                    | 5 451 703,99                  |

L'ensemble des Contrats de Pays de 3<sup>ème</sup> génération ont été abondés lors du BP 2014 pour intégrer au prorata temporis les enveloppes additionnelles « logement » et « espaces publics » Cœurs de Village, cet abondement étant intervenu lors du BS pour le Pays Drouais.

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 23 806 650,00 | 26 447 028,75 | 0,00                  | 111,09% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 3 270 400,00  | 2 927 603,88  | 0,00                  | 89,52%  | 0,00          | 1 374,65         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 27 077 050,00 | 29 374 632,63 | 0,00                  | 108,49% | 0,00          | 1 374,65         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements: BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Ce programme concerne à la fois les Contrats de Pays de 2<sup>ème</sup> génération et de 3<sup>ème</sup> génération.

### **Contrats régionaux de Pays (2<sup>ème</sup> génération) :**

Compte tenu de l'achèvement du dernier Contrat en 2012, cette génération ne donne pratiquement plus lieu à mandatement (seulement un solde d'opération en 2014 à hauteur de 0,0138 M€).

### **Contrats régionaux de Pays (3<sup>ème</sup> génération) :**

Les Contrats de 3<sup>ème</sup> génération sont la traduction opérationnelle de la rencontre entre la stratégie régionale d'aménagement du territoire et le projet de territoire du pays, avec une prise en compte accrue des priorités régionales de développement durable. Ils s'inscrivent dans une démarche d'agenda 21.

En moyenne, 60% des crédits réservés sont fléchés vers les 7 modules du 1<sup>er</sup> bloc de priorités régionales.

Les derniers Contrats ont été validés en 2013, portant à 25 le nombre de Contrats de Pays de 3<sup>ème</sup> génération.

Les Pays Giennois, Grande Sologne et Pays de Bourges bénéficient directement d'un Contrat Régional de Solidarité Territoriale.

Fin 2014, 7 Contrats sont achevés (Issoudun et Champagne Berrichonne, Brenne, Chartrain, Drouais, Gâtinais, Beauce, Sancerre Sologne).

### **Situation au 31 décembre 2014**

| CONTRATS REGIONAUX DE PAYS<br>3 <sup>ème</sup> GENERATION | VOTÉ<br>INVESTISSEMENT | TOTAL ENGAGÉ | DONT TOTAL<br>ENGAGÉ 2014 | TOTAL<br>MANDATÉ | DONT MANDATÉ<br>2014 |
|-----------------------------------------------------------|------------------------|--------------|---------------------------|------------------|----------------------|
| BEAUCE GATINAIS EN<br>PITHIVERAIS                         | 5 668 700              | 4 736 200    | 2 030 800                 | 3 901 382        | 2 395 074            |
| GATINAIS                                                  | 5 138 600              | 3 975 700    | 1 217 000                 | 2 812 236        | 930 471              |
| CHARTRAIN                                                 | 8 778 000              | 6 718 280    | 2 824 680                 | 6 274 226        | 1 540 097            |
| BEAUCE                                                    | 3 205 000              | 1 571 431    | 582 850                   | 1 528 339        | 432 395              |
| ISSOUDUN                                                  | 5 911 200              | 5 775 900    | 2 266 300                 | 5 763 729        | 2 503 790            |
| DROUAIS                                                   | 3 451 600              | 2 863 400    | 702 200                   | 2 438 156        | 992 175              |
| BRENNE                                                    | 4 775 200              | 4 610 242    | 532 100                   | 4 176 863        | 799 107              |
| SANCERRE SOLOGNE                                          | 5 424 600              | 3 481 100    | 222 500                   | 2 932 354        | 823 101              |
| VENDOMOIS                                                 | 5 617 300              | 3 593 262    | 784 800                   | 3 212 363        | 1 358 644            |
| PERCHE                                                    | 5 272 000              | 3 626 513    | 519 100                   | 2 716 519        | 880 830              |
| VAL DE CREUSE                                             | 4 483 800              | 2 583 700    | 715 300                   | 2 263 142        | 463 012              |
| LOIRE VAL D'AUBOIS                                        | 4 671 400              | 2 312 200    | 354 600                   | 1 348 818        | 637 483              |
| BERRY SAINT AMANDUIS                                      | 7 306 400              | 2 028 900    | 600 700                   | 1 489 446        | 1 064 739            |
| VALENCAY                                                  | 5 055 900              | 2 142 139    | 1 384 700                 | 1 219 280        | 647 155              |
| SOLOGNE VAL SUD                                           | 3 808 600              | 3 076 980    | 450 700                   | 2 517 777        | 1 519 599            |
| LA CHÂTRE EN BERRY                                        | 5 447 800              | 1 803 100    | 808 900                   | 805 161          | 144 660              |
| DUNOIS                                                    | 5 378 550              | 3 023 199    | 673 389                   | 2 527 058        | 1 029 968            |
| VALLEE DU CHER ET DU<br>ROMORANTINAIS                     | 8 560 450              | 3 987 800    | 2 457 300                 | 2 727 426        | 1 920 854            |
| BEAUCE VAL DE LOIRE                                       | 2 799 650              | 955 500      | 579 000                   | 797 692          | 476 492              |
| CHINONNAIS                                                | 9 427 900              | 1 219 900    | 1 031 900                 | 407 048          | 407 048              |
| FORET D'ORLEANS                                           | 4 839 900              | 2 340 190    | 1 865 100                 | 865 657          | 839 812              |
| LOIRE BEAUCE                                              | 4 975 300              | 1 956 700    | 1 305 200                 | 743 372          | 587 372              |
| LOIRE NATURE                                              | 4 189 150              | 3 066 300    | 1 687 400                 | 2 066 449        | 1 362 959            |
| LOIRE TOURAINNE                                           | 11 882 050             | 4 198 000    | 4 005 048                 | 1 117 405        | 1 070 353            |
| TOURAINNE COTE SUD                                        | 7 284 400              | 1 499 879    | 1 128 079                 | 465 477          | 465 477              |
| VIERZON                                                   | 7 678 100              | 2 030 044    | 2 030 044                 | 306 522          | 306 522              |
| Enveloppe additionnelle VIERZON                           | 1 813 000              | 729 300      | 729 300                   | 666 050          | 666 050              |
| Enveloppe additionnelle NOGENT<br>LE ROTROU               | 352 000                | 350 000      | 350 000                   | -                | -                    |
| Enveloppe additionnelle AMBOISE                           | 793 000                | 112 171      | 112 171                   | -                | -                    |

|                                                             |                    |                     |                               |                      |                          |
|-------------------------------------------------------------|--------------------|---------------------|-------------------------------|----------------------|--------------------------|
| Enveloppe additionnelle CHÂTEAU RENAULT                     | 349 000            | 69 200              | 69 200                        | -                    | -                        |
| Enveloppe additionnelle ROMORANTIN LANTHENAY                | 560 000            | 560 000             | 560 000                       | 168 000              | 168 000                  |
| <b>TOTAL INVESTISSEMENT 3G</b>                              | <b>154 898 550</b> | <b>80 997 230</b>   | <b>34 580 361</b>             | <b>58 257 947</b>    | <b>26 433 240</b>        |
| <b>Dont enveloppe additionnelle Pôles de centralité 3 G</b> | <b>3 867 000</b>   | <b>1 820 671</b>    | <b>1 820 671</b>              | <b>834 050</b>       | <b>834 050</b>           |
|                                                             | <b>VOTE</b>        | <b>TOTAL ENGAGE</b> | <b>DONT TOTAL ENGAGE 2014</b> | <b>MANDATE TOTAL</b> | <b>DONT MANDATE 2014</b> |
| FONCTIONNEMENT 3G                                           | 6 275 300          | 4 058 420           | 1 582 820                     | 3 514 747            | 1 487 070                |
| <b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>                                 | <b>6 275 300</b>   | <b>4 058 420</b>    | <b>1 582 820</b>              | <b>3 514 747</b>     | <b>1 487 070</b>         |
| <b>TOTAL GENERAL 3G</b>                                     | <b>161 173 850</b> | <b>85 055 650</b>   | <b>36 163 181</b>             | <b>61 772 694</b>    | <b>27 920 310</b>        |

Les crédits contractualisés (près de 161 M€) étaient donc engagés fin 2014 à hauteur de 53% et mandatés à hauteur de plus de 40%.

A noter que, tant en engagement qu'en mandatement, l'année 2014 représente plus de 38% des montants totaux.

Sur un total de 26,4 M€ mandatés en investissement en 2014, on notera l'impact des Contrats des pays d'Issoudun, Beauce-Gâtinais en Pithiverais, Vallée du Cher et Romorantinais, Chartrain ou encore Vendômois, qui représentent plus du tiers des mandats.

Par ailleurs, les crédits mandatés au titre des enveloppes additionnelles « pôles de centralité et d'animation » représentent 0,8 M€, s'ajoutant aux 1,4 M€ versés dans le cadre des Contrats Villes moyennes.

Les crédits engagés intègrent les montants engagés au titre des enveloppes additionnelles « logement » et « espaces publics » Cœurs de Village.

Les crédits 2014 sur la 2G et 3G ont essentiellement été mobilisés en direction des services à la population (25% : 6,4 M€), du Sport (12% : 3 M€), puis à hauteur d'environ 10%, de l'énergie (2,7 M€), de l'accueil économique (2,5 M€), de la qualité de vie (2,5 M€) et de la culture (2,2 M€), et dans une moindre mesure (environ 5% et 1,3 M€) le tourisme et le THD.

Concernant le fonctionnement, l'année 2014 a permis de mandater près de 3 M€ dont 1,4M€ pour l'animation des Pays et près d'1,5 M€ au titre des crédits en fonctionnement intégrés dans les programmes d'actions (majoritairement en faveur d'opérations liées à la biodiversité, à l'énergie, aux filières ou à la santé).

Les autres actions d'ingénierie et de mise en réseau financées au titre du fonctionnement concernent principalement l'adhésion ou le soutien à des associations en lien avec le développement local (ETD [Energies et Territoires Développement], ANPP [Association Nationale des Pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et des Pays], A3P [réseau d'Animateurs de Plans ou Programmes de Prévention des déchets]), ainsi que l'organisation en novembre 2014 d'une conférence sur les maisons de santé pluridisciplinaires et d'une rencontre des Conseils de développement.

## Programme : Politique territoires ruraux

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                           | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|---------------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2011 | 1710 | PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL (Fonct)             | 821 630,02                       |              | 821 630,02                       | 813 780,02                    |
| AE           | 2012 | 1710 | PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL 2EME GROUPE (Fonct) | 643 618,00                       |              | 643 618,00                       | 641 276,41                    |
| AE           | 2013 | 1710 | PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL (Fonct)             | 10 934 751,00                    |              | 10 934 751,00                    | 1 467 162,35                  |
| AP           | 2013 | 1610 | PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL                     | 1 350 000,00                     |              | 1 350 000,00                     | 80 570,65                     |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 81 500,00     | 8 796,90     | 0,00                  | 10,79%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 650 000,00    | 701 730,05   | 0,00                  | 107,96% | 0,00          | 95 579,10        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 731 500,00    | 710 526,95   | 0,00                  | 97,13%  | 0,00          | 95 579,10        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les recettes correspondent au versement des subventions de l'Etat et de l'Europe (FEADER) relatives à l'animation du Réseau Rural Régional (poste de chargé de mission, frais annexes et colloque sur le foncier qui s'est tenu en décembre 2012).

*0,942 M€ ont été affectés en 2014 pour accompagner 28 initiatives sélectionnées, dont 20 au titre du dernier appel à projets ayant concerné la seconde vague du premier groupe (sélection CPR de janvier).*

Encore très variées, ces initiatives ont concerné:

- Pour 1/4 des crédits affectés, la valorisation et l'appropriation du patrimoine local par la population et en particulier les jeunes, qu'il s'agisse du patrimoine bâti (développement d'une offre éducative sur La Châtre, valorisation de l'Ordre de Thiron dans le Perche, ...), du patrimoine naturel (rucher école en Beauce Gâtinais en Pithiverais) ou du patrimoine paysager (Pays de Beauce) ;
- des démarches agricoles (1/4 des crédits), autour de l'émergence de nouvelles filières : la valorisation des tourteaux et la méthanisation sur le Pays de Valençay ; la valorisation de produits locaux sur le Chinonais ; l'introduction de produits alimentaires dans la restauration collective sur La Châtre et Val de Creuse - Val d'Anglin, l'émergence d'un espace test agricole dans le Perche ;
- l'apparition d'initiatives relatives au recyclage de vêtements et de mobilier : création d'une ressourcerie sur le Perche et d'une ligne de vêtements recyclés en Brenne ;
- des démarches de pratiques culturelles dans une dynamique intergénérationnelle : autour de la danse et de l'opéra en Beauce Gâtinais en Pithiverais, à travers la création d'un film sur le territoire du Pays Loire-Beauce ;
- l'expérimentation de services adaptés à la population : la réouverture d'un commerce à La Guerche sur l'Aubois grâce à la mobilisation des habitants, un service itinérant de prévention santé dans le Vendômois ;
- la diversification de l'offre touristique : à travers le cyclotourisme dans le Perche et une offre de tourisme nature sur le Pays des Châteaux.

0,765 M€ ont été engagés en 2014, soit près de 37 % de l'enveloppe depuis la création du dispositif fin 2010.

Certaines initiatives, en particulier issues de la sélection du 3<sup>ème</sup> groupe de territoires (juillet 2013), ont vu l'ensemble de leurs projets engagés : la mise en réseau des acteurs

culturels sur le Lochois, la réflexion sur le traitement des déchets d'entreprises sur le Lochois, « J'aime les bois de ma forêt » sur le Pays Forêt d'Orléans Val de Loire.

On observe une nette montée en puissance des mandatements en 2014, avec 0,710 M€ qui représentent 63 % de l'enveloppe totale mandatée depuis la création du dispositif.

Des initiatives ont vu leur aboutissement en 2014 parmi lesquelles l'initiative pour professionnaliser les salariés en insertion sur le Chinonais, l'initiative relative à l'hébergement des apprentis sur La Châtre, la plateforme SOLIBAT sur Loire Nature, l'initiative favorisant l'installation agricole en Loire Touraine, le maillage territorial en résidences d'artistes sur Vallée du Cher et Romorantinais, la création d'un réseau d'acteurs de la filière viande sur le Pays de Valençay.

## Programme : Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé             | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|---------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 1881 | CRST FONCTIONNEMENT | 19 700 000,00                    |              | 19 700 000,00                    | 2 276 250,00                  |
| AP           | 2013 | 1713 | CRST TOURS          | 46 660 000,00                    | -131 000,00  | 46 529 000,00                    | 45 564 000,00                 |
| AP           | 2013 | 1876 | CRST PAYS BOURGES   | 8 632 000,00                     | -70 000,00   | 8 562 000,00                     | 7 388 000,00                  |
| AP           | 2014 | 1880 | CRST BRENNE         | 6 531 000,00                     |              | 6 531 000,00                     | 5 370 200,00                  |

Une enveloppe de 19,7 M€ a été votée en fonctionnement pour les affectations à venir au titre de chacun des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale.

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 2 222 000,00  | 1 915 174,47 | 0,00                  | 86,19%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 50 000,00     | 379 400,00   | 0,00                  | 758,80% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 2 272 000,00  | 2 294 574,47 | 0,00                  | 100,99% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

L'Assemblée plénière des 24 et 25 octobre 2012 a donné un nouvel élan aux politiques territoriales conduites par la Région Centre-Val de Loire.

En effet, celles-ci constituent un des principaux outils de mise en œuvre du SRADDT (Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire).

Il est ainsi apparu nécessaire de renouveler nos dispositifs contractuels pour, d'une part, gagner en cohérence, d'autre part, animer et partager avec l'ensemble des acteurs locaux.

C'est pourquoi l'élaboration des nouveaux Contrats territoriaux s'appuie sur un dispositif en 2 étapes :

- A l'échelle des Bassins de Vie, aires d'influence des 24 pôles de développement identifiés dans le SRADDT, et retenus comme le périmètre adapté de réflexion et de déclinaison stratégique du SRADDT : la Région anime la concertation avec l'ensemble des acteurs locaux et des habitants pour définir un diagnostic et des priorités stratégiques, pour la totalité de ses interventions sur ce territoire (qu'il s'agisse de ses compétences propres ou des projets qu'elle accompagne). Les

priorités partagées sont déclinées dans un projet « Ambition 2020 pour le Bassin de Vie » validé par la Commission permanente régionale.  
Fin 2014, cette démarche a été conduite sur 19 Bassins de Vie.

- A l'échelle des Pays et agglomérations, reconnus comme la maille opérationnelle pour la définition et la priorisation d'un programme d'actions : le Contrat est négocié et signé avec le Pays ou l'Agglomération, la Ville centre, le pôle de centralité ou pôle d'animation, les Communautés de Communes, le PNR le cas échéant. Ce Contrat Régional de Solidarité Territoriale permet de faire partager les priorités du SRADDT, notamment en termes de développement économique dont le Très Haut Débit, de services à la population au premier rang desquels la santé, de logement, et de déclinaison locale du Plan Climat Energie Régional et de Stratégie Régionale pour la Biodiversité.

L'année 2014 a connu la signature des 6 premiers Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale : Agglo de Tours / Pays Indre-et-Cher, Pays d'Issoudun et Champagne Berrichonne, PNR Brenne, Pays de Bourges, Pays de Grande Sologne et Pays Giennois. Plusieurs autres Contrats sont en cours d'élaboration (Agglomération de Montargis, Agglomération d'Orléans, Pays Sancerre Sologne, Pays de Beauce, Pays Gâtinais).

| CRST                        | VOTÉ INVESTISSEMENT | TOTAL ENGAGÉ     | DONT TOTAL ENGAGÉ 2014 | TOTAL MANDATÉ    | DONT MANDATÉ 2014 |
|-----------------------------|---------------------|------------------|------------------------|------------------|-------------------|
| CRST BRENNES                | 5 370 200           | 294 800          | 294 800                | 33 762           | 33 762            |
| CRST GRANDE SOLOGNE         | 5 331 000           | 1 109 100        | 1 109 100              | 900 000          | 900 000           |
| CRST PAYS BOURGES           | 7 388 000           | 1 247 600        | 1 247 600              | 24 200           | 24 200            |
| CRST TOURS + INDRE-ET-CHER  | 45 564 000          | 787 600          | 787 600                | 30 000           | 30 000            |
| CRST GIENNOIS               | 7 202 500           | 1 601 000        | 1 601 000              | 927 212          | 927 212           |
| CRST ISSOUDUN               | 7 212 250           | 0                | 0                      | 0                | 0                 |
| <b>TOTAL INVESTISSEMENT</b> | <b>78 067 950</b>   | <b>5 040 100</b> | <b>5 040 100</b>       | <b>1 915 174</b> | <b>1 915 174</b>  |
|                             | VOTÉ                | TOTAL ENGAGÉ     | DONT TOTAL ENGAGÉ 2014 | MANDATÉ TOTAL    | DONT MANDATÉ 2014 |
| FONCTIONNEMENT CRST         | 2 295 250           | 151 800          | 151 800                | 54 350           | 54 350            |
| <b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b> | <b>2 295 250</b>    | <b>151 800</b>   | <b>151 800</b>         | <b>54 350</b>    | <b>54 350</b>     |
| <b>TOTAL GENERAL</b>        | <b>80 363 200</b>   | <b>5 191 900</b> | <b>5 191 900</b>       | <b>1 969 524</b> | <b>1 969 524</b>  |

Peu de dossiers ont été engagés pendant cette première année, soit 5% des crédits réservés (6,4% en investissement, soutenu par les opérations Très Haut Débit : 2,4 M€ engagés, dont par exemple 1 M€ en Grande Sologne ou 0,750 M€ dans le Giennois).

Les crédits mandatés en investissement (près de 2 M€) concernent eux aussi, en grande majorité (1,5 M€), le déploiement du Très Haut Débit dans le Loiret et le Loir-et-Cher.

En fonctionnement, les crédits mandatés (0,38 M€) correspondent essentiellement (0,33 M€) au financement de l'équipe d'animation des Pays, et accessoirement au financement d'actions dans le cadre des Contrats (chargés de mission santé ou itinérance douce en Brenne, diagnostics biodiversité au Pays de Bourges, agenda 21 du Pays Giennois...).

## Programme : Cœurs de village

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 5 900 000,00  | 6 397 962,02 | 0,00                  | 108,44% | 0,00          | 22 530,41        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 5 900 000,00  | 6 397 962,02 | 0,00                  | 108,44% | 0,00          | 22 530,41        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les crédits mandatés en 2014 représentent moins de 6,4 M€.

Ils correspondent essentiellement à des acomptes et soldes d'opérations sélectionnées lors du dernier Appel à projets Cœurs de villages de 2011, ayant fait l'objet d'une sélection en CPR de janvier 2012 ainsi qu'aux opérations retenues au titre du cadre transitoire adopté en CPR du 11 mai 2012.

A compter de 2013, aucun engagement nouveau n'a été pris au titre de la ligne spécifique Cœurs de Village en raison de la refonte du dispositif, adoptée dans le cadre de la réforme des politiques territoriales votée en octobre 2012. Elle se traduit par des enveloppes additionnelles activées dans les Contrats sur les Pays à partir de 2014.

## Programme : Logements et services à la population

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |       | Libellé                                               | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|-------|-------------------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 1721  | E-LOGEMENT (FONCT)                                    | 100 000,00                       |              | 100 000,00                       | 40 000,00                     |
| AP           | 2014 | 1720  | E-LOGEMENT                                            | 50 000,00                        |              | 50 000,00                        | 25 000,00                     |
| AP           | 2014 | 1723  | CAUTION LOGEMENTS DES JEUNES                          | 30 000,00                        |              | 30 000,00                        | 16 490,00                     |
| AP           | 2008 | 28004 | CG 28 - LOGEMENT 28                                   | 3 250 000,00                     | 240 000,00   | 3 490 000,00                     | 3 455 922,11                  |
| AP           | 2008 | 36002 | CG36 - LOGEMENT                                       | 540 000,00                       | 80 000,00    | 620 000,00                       | 590 731,88                    |
| AP           | 2008 | 36004 | CG36 - HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES ET HANDICAPEES | 11 523 000,00                    | -80 000,00   | 11 443 000,00                    | 11 328 782,00                 |
| AP           | 2008 | 7200  | VT - FONDS SANTE SOLIDARITE                           | 10 718 000,00                    | -10 600,00   | 10 707 400,00                    | 10 707 400,00                 |
| AP           | 2008 | 7201  | VT - LOGEMENT DES JEUNES                              | 2 118 257,00                     | 520 399,00   | 2 638 656,00                     | 2 162 545,00                  |
| AP           | 2009 | 7207  | VT -MAISONS MEDICALES                                 | 3 850 000,00                     | 450 000,00   | 4 300 000,00                     | 3 878 735,16                  |
| AP           | 2009 | 7208  | VT - FONCIER INVT                                     | 1 950 000,00                     | -527 205,48  | 1 422 794,52                     | 1 367 959,54                  |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 11 575 548,00 | 12 959 884,36 | 0,00                  | 111,96% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 95 000,00     | 104 688,00    | 0,00                  | 110,20% | 0,00          | 5 100,00         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 11 670 548,00 | 13 064 572,36 | 0,00                  | 111,94% | 0,00          | 5 100,00         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les principaux mouvements d'AP-AE correspondent aux derniers ajustements du CPER et des conventions Région/Départements 2007-2013.

Suite à l'adoption du Plan « Avenir jeunes en Région Centre » et de la Politique Régionale du Logement, des AP et une AE ont été créées au budget d'une part pour la mise en place d'une aide régionale au dépôt de garantie pour la 1<sup>ère</sup> installation (avance remboursable), d'autre part, pour accompagner la mise en place de la plate-forme « e-logement », portée par le GIP Alfa-Centre et visant à présenter l'offre de logements

disponibles aux apprenants en recherche d'hébergement durant les temps de formation et de stage.

Ce programme d'actions concerne 5 grands axes : l'hébergement des personnes âgées, le logement des jeunes, le logement social, la rénovation urbaine et les services à la population financés au titre du CPER.

➤ **LE VOLET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGÉES : 8,141 M€ mandatés en investissement)**

- au titre du CPER 2007-2013 (Fonds Santé Solidarité) : 2,686 M€ mandatés en 2014 pour les établissements d'hébergement des personnes âgées dépendantes (EHPAD): EHPAD de Clion-sur-Indre (solde) et de Mérigny (solde) dans l'Indre, l'EHPAD Chezal-Benoît dans le Cher (acompte), l'hôpital local de Romorantin-Lanthenay dans le Loir-et-Cher (solde) et l'EHPAD de Ste-Maure-de-Touraine en Indre-et-Loire (acompte)
- au titre des Conventions Région-Départements 2007-2013 : toutes les conventions comportent un volet de solidarité régionale envers les personnes âgées dépendantes et handicapées.

|                | Engagé<br>2014 | Mandaté<br>2014 | Opérations en 2014                                                                                                                                                                                               |
|----------------|----------------|-----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>En M€</u>   | Hébergt<br>PA  | Hébergt<br>PA   |                                                                                                                                                                                                                  |
| Cher           | 0,9107         | 0,9615          | Engagement : EHPAD de La Guerche-sur l'Aubois (79 lits)<br><br>Paiements : La Guerche, Bellevue à Saint Doulchard, "Les Fontaines d'Emeraude" à Bourges, EHPAD de Fussy)                                         |
| Eure-et-Loir   | 0              | 0,9463          | Mandatements : solde EHPAD d'Auneau et pôle de gérontologie à Bonneval                                                                                                                                           |
| Indre          | 0              | 1,6521          | Mandatements : EHPAD d'Issoudun, EHPAD de Valençay, EHPAD de Chaillac, EHPAD d'Aigurande, Foyer d'hébergement handicapés au Blanc                                                                                |
| Indre-et-Loire | 1,295          | 0,410           | Engagements 2014 :<br>Restructuration de l'EHPAD Gaston Chargé d'Abilly (86 lits)<br>Reconstruction de l'EHPAD DEBROU à Joué-les-Tours (240 lits)<br>MARPA-Ecole de Souvigny : construction (espaces collectifs) |
| Loir-et-Cher   | 0              | 1,305           | Mandatements : EHPAD de Mer, Hôpital de Romorantin Lanthenay, Hôpital Saint Aignan sur Cher                                                                                                                      |
| Loiret         | 0              | 0,180           | Mandatement : Maison de retraite de la Mothe à Olivet                                                                                                                                                            |
| <b>TOTAL</b>   | <b>2,2057</b>  | <b>5,4549</b>   | <b>405 lits</b>                                                                                                                                                                                                  |

➤ **LE VOLET LOGEMENT DES JEUNES** : 0,18 M€, dont 0,037 M€ mandatés en investissement et 0,14 M€ en fonctionnement

- La création ou réhabilitation de résidences sociales de type foyers jeunes travailleurs (FJT) au titre du CPER 2007-2013 : 4 opérations, concernant la création de 113 logements ont été engagées en 2014 en Indre-et-Loire (Hôtel de l'alternance à Tours, les Groussins à Chinon et deux résidences à Joué-lès-Tours et Avoine) pour un montant total de 1,130 M€. 0,134 M€ ont été mandatés en 2014 dont 0,074 M€ pour les FJT de Montoire et Langeais engagés en 2013 et 0,06 M€ pour le FJT d'Avoine.
- Le déploiement d'une offre en intermédiation locative au titre du CPER 2007-2013 : 3 logements en sous location ont été financés en 2014 pour un total de 0,009 M€. Les mandatements 2014 représentent 0,025 M€ sur des engagements antérieurs à 2014.
- La création de la plate-forme e-logement, portée par le GIP ALFA CENTRE et pour laquelle la Région a accordé une aide de 0,065 M€ pour accompagner deux prestations : informatique (AP) et constitution de la base logements (AE).
- L'accompagnement de 13 jeunes dans leur première installation au titre de l'aide au dépôt de garantie.

➤ **LE VOLET LOGEMENT SOCIAL** : 2,626 M€ mandatés en investissement et 0,088 M€ en fonctionnement

### Au titre des conventions Région-Départements

- au titre des conventions Région-Départements : la Région a défini le logement social comme un objectif prioritaire des Conventions Région-Départements

| En M€          | INVESTISSEMENT       |                       | FONCTIONNEMENT       |                       |
|----------------|----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
|                | Logement Engagé 2014 | Logement Mandaté 2014 | Logement Engagé 2014 | Logement Mandaté 2014 |
| Cher           | 0,048                | 0,427                 | 0                    | 0,033                 |
| Eure-et-Loir   | 0,468                | 0,678                 | 0                    | 0                     |
| Indre          | 0,131                | 0,142                 | 0                    | 0,030                 |
| Indre-et-Loire | 0                    | 0,465                 | 0                    | 0                     |
| Loir-et-Cher   | 0                    | 0,037                 | 0                    | 0                     |
| Loiret         | 0                    | 0,208                 | 0                    | 0                     |
| TOTAL          | 0,647                | 1,957                 | 0                    | 0,063                 |

En 2014, 0,647 M€ ont été affectés en investissement pour le financement de :

- Offre nouvelle : contribution à la création de 80 logements locatifs sociaux : 18 logements neufs dans le Cher (à Belleville sur Loire et Saint germain du Puy) et 62 logements viabilisés en Eure-et-Loir (à Senonches, Dreux, Morancez, La Bazoche Gouet, Courville sur Eure et Authon du Perche),
- Adaptation de logements aux personnes âgées et handicapées : 199 logements ont été adaptés dans le cadre du PIG de l'Indre.

Par ailleurs, 0,250 M€ ont été mandatés pour la réalisation de logements au sein de l'éco-quartier Baudens à Bourges.

- Le maintien à domicile des personnes âgées : 0,193 M€ mandatés en 2014 pour l'installation d'ascenseurs dans le quartier Sanitas de Tours.
  - Le Foncier : les mandatements 2014 concernent à hauteur de 0,342 M€ le solde relatif à la création de l'EPF du Loiret (0,176 M€) et le solde d'opérations de réserves foncières portées par l'OPAC de Tours, à Fondettes et à Tours (Montjoyeux, Menneton, Monconseil).
- **LE VOLET RENOVATION URBAINE** (mandaté : 1,440 M€)

La convention cadre signée en mars 2007 par la Région, l'Etat et l'ANRU (Agence National de Rénovation Urbaine), détermine les engagements financiers de la Région et de l'ANRU pour permettre la réalisation du Programme National de Rénovation Urbaine en région Centre-Val de Loire.

L'engagement régional (près de 99 M€) s'exerce essentiellement dans le cadre des Contrats territoriaux.

Toutefois, compte tenu de l'importance de certains programmes de rénovation urbaine, il a été convenu que, sur les 3 sites (Chartres, Blois et Châteaudun) pour lesquels l'effort régional représente plus de 80% du montant du Contrat d'Agglomération correspondant (2 fois 80% du Contrat Ville Moyenne et 2 fois 12,5% du Contrat de Pays), une enveloppe de solidarité spécifique serait activée pour un montant total d'environ 8 M€.

A ce titre, les mandatements 2014 (1,440 M€) concernent essentiellement (pour 1,133 M€) les opérations financées en 2014 dans le cadre du PRU (Programme de Rénovation urbaine) de Châteaudun (place du Phénix, création et réaménagement de voiries, réhabilitation du gymnase Pasteur).

➤ **LE VOLET SERVICES A LA POPULATION : 0,747 M€ mandatés**

Il s'agit des interventions s'exerçant hors Contrats territoriaux dans le cadre du volet territorial du CPER (Maisons de santé) ou des conventions Région/Départements :

- Concernant les maisons de santé pluridisciplinaires : après avoir atteint (et même dépassé) l'objectif global de création de 50 MSP avant fin 2013 (au 31/12/2013, 53 MSP avaient été validées et 38 étaient ouvertes), l'Etat et la Région ont prolongé leur effort en direction de 50 nouvelles structures d'exercice regroupé d'ici 2020.

Dans ce cadre, 5 projets ont été retenus par l'Etat et la Région en 2014 (Bourges/Val d'Auron, Bonneval, Courville/Fontaine la Guyon, Orléans La Source, Châteauneuf/Loire), dont 3 ont bénéficié d'engagement de crédits cette même année, pour un montant de 0,204 M€.

Les 0,640 M€ mandatés en 2014 ont permis d'effectuer des paiements pour 19 projets, majoritairement (17 projets pour 0,557 M€) engagés avant 2014.

- Au titre des services à la population, ont également été mandatés en 2014 0,1035 M€ pour le financement d'une AMO diagnostic énergétique du patrimoine départemental portée par le Conseil général du Loiret.

## Programme : Aménagement du territoire

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |       | Libellé                                         | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|-------|-------------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2008 | 7253  | VT- FRAC TERRITOIRES FONCT                      | 1 360 000,00                     | - 100 000,00 | 1 260 000,00                     | 1 259 815,96                  |
| AE           | 2014 | 1725  | PRE-DIAGNOSTICS CONSEILS PLAN ISOLATION 2       | 600 000,00                       |              | 600 000,00                       | 600 000,00                    |
| AP           | 2014 | 0702  | FONDS SUD EQUIPEMENTS STRUCTURANTS 2014         | 2 000 000,00                     |              | 2 000 000,00                     | 2 000 000,00                  |
| AP           | 2014 | 1724  | TOUR DE CONTRÔLE AEROPORT CHATEAUXROUX          | 3 000 000,00                     |              | 3 000 000,00                     | 3 000 000,00                  |
| AP           | 2014 | 1773  | FONDS SUD AEROPORT 2014                         | 1 000 000,00                     |              | 1 000 000,00                     | 1 000 000,00                  |
| AP           | 2008 | 28009 | CG 28 - FONDS ZA                                | 1 228 000,00                     | - 467 000,00 | 761 000,00                       | 757 318,00                    |
| AP           | 2013 | 28016 | CG 28 - TRES HAUT DEBIT                         | 3 099 000,00                     | 1 955 000,00 | 5 054 000,00                     | 5 054 000,00                  |
| AP           | 2013 | 28017 | CG 28 ETUDE BATIMENT COSMETIC VALLEY            | 200 000,00                       | - 100 000,00 | 100 000,00                       | 99 948,00                     |
| AP           | 2014 | 36024 | CG 36 - CONNEXION INTERNET BI DIRECTIONNEL      | -                                | 34 500,00    | 34 500,00                        | 34 500,00                     |
| AP           | 2008 | 7203  | VT - FRAC TERRITOIRES                           | 750 000,00                       | - 68 091,48  | 681 908,52                       | 681 908,52                    |
| AP           | 2008 | 7205  | VT - ATTRACTIVITE DES AGGLOS ET VILLES MOYENNES | 7 150 000,00                     | - 200 000,00 | 6 950 000,00                     | 6 183 446,26                  |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 14 471 233,00 | 16 364 488,09 | 0,00                  | 113,08% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 2 488 000,00  | 2 359 063,62  | 9 000,00              | 95,18%  | 0,00          | 10 000,00        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 16 959 233,00 | 18 723 551,71 | 9 000,00              | 110,46% | 0,00          | 10 000,00        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les ajustements d'AP et d'AE opérés en 2014 sont essentiellement dus aux avenants liés au CPER et aux conventions Région/Départements.

Les créations d'AP concernent, en dehors du Fonds Sud, le préfinancement de la tour de contrôle de l'aéroport de Châteauroux et le nouveau marché régional « Energétis Bâtiment » qui succède aux « PCI ».

Ce programme, mandaté en 2014 à hauteur de 18,7 M€, soit 110%, est constitué de 5 volets principaux :

- **LES PROJETS STRUCTURANTS** (au titre du volet territorial du CPER, du Fonds Sud, des conventions Région-Département) : 5,4 M€ mandatés en investissement

### CPER 2007-2013 et conventions Région-Départements 2007-2013 :

Sont concernées essentiellement des opérations de portée économique (zones d'activités, immobilier d'entreprises), ou touristique.

| VT DU CPER 2007-2013 (investissement) |             |              | commentaires                                                                                                                                                                                                                                                  |
|---------------------------------------|-------------|--------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| En M€                                 | Engagé 2014 | Mandaté 2014 |                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Projets structurants                  | 0,5125      | 0,645        | 2 engagements pour la création de la salle culturelle à Langeais et le désenclavement et la sécurisation du site de la Radio à Dreux.<br><br>Les mandatements concernent des engagements antérieurs à 2014 et un acompte pour la salle culturelle de Langeais |

| Conventions Région /Départements 2007-2013 (investissement) |             |              | commentaires |
|-------------------------------------------------------------|-------------|--------------|--------------|
| En M€                                                       | Engagé 2014 | Mandaté 2014 |              |
|                                                             |             |              |              |

|                |               |               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------|---------------|---------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Cher           | 0,606         | 0             | Les engagements concernent le pôle du cheval et de l'âne à Lignières.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Eure-et-Loir   | 0,3034        | 0,4917        | 3 engagements dans le domaine économique en 2014 :<br>- l'étude de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une pépinière et d'un hôtel d'entreprises à Chartres portée par la CCI<br>- la création d'une pépinière et d'un télé-centre à La Loupe<br>- la création d'un pôle écoconstruction à Lamblore<br><br>Les mandatements concernent des paiements sur ces engagements 2014, et sur des engagements antérieurs (archives départementales à Chartres, complexe aquatique à St Rémy sur Avre, étude bâtiment cosmetic valley). |
| Indre          | 0,0404        | 0,1703        | 2 engagements 2014 :<br>- la participation au fonds départemental pour l'aide à l'équipement et l'installation d'une connexion individuelle internet<br>- l'étude sur le développement touristique du site du Lac d'Eguzon et de sa Vallée<br><br>Ces 2 opérations ont été mandatées en 2014, ainsi que le solde sur l'aménagement d'un giratoire d'accès à la ZAC d'Ozans.                                                                                                                                                        |
| Indre-et-Loire | 0,0416        | 0,077         | 1 opération soutenue :<br>l'aménagement du parc d'activités POLAXIS à Neuillé Pont Pierre<br><br>Mandatement : Acompte sur la ZA POLAXIS et solde pour la requalification du Parc d'activités Portes d'Autrèche                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Loir-et-Cher   | 1,6289        | 1,032         | 3 engagements :<br>- la reconversion du GIAT à Salbris<br>- la revitalisation de la friche industrielle de Quebecor à Blois<br>- la viabilisation d'un parc agro-industriel à Contres<br>Les mandatements ont concerné des acomptes sur les engagements 2014, ainsi que des paiements relatifs aux aménagements des abords du zoo de Beauval, et la plateforme du Breuil.                                                                                                                                                          |
| Loiret         | 0,372         | 0,2684        | 3 opérations soutenues :<br>- les études préalables à la requalification de la zone Dessaux à Orléans<br>- l'AMO pour la mise en œuvre d'un plan de performance énergétique du patrimoine du Département du Loiret<br>- l'étude de la maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables sur le territoire du Loiret<br>Les mandats 2014 ont concerné ces opérations.                                                                                                                                            |
| <b>TOTAL</b>   | <b>2,9923</b> | <b>2,0394</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

### **Fonds de Développement du Sud :**

L'AP Fonds de Développement du Sud est désormais largement réservée au déploiement du Très Haut Débit, soit pour 2014, un montant total engagé de 2 M€, dont 1,565 M€ pour le THD (plus d'1 M€ pour l'Indre et 0,5 M€ pour le Cher).

Les autres crédits ont permis de soutenir l'aménagement du Parc technologique de Vierzon (2<sup>ème</sup> tranche) pour 0,243 M€ et le Village d'entreprises d'Issoudun (2<sup>ème</sup> tranche) pour 0,159 M€.

Les crédits mandatés en 2014 (1,687 M€) ont bénéficié au THD (1,352 M€) et au solde de la restructuration de l'ancienne gare du Blanc (0,2553 M€).

#### **➤ LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES AGGLOMERATIONS ET DES VILLES MOYENNES (CPER) : 0,923 M€ mandatés**

Ce programme a concerné des investissements liés à la reconversion de friches. Aucun projet n'a été soutenu en 2014, et les paiements (près de 1 M€) ont concerné des engagements antérieurs à 2014 (Friche gare du Blanc, friche Hennebique à Romorantin, Site Société française à Vierzon, ancienne fonderie à Saulnières, régie de quartier à Vendôme).

➤ **L'INGENIERIE ET LE CONSEIL : 0,1248 M€ mandatés**

La Région soutient l'ingénierie dans le cadre du CPER 2007-2013 (FRAC Territoires) ainsi que par le biais d'un marché régional dans le domaine du conseil aux communes.

- Au titre du FRAC Territoires, les montants mandatés correspondent principalement à la subvention de fonctionnement apportée par la Région au centre de ressources Villes au carré, à hauteur de 0,072 M€ en 2014, ainsi qu'au solde de 2 études financées antérieurement (étude urbaine à Buzançais et étude touristique sur la Communauté de communes Nord-Ouest Touraine).

- Au titre de l'ingénierie d'accompagnement du Plan isolation régional :

Pour faciliter la mise en œuvre du Plan isolation mis en place en 2010 par la Région dans le cadre des Contrats territoriaux, la Région a missionné un groupement de bureaux d'études thermiques pour accompagner les collectivités dans la réalisation de pré-diagnostic conseil isolation (PCI) de bâtiments publics.

Cette prestation qui s'est achevée le 30 juin 2014 a rencontré un net succès et 250 PCI ont été réalisés dont 28 en 2014. A ce titre 79 350 M€, ont été mandatés en 2014 en fonctionnement.

Le marché « Energétis » qui lui a succédé à celui-ci a démarré en novembre et n'a donc pas produit d'effets en 2014 en termes de mandatements.

➤ **LE TRES HAUT DEBIT**

| En M€          | Engagé 2014    |               | Mandaté 2014   |               | Total Engagé 2014 | Total mandaté 2014 |
|----------------|----------------|---------------|----------------|---------------|-------------------|--------------------|
|                | CPER 2007-2013 | Conv R/Dpts   | CPER 2007-2013 | Conv R/Dpts   |                   |                    |
|                | <b>1,0335</b>  | <b>9,5508</b> | <b>2,6592</b>  | <b>7,3626</b> | <b>10,5843</b>    | <b>10,0218</b>     |
| Cher           | 0              | 4,6189        | 0,7706         | 0,910         | 4,6189            | 1,6806             |
| Eure-et-Loir   | 0,7143         | 1,955         | 0,858          | 1,955         | 2,6693            | 2,813              |
| Indre          | 0,0146         | 0,8754        | 0,0146         | 0,7003        | 0,89              | 0,7149             |
| Indre-et-Loire | 0,2226         | 1,6049        | 0              | 0,400         | 1,8275            | 0,400              |
| Loir-et-Cher   | 0,082          | 0,4966        | 0,3123         | 0,3973        | 0,5786            | 0,7096             |
| Loiret         | 0              | 1             | 0,7037         | 3             | 1                 | 3,7037             |

La Région s'est engagée à hauteur de 169,5 M€ dans le financement du déploiement du Très Haut Débit sur l'ensemble du territoire régional.

Plus de 10 M€ ont été engagés et mandatés en 2014 au titre de ce programme : pour les engagements, essentiellement dans le Cher (4,6 M€) et en Eure-et-Loir (2,6 M€) ; pour les mandatements, majoritairement dans le Loiret (3,7 M€) et l'Eure-et-Loir (2,8 M€).

A ces montants significatifs s'ajoutent les crédits engagés et mandatés au titre du Fonds Sud (1,3 M€ mandatés), et au titre des Contrats territoriaux (3,5 M€ mandatés).

Les crédits mandatés en 2014 en direction du déploiement du Très Haut débit s'élèvent donc à près de 15 M€.

Par ailleurs, 0,32 M€ ont été engagés et 0,26 M€ mandatés en fonctionnement en faveur des différents Syndicats Mixtes Ouverts dont la Région est membre dans les départements du Cher, d'Eure-et-Loir, de l'Indre, d'Indre-et-Loire, et de Loir-et-Cher.

➤ **LES AEROPORTS D'INTERET REGIONAL DE CHATEAUROUX ET DE TOURS** : 1,95 M€ mandatés en fonctionnement et 1,19 M€ en investissement

Une subvention de 1 M€ a été mandatée en fonctionnement en faveur de l'établissement public régional « Aéroport de Châteauroux Centre » à la fois pour assurer le service public aéroportuaire et les charges patrimoniales et fiscales supportées par l'Etablissement pour le compte de la Région conformément à la convention 2014-2018.

Par ailleurs, une subvention d'équipement de 1 M€ a été attribuée à l'Etablissement Public notamment pour la poursuite des travaux de réhabilitation du bâtiment 769, d'isolation et de toiture du bâtiment 712, des travaux sur les aires de trafic et de manœuvre et la poursuite de la modernisation de la station kérosène.

Enfin, la Région a participé à hauteur de 0,95 M€ au fonctionnement de l'aéroport de Tours, en sa qualité de membre du Syndicat Mixte mis en place avec le Département d'Indre-et-Loire, Tours Plus et la CCI Touraine, selon la clef de répartition définie aux statuts à savoir 28,66%.

# **TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION**

## **BILAN**

Durant l'année 2014, la Région a poursuivi son engagement dans le domaine du numérique en élargissant notamment son périmètre d'intervention aux usages numériques.

Sur ce dernier point, la Région, en lien avec l'Etat et le GIP RECIA, a piloté l'actualisation de la stratégie de cohérence régionale d'aménagement du territoire (SCoRAN). Les analyses des enjeux autour des usages numériques dans les domaines de la santé, de l'économie, ou de l'administration permettent désormais de mieux appréhender les priorités régionales et leur articulation avec les initiatives nationales.

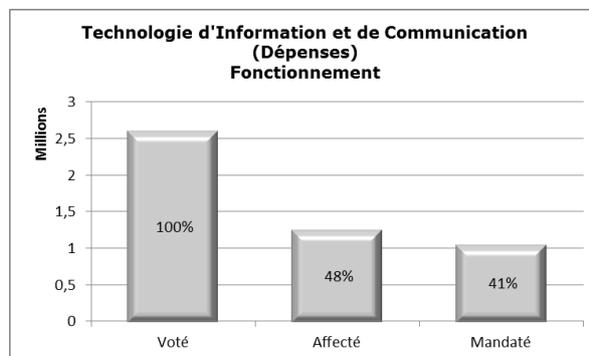
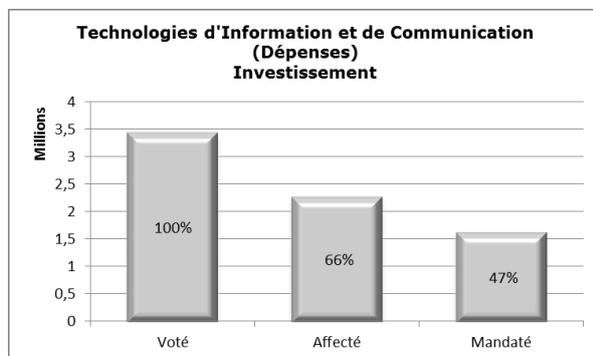
Concernant les infrastructures, l'ensemble des conventions ont été signées négociées et ou signées avec les opérateurs publics (Département ou Syndicat mixte ouvert). Elles permettent de formaliser l'engagement de la Région en faveur du très haut débit à hauteur de plus de 170 M€.

Enfin, la Région a poursuivi le déploiement des nouvelles pratiques numériques dans ses établissements, notamment à travers la mise en œuvre d'une phase pilote autour de la télégestion et la maintenance des Lycées, CFA et EFSS.

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 3 448 499,59                                  | 2 266 586,30                      | 1 181 913,29                                            | 1 626 742,82                      | 1 821 756,77                                            | 639 843,48                                                 |
| AE    | 2 600 000,00                                  | 1 255 461,44                      | 1 344 538,56                                            | 1 054 751,20                      | 1 545 248,80                                            | 200 710,24                                                 |

\* AP ou AE qui font encore l'objet de mandatement



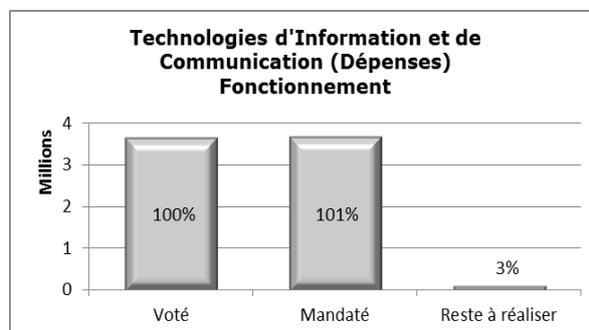
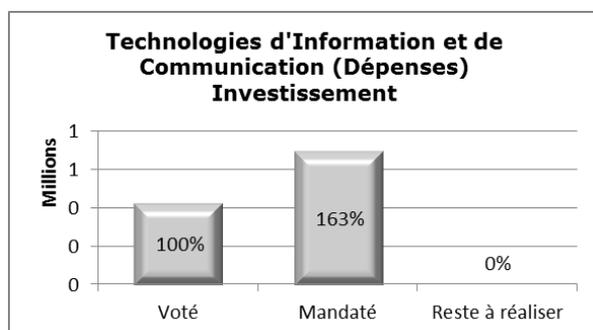
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 429 300,00    | 699 801,26   | 0,00                  | 163,01% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 3 637 601,50  | 3 656 516,25 | 100 000,00            | 103,27% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 4 066 901,50  | 4 356 317,51 | 100 000,00            | 109,58% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté



## DETAILS PAR PROGRAMME

### Programme : TIC Equipements et services

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |       | Libellé                                         | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|-------|-------------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2009 | 7053  | VT - OBSERVATOIRE REGIONAL TIC                  | 28 125,00                        |              | 28 125,00                        | 28 125,00                     |
| AE           | 2014 | 14107 | OBSERVATOIRE TIC                                | 213 375,00                       |              | 213 375,00                       | -                             |
| AP           | 2008 | 7000  | VT - COUVERTURE TELEPHONIE MOBILE ET HAUT DEBIT | 627 521,30                       |              | 627 521,30                       | 615 024,49                    |
| AP           | 2014 | 14100 | COUVERTURE TELEPHONIE MOBILE ET HAUT DEBIT      | 772 479,00                       |              | 772 479,00                       | -                             |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES            |                     |                       |                | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|----------------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1)       | MANDATE 2014        | RESTE A REALISER 2014 | % (2)          | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 100 000,00          | 129 463,42          | 0,00                  | 129,46%        | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 3 140 000,00        | 3 234 399,71        | 100 000,00            | 106,19%        | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | <b>3 240 000,00</b> | <b>3 363 863,13</b> | <b>100 000,00</b>     | <b>106,91%</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>           |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Le marché de services télécom « réseau régional haut débit » a été relancé fin 2013. Le lauréat a été choisi en février 2014 pour un déploiement terminé en septembre 2014. Le renouvellement de ce marché a permis d'accélérer le déploiement de la fibre optique dans les établissements de formation.

Le marché de télégestion a été confié au GIP RECIA, il a permis de faire intervenir des techniciens pour gérer la maintenance dans les établissements et résoudre les dysfonctionnements constatés.

### Programme : TIC Développement des usages

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |       | Libellé                                   | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|-------|-------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 14101 | ENVIRONNEMENTS NUMERIQUES DE TRAVAIL      | 363 740,00                       |              | 363 740,00                       | -                             |
| AE           | 2014 | 14104 | ESPACES PUBLICS NUMERIQUES                | 649 157,00                       |              | 649 157,00                       | 177 881,96                    |
| AE           | 2014 | 14105 | EXPERIMENTATIONS TIC FONCTIONNEMENT       | 278 500,00                       |              | 278 500,00                       | -                             |
| AE           | 2008 | 7005  | VT - ENVIRONNEMENTS NUMERIQUES DE TRAVAIL | 736 260,14                       |              | 736 260,14                       | 736 260,14                    |
| AE           | 2008 | 7050  | VT - ESPACES PUBLICS NUMERIQUES           | 330 842,86                       |              | 330 842,86                       | 313 194,34                    |
| AP           | 2014 | 14103 | GEO-CENTRE                                | 74 024,00                        |              | 74 024,00                        | -                             |
| AP           | 2014 | 14106 | EXPERIMENTATION TIC INVESTISSEMENT        | 24 330,00                        |              | 24 330,00                        | -                             |
| AP           | 2014 | 14108 | ESPACES PUBLICS NUMERIQUES                | 377 192,00                       |              | 377 192,00                       | 90 142,49                     |
| AP           | 2011 | 7007  | VT - GEO-CENTRE                           | 125 976,25                       |              | 125 976,25                       | 125 976,25                    |
| AP           | 2009 | 7052  | VT - EXPERIMENTATION TIC                  | 254 169,13                       |              | 254 169,13                       | 240 508,74                    |
| AP           | 2007 | 7135  | VT - ESPACES PUBLICS NUMERIQUES           | 192 807,91                       |              | 192 807,91                       | 194 934,33                    |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES          |                   |                       |                | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|-------------------|-------------------|-----------------------|----------------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1)     | MANDATE 2014 (1)  | RESTE A REALISER 2014 | % (2)          | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 329 300,00        | 570 337,84        | 0,00                  | 173,20%        | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 497 601,50        | 422 116,54        | 0,00                  | 84,83%         | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | <b>826 901,50</b> | <b>992 454,38</b> | <b>0,00</b>           | <b>120,02%</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>           |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les crédits 2014 ont permis d'accompagner des opérations confiées par la Région et l'Etat au GIP RECIA : Environnement numérique de travail et espaces publics numériques notamment. Ils ont permis à la Région de renouveler son adhésion à l'Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (AVICCA) et d'accompagner les usages numériques du Conseil général du Loiret.

Concernant le réseau des Espaces Publiques Numériques « Webocentre », qui permet une médiation numérique sur les territoires, il a atteint ses objectifs en termes de couverture territoriale et de nombres de structures accompagnées. Un effort particulier a été mené afin d'accompagner la formation des animateurs de ces espaces et de créer une véritable dynamique de réseau.

# **ENVIRONNEMENT**

## BILAN

En 2014, la Région a poursuivi ses actions sur la voie de la transition écologique.

Dans le cadre de ses politiques en faveur de la réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre, d'efficacité énergétique et du développement des énergies renouvelables, la Région a notamment financé, en partenariat avec l'ADEME, l'appui au développement de 14 projets de Méthanisation sur l'ensemble du territoire régional. Elle a soutenu, dans le cadre du Plan Bâtiment Durable Régional, la mise en place de « Plateformes Locales de Rénovation Energétiques de l'Habitat » portés par 2 territoires, l'Agglomération de Blois et le Pays Gâtinais/Agglomération de Montargis. L'objectif est une montée en compétence et un regroupement des offres des professionnels du bâtiment, une sensibilisation et une facilitation des démarches pour les particuliers avec un dispositif unique de financement pour inciter à passer à l'acte.

La Région a également poursuivi son financement des Espaces Infos Energie, de Lig'Air et l'accompagnement des communes dans leurs démarches de construction d'Agendas 21 locaux. Elle a accompagné la structuration de filières de biomatériaux (filière paille), et le déploiement des plateaux techniques de formation à l'éco-construction et aux techniques d'efficacité énergétique, en lien avec le dispositif national ADEME, Praxibat. Elle poursuit le financement pour la mission de développement de la géothermie.

La Région a engagé un appel à projet Economie Circulaire, en partenariat avec l'ADEME, pour encourager l'accélération des pratiques du réemploi (réparation, réutilisation, recyclage, valorisation des déchets) et pour appuyer le développement de l'écologie industrielle et territoriale (optimisation des flux de matières, de déchets et d'énergie). 12 projets ont ainsi été accompagnés par la Région (notamment recycleries, centre de tri de textiles, réemploi et réparation de vélos).

Les politiques régionales de l'eau visent à retrouver le bon état général des masses d'eau, superficielles ou souterraines et à restaurer la continuité écologique et sédimentaire des cours d'eau. En 2014, la Région a accompagné 4 nouveaux contrats de bassin : le Changeons, l'Escotais, la Claise et l'Indre. Depuis 2008, la couverture du territoire par des contrats de bassin est passée de 10% à 60 %. La Région a également soutenu la structuration d'un réseau d'animateurs et techniciens. Enfin, la réalisation de la 4<sup>ème</sup> édition de la semaine des rivières, à l'initiative de la Région, a permis de proposer près de 50 animations qui ont accueilli plus de 800 participants.

Le Programme « Plan Loire Grandeur Nature » a notamment permis l'engagement d'actions de prévention du risque inondation, en particulier sur le Val de Tours.

La Région a poursuivi son engagement en faveur des manifestations de mobilisations pour l'écologie en accompagnant 22 manifestations.

En 2014, la Région a poursuivi son ambition de devenir une région à biodiversité positive :

La Région et l'Etat ont adopté fin 2014 le Schéma Régional de Cohérence Ecologique. Il permet l'identification des réservoirs et corridors de biodiversité et doit désormais être pris en compte dans les documents d'urbanisme (PLUI, SCOT,...). La Région accompagne la quasi-totalité des territoires (Pays, Agglomérations, PNR) dans l'élaboration de trames vertes et bleues, de cartographies détaillées et à la mise en place de leur plan d'actions.

La Région et l'Etat ont mis en place l'Observatoire Régional de la Biodiversité, animé par l'Ecopole, dont les objectifs sont de fournir les éléments pour la sensibilisation de tous les publics aux enjeux de la biodiversité ainsi que pour favoriser la prise en compte de la biodiversité dans les politiques publiques et éclairer la décision publique. Le livre Rouge régional des habitats naturels et des espèces menacés est sorti.

La Région a renouvelé l'Appel à Projets Ambre (Actions pour le Maintien de la Biodiversité et la Restauration des Ecosystèmes) et retenu 13 nouveaux projets démonstrateurs.

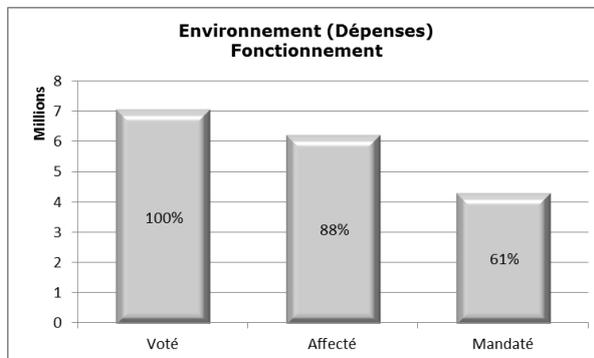
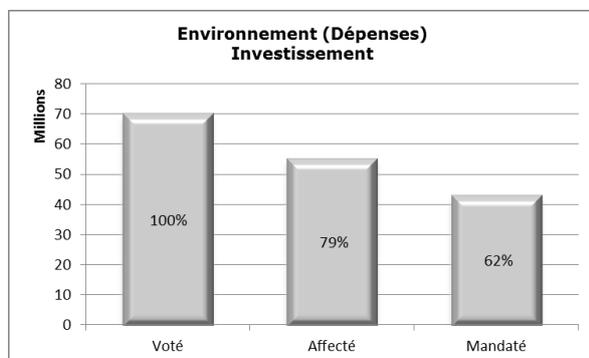
La Région a maintenu son engagement dans l'éducation à l'environnement, en renouvelant le dispositif des conventions vertes. L'EcoPôle a adopté sa stratégie collective 2020 en focalisant de manière concertée ses actions à venir sur des thématiques et des publics spécifiques.

Enfin, la Région a accompagné le développement des 3 Parcs Naturels Régionaux et des Réserves Naturelles Régionales, en adoptant une nouvelle stratégie régionale pour les réserves et en classement 2 nouvelles dont une de 300 ha en Brenne.

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 69 961 146,70                                 | 55 226 617,48                     | 14 734 529,22                                           | 43 029 066,98                     | 26 932 079,72                                           | 12 197 550,50                                              |
| AE    | 7 018 195,00                                  | 6 186 401,78                      | 831 793,22                                              | 4 275 416,24                      | 2 742 778,76                                            | 1 910 985,54                                               |

\* AP ou AE qui font encore l'objet de mandatement



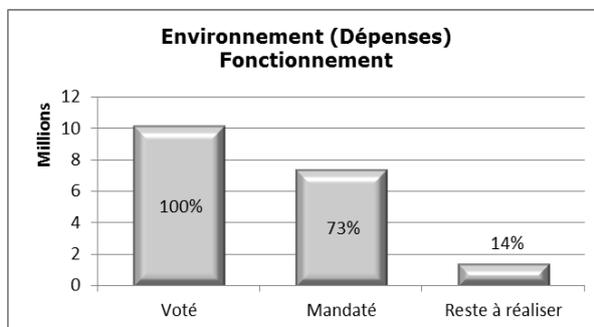
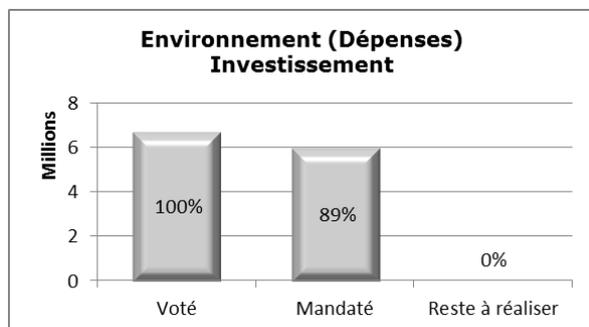
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 6 751 100,00  | 6 013 487,78  | 0,00                  | 89,07% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 10 124 618,24 | 7 387 143,71  | 1 421 590,55          | 87,00% | 18 667,00     | 25 346,50        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 16 875 718,24 | 13 400 631,49 | 1 421 590,55          | 87,83% | 18 667,00     | 25 346,50        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté



## DETAILS PAR PROGRAMME

### Programme : PEE Usages en faveur de l'efficacité énergétique

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |       | Libellé                                       | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|-------|-----------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 1959  | ISOLARIS/NOUVEAUX OUTILS                      | 210 000,00                       |              | 210 000,00                       | 190 000,00                    |
| AE           | 2014 | 1960  | ENERGETIS                                     | 200 000,00                       |              | 200 000,00                       | 80 000,00                     |
| AE           | 2014 | 1961  | STRUCTURATION DES FILIERES                    | 100 000,00                       |              | 100 000,00                       | 85 250,00                     |
| AE           | 2014 | 1963  | ENERGETIS COLLECTIVITES                       | -                                | 420 000,00   | 420 000,00                       | 420 000,00                    |
| AE           | 2014 | 14250 | CAR - OUTILS FINANCIERS                       | 60 000,00                        |              | 60 000,00                        | 51 000,00                     |
| AE           | 2014 | 14253 | CAR - ANIMATION, INFORMATION, CONSEIL ENERGIE | 750 000,00                       |              | 750 000,00                       | 739 954,00                    |
| AP           | 2014 | 14200 | CAR - ENERGIES RENOUVELABLES                  | 1 500 000,00                     |              | 1 500 000,00                     | 872 190,27                    |
| AP           | 2014 | 14201 | CAR - BATIMENTS DURABLES                      | 1 500 000,00                     |              | 1 500 000,00                     | 840 690,48                    |
| AP           | 2014 | 1958  | STRUCTURATION DES FILIERES                    | 600 000,00                       | 250 000,00   | 850 000,00                       | 850 000,00                    |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 3 000 000,00  | 2 745 660,20 | 0,00                  | 91,52% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 970 934,81  | 1 138 535,18 | 272 363,90            | 71,59% | 0,00          | 2 408,25         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 4 970 934,81  | 3 884 195,38 | 272 363,90            | 83,62% | 0,00          | 2 408,25         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

En ce qui concerne les Autorisations de Programme (AP) « bâtiments durables » et « énergies renouvelables », programmes de la convention Etat-ADEME-Région, si la demande en audits énergétiques pour les copropriétés reste importante, l'appel à projet « Efficacité énergétique dans les bâtiments », le concours « ma maison éco » et les projets énergies renouvelables n'ont vu émerger que peu de projets du fait notamment du renouvellement des équipes dans les communes. Les modalités d'intervention sur la rénovation énergétique des bâtiments seront donc adaptées en 2015. De plus, l'ADEME prévoit une démarche de communication renforcée en 2015 sur les aides « chaleur renouvelable ».

Par contre, l'appel à projet « Méthanisation » a permis de faire émerger un nombre de projets important, avec un soutien de la Région à hauteur de 1,030 M€, soit 0,400 M€ au titre de la convention Etat-ADEME-Région et 0,630 M€ au titre de l'AP « structuration des filières » pour accompagner des projets plus innovants au-delà du périmètre d'intervention prédéfini par l'ADEME.

L'AP « structuration des filières » a donc dû être abondée de 0,250 M€, l'AP étant déjà consommée par deux projets (pour la structuration de la filière paille et un plateau de formation, projet Ibat de l'IUT de Châteauroux).

En fonctionnement, l'autorisation d'engagement (AE) « animation, information, conseil » a été mobilisée à hauteur de 98 % :

- les financements récurrents : les Espaces Infos Energie, l'observatoire régional Energie, la mission de développement de la géothermie.
- en 2014, de nouveaux projets ont été soutenus, les « plateformes locales de rénovation énergétique de l'habitat », portés par deux territoires, l'Agglomération de Blois et le Pays Gâtinais/ Agglomération de Montargis.

Une nouvelle AE a été ouverte à hauteur de 0,420 M€ pour permettre aux collectivités de bénéficier d'un accompagnement sur leurs projets « Energies renouvelables » et

« Rénovation des bâtiments » au stade des études de faisabilité. La Région a renouvelé son marché « Pré-Conseil Isolation » avec un nouvel intitulé « Energétis Collectivités » et a élargi le périmètre d'intervention.

Les dispositifs de prêt à taux 0% pour les particuliers, Isolaris Centre et le diagnostic thermique Energétis, se maintiennent à peu près au même niveau qu'en 2013. La demande de diagnostics Energétis n'a pas augmenté comme envisagé, cet outil créé en 2012 étant encore peu connu des particuliers.

## Programme : Gestion de l'eau

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |       | Libellé                         | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|-------|---------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 14256 | CONTRATS EAU CENTRE TRANSITOIRE | 800 000,00                       | 200 000,00   | 1 000 000,00                     | 966 142,00                    |
| AP           | 2014 | 14203 | CONTRATS EAU CENTRE TRANSITOIRE | 750 000,00                       | 70 000,00    | 820 000,00                       | 688 228,00                    |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 830 171,00    | 919 966,52   | 0,00                  | 110,82% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 680 067,13  | 1 157 145,04 | 196 566,00            | 80,57%  | 18 667,00     | 15 500,00        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 2 510 238,13  | 2 077 111,56 | 196 566,00            | 90,58%  | 18 667,00     | 15 500,00        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les crédits de paiements 2014 ont permis la poursuite de la mise en œuvre de la politique de l'eau sur cette année transitoire avec :

- l'accompagnement de quatre nouveaux contrats de bassin en 2014 : Changeons, Escotais, Claise et Indre. Le contrat Essonne amont a été renouvelé. Depuis 2008, la couverture du territoire est passée de 10 % à 60 % ;
- l'aide à la structuration d'un réseau d'animateurs et techniciens de rivière sur tout le territoire régional ;
- la réalisation de la 4<sup>ème</sup> édition de la semaine des rivières du 1er au 8 juin avec près de 50 animations proposées et plus de 800 participants.

## Programme : Préservation de l'environnement

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |       | Libellé             | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|-------|---------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 14258 | LIG'AIR TRANSITOIRE | 270 000,00                       | - 180 000,00 | 90 000,00                        | 90 000,00                     |
| AP           | 2014 | 14204 | LIG'AIR TRANSITOIRE | 270 000,00                       | - 180 000,00 | 90 000,00                        | 90 000,00                     |

## La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 228 249,00    | 165 629,02   | 0,00                  | 72,57% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 2 203 064,50  | 1 613 463,95 | 399 589,60            | 91,38% | 0,00          | 4 024,25         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 2 431 313,50  | 1 779 092,97 | 399 589,60            | 89,61% | 0,00          | 4 024,25         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

S'agissant de « l'EcoPôle », les crédits de paiement ont été majoritairement consacrés au volet « fonctionnement de l'établissement et programme d'actions (dont la formation modulaire) » pour un montant engagé de 161 570 €.

La Région a poursuivi l'accompagnement de Lig'air, association chargée du suivi de la qualité de l'air en région Centre-Val de Loire pour un montant engagé de 0,180 M€.

Le dispositif conventions vertes a été révisé. La Région a engagé 1 130 402 € en faveur des associations naturalistes et d'éducation à l'environnement et mandaté 1 105 207 €.

En matière d'Agendas 21 locaux, il convient de noter une poursuite du dispositif avec la reconduction des démarches d'accompagnement des collectivités en préalable à l'élaboration d'un agenda 21.

Concernant les déchets, la Région a attribué en février 2014 une subvention de 16 092 € à la CER BTP (Cellule économique régionale du Bâtiment et des Travaux publics) Centre pour conduire l'état des lieux des déchets du BTP sur les départements de l'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher.

De plus, la Région a lancé un appel à projet économie circulaire en partenariat avec l'ADEME sur le développement du réemploi (réparation, réutilisation, recyclage, valorisation des déchets), et sur l'écologie Industrielle et/ou Territoriale (optimisation des flux de matières, de déchets et d'énergie). Cet appel à projets a permis d'accompagner 12 projets (notamment recycleries, centre de tri de textiles, réemploi de vélos usagés) pour un montant de 0,450 M€ dont près de 0,100 M€ apportés par la Région.

Enfin, il convient de noter la poursuite du dispositif en faveur des manifestations de mobilisation pour l'écologie avec l'accompagnement de 22 manifestations pour un montant de 126 325 €.

Par ailleurs, dans le cadre de la charte pour les événements éco-responsables, l'accompagnement des organisateurs de manifestations culturelles, sportives, environnementales par un bureau d'étude a débuté. La Région a engagé 10 140 € sur ce marché dont le montant total sur trois ans est de 108 840 €.

## Programme : Patrimoine naturel

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |       | Libellé                      | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|-------|------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 14262 | CEN TRANSITOIRE FONCT        | 50 000,00                        |              | 50 000,00                        | 50 000,00                     |
| AE           | 2014 | 14263 | PNR BRENNE TRANSITOIRE FONCT | 72 625,00                        | 63 870,00    | 136 495,00                       | 136 410,00                    |
| AE           | 2014 | 14264 | PNR LAT TRANSITOIRE FONCT    | 54 500,00                        | 53 500,00    | 108 000,00                       | 107 512,00                    |
| AE           | 2014 | 14265 | PNR PERCHE TRANSITOIRE FONCT | 39 000,00                        | - 8 300,00   | 30 700,00                        | 30 621,00                     |
| AP           | 2013 | 1148  | RNR PONTLEVOY                | 180 000,00                       |              | 180 000,00                       | 47 355,00                     |
| AP           | 2012 | 1330  | AAP BIODIVERSITE 2012-2013   | 750 000,00                       |              | 750 000,00                       | 597 139,75                    |
| AP           | 2014 | 14205 | CEN TRANSITOIRE              | 165 000,00                       |              | 165 000,00                       | 163 839,50                    |
| AP           | 2014 | 14206 | PNR BRENNE TRANSITOIRE       | 108 900,00                       | - 63 870,00  | 45 030,00                        | 45 030,00                     |
| AP           | 2014 | 14207 | PNR LAT TRANSITOIRE          | 81 725,00                        | - 53 500,00  | 28 225,00                        | 28 225,00                     |
| AP           | 2014 | 14208 | PNR PERCHE TRANSITOIRE       | 58 475,00                        | 8 300,00     | 66 775,00                        | 66 715,00                     |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 818 473,00    | 573 176,06   | 0,00                  | 70,03% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 2 505 707,40  | 2 015 929,78 | 442 585,95            | 98,12% | 0,00          | 3 414,00         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 3 324 180,40  | 2 589 105,84 | 442 585,95            | 91,20% | 0,00          | 3 414,00         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

En 2014, la déclinaison de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité s'est poursuivie avec:

- La troisième édition de l'appel à projet AMBRE qui a permis de retenir 13 projets pour un montant de subvention de 296 313 € ;
- La dernière année d'accompagnement de l'Union Internationale de la Conservation de la Nature France sur les services rendus par les écosystèmes
- La poursuite du soutien à l'Union Régionale Génétique du Centre.
- La mise en œuvre d'inventaires de la biodiversité communale.

Pour mettre en œuvre ce programme, la Région a engagé 618 460 €.

Le soutien au Conservatoire des Espaces Naturels de la Région Centre (CEN) s'est poursuivi en 2014 pour un montant engagé de 213 838 €.

L'année 2014 s'est aussi caractérisée par une convention transitoire avec les trois parcs naturels régionaux : 1 709 665 € (dont 1 295 152 € de dotation) ont été engagés en 2014 pour mettre en œuvre les programmes des PNR.

Enfin, le schéma régional de cohérence écologique a été approuvé en décembre 2014. 35 000 € ont été engagés pour la réalisation de la procédure de consultation puis d'enquête publique.

## Programme : Plan Loire grandeur nature

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |       | Libellé                                       | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|-------|-----------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 14266 | CEN TRANSITOIRE FONCT                         | 50 000,00                        |              | 50 000,00                        | 50 000,00                     |
| AE           | 2014 | 14268 | MAISONS DE LOIRE TRANSITOIRE FONCT            | 358 000,00                       |              | 358 000,00                       | 244 825,00                    |
| AE           | 2014 | 14271 | PREVENTION INONDATION ENTREPRISES TRANSITOIRE | 115 000,00                       |              | 115 000,00                       | -                             |
| AP           | 2014 | 14209 | CEN TRANSITOIRE                               | 180 000,00                       |              | 180 000,00                       | 179 270,75                    |
| AP           | 2014 | 14210 | MAISONS DE LOIRE TRANSITOIRE                  | 320 000,00                       |              | 320 000,00                       | -                             |
| AP           | 2014 | 14211 | LA BOUILLIE TRANSITOIRE                       | 22 500,00                        |              | 22 500,00                        | 18 469,00                     |
| AP           | 2014 | 14701 | CPIER OUVRAGES DOMANIAUX 2014                 | -                                | 600 000,00   | 600 000,00                       | 591 000,00                    |
| AP           | 2008 | 7902  | CPIER BATELLERIE DE LOIRE                     | 200 000,00                       | 20 000,00    | 220 000,00                       | 215 306,71                    |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES            |                     |                       |               | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|---------------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1)       | MANDATE 2014 (1)    | RESTE A REALISER 2014 | % (3)         | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 1 874 207,00        | 1 609 055,98        | 0,00                  | 85,85%        | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 764 844,40        | 1 462 069,76        | 110 485,10            | 89,10%        | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | <b>3 639 051,40</b> | <b>3 071 125,74</b> | <b>110 485,10</b>     | <b>87,43%</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>           |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Le Programme « Plan Loire Grandeur nature » a permis le lancement d'actions de prévention du risque inondation et le soutien aux travaux sur le lit et les levées de Loire à hauteur de 0,591 M€. Des travaux importants ont notamment porté sur le val de Tours.

La Région a poursuivi son soutien à l'Etablissement Public Loire avec le mandatement de sa dotation statutaire et du soutien à la mission de coordination technique menée par l'EP Loire pour un total de 316 688 €. Par contre, l'EP Loire n'a pas sollicité d'accompagnement en 2014 pour son action en faveur de diagnostics d'entreprises et réduction de la vulnérabilité.

En matière d'éducation à l'environnement, la Région a poursuivi son soutien aux Maisons de Loire, avec la contractualisation de conventions vertes 2014. La participation de la Région en faveur des Maisons de Loire et de la Fédération régionale s'élève ainsi à 244 825 € en fonctionnement. Les aménagements prévus dans les locaux de l'Observatoire Loire de Blois en 2014 sont reportés à 2015.

La Région a également poursuivi son soutien au Conservatoire d'Espaces Naturels pour ses actions de préservation et de gestion des vallées alluviales du bassin de la Loire et pour une démarche globale d'utilisation du pastoralisme pour un montant de 229 270 €.

L'action régionale en valorisation de la batellerie traditionnelle de Loire s'est également poursuivie avec une participation de 40 000 € pour accompagner la construction de deux bateaux pour l'association « Les marins du Port de Chambord ».

La participation statutaire de la Région au Syndicat Mixte de la Mission Val de Loire a également été mandatée sur ce programme à hauteur de 0,623 M€ afin de permettre une appropriation, par le plus grand nombre, du caractère exceptionnel des paysages du Val de Loire classés au patrimoine mondial de l'UNESCO.

# **TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS**

## BILAN

**L'année 2014 a été marquée par la signature de la nouvelle convention TER Centre** pour la période 2014-2020 qui répond à une triple volonté régionale :

- **améliorer substantiellement la qualité du service rendu aux usagers**(progression des objectifs de ponctualité et des non suppression de trains, obligation contractuelle quant à la conformité des compositions, introduction d'un mécanisme de remboursement et d'indemnisation des usagers, service d'accompagnement pour les personnes à mobilité en gare,
- **disposer d'un engagement fort de la SNCF par des pénalités renforcées** (introduction de pénalités renforcées en heure de pointe, suppression de clause exonératoires, réfaction de charges en cas de suppression de train),
- **maitriser la contribution financière de la Région** (identification d'un programme pluriannuel d'investissement, engagement sur un forfait de charge pour les 4 premières années).

**S'agissant du développement des infrastructures**, la réouverture au service voyageur de la ligne **Chartres-Voves est entrée dans une phase de réalisation** des travaux.

Par ailleurs, des **études complémentaires sur la section Voves-Orléans** ont été engagées.

L'année 2014 a vu également le **lancement des travaux sur les trois lignes fret** de proximité Orléans-Pithiviers-Engenville, Châteauroux-Buzançais et La Guerche sur l'Aubois-Marseilles lès Aubigny.

Enfin, il est à noter le **lancement d'études techniques sur l'axe Tours-Loches**, préalable à des travaux de modernisation

**En matière de matériel**, la Région a financé la **rénovation des VO2N** circulant **sur l'axe Paris-Chartres-Le Mans** en attente de la livraison de la totalité des Regio2N et dont les premières rames ont été livrées en 2014.

La livraison de ce nouveau matériel a par ailleurs conduit la Région a financé de **nouvelles installations dédiées à la vidange en gare de Chartres**.

Au titre la convention pluriannuelle avec la SNCF, la Région a investi pour 8.5 M€ dans la **maintenance du matériel roulant**.

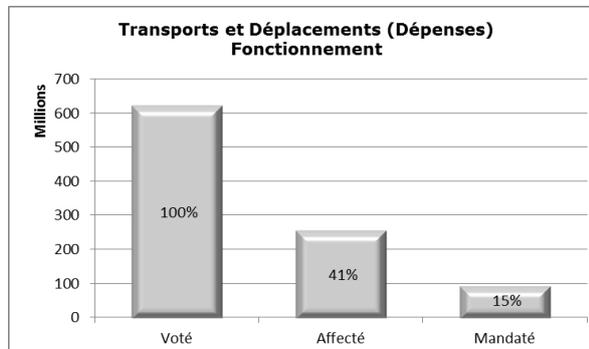
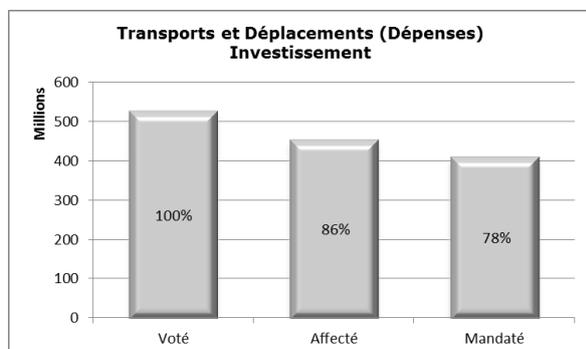
Enfin, des **équipements de sécurité** ont été installés sur le matériel circulant sur **la ligne du Blanc-Argent**.

Au titre de l'**intermodalité**, la Région a poursuivi son soutien aux **tramways de Tours et d'Orléans**. En matière d'**accessibilité**, elle a financé les **études** préliminaires de mise en accessibilité des **bâtiments voyageurs de 21 gares régionales**. Enfin, **10 gares régionales** ont fait l'objet de **sécurisation du stationnement vélo**.

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 524 987 122,41                                | 452 672 554,47                    | 72 314 567,94                                           | 408 848 556,21                    | 116 138 566,20                                          | 43 823 998,26                                              |
| AE    | 620 555 000,00                                | 255 224 044,27                    | 365 330 955,73                                          | 92 557 637,03                     | 527 997 362,97                                          | 162 666 407,24                                             |

\* AP ou AE qui font encore l'objet de mandatement



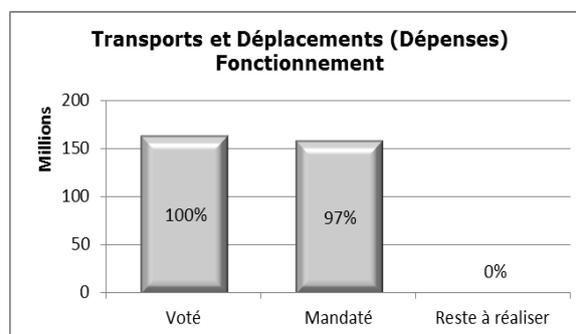
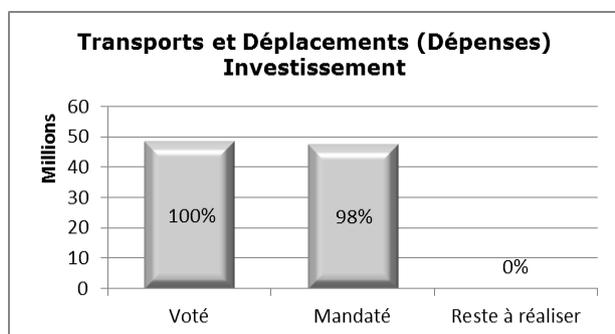
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES       |                |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|----------------|----------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1)  | MANDATE 2014   | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 48 514 139,00  | 47 455 777,96  | 0,00                  | 97,84% | 636 000,00    | 891 163,44       | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 162 676 781,23 | 157 477 255,40 | 173 902,15            | 96,91% | 4 826 000,00  | 5 258 284,55     | 18 818,01             |
| <b>Total</b>          | 211 190 920,23 | 204 933 033,36 | 173 902,15            | 97,12% | 5 462 000,00  | 6 149 447,99     | 18 818,01             |

(1) Voté 2014 hors virements: BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté



## DETAILS PAR PROGRAMME

### Programme : Routes

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |       | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|-------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3) | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 0,00          | 0,00         | 0,00                  | 0,00% | 636 000,00    | 636 474,59       | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 0,00          | 0,00         | 0,00                  | 0,00% | 636 000,00    | 636 474,59       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Le montant inscrit en recettes correspond à la dernière échéance de remboursement par COFIROUTE des avances qui lui ont été consenties pour la réalisation des sections Salbris-Vierzon et Vierzon-Bourges de l'Autoroute A 71.

### Programme : Transport routier de voyageurs

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                   | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|-------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 1282 | CHARGES GARES ROUTIERES                   | 200 000,00                       |              | 200 000,00                       | -                             |
| AE           | 2014 | 1281 | REPRISES DES LIGNES ROUTIERES             | 45 000 000,00                    |              | 45 000 000,00                    | 4 500 000,00                  |
| AE           | 2014 | 1283 | SUIVI + CONTROLE DES RECETTES             | 2 000 000,00                     |              | 2 000 000,00                     | 900 000,00                    |
| AE           | 2014 | 1284 | MOBILIER URBAIN (ENTRETIEN + MAINTENANCE) | 130 000,00                       |              | 130 000,00                       | -                             |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 156 122,15  | 941 920,09   | 173 902,15            | 96,51% | 50 000,00     | 57 784,65        | 18 818,01             |
| <b>Total</b>          | 1 156 122,15  | 941 920,09   | 173 902,15            | 96,51% | 50 000,00     | 57 784,65        | 18 818,01             |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Depuis le 12/07/2010, la Région assure l'organisation des services routiers d'intérêt régional entre Romorantin et Vierzon. Aussi, en 2014, 472 046 € ont été mandatés dans le cadre du marché relatif à l'exécution et au suivi de la ligne routière. Les recettes perçues s'élèvent, quant à elles, à 57 784,65 €.

En 2014, la Région s'est adjoint les services d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage dans le cadre de la démarche de reprise des lignes routières. A ce titre, 21 015 € ont été mandatés.

Enfin, la Région a mandaté 448 000 € au titre du solde des différentes opérations financées dans le cadre des volets de transport routier des Conventions Région - Département.

## Programme : Compensation régionale des tarifications TER

### La réalisation des AP/AE en 2014

#### AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                                  | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|----------------------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 1190 | MOBILITE TER DES JEUNES                                  | 300 000,00                       |              | 300 000,00                       | -                             |
| AE           | 2014 | 1406 | SUIVI AIDE MOBILICO                                      | -                                | 800 000,00   | 800 000,00                       | 800 000,00                    |
| AE           | 2013 | 1410 | AIDE COMPLEMENTAIRE MOBILITE PROFESSIONNELLE QUOTIDIENNE | 3 500 000,00                     |              | 3 500 000,00                     | 3 300 000,00                  |
| AE           | 2014 | 1410 | AIDE COMPLEMENTAIRE MOBILITE PROFESSIONNELLE             | 3 800 000,00                     | 300 000,00   | 4 100 000,00                     | 4 100 000,00                  |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (2)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 5 671 333,00  | 5 450 293,12 | 0,00                  | 96,10% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 5 671 333,00  | 5 450 293,12 | 0,00                  | 96,10% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Au 31 décembre 2014, pour le 4ème trimestre 2013 et les 3 premiers trimestres 2014, l'aide régionale Mobilico a été versée à 3 935 bénéficiaires pour un total de 3,7 M€. En outre, 0,1 M€ ont été versés à l'entreprise Effia Synergie, mandatée par la Région pour l'instruction des dossiers Mobilico.

Par ailleurs, 1,4 M€ ont été attribués en 2014 à la SNCF au titre des compensations des tarifications régionales et 0,233 M€ aux autres Autorités organisatrices de transport partenaires de la Région au titre de TER BAC+ et TER Apprenti.

## Programme : Acquisition, renouvellement des matériels roulants

### La réalisation des AP/AE en 2014

#### AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                      | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification  | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|------------------------------|----------------------------------|---------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 1191 | MAINTENANCE MATERIEL ROULANT | 9 000 000,00                     | 25 600 000,00 | 34 600 000,00                    | 17 100 000,00                 |
| AP           | 2014 | 1405 | OPERATION RENOVATION VO2N    | -                                | 4 800 000,00  | 4 800 000,00                     | 4 800 000,00                  |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 10 611 439,00 | 14 075 000,00 | 0,00                  | 132,64% | 0,00          | 36 519,00        | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 8 237 560,00  | 3 865 995,92  | 0,00                  | 46,93%  | 4 676 000,00  | 4 654 651,75     | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 18 848 999,00 | 17 940 995,92 | 0,00                  | 95,18%  | 4 676 000,00  | 4 691 170,75     | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Des équipements de sécurité ont été installés sur le matériel circulant sur la ligne dite du Blanc-Argent pour un montant mandaté de 0,250 M€.

Le projet d'aménagement de la gare de Chartres, porté par l'agglomération, ainsi que la livraison de 14 rames de matériel nouvelle génération, rendaient nécessaires une relocalisation des installations dédiées à la vidange des rames TER ainsi que leur développement. Une subvention de 0,700 M€ a été octroyée dont 0,525 M€ ont été mandatés en 2014.

La Région Centre-Val de Loire a financé la prolongation de la durée de vie des VO2N circulant sur l'axe Paris-Chartres-Le Mans jusqu'à l'engagement en service commercial de la totalité des rames Regio2N commandées par la Région. Cette opération d'un montant de 4,8 M€ a été mandatée en 2014.

Conformément à la convention pluriannuelle relative à la maintenance du matériel roulant, signée concomitamment à la convention TER Centre 2014-2020, la Région a versé à la SNCF 8,5 M€ en 2014.

Les dépenses de fonctionnement du programme acquisition et renouvellement de matériel roulant correspondent aux échéances des crédits baux pour le matériel roulant acquis par la Région via ce mode de financement :

- Crédit-bail 1 (TER 2Nng et AGC) pour 3 843 555 €,
- Crédit-bail 2 (Régio2N) pour 17 976 €.

La somme de 2 976 € a en outre été mandatée au titre de la mission de conseil à la Région.

La recette de 633 664 € correspond à la récupération de TVA au titre du crédit-bail 1.

Par ailleurs, la Région a perçu en 2014 une recette de 4 M€ au titre du retard de livraison des rames Régio2N sur un montant total attendu de 10 M€.

## Programme : Infrastructures ferroviaires

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                              | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|--------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 1187 | ETUDES PRO ORLEANS CHATEAUNEUF       | 14 000 000,00                    |              | 14 000 000,00                    | -                             |
| AP           | 2014 | 1188 | ETUDE LIGNE TOURS-LOCHES-CHATEAURoux | 3 300 000,00                     |              | 3 300 000,00                     | 150 000,00                    |
| AP           | 2014 | 1196 | ETUDE LGV PARIS CLERMONT             | 7 000 000,00                     |              | 7 000 000,00                     | -                             |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (2)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 34 315 450,00 | 29 662 882,17 | 0,00                  | 86,47% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 600 000,00  | 1 555 166,72  | 0,00                  | 97,20% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 35 915 450,00 | 31 218 048,89 | 0,00                  | 86,95% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

La réouverture au service voyageur de la ligne Chartres-Voves est entrée dans une phase de réalisation des travaux. Ce projet a fait l'objet de 18,562 M€ de mandatements hors CPER en 2014.

La section Voves-Orléans a nécessité le lancement d'une phase d'études complémentaires portant sur des points particuliers (accès aux complexes ferroviaires d'Orléans et Chartres, passage au droit de l'aérodrome de la base aérienne de Bricy, prise en compte des nouvelles règles concernant la sécurisation des passages à niveau etc.). Ces études ont fait l'objet d'un mandatement de 0,450 M€.

La Région Centre-Val de Loire a conclu avec SNCF Réseau une convention d'étude portant sur le diagnostic technique de la voie Joué-lès-Tours-Loches, préalable indispensable à la définition d'un programme de travaux visant à la levée des limitations de vitesse et à pérenniser la liaison. En 2014, le montant mandaté est de 75 000 €.

La Région contribue au projet Massy-Valenton, projet interrégional d'amélioration de l'interconnexion de la Ligne à Grande Vitesse Atlantique avec les autres lignes à grande vitesse, qui a mobilisé 962 902 € de crédits de paiement régionaux.

La poursuite des travaux de réalisation de la Ligne à Grande Vitesse Sud Europe Atlantique (LGV SEA) Tours-Bordeaux a mobilisé 3 068 494 € de crédits de paiement.

Les travaux sur les trois lignes fret de proximité Orléans-Pithiviers-Engenville, Châteauroux-Buzançais et La Guerche sur l'Aubois-Marseilles lès Aubigny, inscrites au CPER 2007-2013, ont démarré en 2014 pour un total de mandatement de 5 712 195 €.

Les travaux de suppression de trois passages à niveau sur la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse (POLT), inscrits au CPER 2007-2013 visent à améliorer la sécurité et offrir à terme la possibilité d'augmenter la vitesse des trains. Les mandatelements concernant ces travaux se sont élevés à 554 941 €.

0,126 M€ de subvention ont été mandatés pour l'élargissement du pont ferroviaire de Bitray franchissant la RD 925 dans l'agglomération de Châteauroux.

S'agissant du projet de ligne à grande vitesse Paris-Orléans-Clermont Ferrand-Lyon (LGV POCL), la Région a versé 0,160 M€ en 2014 au titre de sa contribution pour la réalisation de l'étape préliminaire aux études préalables à l'enquête d'utilité publique.

La desserte Brive-Lille opérée en TGV a été reconduite par le biais d'une convention entre les Régions Centre-Val de Loire, Limousin et la SNCF avec une contribution de 1,5 M € en 2014.

## Programme : Aménagement, rénovation des quais et des gares

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé           | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|-------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 1192 | MAINTENANCE GARES | 1 000 000,00                     |              | 1 000 000,00                     | -                             |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 2 887 250,00  | 1 031 014,35 | 0,00                  | 35,71% | 0,00          | 118 169,85       | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 150 000,00    | 125 949,00   | 0,00                  | 83,97% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 3 037 250,00  | 1 156 963,35 | 0,00                  | 38,09% | 0,00          | 118 169,85       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

### Investissements :

Au titre de la politique d'aménagement des gares, les opérations suivantes ont donné lieu à des mandatelements en 2014 :

- L'extension du parking de la gare d'Azay-le-Rideau (18 894,74 €).
- L'extension du parking de la gare de Port-Boulet (27 120 €)
- Réaménagement des abords de la gare de Langeais (38 260,50 €)
- Programme gare de Toury (25 568,40€)
- Installation ponctuelle d'un afficheur en gares d'Amboise et Azay-le-Rideau, et d'un abri-voyageurs (32 500€) et plus globalement poursuite du programme de

déploiement d'afficheurs dynamiques dans une trentaine de gares régionales (61 944,85 €).

- Sécurisation du stationnement des vélos dans 10 gares régionales à l'aide de câbles installés dans les abris-vélos existants (31 282€).
- Modifications liées au changement de nom de la gare d'Onzain en Onzain - Chaumont-sur-Loire (13 424,26 €)

Concernant l'accessibilité, la Région a attribué une subvention de 160 100 € à SNCF pour la réalisation des études préliminaires de mise en accessibilité des bâtiments voyageur de 21 gares régionales. Le premier versement de 32 020 € a été effectué en 2014.

La Région finance également la mise en accessibilité de la gare de Châteauroux et de points d'arrêt routiers communs aux réseaux Aile Bleue et TER Centre au titre de la convention Région-Département de l'Indre 2007-2013, pour un montant de 0,150 M€ mandaté en 2014.

Il a été décidé, afin de permettre une desserte répondant aux besoins des usagers en heures de pointe, d'allonger les quais de la gare de Dordives. La Région a mandaté 0,600 M€ en 2014 pour ce projet.

### Fonctionnement :

Les Régions Centre-Val de Loire et Pays de la Loire financent le fonctionnement du service d'accueil des vélos dans des voitures spécifiquement aménagées sur l'axe ferroviaire Interloire, service dénommé Train Vélo Loire. Pour le service réalisé en 2014, la Région a versé 116 178 €.

En 2014, la Région a versé une contribution de 9 771 € au financement de l'étude de mobilité des usagers de la gare de Saint-Pierre-des-Corps.

La Région a perçu de la part de SNCF Réseau la somme de 118 169 € pour le solde des opérations d'aménagement des quais de Sologne et de réalisation d'un souterrain accessible en gare de Courville

## Programme : Services TER

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                  | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification   | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|--------------------------|----------------------------------|----------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 1198 | CONVENTION TER 2014-2020 | -                                | 544 000 000,00 | 544 000 000,00                   | 224 568 106,00                |

### La réalisation des crédits de paiement

|                | DEPENSES       |                |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|----------------|----------------|----------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                | VOTE 2014 (1)  | MANDATE 2014   | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| Fonctionnement | 145 516 987,00 | 145 215 590,89 | 0,00                  | 99,79% | 0,00          | 450 134,34       | 0,00                  |
| <b>Total</b>   | 145 516 987,00 | 145 215 590,89 | 0,00                  | 99,79% | 0,00          | 450 134,34       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

La nouvelle convention TER a donné lieu en 2014 à un mandatement de 144 873 461 €.

Au titre du marché passé par la Région pour la réalisation d'enquêtes et de contrôles sur la qualité des services offerts à la clientèle du TER Centre, un montant de 115 717 € a été mandaté.

Par ailleurs, la desserte Tours-Saumur-Bressuire fait l'objet d'une convention interrégionale particulière avec Pays de Loire et Poitou-Charentes, conclue en 2013. Pour 2014, le versement de la contribution régionale a été de 173 328 €. Par ailleurs, le solde de la participation régionale au titre de 2013 a donné lieu à l'émission d'un titre de recettes de 4 200 €.

Concernant les autres recettes :

- Le décompte 2013 de la convention TER Centre a été approuvé en commission permanente d'octobre 2014 donnant lieu à l'émission d'un titre de recettes de 427 269 €.
- Le solde de la convention relative à l'édition des fiches horaires 2013 a donné lieu à un titre de recettes de 18 665 € au bénéfice de la Région.

### Programme : Intermodalités, TCSP et circulations douces

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé    | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 1193 | BILLETIQUE | 400 000,00                       |              | 400 000,00                       | 190 000,00                    |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 700 000,00    | 2 686 881,44 | 0,00                  | 383,84% | 0,00          | 100 000,00       | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 344 779,08    | 322 339,66   | 0,00                  | 93,49%  | 100 000,00    | 95 713,81        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 1 044 779,08  | 3 009 221,10 | 0,00                  | 288,02% | 100 000,00    | 195 713,81       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

#### Investissement

0,190 M€ ont été mandatés à la SNCF pour la mise en œuvre et la conduite du projet billettique sur le réseau TER Centre.

Dans le cadre du CPER 2007-2013 et du plan de soutien économique et social voté en 2009, la Région a décidé de participer aux réalisations des projets de deuxième ligne de tramway de l'agglomération orléanaise et de première ligne de tramway de l'agglomération tourangelle. Elle a versé en 2014 à ce titre 2 M€ à l'agglomération orléanaise et 0,500 M€ à l'agglomération tourangelle.

#### Fonctionnement

Pour conduire le déploiement de la centrale d'information multimodale jvmailin, la Région est accompagnée par une assistance à maîtrise d'ouvrage pour laquelle 38 060 € ont été mandatés. Pour l'exploitation de cette centrale d'information, 155 052 € ont été mandatés au prestataire du système.

L'Ademe, qui a retenu cette opération « Centrale d'information multimodale jvmalin » au titre des actions soutenues dans le cadre du thème « maîtrise et déplacements », a versé 0,100 M€ à la Région à ce titre.

Enfin, les montants comptabilisés en recette pour 95 713 € correspondent à la part versée par les 17 autorités organisatrices des transports partenaires de jvmalin pour lesquelles la Région assure le portage financier.

# **TOURISME**

## BILAN

Les actions menées en 2014 s'inscrivent dans le cadre de la Stratégie Régionale de Tourisme Durable dont :

- la mise en œuvre du programme Vélocentre (inauguration de Saint-Jacques à Vélo) et l'ouverture du site web [www.marandoavelo.fr](http://www.marandoavelo.fr) ;
- le soutien à la rénovation des hébergements touristiques ;
- le soutien à l'innovation : 7 projets soutenus en 2014 au titre du CAP Innovation et le soutien à l'émergence du cluster Tourisme, Patrimoine et Sites de visites ;
- la qualification et la promotion des filières Tourisme de Nature (démarche Qualinat en Brenne et réalisation du plan marketing nature) et Parcs et jardins (ouverture du site dédié : [www.escapadesauxjardins.fr](http://www.escapadesauxjardins.fr)) ;
- la création de la marque Val de Loire en partenariat avec l'Etat et la Région Pays de la Loire et la signature du contrat de destination ;
- la participation à la création de la marque Sologne ;
- la préparation des volets « Tourisme » des programmes européens.

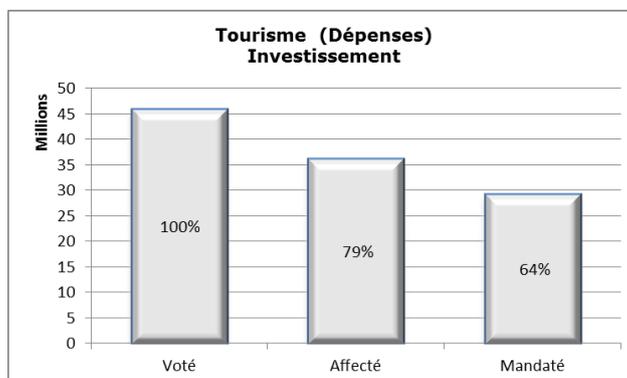
Le programme prévu en matière d'investissement n'a été réalisé que partiellement et ce pour les raisons suivantes :

- les conventions Région/Départements : des opérations inscrites ont été annulées ou sous-réalisées en raison de l'expiration des conventions ;
- les véloroutes : des opérations ont été reportées par les maîtres d'ouvrage (ex : Canaux Loing et Briare reporté par le Conseil Général du Loiret) ;
- Les gros projets de rénovation des hébergements de tourisme associatifs n'ont pas abouti pour des raisons financières ou de portage.

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 45 883 915,50                                 | 36 287 424,55                     | 9 596 490,95                                            | 29 322 039,01                     | 16 561 876,49                                           | 6 965 385,54                                               |
| AE    | -                                             | -                                 | -                                                       | -                                 | -                                                       | -                                                          |

\* AP ou AE qui font encore l'objet de mandatement



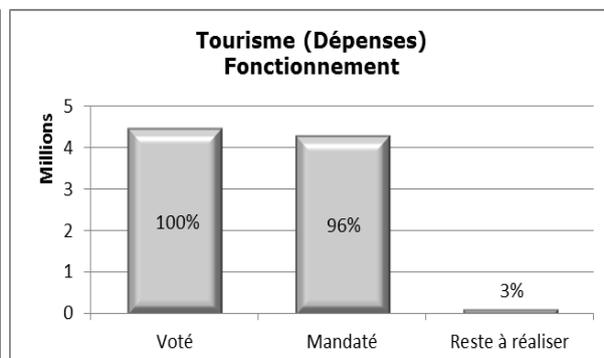
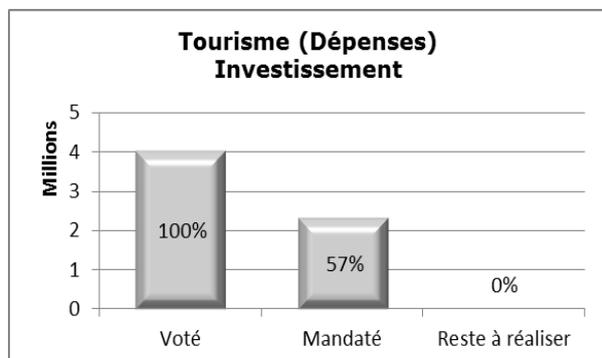
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 4 047 000,00  | 2 325 320,17 | 0,00                  | 57,46% | 0,00          | 1 546,38         | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 4 443 164,00  | 4 283 885,22 | 111 896,50            | 98,93% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 8 490 164,00  | 6 609 205,39 | 111 896,50            | 79,16% | 0,00          | 1 546,38         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté



Un taux de réalisation supérieur à 100% signifie que des virements de crédits ont été effectués.

Le mandaté comprend le rattachement de charges sur l'exercice.

## DETAILS PAR PROGRAMME

### Programme : Vélocentre

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé    | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2012 | 1227 | VELOCENTRE | 9 000 000,00                     | - 300 000,00 | 8 700 000,00                     | 3 536 450,00                  |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 972 550,00    | 507 540,22   | 0,00                  | 52,19%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 14 725,00     | 24 475,00    | 0,00                  | 166,21% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 987 275,00    | 532 015,22   | 0,00                  | 53,89%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Concernant « La Loire à Vélo » le Département de l'Indre-et-Loire a poursuivi le programme d'amélioration des revêtements à l'ouest de Tours et réalisé la première tranche de la liaison qui reliera à terme Amboise à Chenonceau.

Dans la continuité de l'Eure-et-Loir, l'itinéraire de « Saint Jacques à vélo via Chartres » a été jalonné sur la traversée du Loir-et-Cher. Sans attendre l'achèvement de l'ensemble de la véloroute, un carnet de route cartographique décrivant l'itinéraire sur 380 km et un dossier de presse spécifique ont été diffusés pour engager la médiatisation et la fréquentation de cette nouvelle voie cyclable.

L'agglomération de Montargis a achevé la première tranche de travaux de la voie verte longeant le canal du Loing vers Cepoy sur une dizaine de kilomètres.

Fin 2014, le projet touristique Vélocentre compte environ 3 470 Km aménagés. Il s'organise autour de plusieurs véloroutes longue distance (Loire à Vélo, Saint Jacques via Chartres, Indre à vélo, Touraine Berry à vélo) et une centaine de boucles locales. L'offre des boucles s'est particulièrement étendue sur la Brenne, le Chinonais et le Perche.

### Programme : Promotion et animation touristique

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |       | Libellé                                                     | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification   | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|-------|-------------------------------------------------------------|----------------------------------|----------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2013 | 1235  | CAP INNOVATION TOURISTIQUE FONCTIONNEMENT                   | 100 000,00                       |                | 100 000,00                       | 90 033,67                     |
| AE           | 2014 | 1242  | MARQUE TOURAINE                                             | -                                | 40 000,00      | 40 000,00                        | 40 000,00                     |
| AP           | 2013 | 1229  | CAP INNOVATION TOURISTIQUE INVESTISSEMENT                   | 500 000,00                       |                | 500 000,00                       | 307 548,42                    |
| AP           | 2013 | 28001 | CG 28 VALORISATION DU PAR CET DU CHATEAU DE LA FERTE VIDAME | 1 200 000,00                     | - 1 090 000,00 | 110 000,00                       | 110 000,00                    |
| AP           | 2013 | 28021 | CG 28 - APPLICATION SMARTPHONE                              | 50 000,00                        | - 45 500,00    | 4 500,00                         | 4 421,90                      |

## La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 1 010 750,00  | 329 302,30   | 0,00                  | 32,58% | 0,00          | 1 546,38         | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 4 403 318,50  | 4 242 288,22 | 51 673,00             | 97,52% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 5 414 068,50  | 4 571 590,52 | 51 673,00             | 85,39% | 0,00          | 1 546,38         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Au titre du dispositif CAP' Innovation Touristique, 7 nouveaux projets ont été financés par la Région en 2014 pour un total de 134 318 €. Ils ont porté sur la mise en valeur du patrimoine culturel (mise en accessibilité, créations de nouveaux services), le tourisme de nature, avec la mise en œuvre de la certification « Qualinat » et le « e-tourisme ».

Afin de soutenir l'innovation dans les sites de visite, la région Centre-Val de Loire et les départements du Loir-et-Cher et de l'Indre-et-Loire ont signé un partenariat pour soutenir l'émergence d'un cluster Tourisme, patrimoines et sites de visite. L'animation est portée par le Comité Régional du Tourisme (CRT) qui a bénéficié d'une subvention complémentaire en 2014 pour financer le poste d'animateur.

En matière de promotion touristique, le CRT a poursuivi la mise en œuvre de la stratégie qui consiste à investir fortement sur les cinq marques touristiques majeures et jouer la capillarité au bénéfice de l'ensemble des acteurs touristiques régionaux.

Les travaux engagés en partenariat avec l'Etat et la région Pays de la Loire pour la création de la marque Val de Loire ont permis de réaliser le code de marque et d'obtenir la signature d'un contrat de destination qui reconnaît le Val de Loire comme l'une des 11 destinations françaises majeures.

Le CRT a également participé aux groupes de travail pour l'étude sur la marque Sologne (co-financée par la Région au titre de la convention Région/Département 41) et au projet de contrat de destination Perche.

Concernant la formation des acteurs touristiques, le CRT a reconduit et enrichi le programme sur l'e-tourisme et le tourisme durable. La formation des guides de tourisme de nature en Brenne s'est traduite par la labellisation Qualinat de 21 guides en 2014.

Par ailleurs, la démarche Qualité Tourisme a été poursuivie avec l'Agence Départementale de Tourisme de Touraine qui accompagne les sites de visites du Val de Loire dans l'obtention du label « Qualité Sites en région Centre-Val de Loire ».

La Région Centre-Val de Loire a confirmé son soutien aux différents réseaux participants à la mise en œuvre de la stratégie régionale de tourisme durable :

- L'Union Nationale des Associations de Tourisme (UNAT-Centre) a bénéficié d'une subvention de 0,069 M€ pour la mise en œuvre de son programme d'actions annuel, en faveur du tourisme associatif et à vocation sociale.
- Le réseau Accueil Paysan a été subventionné à hauteur de 25 000 € pour développer et structurer son réseau pour l'accueil et l'hébergement touristique sur le territoire régional
- L'Association Régionale du Fleurissement a poursuivi les deux actions pour lesquelles elle bénéficie d'un financement de la Région pour un montant de 0,050 M€ :

- l'organisation du volet régional du concours national des villes et villages fleuris,
- l'organisation des Assises Régionales du Fleurissement, dont la 20<sup>ème</sup> édition s'est déroulée à Tours, sur le thème du paysage et du végétal, source de bien-être.

### Programme : Renforcer l'offre d'hébergement

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                             | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|-------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 0068 | CAP HEBERGEMENTS TOURISTIQUES       | 1 300 000,00                     | 400 000,00   | 1 700 000,00                     | 1 357 062,46                  |
| AP           | 2014 | 0984 | CAP HEBERGEMENTS TOURISME POUR TOUS | 500 000,00                       | - 500 000,00 | -                                | -                             |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 2 005 000,00  | 1 434 551,40 | 0,00                  | 71,55% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 2 005 000,00  | 1 434 551,40 | 0,00                  | 71,55% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Dans le cadre du dispositif d'aide CAP « Hébergements Touristiques », 26 nouveaux projets de création ou de modernisation ont été financés par la Région, pour un montant total engagé de 1 025 569 €.

Ces financements se répartissent entre les hébergements labellisés (302 273 €), l'hôtellerie (497 645 €) et les établissements de plein air (225 651 €).

### Programme : Itinérances douces

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                                       | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|---------------------------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 0078 | ITINERAIRES DE RANDONNEES                                     | 10 000,00                        | 24 000,00    | 34 000,00                        | 7 387,00                      |
| AP           | 2014 | 1348 | APPUI A LA STRUCTURATION DE L'OFFRE BATELLERIE TRADITIONNELLE | -                                | 50 000,00    | 50 000,00                        | -                             |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 58 700,00     | 53 926,25    | 0,00                  | 91,87%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 25 120,50     | 17 122,00    | 60 223,50             | 307,90% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 83 820,50     | 71 048,25    | 60 223,50             | 156,61% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

En matière de randonnée pédestre, l'appui auprès du Comité de Randonnée Pédestre permet de poursuivre le programme d'amélioration et de requalification des grandes randonnées (chemins/sentiers de grande randonnée) et GR de Pays majeurs et d'engager le projet de numérisation des principaux GR régionaux dans le cadre d'un programme pluriannuel et d'envergure nationale.

# **ECONOMIE INNOVATION**

## BILAN

L'emploi a été une nouvelle fois au cœur de la politique économique régionale.

La Région a poursuivi son soutien, aux petites et moyennes entreprises (PME) créant des emplois et mettant en place des plans de formation pour favoriser le développement des compétences de leurs salariés, et auprès des associations et structures de l'économie sociale et solidaire créatrices d'emploi.

Ce sont ainsi plus de 1 000 postes de travail qui ont été aidés en 2014.

L'innovation et l'exportation ont constitué deux axes forts de l'appui de la Région auprès des PME.

Un second appel à projets PME Innovation a été lancé, ouvert aux secteurs de l'économie circulaire et de l'économie sociale et solidaire. Il vient compléter et donne une visibilité accrue aux soutiens permanents apportés tout au long de l'année par la Région à travers ses contrats d'appui aux projets.

Par ailleurs, plus de 500 entreprises ont bénéficié d'un dispositif régional de soutien à l'export.

La Région a également porté une forte attention au renouvellement de son tissu économique en soutenant plus de 300 créations reprises dans les secteurs industriel, artisanal et agricole et aux difficultés des PME en souscrivant dans un nouveau fonds d'investissement destiné au renforcement des fonds propres des PME rencontrant des difficultés temporaires.

De manière plus générale, la Région a procédé à une importante refonte de ses aides en les simplifiant pour en renforcer leur accès et accélérer les processus d'instruction, de décision et de versement et en valorisant davantage les pratiques des entreprises régionales en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

L'accompagnement des filières reste le pilier de la politique agricole régionale. La Région a ainsi renouvelé 3 CAP filières.

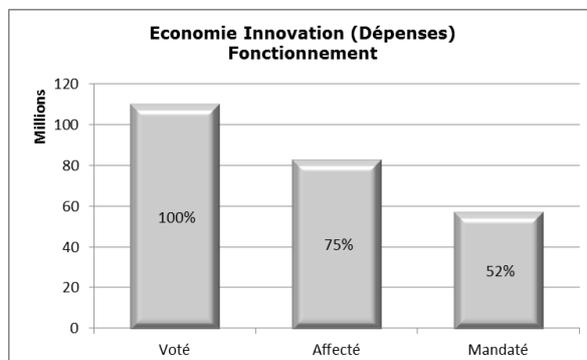
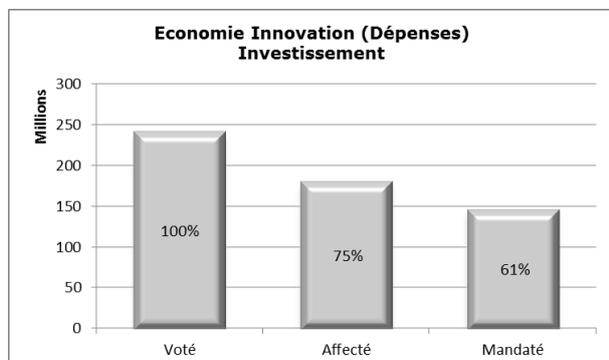
L'agriculture biologique a poursuivi sa progression avec 118 exploitations nouvelles certifiées.

La promotion des produits régionaux avec la marque « © du Centre » a franchi, avec plus de 100 adhérents, une étape importante qui renforce sa visibilité sur les salons de la gastronomie de notre région.

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 240 757 788,59                                | 180 208 464,09                    | 60 549 324,50                                           | 145 962 244,82                    | 94 795 543,77                                           | 34 246 219,27                                              |
| AE    | 109 715 386,00                                | 82 568 712,58                     | 27 146 673,42                                           | 57 071 302,42                     | 52 644 083,58                                           | 25 497 410,16                                              |

\*AP ou AE qui font encore l'objet de mandatement



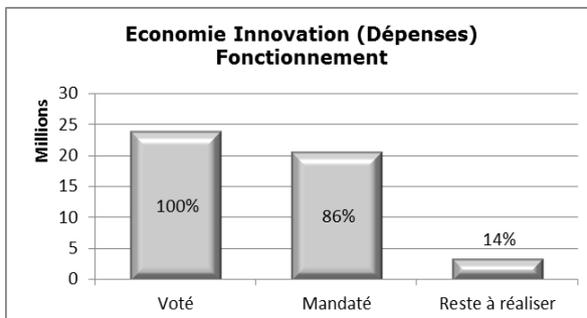
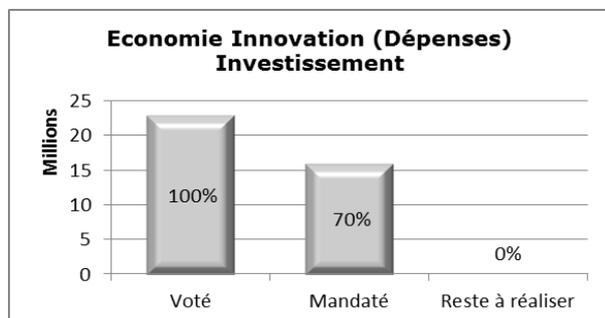
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 23 000 000,00 | 16 104 327,54 | 1 196,40              | 70,02% | 8 357 609,00  | 8 154 405,06     | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 23 914 037,12 | 20 530 867,48 | 3 367 904,10          | 99,94% | 2 115,00      | 36 036,83        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 46 914 037,12 | 36 635 195,02 | 3 369 100,50          | 85,27% | 8 359 724,00  | 8 190 441,89     | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Rattaché + Reste à réaliser)/Voté



## DETAILS PAR PROGRAMME

### Programme : Création et reprise d'entreprises artisanales

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                              | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|--------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 0791 | PLATES FORMES D INITIATIVES          | 400 000,00                       |              | 400 000,00                       | 200 000,00                    |
| AP           | 2014 | 0830 | FONDS REGIONAL DE GARANTIE ARTISANAT | 550 000,00                       |              | 550 000,00                       | 500 000,00                    |
| AP           | 2014 | 1769 | CAP ARTISANAT CREATION               | 2 500 000,00                     | - 500 000,00 | 2 000 000,00                     | 1 768 370,62                  |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 3 386 000,00  | 2 284 061,86 | 0,00                  | 67,46% | 2 437 673,00  | 2 779 096,15     | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 582 515,97    | 310 181,26   | 230 812,67            | 92,87% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 3 968 515,97  | 2 594 243,12 | 230 812,67            | 71,19% | 2 437 673,00  | 2 779 096,15     | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Le dispositif CAP Artisanat Création attribué sous forme d'avances remboursables et de subventions vise à renforcer la capacité financière des entreprises en création ou en reprise. En 2014, 99 entreprises ont bénéficié de ce dispositif pour un montant total accordé de 1,76 M€.

Huit Plateformes d'Initiatives Locales (PFIL) sont aujourd'hui en activité sur le territoire régional, coordonnées par l'association régionale Centre Initiative. En 2014, la Région a apporté une aide au fonctionnement de ces structures pour un total de 0,190 M€ et a contribué à la dotation du fonds régional Centre Reprise Transmission pour un montant de 0,200 M€.

Par ailleurs, la Région finance un programme régional de transmission – reprise d'entreprises porté par la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie (CRCI) et la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat (CRMA) pour un montant de 0,126 M€ en 2014.

### Programme : Développement et adaptation des entreprises artisanales

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                    | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|--------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 1761 | CAP ARTISANAT DEVELOPPEMENT FONCTIONNEMENT | 200 000,00                       |              | 200 000,00                       | 79 773,00                     |
| AP           | 2014 | 1759 | CAP ARTISANAT DEVELOPPEMENT                | 2 000 000,00                     | 500 000,00   | 2 500 000,00                     | 1 248 760,00                  |

## La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |                  |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|------------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (1) | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 1 639 980,00  | 788 498,11       | 0,00                  | 48,08% | 539 550,00    | 519 135,51       | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 216 647,52  | 693 143,88       | 427 888,77            | 92,14% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 2 856 627,52  | 1 481 641,99     | 427 888,77            | 66,85% | 539 550,00    | 519 135,51       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Le dispositif CAP Artisanat Développement offre à l'entreprise la capacité d'une approche globale de son développement en soutenant, à la fois l'investissement, le recours en conseils spécialisés et les besoins en développement commercial (site Internet, participation à un salon).

- 59 entreprises ont bénéficié d'un CAP Artisanat Développement pour un montant global affecté de 1,315 M€.
- 6 entreprises ont pu bénéficier d'une aide aux conseils pour un montant global de près de 0,023 M€, 23 entreprises ont également bénéficié d'une aide au développement commercial pour 0,088 M€.
- 59 entreprises ont enfin fait l'objet d'un Contrat d'Accompagnement au développement avec leur chambre de métiers pour un montant total de 0,059 M€.

La Région a poursuivi son financement des programmes régionaux portés par le réseau des Chambres de Métiers et la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat sur l'Environnement et Développement Durable pour un montant de 0,086 M€ et sur la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences pour un montant de 0,050 M€.

La Région accompagne également depuis sa création l'association ARDAN Centre, (Association Régionale pour le Développement d'Activités Nouvelles). Cette structure accompagne la mise en œuvre de projets d'activités nouvelles identifiés dans les entreprises par la mise à disposition de demandeurs d'emploi pour une période de 6 mois sous statut de stagiaire formation professionnelle. En 2014, 0,200 M€ ont été accordés à ARDAN Centre pour la réalisation de son activité.

### Programme : Promotion de l'artisanat

## La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |                  |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|------------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (1) | RESTE A REALISER 2014 | % (2)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 408 520,24    | 294 436,40       | 118 985,80            | 101,20% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 408 520,24    | 294 436,40       | 118 985,80            | 101,20% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Dans le cadre du Contrat de Promotion de l'Artisanat, la Région apporte son soutien aux entreprises artisanales qui souhaitent collectivement participer à des salons régionaux et nationaux. En 2014, 10 opérations collectives ont été financées (Salon du Patrimoine, Salons de la gastronomie, etc.) pour un total de 0,101 M€.

- La Région a également participé au financement de 2 opérations de valorisation du secteur pour un montant total de 0,048 M€ (les Artisanales de Chartres, le concours Talent).

- Enfin, pour assurer la mise en œuvre des différents outils qui composent la politique régionale de l'artisanat, la Région participe au financement de l'animation économique des six Chambres départementales de Métiers et de l'Artisanat pour un montant global de 0,141 M€.

### Programme : Démarche filière

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 0,00          | 1 401,28     | 1 196,40              | 0,00%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 041 419,89  | 512 483,80   | 518 608,80            | 99,01% | 0,00          | 21 150,00        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 1 041 419,89  | 513 885,08   | 519 805,20            | 99,26% | 0,00          | 21 150,00        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

La « Démarche de Filière » accompagne la structuration de filières dans le secteur de l'artisanat dont l'objectif est d'apporter une réponse à des problématiques et besoins liés aux spécificités des métiers qui le composent.

Trois programmes régionaux collectifs de filières (Alimentaire, Métiers d'Art, Production) sont à ce jour mis en œuvre par le réseau des chambres de métiers et ont ainsi été financés respectivement par la Région à hauteur de 0,078 M€, 0,69 M€ et 0,042 M€.

Au titre de son action en faveur des Métiers d'art, la Région a organisé la treizième édition du salon régional dédié aux métiers d'art (0,315 M€).

### Programme : Economie sociale et solidaire

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |       | Libellé                                                         | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|-------|-----------------------------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 1790  | CONTRIBUTION AUX APPELS A PROJETS ESS                           | -                                | 200 000,00   | 200 000,00                       | 60 000,00                     |
| AE           | 2014 | 3706  | GROUPEMENTS D'EMPLOYEURS / COOPERATIVES D'ACTIVITES ET D'EMPLOI | 150 000,00                       | 30 000,00    | 180 000,00                       | 158 785,00                    |
| AP           | 2014 | 0929  | CAP SOLIDAIRE                                                   | 150 000,00                       |              | 150 000,00                       | 63 000,00                     |
| AP           | 2014 | 1260  | SCOP                                                            | 150 000,00                       |              | 150 000,00                       | 141 000,00                    |
| AP           | 2014 | 14600 | CENTR/ACTIF                                                     | 100 000,00                       | 20 000,00    | 120 000,00                       | 120 000,00                    |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 400 000,00    | 203 000,00   | 0,00                  | 50,75%  | 1 500,00      | 1 500,00         | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 2 247 850,00  | 1 476 490,96 | 830 250,00            | 102,62% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 2 647 850,00  | 1 679 490,96 | 830 250,00            | 94,78%  | 1 500,00      | 1 500,00         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Plusieurs conventions de partenariat lient chaque année la Région avec les principales têtes de réseaux régionales associatives et de l'Economie Sociale et Solidaire et contribuent au financement de leur programme d'actions :

- la Conférence Permanente des Coordinations Associatives (CPCA) : 0,330 M€,
- la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Centre (CRESS Centre) : 0,120 M€,
- L'association Centre Réseau Economie Solidaire (CRE-SOL): 0,050 M€,
- L'association régionale Centre Actif, fonds territorial de France Active : 0,070 M€ pour son fonctionnement, 0,120 M€ destinée à alimenter les lignes de Contrats d'Apport Associatif (0,050 M€), de Fonds de garantie TPE (0,070 M€),
- L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique, (ADIE Centre) : 0,045 M€,
- L'Union Régionale des Entreprises d'Insertion Centre (UREI Centre) : 0,030 M€,
- l'Union régionale des entreprises coopératives (URSCOP) : 0,050 M€.

En 2014, 63 CAP Solidaire ont été accordés, pour un montant total de 0,63 M€. Ce dispositif est une aide destinée à renforcer les fonds propres des porteurs de projet créateurs de micro entreprises (personnes ne disposant pas ou de peu d'apport personnel, ou n'ayant pas accès au crédit bancaire classique).

Enfin, 29 opérations ont été soutenues par la Région Centre-Val de Loire dans le cadre du dispositif Lutte contre les exclusions pour un montant total de 0,150 M€.

### Programme : CAP'Asso

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé  | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|----------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 0584 | CAP ASSO | 7 000 000,00                     | 3 000 000,00 | 10 000 000,00                    | 9 030 055,00                  |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 9 527 644,00  | 9 571 570,96 | 0,00                  | 100,46% | 0,00          | 7 649,83         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 9 527 644,00  | 9 571 570,96 | 0,00                  | 100,46% | 0,00          | 7 649,83         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Le dispositif CAP'Asso est une aide au projet d'activité mis en place par les associations dans l'objectif de favoriser la création et/ou de la consolidation d'emplois durables (CDI). La durée de l'aide est de 3 ans maximum, éventuellement renouvelable.

En 2014, ce sont 357 postes qui ont été aidés, dont 220 en renouvellement, à partir de 303 projets aidés et 9,065 M€ de subventions accordées.

## Programme : Création et reprise des entreprises industrielles et de services

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                    | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|----------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 0704 | FONDS REGIONAL DE GARANTIE | 1 000 000,00                     |              | 1 000 000,00                     | -                             |
| AP           | 2014 | 1789 | AIDE A LA CREATION         | 50 000,00                        |              | 50 000,00                        | 39 000,00                     |
| AP           | 2014 | 4000 | CAP CREATION REPRISE       | 1 000 000,00                     | 500 000,00   | 1 500 000,00                     | 940 000,00                    |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 1 150 000,00  | 993 220,76   | 0,00                  | 86,37% | 324 492,00    | 308 379,50       | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 163 902,36    | 86 407,92    | 63 070,00             | 91,20% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 1 313 902,36  | 1 079 628,68 | 63 070,00             | 86,97% | 324 492,00    | 308 379,50       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Le CAP Création/Reprise des entreprises permet de renforcer la capacité financière des entreprises. Pour l'exercice 2014, 20 entreprises ont bénéficié de ce dispositif pour un montant total de 0,940 M€.

Suite à un accroissement des actions d'information autour de ce dispositif auprès des acteurs économiques locaux, l'affectation budgétaire est en hausse de 25% par rapport à 2013, et 116% par rapport à 2013.

## Programme : Développement et adaptation des entreprises industrielles et de services

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                            | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 4003 | CAP FORMATION                      | 1 000 000,00                     |              | 1 000 000,00                     | 643 001,60                    |
| AP           | 2014 | 0719 | CENTRECO                           | 20 000,00                        |              | 20 000,00                        | 9 857,19                      |
| AP           | 2014 | 1262 | APPEL A PROJET INNOVATION          | -                                | 5 000 000,00 | 5 000 000,00                     | 1 500 000,00                  |
| AP           | 2014 | 1361 | APPEL A PROJET ECONOMIE CIRCULAIRE | -                                | 1 000 000,00 | 1 000 000,00                     | -                             |
| AP           | 2014 | 4001 | CAP DEVELOPPEMENT                  | 7 000 000,00                     | 2 000 000,00 | 9 000 000,00                     | 8 612 976,50                  |
| AP           | 2014 | 4002 | CAP EMPLOI                         | 3 000 000,00                     | - 500 000,00 | 2 500 000,00                     | 1 525 500,00                  |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 12 420 000,00 | 9 423 269,43  | 0,00                  | 75,87% | 5 021 598,00  | 4 436 810,34     | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 4 962 383,34  | 4 225 077,95  | 521 276,76            | 95,65% | 2 115,00      | 4 457,77         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 17 382 383,34 | 13 648 347,38 | 521 276,76            | 81,52% | 5 023 713,00  | 4 441 268,11     | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

La Région Centre-Val de Loire a souscrit 1,5 M€ en 2014 dans un nouveau fonds d'investissement appelé « Opportunités régions 2 ». Cet outil est destiné au renforcement des fonds propres des PME en difficultés, en transition ou en consolidation.

Opportunités régions 2 investit des montants allant de 500 000 euros à 5 millions d'euros, en participations minoritaires ou majoritaires.

Le CAP Développement est un appui aux projets de développement des entreprises. Il permet notamment d'accompagner les entreprises régionales dans leur programme :

- d'investissement matériel et/ou immobilier en région Centre-Val de Loire.
- de développement à l'international.
- d'innovation.
- pour recourir au conseil de consultants externes.

Pour le développement international des entreprises, 2,7 M€ ont été accordés sur l'année 2014 à 284 entreprises au travers d'un dispositif régional de soutien à l'export. Les projets d'investissements ont bénéficié de 3 M€, permettant d'accompagner 18 entreprises. 3 PME (petites et moyennes entreprises) ont pu bénéficier d'une subvention pour accompagner le recours à un consultant externe.

En 2014, une deuxième édition de l'appel à projets PME Innovation dotée d'un budget global de 5 M€ a été lancée avec une ouverture aux secteurs de l'économie circulaire et de l'économie sociale et solidaire. Le dépôt, l'instruction et l'examen des dossiers se sont déroulés entre la fin de l'année et début 2015 ; ce qui explique un niveau d'affectation relativement faible à la clôture des comptes 2014.

La Région met également en œuvre plusieurs dispositifs afin d'accompagner les projets des entreprises dans le contexte des mutations économiques et sociales.

En 2014, 15 entreprises porteuses de programmes d'embauches significatifs ont bénéficié d'un CAP'EMPLOI Centre pour un montant total de 1 480 500 €, correspondant à 371 emplois créés ou repris.

La Région a renouvelé son soutien au fonctionnement de l'ARACT Centre à hauteur de 190 000 €. Sa mission est d'accompagner les évolutions socio-économiques en conciliant qualité de vie des salariés et performance des entreprises. Pour ce faire, ses actions ont notamment porté sur l'amélioration des conditions de travail, la prévention des risques et la santé au travail, la gestion des âges, l'égalité femmes/hommes, la Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) et la GPEC Territoriale, la modernisation technologique et l'organisation du travail.

Le CAP'FORMATION Centre vise à accompagner les plans de formation s'inscrivant dans une stratégie de développement clairement définie de l'entreprise pour renforcer les compétences et l'employabilité des salariés. Il participe ainsi à la sécurisation des parcours professionnels. 8 projets ont été soutenus en 2014 pour un montant de 643 001 €, soit 1 047 salariés concernés.

En fonctionnement, les crédits attribués à Centréco ont permis de financer les activités du service études et promotion économique, le programme d'actions et de communication autour de la signature régionale «© du Centre ». Concernant sa mission d'appui au développement export, l'agence a organisé, en 2014, 52 opérations dont huit inscrites pour la première fois au programme.

En 2014, au titre des actions collectives, 9 opérations ont été soutenues à hauteur de 560 479 €. Ces opérations visent en particulier à encourager le développement de clusters, structures de coopération entre les acteurs locaux autour de projets structurants à l'échelle régionale. 7 clusters ont ainsi été accompagnés par la Région : Valbiom, Shop Expert Valley, Polepharma, Nékoé, Aérocentre, l'ARIAC et AGHIR. D'autres opérations portées par le CETIM ou encore la CCI Centre ont également été organisées.

La Région a également financé six opérations à hauteur de 263 650 € au titre des opérations d'animation et de promotion économique du Fonds Sud. Toutes les actions financées sont récurrentes (marque Berry, programmes d'actions des agences de développement de l'Indre et du Cher, programme d'actions du parvis des métiers à Bourges, etc...)

Un peu plus de 4,4 M€ de recettes ont été perçues au titre des remboursements d'avances remboursables, majoritairement sur les CAP développement (3,9 M€) et les CAP Emploi Centre (0,261 M€) ainsi que sur des dispositifs plus anciens de soutien (FERI (fonds économique régional d'intervention), ARI, ou encore de soutien à l'export (Cordex et Fraex).

### Programme : Organisation et développement des filières agricoles

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (2)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 104 020,00    | 96 451,65    | 0,00                  | 92,72% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 104 020,00    | 96 451,65    | 0,00                  | 92,72% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Il s'agit d'un dernier programme relatif à la convention Région/Département de l'Indre avec un financement des études et des opérations connexes aux remembrements.

### Programme : Promotion des produits agricoles et de l'agriculture régionale

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé   | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|-----------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2014 | 1263 | PROMOTION | 350 000,00                       |              | 350 000,00                       | 6 065,00                      |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 0,00          | 6 316,78     | 0,00                  | 0,00%   | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 252 361,00  | 966 598,48   | 410 979,00            | 110,00% | 0,00          | 861,23           | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 1 252 361,00  | 972 915,26   | 410 979,00            | 110,50% | 0,00          | 861,23           | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

En 2014, en dehors des opérations de promotion inscrites dans chacun des CAP filières, le travail autour de la signature « © du Centre » s'est poursuivi ainsi que la participation à certains événements tels les salons gastronomiques d'Orléans, Bourges, Ferme Expo Tours, Romorantin, le salon International de l'Agriculture.

La Région Centre-Val de Loire a par ailleurs accompagné une nouvelle manifestation organisée pour la première fois, en région : l'Open Agrifood, rendez-vous national et international de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Distribution Responsables les 20 et 21 novembre 2014.

## Programme : Installation

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                           | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|-----------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 1268 | APPUI A L'EMPLOI ET INSTALLATIONS | 2 450 000,00                     |              | 2 450 000,00                     | 425 777,05                    |
| AP           | 2014 | 1264 | FONCIER AGRICULTURE DURABLE       | 1 400 000,00                     |              | 1 400 000,00                     | -                             |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 200 000,00    | 0,00         | 0,00                  | 0,00%   | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 704 745,00    | 660 118,64   | 136 436,50            | 113,03% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 904 745,00    | 660 118,64   | 136 436,50            | 88,04%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)  
 (2) Titres émis  
 (3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

L'année 2014 a été une année de déploiement et de poursuite des actions inscrites dans la stratégie régionale de développement agricole. 205 exploitants ont pu bénéficier d'un accompagnement et d'un suivi personnalisés dans le cadre du CAP Installation, dispositif rénové récemment.

## Programme : Développement de l'agriculture biologique

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé        | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|----------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 1275 | CAP CONVERSION | 600 000,00                       |              | 600 000,00                       | 240 000,00                    |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 057 534,80  | 681 188,71   | 99 595,80             | 73,83% | 0,00          | 1 918,00         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 1 057 534,80  | 681 188,71   | 99 595,80             | 73,83% | 0,00          | 1 918,00         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)  
 (2) Titres émis  
 (3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Dans le domaine de l'agriculture biologique, 2014 a été une année de poursuite des dispositifs existants. Le soutien à la certification a permis d'aider 118 exploitations.

A noter qu'entre 1997 et 2012, le nombre de producteurs bio est passé de 197 à 765. Les surfaces cultivées en bio en région Centre-Val de Loire, ont régulièrement progressé en 5 ans, passant de 21 071 ha en 2007 à 37 258 ha en 2012, soit une augmentation de 76,82 %.

## Programme : CAP Filières

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                               | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification   | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|-------------------------------------------------------|----------------------------------|----------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 1277 | CAP FILIERES ANIMATION - STRUCTURATION - VALORISATION | 6 000 000,00                     |                | 6 000 000,00                     | 799 774,73                    |
| AE           | 2014 | 1278 | CAP FILIERES - EXPERIMENTATION (FONCT)                | 7 000 000,00                     |                | 7 000 000,00                     | 851 065,00                    |
| AP           | 2014 | 1265 | CAP FILIERES - MATERIEL                               | 20 000 000,00                    | - 6 780 000,00 | 13 220 000,00                    | 939 474,24                    |
| AP           | 2014 | 1266 | CAP FILIERES - EXPERIMENTATION (INVEST)               | 700 000,00                       |                | 700 000,00                       | 31 178,00                     |
| AP           | 2014 | 1267 | CAP FILIERES APPUI TECHNIQUE                          | 3 150 000,00                     |                | 3 150 000,00                     | 292 533,00                    |
| AP           | 2014 | 1350 | CAP BOVIN VIANDE 2                                    | -                                | 800 000,00     | 800 000,00                       | 190 095,00                    |
| AP           | 2014 | 1351 | CAP ARBORICULTURE 2                                   | -                                | 480 000,00     | 480 000,00                       | 82 912,00                     |
| AP           | 2014 | 1352 | CAP EQUIN 2                                           | -                                | 495 000,00     | 495 000,00                       | 44 617,00                     |
| AP           | 2014 | 1353 | CAP VIANNDES BLANCHES 2                               | -                                | 1 200 000,00   | 1 200 000,00                     | 215 525,00                    |
| AP           | 2014 | 1354 | CAP OVIN 2                                            | -                                | 480 000,00     | 480 000,00                       | 33 553,00                     |
| AP           | 2014 | 1355 | CAP CAPRIN 2                                          | -                                | 365 000,00     | 365 000,00                       | 94 963,00                     |
| AP           | 2014 | 1356 | CAP HORTICULTURE 2                                    | -                                | 330 000,00     | 330 000,00                       | 36 311,00                     |
| AP           | 2014 | 1357 | CAP FORET BOIS 2                                      | -                                | 1 600 000,00   | 1 600 000,00                     | 135 000,00                    |
| AP           | 2014 | 1358 | CAP APICULTURE 2                                      | -                                | 100 000,00     | 100 000,00                       | 928,00                        |
| AP           | 2014 | 1359 | CAP VITICULTURE 2                                     | -                                | 430 000,00     | 430 000,00                       | 79 983,00                     |
| AP           | 2014 | 1360 | CAP LEGUMES 2                                         | -                                | 500 000,00     | 500 000,00                       | -                             |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 3 500 000,00  | 2 308 107,67 | 0,00                  | 65,95%  | 32 796,00     | 109 483,56       | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 680 000,00    | 1 025 940,02 | 0,00                  | 150,87% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 4 180 000,00  | 3 334 047,69 | 0,00                  | 79,76%  | 32 796,00     | 109 483,56       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Cœur de la stratégie de développement de l'agriculture et de la forêt en région Centre-Val de Loire, le programme CAP Filières traduit la mise en place des projets par les différents acteurs de la production régionale.

L'année 2014 a vu l'adoption des CAP Viticulture, Légumes, Bovin Lait seconde génération ainsi que la poursuite des efforts dans les onze autres filières.

Au total, ce sont 236 dossiers d'investissements dans les exploitations qui ont été soutenus sur l'année 2014 pour un montant de 1,9 M€.

## Programme : PEE Valorisation de la biomasse agricole et forestière

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |                  |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|------------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (1) | RESTE A REALISER 2014 | % (2)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 200 000,00    | 0,00             | 0,00                  | 0,00%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 68 513,00     | 27 228,50        | 10 000,00             | 54,34% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 268 513,00    | 27 228,50        | 10 000,00             | 13,86% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

La Région reconnaît l'importance des enjeux relatifs à la maîtrise de l'énergie, à la production d'énergie renouvelable, à la production d'écomatériaux et au développement de l'écoconstruction et de l'auto construction.

En 2014, la Région a accompagné une action sur la valorisation des ressources agricoles locales (énergies et agro matériaux).

**EUROPE ET COOPERATION  
DECENTRALISEE**

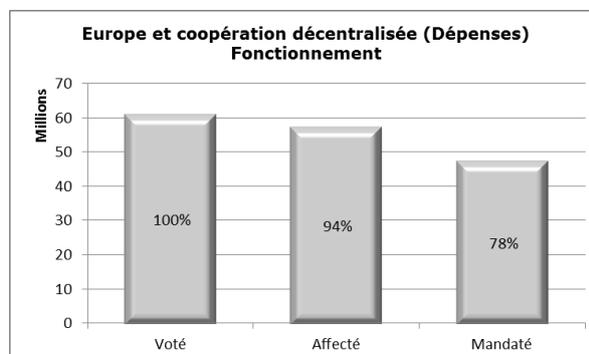
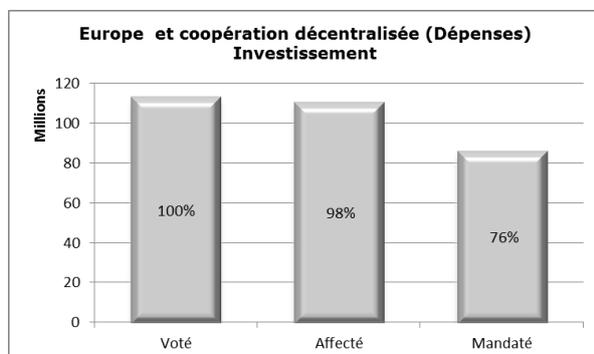
## BILAN

L'intervention de la Région Centre-Val de Loire en faveur de la construction européenne s'organise autour de deux ambitions fortes. La première s'articule autour de l'information et de la sensibilisation des acteurs régionaux aux enjeux européens. La seconde vise à saisir les opportunités financières proposées par l'Europe, notamment à travers les fonds délégués à la Région.

- ✓ Informer et sensibiliser les citoyens à l'Europe : la Région Centre-Val de Loire contribue aux actions d'information et de sensibilisation en direction de publics cibles tels que les jeunes, dans le cadre des dispositifs spécifiques.
- ✓ Animer et fédérer les énergies européennes en région : en 2014, la Région a poursuivi son travail d'animation en fédérant les acteurs régionaux œuvrant sur les thématiques européennes, au travers du réseau Europe O Centre (près de 300 membres). Par ailleurs, la Région Centre-Val de Loire a proposé les rendez-vous trimestriels des « Matins de l'Europe », colloque ayant pour ambition de donner un éclairage européen à une thématique intéressant le territoire régional.
- ✓ Participer aux travaux des principaux organismes de coopération institutionnelle entre régions d'Europe : depuis plusieurs années, la Région est membre d'organismes de coopération institutionnelle tels que l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE). Ces structures permettent à la Région de mieux défendre ses intérêts et de relayer les enjeux prioritaires auxquels elle est confrontée.
- ✓ Être présent et intervenir à Bruxelles : l'Antenne interrégionale Auvergne-Centre-Limousin a maintenu son niveau d'activité en continuant à accueillir des acteurs de la Région Centre-Val de Loire et en assurant le relais de la collectivité auprès des instances communautaires, notamment dans le cadre de la négociation des programmes 2014-2020.
- ✓ Gérer et piloter des programmes européens, capter les financements communautaires : depuis 2007, la Région Centre-Val de Loire gère 127 millions d'euros de fonds structurels sur la période 2007-2013 dans le cadre d'une enveloppe confiée par le Préfet au Président de Région. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la Région Centre-Val de Loire a vu ses compétences renforcées. Elle est désormais responsable de la gestion de l'intégralité des fonds européens de la période 2014-2020, soit plus de 600 M€ (PO FEDER/FSE Centre-Val de Loire, PDR FEADER Centre-Val de Loire, PO FEDER Loire). L'année 2014 a été marquée par la finalisation des négociations des programmes avec la Commission européenne ; les premiers dossiers seront engagés dès début 2015.
- ✓ Favoriser les échanges et la mobilité des jeunes : la Région Centre-Val de Loire a notamment mobilisé les financements du nouveau programme européen ERASMUS+ pour les publics apprentis, post-apprentis et lycéens à travers plusieurs appels à projets.

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 112 754 046,52                                | 110 157 604,12                    | 2 596 442,40                                            | 85 803 907,05                     | 26 950 139,47                                           | 24 353 697,07                                              |
| AE    | 60 813 022,68                                 | 57 138 752,23                     | 3 674 270,45                                            | 47 193 439,56                     | 13 619 583,12                                           | 9 945 312,67                                               |



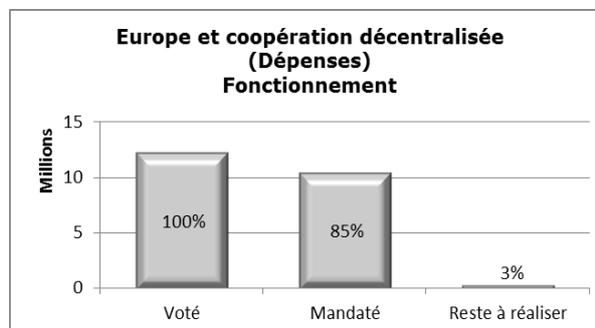
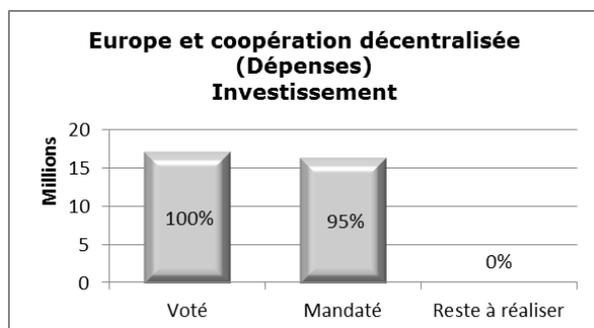
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 17 210 000,00 | 16 377 513,31 | 14 460,00             | 95,25% | 17 075 000,00 | 13 056 944,18    | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 12 124 179,20 | 10 331 133,17 | 303 666,60            | 87,72% | 15 840 000,00 | 14 262 084,20    | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 29 334 179,20 | 26 708 646,48 | 318 126,60            | 92,13% | 32 915 000,00 | 27 319 028,38    | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté



## DETAILS PAR PROGRAMME

### Programme : Programmes communautaires européens

#### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                   | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|---------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2008 | 8006 | MESURE 112 FSE 2007-2013  | 908 683,00                       | - 50 000,00  | 858 683,00                       | 841 760,84                    |
| AE           | 2008 | 8007 | MESURE 121 FSE 2007-2013  | 9 910 000,00                     | - 225 000,00 | 9 685 000,00                     | 9 462 370,85                  |
| AE           | 2008 | 8008 | MESURE 123 FSE 2007-2013  | 480 000,00                       | 35 000,00    | 515 000,00                       | 510 779,40                    |
| AE           | 2008 | 8009 | MESURE 124 FSE 2007-2013  | 460 000,00                       | - 430 000,00 | 30 000,00                        | 29 900,82                     |
| AE           | 2008 | 8010 | MESURE 131 FSE 2007-2013  | 7 043 709,00                     | - 430 000,00 | 6 613 709,00                     | 6 370 299,29                  |
| AE           | 2008 | 8011 | MESURE 221 FSE 2007-2013  | 27 127 608,00                    | - 268 800,00 | 26 858 808,00                    | 26 020 804,29                 |
| AE           | 2008 | 8012 | MESURE 222 FSE 2007-2013  | 2 000 000,00                     | - 210 000,00 | 1 790 000,00                     | 1 755 778,08                  |
| AE           | 2008 | 8013 | MESURE 311 FSE 2007-2013  | 2 400 000,00                     | - 150 000,00 | 2 250 000,00                     | 2 010 625,47                  |
| AE           | 2008 | 8015 | MESURE 431 FSE 2007-2013  | 350 000,00                       | - 31 200,00  | 318 800,00                       | 318 791,87                    |
| AE           | 2008 | 8016 | MESURE 433 FSE 2007-2013  | 170 000,00                       | - 20 000,00  | 150 000,00                       | 127 335,01                    |
| AP           | 2008 | 8020 | MESURE 12 FEDER 2007-2013 | 10 000 000,00                    | 275 000,00   | 10 275 000,00                    | 10 116 711,33                 |
| AP           | 2008 | 8021 | MESURE 14 FEDER 2007-2013 | 14 900 000,00                    | 500 000,00   | 15 400 000,00                    | 15 178 675,71                 |
| AP           | 2008 | 8022 | MESURE 16 FEDER 2007-2013 | 12 700 000,00                    | - 540 000,00 | 12 160 000,00                    | 11 746 288,74                 |
| AP           | 2008 | 8023 | MESURE 17 FEDER 2007-2013 | 13 350 000,00                    | - 235 000,00 | 13 115 000,00                    | 12 264 534,61                 |
| AP           | 2008 | 8026 | MESURE 22 FEDER 2007-2013 | 14 230 000,00                    | 1 000 000,00 | 15 230 000,00                    | 14 807 812,78                 |

#### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |               |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 17 000 000,00 | 16 207 221,78 | 0,00                  | 95,34% | 17 075 000,00 | 13 056 944,18    | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 9 635 599,16  | 8 814 104,42  | 0,00                  | 91,47% | 15 760 000,00 | 14 144 479,28    | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 26 635 599,16 | 25 021 326,20 | 0,00                  | 93,94% | 32 835 000,00 | 27 201 423,46    | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

La programmation 2007-2013 est gérée via des autorisations d'engagement pour le FSE et des autorisations de programme pour le FEDER. Chaque AP ou AE correspond à une mesure déléguée des subventions globales.

Cette période de programmation sera en réalité clôturée en 2016. Pour autant, l'année 2014 se caractérise par un engagement des crédits en net retrait compte tenu de la fin de gestion et du niveau d'engagement déjà atteint. L'objectif poursuivi est de tendre vers une consommation optimale des crédits communautaires délégués, ce qui a conduit à ajuster les différentes enveloppes à l'occasion de la décision modificative n°2.

En 2014, 35 dossiers ont été engagés correspondant à un montant d'engagement du FEDER de 11 181 285 €.

Pour le FSE, l'engagement a porté sur 13 dossiers pour un montant total de 298 664 €.

En matière de réalisation des crédits de paiement, les prévisions pour le FSE comme pour le FEDER ont été conformes avec un taux de réalisation supérieur à 90% en investissement comme en fonctionnement.

En 2014, la collectivité a de nouveau répondu aux objectifs de consommation vis-à-vis du dégageant d'office.

## Programme : Intégration de la dimension européenne

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 0,00          | 9 642,00     | 14 460,00             | 0,00%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 508 192,27    | 350 382,51   | 119 409,78            | 92,44% | 0,00          | 9 352,55         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 508 192,27    | 360 024,51   | 133 869,78            | 97,19% | 0,00          | 9 352,55         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

### Dispositif régional d'appui aux projets européens :

En 2014, 22 projets ont été soutenus dans le cadre du dispositif régional d'appui aux projets européens, pour un montant de 94 725 € (soit 95% de l'enveloppe disponible). Sept projets de sensibilisation aux institutions, politiques, et notamment les activités des Centres d'Information Europe Direct ont ainsi pu être accompagnés par la Région. Quatre projets ont été cofinancés dans le cadre de l'information sur les programmes et institutions européennes. Environ 14 000 personnes ont été touchées par ces actions d'information et de sensibilisation. Onze projets soutenus par des programmes communautaires ont été subventionnés à hauteur de 24 500 €.

### Accompagnement de la mobilité européenne :

Concernant le soutien à la mobilité européenne, les soutiens votés concernent :

- le cofinancement du projet Erasmus+ par le Pôle Emploi Région Centre de mobilité professionnelle européenne (envoi de 30 demandeurs d'emploi en stage en Europe de janvier à septembre 2015).
- le soutien forfaitaire de 500 € aux équipes administratives et pédagogiques des lycées qui participent au projet Erasmus+ déposé par la Région. Ces fonds permettent d'accompagner les déplacements en Europe nécessaires à la préparation du projet (visites des entreprises qui accueilleront leurs jeunes en stage et, à l'issue de ces stages, bilan du partenariat).

### Assistance technique :

2014 a permis d'afficher des crédits d'assistance technique des fonds européens afin de lancer les premières actions de communication.

## Programme : Développer la coopération décentralisée

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                     | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|---------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 1685 | PROJET EUROPE CITOYENS                      | -                                | 100 000,00   | 100 000,00                       | 36 380,00                     |
| AE           | 2014 | 1686 | CENTRAIDER AE                               | 1 066 000,00                     |              | 1 066 000,00                     | 228 000,00                    |
| AE           | 2014 | 1687 | APPUI AUX PROJETS REGIONAUX DE COOPERATION  | 700 000,00                       |              | 700 000,00                       | 326 809,00                    |
| AE           | 2014 | 1688 | VOLONTAIRES DE LA COOPERATION DECENTRALISEE | 300 000,00                       |              | 300 000,00                       | 167 755,50                    |
| AE           | 2014 | 1689 | MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS DE COOPERATION    | 900 000,00                       |              | 900 000,00                       | 300 402,90                    |

### La réalisation des crédits de paiement

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 210 000,00    | 160 649,53   | 0,00                  | 76,50% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 1 980 387,77  | 1 166 646,24 | 184 256,82            | 68,21% | 80 000,00     | 108 252,37       | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 2 190 387,77  | 1 327 295,77 | 184 256,82            | 69,01% | 80 000,00     | 108 252,37       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

La Région Centre-Val de Loire a poursuivi en 2014 son action de coopération décentralisée en direction de ses neuf partenaires internationaux : la Région de Mopti au Mali, la Région du Gorgol en Mauritanie, la Province de Luang-Prabang au Laos, le Land de Saxe-Anhalt en Allemagne, la Région de Pardubice en République Tchèque, la Région de Cracovie en Pologne, la Province du Hunan en Chine, l'Etat du Tamil-Nadu en Inde et la Région de Meknès-Tafilalet au Maroc.

Au cours de cette année, parmi les principaux projets dont elle est à l'initiative, la Région a renouvelé son soutien au Centre régional d'appui aux communes du Gorgol en Mauritanie ainsi que deux programmes en faveur du développement économique local dans le secteur agroalimentaire. Au Laos, le programme d'accès à l'eau potable dans la vallée de la Nam Khan a été clôturé. Au Mali, dans un contexte toujours difficile, elle a concentré son aide autour de l'appui aux coopératives de femmes productrices de céréales. Elle a soutenu des actions de coopération inter-universitaire, en Inde et au Maroc tout en accompagnant des projets de coopération culturelle avec l'Etat du Tamil Nadu et la Région de Meknès-Tafilalet. Elle a poursuivi, par ailleurs, son programme d'appui à la structuration de la filière « plantes aromatiques et médicinales » dans cette région partenaire au Maroc. Avec le Land de Saxe-Anhalt, la Région a poursuivi son programme d'échanges sur l'enseignement franco-allemand de la Shoah (en lien avec le CERCIL). Enfin, il est à noter que l'intensification des relations économiques avec ses partenaires extérieurs, notamment au Maroc, en Chine et en Inde s'est confirmée comme un objectif fort de l'action extérieure de la collectivité.

A la faveur de son partenariat avec France Volontaire, la Région renouvelle chaque année la mobilisation de jeunes Volontaires de Solidarité Internationale en Chine, en Inde et au Maroc.

En parallèle de son engagement auprès des Régions partenaires, la Région a soutenu des initiatives portées par des acteurs de la coopération internationale de son territoire :

- Pour encourager la création ou l'approfondissement de liens durables entre les communes du territoire régional et celles situées dans d'autres Etats de l'Union Européenne, elle a été amenée à accompagner 33 projets au bénéfice de 1 750 jeunes dans le cadre de son dispositif de jumelages de villes en Europe ;

- En complément des actions conduites dans ses zones prioritaires, elle a apporté son soutien à 63 porteurs de projets pour mener à bien des actions de solidarité internationale ou d'éducation à la citoyenneté mondiale.

Qui plus est, la Région soutient activement la mise en réseau de ces acteurs à la faveur d'un appui renouvelé à l'association Centraider, relayé par le concours financier du ministère des Affaires étrangères et européennes.

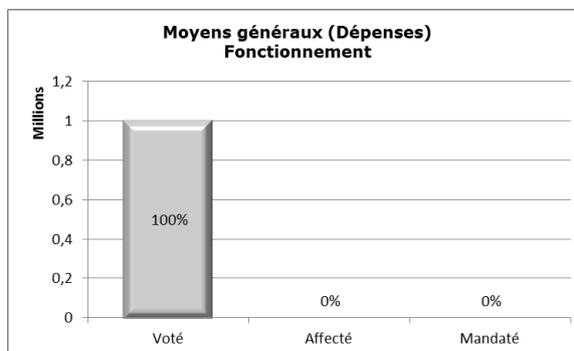
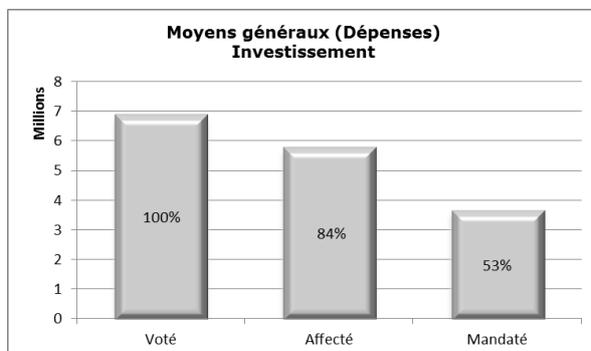
Avec l'objectif de mener sur le territoire des actions de sensibilisation à la solidarité internationale, la Région a organisé pour la 14<sup>ème</sup> année consécutive les Rencontres de la coopération qui ont rassemblé plus de 600 personnes, à Blois, sur deux journées, autour du thème de la solidarité internationale.

## ***B – MOYENS GENERAUX***

## Le stock des AP/AE

| AP/AE | Montant des AP-AE vivantes* au 31/12/2014 (1) | Montant affecté au 31/12/2014 (2) | Reste à affecter sur voté au 31/12/2014 (3) = (1) - (2) | Montant mandaté au 31/12/2014 (4) | Reste à mandater sur voté au 31/12/2014 (5) = (1) - (4) | Reste à mandater sur affecté au 31/12/2014 (6) = (2) - (4) |
|-------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| AP    | 6 873 600,00                                  | 5 773 600,00                      | 1 100 000,00                                            | 3 655 254,03                      | 3 218 345,97                                            | 2 118 345,97                                               |
| AE    | 1 000 000,00                                  | 0,00                              | 1 000 000,00                                            | 0,00                              | 1 000 000,00                                            | 0,00                                                       |

\* AP ou AE qui font encore l'objet de mandatement



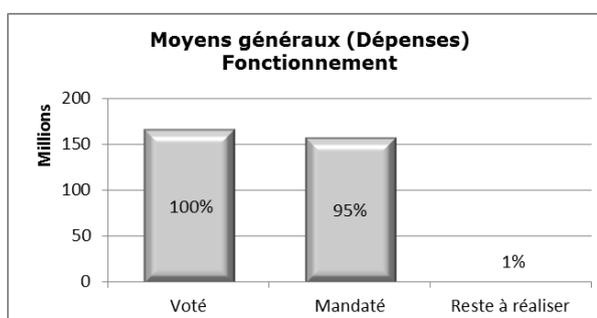
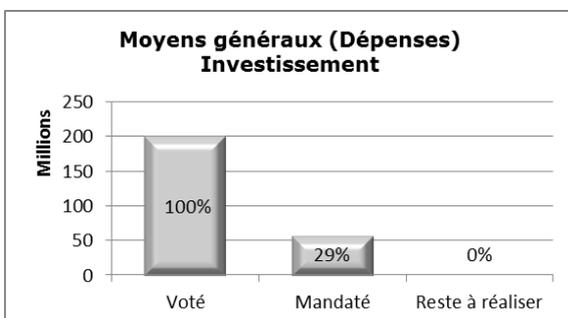
## La réalisation globale des crédits de paiement

|                       | DEPENSES       |                |                       |        | RECETTES         |                  |                       |  |
|-----------------------|----------------|----------------|-----------------------|--------|------------------|------------------|-----------------------|--|
|                       | VOTE 2014 (1)  | MANDATE 2014   | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1)    | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |  |
| <b>Investissement</b> | 201 473 150,97 | 58 696 225,50  | 459 385,46            | 29,36% | 276 972 226,00   | 96 446 477,02    | 15 500 000,00         |  |
| <b>Fonctionnement</b> | 165 510 009,30 | 157 447 640,50 | 1 984 403,21          | 96,33% | 859 974 299,90   | 865 530 071,19   | 5 035 349,00          |  |
| <b>Total</b>          | 366 983 160,27 | 216 143 866,00 | 2 443 788,67          | 59,56% | 1 136 946 525,90 | 961 976 548,21   | 20 535 349,00         |  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté



Un taux de réalisation supérieur à 100% signifie que des virements de crédits ont été effectués.

Le mandaté comprend le rattachement de charges sur l'exercice.

## DOMAINE : MOYENS GENERAUX DE L'ADMINISTRATION

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |               |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 3 073 150,97  | 2 522 806,22  | 459 385,46            | 97,04% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 16 576 966,43 | 15 104 562,96 | 1 247 257,32          | 98,64% | 272 000,00    | 327 175,16       | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 19 650 117,40 | 17 627 369,18 | 1 706 642,78          | 98,39% | 272 000,00    | 327 175,16       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

## Programme : Bâtiments

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 414 395,14    | 341 104,75   | 61 434,13             | 97,14%  | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 3 954 494,28  | 3 931 946,90 | 151 152,03            | 103,25% | 204 500,00    | 245 430,06       | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 4 368 889,42  | 4 273 051,65 | 212 586,16            | 102,67% | 204 500,00    | 245 430,06       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

L'année 2014 a été très largement consacrée à l'accompagnement de la construction du bâtiment Calvin et à la réception des travaux.

Les crédits consacrés au programme d'actions BATIMENTS ont ainsi permis la mise en place des fibres optiques permettant les raccordements informatiques, téléphoniques et des équipements de sécurité (incendie, alarme volumétrique) entre les bâtiments Calvin, Lentin et Saint Eloi.

Par ailleurs, l'aménagement de deux salles de réunion au rez-de-chaussée du bâtiment Dolet ainsi que le réaménagement des postes de travail du Centre de documentation ont été réalisés.

Des travaux de remise en état des bâtiments Millénium et Vieille Monnaie ont été effectués avant restitution. D'autres opérations ont été conduites en cours d'année et notamment l'installation d'une plateforme au droit des escaliers du 6/12 Dolet et la purge de la corniche du bâtiment Saint Eloi.

En outre, des travaux d'entretien des bâtiments (rénovation de bureaux) ainsi que les vérifications techniques réglementaires et les travaux consécutifs pour l'ensemble des bâtiments administratifs ont été effectués y compris au droit des structures délocalisées.

Ces crédits ont aussi permis la prise en charge des dépenses de fonctionnement courant concernant les bâtiments (loyers, fluides, nettoyage des locaux, frais de gardiennage, assurances...).

## Programme : Matériel, mobilier

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (2)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 453 681,61    | 268 921,95   | 52 015,34             | 70,74% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 415 245,12    | 321 870,87   | 22 091,15             | 82,83% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 868 926,73    | 590 792,82   | 74 106,49             | 76,52% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les actions engagées au titre de ce programme ont elles-aussi concerné, pour une part significative, le bâtiment Calvin.

Ainsi la réalisation de travaux préalables à l'emménagement des services a été effectuée : positionnement des prises électriques et informatiques sous le plancher suivant implantation prédéfinie, installation de systèmes de fermeture et d'étagères dans les placards intégrés, réalisation et mise en place d'un meuble courrier spécifique à l'entrée du bâtiment, pose de la signalétique, mise en place de films de discrétion...

Les opérations de déménagement des services incluant l'emménagement dans le bâtiment Calvin mais aussi la libération des bâtiments Vieille Monnaie, Millénium, Saint Croix ainsi que les transferts et mouvements dans les bâtiments Dolet et Parisie se sont déroulés entre fin juin et fin juillet.

D'autres opérations ont été réalisées en cours d'année et notamment l'installation de moniteurs (écrans) dans les nouvelles salles de réunion, la poursuite de la mise en place de pavés led dans les bureaux, le parking Parisie et les salles de réunion pour améliorer la performance énergétique des locaux, l'aménagement d'un local de stockage au 4<sup>ème</sup> étage Lentin, la mise en œuvre d'équipements complémentaires au niveau de la régie de l'hémicycle pour gérer l'incrustation des temps de parole des orateurs dans la vidéo transmission de la salle des Assemblées.

Il a en outre été procédé au remplacement de mobilier de bureau désuet et une opération de recyclage de ce mobilier a été entrepris avec le prestataire Valdélia.

Par ailleurs, des opérations d'entretien ou de réparation des matériels et équipements (ascenseurs, compresseurs, boîtiers d'accès aux locaux techniques...) ainsi que les vérifications obligatoires des équipements et matériels (extincteurs, blocs de sécurité, trappes de désenfumage...) suivies des actions correctives afférentes, ont complété ce programme d'actions.

## Programme : Systèmes d'information

### La réalisation des AP/AE en 2014

AP/AE créées ou modifiées

| N° Enveloppe |      |      | Libellé                                           | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|---------------------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AP           | 2012 | 1900 | SCHEMA DIRECTEUR SYSTEMES D'INFORMATION 2012-2014 | 3 582 000,00                     |              | 3 582 000,00                     | 3 482 000,00                  |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                                                   | 3 582 000,00                     |              | 3 582 000,00                     | 3 482 000,00                  |

## La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 1 959 340,22  | 1 696 086,88 | 285 022,26            | 101,11% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 2 615 346,36  | 2 213 048,74 | 446 412,45            | 101,30% | 0,00          | 12 975,13        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 4 584 773,58  | 3 909 135,62 | 731 434,71            | 101,22% | 0,00          | 12 975,13        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Concernant l'infrastructure du Système d'Information, les crédits affectés ont permis le renouvellement du système de stockage (SAN), la mise à niveau de l'infrastructure de virtualisation, et l'acquisition et la mise en œuvre des équipements nécessaires au passage en téléphonie sur IP (ToIP).

Dans le domaine applicatif, le renouvellement des licences DataStage, l'évolution de la plateforme SAP BO et l'acquisition du logiciel de Business Intelligence QlikView ont complété l'offre de service en matière de « décisionnel ». Les projets de dématérialisation et de modernisation du Système d'Information Ressources Humaines ont démarré, ainsi que la migration de Libres-Savoirs.

## Programme : Véhicules

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 244 734,00    | 215 222,64   | 28 441,73             | 99,56% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 958 351,48    | 881 842,95   | 52 139,75             | 97,46% | 40 000,00     | 47 197,94        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 1 203 085,48  | 1 097 065,59 | 80 581,48             | 97,89% | 40 000,00     | 47 197,94        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les crédits ouverts en 2014 pour ce programme d'actions ont permis de procéder au renouvellement de 11 véhicules et d'assurer le fonctionnement du parc automobile.

## Programme : Frais d'assemblée

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 5 904 620,25  | 5 543 865,14 | 143 647,74            | 96,32% | 0,00          | 1 658,49         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 5 904 620,25  | 5 543 865,14 | 143 647,74            | 96,32% | 0,00          | 1 658,49         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les crédits affectés à ce programme d'actions ont été consacrés à la prise en charge des indemnités, des frais de formation et de déplacement des conseillers régionaux et des membres du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional, ainsi que des frais de représentation des deux assemblées.

## Programme : Frais d'administration

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |          | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|----------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)    | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 1 000,00      | 1 470,00     | 32 472,00             | 3394,20% | 0,00          | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 2 217 542,72  | 1 861 470,53 | 239 155,58            | 94,73%   | 0,00          | 19 913,54        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 2 218 542,72  | 1 862 940,53 | 271 627,58            | 96,21%   | 0,00          | 19 913,54        | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Le montant des crédits inscrit au titre de ce programme d'actions a été affecté au fonctionnement administratif de l'institution régionale.

## Programme : Etudes

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 511 366,22    | 350 517,83   | 192 658,62            | 106,22% | 27 500,00     | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 511 366,22    | 350 517,83   | 192 658,62            | 106,22% | 27 500,00     | 0,00             | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les études réalisées concernent tous les domaines d'intervention de la Région. Pour 2014, les principaux travaux lancés ont été les suivants : trois études en partenariat avec l'INSEE (enquête sur la création d'entreprise, étude sur l'entrepreneuriat au féminin, étude sur le potentiel de lycéens en région Centre-Val de Loire à l'horizon 2020-2030) ; l'identification des indicateurs du cadre de performance FEDER-FSE-FEADER 2014-2020 ; une étude sur les attentes du public envers le service public régional de l'orientation ; et une évaluation qualitative du Contrat de plan régional de développement des formations professionnelles.

## DOMAINE : COMMUNICATION

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 5 267 233,69  | 5 796 276,59 | 467 097,93            | 118,91% | 0,00          | 1 898,20         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 5 267 233,69  | 5 796 276,59 | 467 097,93            | 118,91% | 0,00          | 1 898,20         | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Pour la troisième année consécutive, les crédits engagés pour des dépenses de communication sont en baisse. La Direction de la Communication et de la Presse a reconduit les grandes campagnes de communication récurrentes et accompagné les événements sportifs, culturels et touristiques de la Région.

Au-delà de ces activités récurrentes, la Direction de la Communication et de la Presse a fortement déployé ses moyens pour la mise en œuvre des événements suivants :

- Le soutien à la 2<sup>ème</sup> édition de la manifestation « 2000 emplois, 2000 sourires ».
- La campagne de communication sur « Nature Culture, l'Exceptionnelle rencontre » sur les médias nationaux et régionaux, visant à accroître la notoriété de notre région. Cette campagne s'est déclinée sur les médias audiovisuels et la presse écrite.
- La déclinaison nationale de la campagne de promotion de l'Enseignement supérieur *via* un affichage dans le métro parisien et sur les quais des gares de l'Île-de-France et en Région Centre-Val de Loire.
- Le lancement d'un nouvel événement autour du cyclotourisme, prenant la suite de la « Loire à vélo en Fête » : « Les Echappées de la Loire à Vélo ». Cet événement a été redimensionné sur une saison de juin à octobre, sur tous les territoires régionaux et autour de l'ensemble des boucles et itinéraires cyclables de Vélocentre.
- L'organisation du trophée des Sports au Centre de ressources, d'expertise et de performances sportives de Bourges à l'occasion de son 10<sup>ème</sup> anniversaire.
- La montée en puissance de la présence régionale au festival Terre du Son, sur une scène « Région Centre » destinée à accueillir les groupes musicaux issus des dispositifs de détection et de promotion de la Fédération régionale des acteurs culturels et associatifs musiques actuelles.
- La montée en Ligue 2 de l'Union sportive Orléans Loiret football.

### Campagnes de publicité

Des campagnes de publicité ont notamment été réalisées pour la rentrée scolaire auprès des jeunes, pour les lycéens et apprentis, pour la promotion de l'enseignement supérieur en Région Centre-Val de Loire, pour les échappées de la Loire à vélo, pour le festival Excentrique, pour le salon des métiers d'art, pour Mobillico et pour Isolaris.

### Edition- Internet

Des dépenses ont été réalisées pour le magazine « O Centre ma Région », le journal Interlignes, le Guide Nature, le Guide de l'apprentissage, le Guide jeunes, le Guide des métiers d'art, l'Agenda, le rapport d'activité, les brochures sur les contrats d'appuis filières industrie et innovation, l'édition des programmes opérationnels européens (fonds social européen, fonds européen de développement économique et régional et Plan Loire), des cartons d'invitation, des affiches, des vidéos, des photos et l'animation des sites [www.jeunesocentre.fr](http://www.jeunesocentre.fr) et [www.regioncentre.fr](http://www.regioncentre.fr).

### Événementiel et relations publiques : présence dans les grandes manifestations régionales

Des dépenses ont notamment été réalisées dans le domaine musical (le Printemps de Bourges, Terre du Son, le festival DARC, le festival Jazz à Montlouis-sur-Loire), le domaine sportif (les trophées du sport, l'Open de tennis d'Orléans, partenariats avec les grands clubs sportifs de la région), le domaine culturel (les Rendez-vous de l'Histoire, les Rencontres photographiques de Vendôme, partenariats avec les salles Chato'Do à Blois et Astrolabe à Orléans, les Artisanales de Chartres) et pour les forums de l'orientation.

Par ailleurs, un appui à la présence événementielle fut déployé pour le Car podium, la montgolfière et la mascotte Reggi. Aussi, des dépenses ont été réalisées pour la communication par l'objet, la pérennité de la signalétique et la signalétique de chantier.

### Relations presse

Des dépenses ont été réalisées pour l'accueil des journalistes et la réalisation de dossiers de presse.

## DOMAINE : MOYENS GENERAUX FINANCIERS

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES              |                      |                       |               | RECETTES                |                       |                       |
|-----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|---------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1)         | MANDATE 2014         | RESTE A REALISER 2014 | % (3)         | VOTE 2014 (1)           | MANDATE 2014 (2)      | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 198 400 000,00        | 56 173 419,28        | 0,00                  | 28,31%        | 276 972 226,00          | 96 446 477,02         | 15 500 000,00         |
| <b>Fonctionnement</b> | 22 654 279,00         | 15 004 547,65        | 0,00                  | 66,23%        | 855 202 182,33          | 860 080 238,13        | 5 035 349,00          |
| <b>Total</b>          | <b>221 054 279,00</b> | <b>71 177 966,93</b> | <b>0,00</b>           | <b>32,20%</b> | <b>1 132 174 408,33</b> | <b>956 526 715,15</b> | <b>20 535 349,00</b>  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

### Programme : Fiscalité directe

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |              | RECETTES              |                       |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)        | VOTE 2014 (1)         | MANDATE 2014 (2)      | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 0,00          | 0,00         | 0,00                  | 0,00%        | 181 178 058,00        | 180 773 655,07        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>           | <b>0,00%</b> | <b>181 178 058,00</b> | <b>180 773 655,07</b> | <b>0,00</b>           |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Depuis la réforme fiscale intervenue en 2011, le produit régional de la fiscalité directe ne repose plus que sur **la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** et sur **les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)** dont les taux sont fixés au niveau national sans possibilité pour les régions de les moduler ou de les majorer.

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est, avec la cotisation foncière des entreprises (CFE), une des composantes de la contribution économique territoriale (CET). Les régions perçoivent 25 % du produit de la CVAE dont l'évolution est fonction du dynamisme de l'activité économique sur le territoire régional constaté l'année N-2 et du rythme d'encaissement du produit fiscal afférent auprès des entreprises. Cette logique de caisse reporte d'autant le dynamisme – à la hausse ou à la baisse – du produit réellement perçu par la Région au titre de la CVAE.

Les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER) s'appliquent aux grandes entreprises de réseaux des secteurs de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications. Les régions perçoivent l'IFER applicable au matériel roulant utilisé pour le transport de voyageurs ainsi qu'aux répartiteurs principaux (centraux téléphoniques).

|                  | <b>Voté 2014</b>      | <b>Réalisé 2014</b>   | <b>Taux de réalisation</b> |
|------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------------|
| CVAE             | 143 452 194,00        | 143 452 194,00        | 100 %                      |
| Péréquation CVAE | 5 627 436,00          | 5 627 436,00          | 100 %                      |
| IFER             | 31 999 877,21         | 31 539 273,00         | 98,56 %                    |
| Anciennes taxes  | 98 551,48             | 154 752,07            | 157,03 %                   |
| <b>TOTAL</b>     | <b>181 178 058,69</b> | <b>180 773 655,07</b> | <b>99,78 %</b>             |

Tous produits confondus, le taux de réalisation des ressources issues de la fiscalité directe locale est de 99,78 %. Ce taux est en léger recul par rapport à l'exercice 2013 (100,76 %). En effet, le produit des **IFER** – dont la notification définitive n'intervient

qu'en décembre - est inférieur aux anticipations produites par l'Etat en début d'année (-0,460 M€).

Le produit total des ressources issues de la fiscalité directe locale (180,773 M€) est en hausse de 5,44 % par rapport à l'exercice précédent compte tenu de la forte progression du produit de la **CVAE** (+ 7,1 % péréquation comprise, soit + 9,88 M€). Cette hausse repose sur la mise en œuvre simultanée de trois dispositifs, dont deux d'entre eux sont non pérennes, à savoir :

- le dispositif de renforcement du poids des territoires industriels dans la répartition de la CVAE, pour sa première mise en œuvre conformément à l'article 79 de la loi de finances initiale pour 2014 ;
- le mécanisme de péréquation des ressources postérieures à la suppression de la taxe professionnelle, en faveur de la collectivité, le produit de ces ressources ayant progressé nettement moins vite pour la Région Centre-Val de Loire (+ 4,57 %) que pour l'ensemble des autres Régions (+ 8,20 %) entre 2011 et 2013 ;
- le phénomène de rattrapage dans l'encaissement de la CVAE caractérisé par des rappels auprès des entreprises redevables au titre d'exercices fiscaux antérieurs.

Par ailleurs, la Région Centre-Val de Loire perçoit ponctuellement des recettes dues à la Région au titre d'exercices antérieurs à la réforme fiscale et encaissées tardivement (produits de la taxe professionnelle et de la taxe additionnelle à la taxe de publicité foncière et au droit d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux des immeubles).

## Programme : Fiscalité indirecte

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |       | RECETTES       |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|-------|----------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3) | VOTE 2014 (1)  | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 0,00          | 0,00         | 0,00                  | 0,00% | 204 505 386,33 | 200 863 325,33   | 5 035 349,00          |
| <b>Total</b>          | 0,00          | 0,00         | 0,00                  | 0,00% | 204 505 386,33 | 200 863 325,33   | 5 035 349,00          |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Sous l'effet des mesures du pacte de confiance et de responsabilité conclu entre l'Etat et les collectivités territoriales, mises en œuvre par la loi de finances initiale pour 2014, les ressources fiscales indirectes progressent très fortement (+ 20,4 %, soit + 34 M€). Désormais, les ressources de remplacement de l'ancienne dotation en faveur de la formation professionnelle et de l'apprentissage s'ajoutent aux produits de la contribution au développement de l'apprentissage (CDA), de la taxe régionale sur les certificats d'immatriculation, de la modulation et de la majoration régionale de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).

Cette progression des ressources ne doit pas néanmoins dissimuler l'atonie du produit des ressources fiscales indirectes, particulièrement exposées à la conjoncture économique (recul du volume des ventes de véhicules et de carburants, progression limitée de la masse salariale).

|                                   | <b>Voté 2014</b>      | <b>Réalisé 2014</b>   | <b>Taux de réalisation</b> |
|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------------|
| Taxe sur les cartes grises        | 82 374 720,33         | 81 481 394,50         | 98,92 %                    |
| TICPE modulation régionale        | *30 566 132,00        | 28 426 058,00         | 93,00 %                    |
| TICPE majoration Grenelle         | **30 045 808,00       | 28 887 413,00         | 96,14 %                    |
| CDA                               | 28 109 739,00         | 28 659 473,00         | 101,96 %                   |
| Ressources FPA – TICPE            | 11 136 329,00         | 11 136 328,93         | 100,00 %                   |
| Ressources FPA – Frais de gestion | 22 272 658,00         | 22 272 657,90         | 100,00 %                   |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>204 505 386,33</b> | <b>200 863 325,33</b> | <b>98,22 %</b>             |

\* Dont 28 172 540 € votés et 2 393 592 reportés de l'exercice 2013 sur l'exercice 2014

\*\* Dont 27 705 094 € votés et 2 340 714 € reportés de l'exercice 2013 sur l'exercice 2014

Tous produits confondus, le taux de réalisation des ressources issues de la fiscalité indirecte locale est de 98,22 %. Ce taux est en léger recul par rapport à l'exercice 2013 (99,06 %).

Le produit de **la taxe régionale sur les certificats d'immatriculation** – correspondant aux montants encaissés sur l'exercice et aux immatriculations réalisées entre le 1<sup>er</sup> décembre 2013 et le 30 novembre 2014 – est légèrement inférieur aux prévisions avec un taux de réalisation de 98,92 % (- 0,893 M€). Les recettes progressent néanmoins de 1,10 % par rapport à l'exercice précédent (+ 0,884 M€).

En 2014, les difficultés du marché de l'automobile français ont persisté avec une hausse du volume des ventes de voitures particulières neuves limitée à 0,3 % au plan national (1 795 913 immatriculations). Au plan régional<sup>1</sup>, si ces mêmes immatriculations ont progressé de 0,5 % par rapport à l'exercice précédent (51 547 immatriculations), le nombre de chevaux fiscaux taxés, et par voie de conséquence le produit de la taxe régionale, diminuent respectivement de 0,57 % et 0,04 % pour cette catégorie de véhicules. En définitive, le choix des particuliers se porte de préférence sur des véhicules moins puissants qu'auparavant.

Tous types de véhicules confondus (voitures particulières, véhicules utilitaires légers, véhicules utilitaires et industriels), le nombre d'immatriculations sur le territoire régional a diminué (- 0,75 %), de même que le nombre de chevaux fiscaux (- 2,48 %) donnant lieu à une baisse du produit de 0,38 % pour l'année 2014<sup>2</sup>.

|                                    | <b>Nombre d'immatriculations</b> | <b>Produit de la taxe</b> | <b>Nombre de chevaux fiscaux</b> |
|------------------------------------|----------------------------------|---------------------------|----------------------------------|
| <b>Véhicules &lt; 5 tonnes*</b>    | + 0,008 %                        | + 0,06 %                  | - 0,48 %                         |
| <b>dont voitures particulières</b> | + 0,50 %                         | - 0,04 %                  | - 0,57 %                         |
| <b>Véhicules &gt; 5 tonnes</b>     | - 20,1 %                         | - 12,98 %                 | - 20,94 %                        |
| <b>Tous véhicules confondus</b>    | <b>+ 0,75 %</b>                  | <b>- 0,38 %</b>           | <b>- 2,48 %</b>                  |

\* Voitures particulières + véhicules utilitaires légers

Données SIV pour la Région Centre-Val de Loire, années 2013 et 2014

L'absence de véritable reprise du marché automobile obère les ressources issues de la taxe régionale sur les certificats d'immatriculation. Ainsi, près de 35,2 % de l'ensemble des immatriculations ayant donné lieu à la perception de la taxe régionale concernait un véhicule d'occasion de plus de 10 ans (+ 2,9 % par rapport à 2013) auquel est appliqué

<sup>1</sup> Les données régionales sont issues du système d'immatriculation des véhicules (SIV) et fournies par le Ministère de l'Intérieur. Elles portent sur l'année civile 2014.

<sup>2</sup> Ces chiffres correspondent aux immatriculations taxées réalisées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2014 dont l'encaissement par la collectivité s'effectue sur l'exercice N pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 novembre de l'année N. Le produit correspondant aux immatriculations du mois de décembre est encaissé en année N+1.

un taux réduit de moitié (soit 21,00 €/CV pour un véhicule de plus de 10 ans d'âge au lieu de 42,45 €/CV pour un véhicule neuf).

La Région Centre-Val de Loire a maintenu l'exonération totale de la taxe régionale en faveur des véhicules spécialement équipés pour fonctionner, exclusivement ou non, au moyen de l'énergie électrique, du gaz naturel véhicule (GNV) ou du gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou du superéthanol E85. En 2014, l'exonération a porté sur 3 358 immatriculations pour un coût de 0,709 M€ (+ 5,3 %).

Le produit de **la modulation régionale** et de **la majoration « Grenelle » de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** (TICPE) est destiné à faire face à l'accroissement des charges consécutif aux transferts de compétences d'une part, et à assurer le financement de projets structurants dans le domaine des transports d'autre part. Ce produit a diminué de 1,43 % par rapport à l'exercice précédent. En effet, la dégradation du volume des ventes de carburant sur le territoire régional s'est poursuivie au cours de l'exercice 2014. Son rythme a néanmoins très nettement décliné : la baisse de la consommation a été divisée par 4 pour les supercarburants (de - 4,5 % en 2013 à - 1,07 % en 2014) et, dans une moindre mesure, par 2 pour le gazole (de - 2,4 % en 2013 à - 1,10 % en 2014).

Cette évolution s'inscrit dans un contexte marqué par la forte baisse des prix des carburants due à la chute des prix du pétrole (- 50 %). En décembre 2014, le prix d'un litre de supercarburant s'élevait en moyenne à 1,30 €<sup>3</sup> (- 14,5 % par rapport au début de l'année) et 1,10 € pour un litre de gazole (- 17,8 %). En définitive, tous carburants confondus, la consommation sur le territoire régional a reculé de 1,10 % (contre - 2,78 % en 2013).

Les taux de réalisation dégradés de la modulation régionale (93,00 %) et de la majoration « Grenelle » de la TICPE (96,14 %) s'expliquent, en raison d'une date d'encaissement tardive, par le report en année N+1 de la dernière mensualité des deux produits (soit 5 M€ reportés sur l'exercice 2015).

Le produit de **la contribution au développement de l'apprentissage** (CDA), ressource pour laquelle la Région ne dispose d'aucun pouvoir de taux (0,18 % de la masse salariale), est légèrement supérieur aux prévisions (+ 0,549 M€) avec un taux de réalisation de 101,96 %. Contrairement aux autres dotations ou compensations de l'Etat, il n'a pas été possible d'en anticiper le montant définitif, la seconde répartition de la CDA n'intervenant que dans les derniers jours de l'exercice.

**Les ressources de la formation professionnelle et de l'apprentissage** (FPA) remplacent l'ancienne dotation générale de décentralisation qui a été supprimée par la loi de finances initiale pour 2014. Elles se composent pour un tiers d'une fraction du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et pour les deux tiers restants d'un reversement des frais de gestion perçus par l'Etat au titre de la taxe d'habitation, de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la CVAE. Le produit des ressources FPA est conforme aux prévisions budgétaires.

---

<sup>3</sup> Prix de vente moyens des carburants en France, Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, janvier 2015

## Programme : Participation, dotations Etats

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES      |              |                       |       | RECETTES       |                  |                       |
|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|-------|----------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3) | VOTE 2014 (1)  | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 0,00          | 0,00         | 0,00                  | 0,00% | 35 582 226,00  | 35 582 186,26    | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 0,00          | 0,00         | 0,00                  | 0,00% | 469 518 738,00 | 478 354 250,36   | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 0,00          | 0,00         | 0,00                  | 0,00% | 505 100 964,00 | 513 936 436,62   | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

**En fonctionnement** - Sous l'effet, notamment, de la mise en œuvre des mesures contenues dans la loi de finances initiale pour 2014, le produit total des dotations et compensations de l'Etat (478,354 M€) est en recul de 5,64 %, soit, - 28,594 M€. Dans les faits, cette diminution du produit des dotations et compensations de l'Etat à la Région Centre-Val de Loire résulte d'un ensemble de mesures, à savoir :

- la contribution des collectivités territoriales au redressement des comptes publics par la baisse de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ;
- le remplacement de la dotation en faveur de la formation professionnelle et de l'apprentissage par de nouvelles ressources fiscales ;
- la minoration des allocations compensatrices, dont la dotation pour transfert de compensation d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE-FDL), pour financer les dotations de péréquation à la hausse au sein de l'enveloppe normée ;
- le nouveau dispositif d'aide aux employeurs d'apprentis consistant en une aide de 1 000 € restreinte aux entreprises de moins de 11 salariés.

A l'inverse, le montant de la part résiduelle de la dotation générale de décentralisation (DGD) a progressé avec la prise en charge, par les régions, du développement et de la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) et de la redevance de quais en leur qualité d'autorités organisatrices pour les TER. A noter que les dépenses correspondantes à la redevance de quais sont désormais intégrées dans la nouvelle convention TER.

| <i>Dotations en fonctionnement</i>                                  | <b>Voté 2014</b>      | <b>Réalisé 2014</b>   | <b>Taux de réalisation</b> |
|---------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------------|
| <b>DGF (part forfaitaire)</b>                                       | 235 651 345,00        | 235 665 589,36        | 100,01 %                   |
| <b>DGD (part résiduelle)</b>                                        | 22 390 101,00         | 22 390 101,00         | 100,00 %                   |
| <b>TICPE « compensation »</b>                                       | 122 760 565,00        | 130 009 836,00        | 105,91 %                   |
| <b>DTCE-FDL</b>                                                     | 7 944 833,00          | 7 944 833,00          | 100,00 %                   |
| <b>DRCTP</b>                                                        | 24 084 807,00         | 24 084 807,00         | 100,00 %                   |
| <b>FNGIR</b>                                                        | 24 114 207,00         | 24 114 207,00         | 100,00 %                   |
| <b>Compensation du dispositif d'aide aux employeurs d'apprentis</b> | 32 572 880,00         | 34 144 877,00         | 104,83 %                   |
| <b>TOTAL</b>                                                        | <b>469 518 738,00</b> | <b>478 354 250,36</b> | <b>101,88 %</b>            |

En fonctionnement, toutes dotations et compensations confondues, le taux de réalisation est de 101,88 %. A périmètre comparable, c'est-à-dire hors dotation en faveur de la formation professionnelle et de l'apprentissage, ce taux est en progression par rapport à l'exercice 2013 (98,19 %, soit + 3,69 points). Ce résultat s'explique par une mesure exceptionnelle de régularisation dans l'encaissement du produit de la part

« compensation » de la TICPE, consistant à rattacher à l'exercice l'intégralité du produit dû.

**La dotation globale de fonctionnement (DGF)** perçue en 2014 est conforme aux prévisions budgétaires. Le produit de la DGF se compose, pour sa part forfaitaire, de la compensation de la part salaires de la taxe professionnelle, de la dotation pour suppression des droits de mutation et de 95 % du produit de l'ancienne dotation générale de décentralisation. La Région Centre-Val de Loire ne bénéficie pas de la part péréquation de la DGF. Conséquence de la mise en œuvre du pacte de confiance et de responsabilité conclu en juillet 2013 entre l'Etat et les collectivités territoriales, la DGF perçue par la Région a diminué de 3,07 % (- 7,5 M€) par rapport à l'exercice précédent.

**La part résiduelle de la dotation générale de décentralisation (DGD)**, correspondant aux 5 % qui n'ont pas été intégrés dans la DGF ainsi qu'aux ajustements liés à la compensation du transfert de l'aérodrome Châteauroux-Déols, est également conforme aux prévisions. Avec le transfert aux Régions du développement et de la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) ainsi que la prise en charge par les Régions – autorités organisatrices pour les TER – des dépenses liées à la redevance quais, la part résiduelle de la DGD a progressé de 18,7 % (+ 3,5 M€) par rapport à l'exercice 2013.

**La part compensation de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)** a pour objet de financer les transferts de compétences prévus par l'acte II de la décentralisation ainsi que le coût des réformes ultérieures conformément à l'article 72-2 de la Constitution. Elle s'appuie sur une fraction de la TICPE fixée pour chaque Région en loi de finances, appliquée à la consommation de carburant sur le territoire régional et collectée par l'Etat. L'article 43 de la loi de finances initiale pour 2014 a ainsi réévalué la fraction du tarif de la TICPE pour la Région Centre-Val de Loire (0,0607 € par litre pour le supercarburant sans plomb et 0,0430 € par litre pour le gazole).

Le produit de la part « compensation » de la TICPE est supérieur aux prévisions avec un taux de réalisation de 105,91 % (+ 7,2 M€). Ce résultat s'explique par une mesure exceptionnelle de régularisation dans l'encaissement du produit de la part « compensation » de la TICPE, consistant à rattacher à l'exercice l'intégralité du produit dû (114 M€). Le produit perçu en 2014 au titre de la part « compensation » de la TICPE se décompose ainsi :

|                                               |                                                                                          |                        |
|-----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Produit dû au titre de l'exercice <b>2013</b> | Mensualité de décembre 2013 (report)                                                     | 8 701 687,00 €         |
|                                               | Régularisation au titre du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2013                               | 1 399 767,00 €         |
|                                               | Régularisation au titre de la loi de finances rectificative (LFR) pour 2013              | 1 093 137,00 €         |
|                                               | Mise en œuvre du mécanisme de compensation, garanti par la Constitution au titre de 2013 | 4 101 052,00 €         |
|                                               |                                                                                          | <b>15 295 643,00 €</b> |

|                                               |                                                                                                   |                         |
|-----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| Produit dû au titre de l'exercice <b>2014</b> | Droit à compensation au titre de l'exercice 2014<br><i>Mensualités de janvier à décembre 2014</i> | 114 694 122,00 €        |
|                                               | Régularisation au titre de la LFR pour 2014                                                       | 20 071,00 €             |
|                                               |                                                                                                   | <b>114 714 193,00 €</b> |

|                      |                         |
|----------------------|-------------------------|
| <b>Produit total</b> | <b>130 009 836,00 €</b> |
|----------------------|-------------------------|

**La dotation pour transfert de compensations des exonérations de fiscalité directe locale (DTCE-FDL)** est conforme aux prévisions budgétaires. Créée suite à la réforme de la fiscalité locale et de la suppression de la taxe professionnelle, la dotation se substitue aux différentes allocations compensatrices qui préexistaient. Compte tenu de la minoration des allocations compensatrices, conséquence des contraintes liées à

l'évolution des dotations au sein de l'enveloppe plafonnée et de la hausse des dotations de péréquation, le produit de la DTCE-FDL diminue de près de 10,2 % (- 0,899 M€).

Le produit de **la dotation globale de neutralisation (DGN)**, composé de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et du fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR), est conforme aux prévisions budgétaires. Destinée à compenser l'insuffisance des recettes de la CVAE et des IFER par rapport aux ressources fiscales antérieurement perçues par les Régions (taxe professionnelle et taxes foncières), la DGN repose sur la DCRTP permettant le maintien d'un plancher de ressources pour chaque niveau de collectivité ainsi que sur le FNGIR corrigeant les déséquilibres subsistants entre des collectivités perdantes ou gagnantes au sein d'une même catégorie de collectivité.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, **la compensation au titre de la prime aux employeurs d'apprentis** a remplacé le produit de l'indemnité compensatrice forfaitaire (ICF). En 2014, l'Etat a compensé les aides accordées par les Régions aux entreprises de moins de 11 salariés dans la limite de 1 000 € par contrat et par an (hors mesure transitoire pour les contrats conclus avant la mise en œuvre du dispositif).

Le produit de la compensation par l'Etat en faveur du fonctionnement des CFA et de la prime aux employeurs d'apprentis est supérieur aux prévisions avec un taux de réalisation de 104,83 % (+ 1,6 M€). Ces chiffres résultent d'une évaluation prudente des crédits perçus par les Régions au titre du développement des autres mesures d'apprentissage (soutien aux Centres de formation des apprentis). Cette anticipation s'est avérée fondée dans la mesure où l'Etat a privé les Régions d'une partie des crédits apprentissage prévus au compte d'affectation spéciale du fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage (CAS FNDMA) par une réfaction de 60 M€ sur les 240 M€ initialement prévus.

En définitive, sous l'effet de la disparition de l'ICF, de la mise en œuvre de la nouvelle prime aux employeurs d'apprentis (aide limitée à 1 000 € et ciblée sur les entreprises de moins de 11 salariés), et de la réfaction unilatérale du CAS FNDMA par l'Etat, le produit diminue de près de 13,4 % par rapport à l'exercice précédent (- 5,3 M€).

**En investissement** - Les dotations de l'Etat imputées en section d'investissement s'ajoutent à celles imputées en fonctionnement. Elles sont au nombre de deux : la dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) et le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).

| <b>Dotations en investissement</b> | <b>Voté 2014</b>     | <b>Réalisé 2014</b>  | <b>Taux de réalisation</b> |
|------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------------|
| <b>DRES</b>                        | 22 785 700,00        | 22 785 661,00        | 100,00 %                   |
| <b>FCTVA</b>                       | 12 796 526,00        | 12 796 525,26        | 100,00 %                   |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>35 582 226,00</b> | <b>35 582 186,26</b> | <b>100,00 %</b>            |

Le taux de réalisation est conforme aux prévisions. Par rapport à l'exercice précédent, le montant des dotations en investissement apparaît néanmoins en baisse de 3,38 %. Le niveau des dépenses éligibles réalisées au cours de l'exercice 2013, sur lequel s'appuie le calcul du FCTVA au profit de la collectivité, explique cette évolution constatée au cours de l'exercice 2014.

La **dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)** est destinée à compenser une partie des dépenses réalisées au titre des compétences régionales en matière de construction et d'équipement des lycées. Son montant demeure identique aux exercices

antérieurs, compte tenu de sa désindexation par rapport à l'inflation en 2009 puis de son gel. Il est conforme aux prévisions budgétaires.

Le produit du **fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)** s'appuie sur les dépenses d'investissement réalisées, comptabilisées au compte administratif 2013 et jugées éligibles. Toutes les dépenses réelles d'investissement grevées de TVA concernant une activité non assujettie à la TVA (hors subventions versées, à l'exception de celles versées aux lycées et des fonds de concours versés à l'Etat pour des travaux routiers) sont réputées éligibles. Depuis 2009, et l'engagement de la Région Centre-Val de Loire dans le plan de relance économique de la France, la Région bénéficie d'un remboursement anticipé du FCTVA qui est calculé sur la base des dépenses d'investissement réalisées l'année n-1, auxquelles est appliqué le taux de 15,482 %. Le produit est conforme aux prévisions budgétaires mais s'inscrit en baisse par rapport à l'exercice précédent (- 8,87 %), les dépenses éligibles étant inférieures à celles qui l'avaient été en 2013.

### Programme : Dette

#### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES       |               |                       |        | RECETTES       |                  |                       |
|-----------------------|----------------|---------------|-----------------------|--------|----------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1)  | MANDATE 2014  | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1)  | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 198 400 000,00 | 56 173 419,28 | 0,00                  | 28,31% | 241 100 000,00 | 60 864 290,76    | 15 500 000,00         |
| <b>Fonctionnement</b> | 18 587 405,00  | 13 548 962,15 | 0,00                  | 72,89% | 0,00           | 1 140,06         | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 216 987 405,00 | 69 722 381,43 | 0,00                  | 32,13% | 241 100 000,00 | 60 865 430,82    | 15 500 000,00         |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Le taux moyen pondéré (TMP) de la dette est de 2,20% au 31/12/2014, soit le taux le plus faible constaté depuis dix exercices budgétaires. La capacité de désendettement est de 2,6 ans contre 2,57 en 2013.

Le contrat signé en 2013 avec la BEI a été mobilisé en deux tranches respectives de 20 M€ et 35 M€ sur des taux d'intérêt toujours attractifs soit un taux variable de Euribor 3 mois + 0,435 % pour la première tranche –soit un taux de la première échéance à 0,514%, taux fixe 20 ans de 1,587 % pour la seconde.

En comptant cet emprunt d'équilibre, l'encours de dette au 31/12/2014 s'établit à 567,6 M€ (sur la dette amortissable seule) et à 603,8 M€ en comptant l'encours du contrat de performance énergétique (CPE). La variation nette d'encours est ainsi modérée soit + 2,10 M€ par rapport à l'encours de dette global (amortissable + CPE) au 31/12/2013.

La tendance baissière s'est accentuée, en fin d'année 2014, au niveau des taux d'intérêt avec des taux monétaires proches de zéro, les marges bancaires ayant également poursuivi une correction à la baisse. Dans ces conditions, la gestion active de la dette s'est concentrée sur des arbitrages de fins de modules taux fixe vers taux variables ou révisables, pour un stock d'encours de 83 M€, entraînant notamment une baisse du taux moyen de la dette de près de 40 points de base par rapport à 2013 soit 2,20 %.

#### Annuité de la dette et frais financiers des instruments de trésorerie :

Les intérêts de la dette amortissable (hors CPE) se chiffrent à 13,938 M€, ceux de la ligne de trésorerie à 0,718 M€. En tenant compte du rattachement des Intérêts Courus Non Echus 2014 et de l'annulation des ICNE 2013 (solde de -1,1 M€), la dépense finale s'établit à 13,548 M€.

Sur la gestion court terme, la mise en place du programme de billets de trésorerie de 100 M€, utilisé régulièrement dès le mois de septembre, a permis de dégager plus de 112 000 € d'économies en termes de frais financiers. En effet, ce sont 5 billets de trésorerie pour un montant global de 95,4 M€ qui ont été émis sur le second semestre 2014.

Le remboursement en capital est conforme à ce qui était attendu avec 48,282 M€ soit 99,8% de réalisation des crédits votés.

Ligne « réaménagement de la dette » :

Au niveau de la ligne « réaménagement de la dette », les mouvements traduisent, les remboursements, en janvier 2014, des revolving mobilisés en fin d'année 2013 pour 5,8 M€ et leurs retirages, en décembre 2014, pour 3,8 M€. La réalisation sur cette ligne « réaménagement de la dette », se chiffre donc à 5,8 M€ en dépenses et 3,8 M€ en recettes, le delta observé de 2 M€ étant la matérialisation comptable de la baisse de plafond des revolving sur l'année 2014.

### Programme : Autres mouvements budgétaires

| N° Enveloppe |      |      | Libellé            | Montant de l'AP/AE au 01/01/2014 | Modification | Montant de l'AP/AE au 31/12/2014 | Montant affecté au 31/12/2014 |
|--------------|------|------|--------------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------------|
| AE           | 2014 | 1002 | DEPENSES IMPREVUES | 1 000 000,00                     |              | 1 000 000,00                     | 0,00                          |
| AP           | 2014 | 1001 | DEPENSES IMPREVUES | 1 000 000,00                     |              | 1 000 000,00                     | 0,00                          |
| <b>TOTAL</b> |      |      |                    | <b>2 000 000,00</b>              |              | <b>2 000 000,00</b>              | <b>0,00</b>                   |

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES            |                     |                       |               | RECETTES          |                  |                       |
|-----------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|---------------|-------------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1)       | MANDATE 2014        | RESTE A REALISER 2014 | % (3)         | VOTE 2014 (1)     | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Investissement</b> | 0,00                | 0,00                | 0,00                  | 0,00%         | 290 000,00        | 0,00             | 0,00                  |
| <b>Fonctionnement</b> | 4 066 874,00        | 1 455 585,50        | 0,00                  | 35,79%        | 0,00              | 87 867,31        | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | <b>4 066 874,00</b> | <b>1 455 585,50</b> | <b>0,00</b>           | <b>35,79%</b> | <b>290 000,00</b> | <b>87 867,31</b> | <b>0,00</b>           |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les recettes constatées au titre des autres mouvements budgétaires sont essentiellement constituées des trop-perçus (restitutions de subventions, totales ou partielles, et de remboursements divers) en investissement comme en fonctionnement.

Les difficultés liées au recouvrement des créances régionales demeurent. Les admissions en non-valeur et les créances éteintes s'élèvent à 0,930 M€ (contre 1,366 M€ en 2013). Bien qu'il soit constaté une diminution en 2014, le nombre d'entreprises en difficulté, en particulier soumises à une procédure collective (redressement ou liquidation judiciaire), reste important. Par ailleurs, le montant des remises gracieuses a diminué : 13 744,49 € contre 17 978,60 € en 2013.

Par ailleurs, sont comptabilisés dans les « autres mouvements budgétaires », divers frais (commissions d'engagement et de non utilisation) liés aux conventions d'emprunt et de trésorerie pour 0,201 M€ et des prestations demandées par la Région dans le cadre de marchés d'accompagnement sur ces thématiques pour 0,043 M€.

## DOMAINE : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES       |                |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|----------------|----------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1)  | MANDATE 2014   | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 121 011 530,18 | 121 542 253,30 | 270 047,96            | 100,66% | 4 500 117,57  | 5 120 759,70     | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 121 011 530,18 | 121 542 253,30 | 270 047,96            | 100,66% | 4 500 117,57  | 5 120 759,70     | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

### Programme : Masse salariale

### La réalisation des crédits de paiements

|                       | DEPENSES       |                |                       |         | RECETTES      |                  |                       |
|-----------------------|----------------|----------------|-----------------------|---------|---------------|------------------|-----------------------|
|                       | VOTE 2014 (1)  | MANDATE 2014   | RESTE A REALISER 2014 | % (3)   | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| <b>Fonctionnement</b> | 114 319 067,33 | 115 499 748,53 | 26 185,16             | 101,06% | 3 546 000,00  | 4 410 729,47     | 0,00                  |
| <b>Total</b>          | 114 319 067,33 | 115 499 748,53 | 26 185,16             | 101,06% | 3 546 000,00  | 4 410 729,47     | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les dépenses portent sur la rémunération des agents employés par le Conseil régional (rémunérations, régime indemnitaire et charges patronales) quel que soit leur statut : fonctionnaires et stagiaires de la fonction publique territoriale, fonctionnaires détachés d'une autre fonction publique, contractuels de droit public, contrats aidés dont emplois d'avenir, apprentis...

En 2014, la masse salariale a augmenté de 3,975 M€ par rapport à 2013. Cette augmentation, qui est due pour près de 50% à des mesures réglementaires nationales, a porté principalement sur les dépenses suivantes :

- + 0,903 M€ au titre des charges patronales (essentiellement charges de sécurité sociale et de retraite), dont près de 0,770 M€ au titre des contributions retraite (contribution patronale de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales),
- + 0,928 M€ au titre des mesures nationales portant revalorisations salariales (salaire minimum interprofessionnel de croissance et revalorisation indiciaire des agents de catégorie C),
- + 0,924 M€ au titre des avancements d'échelon, de grade et promotions internes survenus en 2014 (glissement vieillissement technicité),
- + 0,447 M€ au titre des remplacements dans les lycées,
- + 0,391 M€ correspondant à la mise en œuvre des politiques régionales en faveur des emplois d'avenir (1<sup>ère</sup> année pleine en 2014, avec 50 « emplois d'avenir » travaillant à la Région au 31 décembre 2014) et du soutien à l'apprentissage (48 apprentis au Conseil régional au 31 décembre 2014),
- + 0,320 M€ au titre de la 3<sup>ème</sup> tranche de mise en œuvre du régime indemnitaire issu du protocole de 2011.

Parallèlement, les recettes 2014 liées au programme « masse salariale » sont supérieures à celles perçues en 2013 (+ 0,150 €), ainsi qu'au budget primitif 2013 (+ 0,865 M€). Ces augmentations s'expliquent d'une part, par des remboursements plus importants perçus dans le cadre du contrat d'assurances risques statutaires (en lien avec l'augmentation des risques couverts) et d'autre part, par le report d'encaissements de 2013 sur 2014 (en raison d'une clôture budgétaire plus précoce en 2013).

### Programme : Autres dépenses de personnel

#### La réalisation des crédits de paiements

|                | DEPENSES      |              |                       |        | RECETTES      |                  |                       |
|----------------|---------------|--------------|-----------------------|--------|---------------|------------------|-----------------------|
|                | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 | RESTE A REALISER 2014 | % (3)  | VOTE 2014 (1) | MANDATE 2014 (2) | RESTE A REALISER 2014 |
| Fonctionnement | 6 692 462,85  | 6 042 504,77 | 243 862,80            | 94,00% | 954 117,57    | 710 030,23       | 0,00                  |
| <b>Total</b>   | 6 692 462,85  | 6 042 504,77 | 243 862,80            | 94,00% | 954 117,57    | 710 030,23       | 0,00                  |

(1) Voté 2014 hors virements:BP + BS+ DM(s)

(2) Titres émis

(3) (Mandaté + Reste à réaliser)/Voté

Les autres dépenses de personnel regroupent :

- Les avantages sociaux, pour un montant total de dépenses s'élevant à plus de 3,041 M€ : subvention versée annuellement au Comité des œuvres sociales, cotisation versée au prestataire d'actions sociales Publiservices (nouveau prestataire ayant remplacé le Fonds national action sanitaire sociale), prise en charge des abonnements domicile-travail,
- Les frais de déplacement, pour un montant de 0,295 M€ : remboursement des frais aux agents et achat direct de billetterie (train, avion) et de nuitées d'hôtel, pour les déplacements professionnels des agents (y compris les frais liés à la formation),
- Les frais de formation, pour un montant de plus de 0,745 M€ : achat de formations et de séminaires, à la place ou dans le cadre de marchés passés par la collectivité ; la contribution patronale versée au Centre national de la fonction publique territoriale figure dans les dépenses du programme « masse salariale », elle a représenté plus de 0,620 M€ en 2014.
- Les frais divers, pour un montant de près de 2,204 M€, portant essentiellement sur :
  - o La cotisation d'assurance risques statutaires de la collectivité : 1,589 M€
  - o Le marché de prestations d'assistantes sociales : 0,414 M€
  - o La médecine du travail (hors rémunérations versées en interne) : 0,111 M€
  - o Les dotations vêtements de travail et de représentation, et Equipements de Protection Individuelle : 0,059 M€.

En 2014, les autres dépenses de personnel étaient plus importantes de près de 0,495 M€ par rapport à 2013. Ce montant de dépenses supplémentaires correspond à un volume d'engagements reportés important entre 2013 et 2014.

Les recettes associées aux autres dépenses de personnel sont légèrement supérieures à celles de 2013 (+ 0,066 M€), mais inférieures aux inscriptions du budget primitif 2014 (-0,244 M€). Cette situation s'explique par un volume moindre de chèques universels emplois services commandés par les agents, ainsi que par un décalage de la perception de certaines recettes (notamment de la subvention du Fonds national de prévention).

# **LES DECISIONS**

## **A – L'APPROBATION DU COMPTE DE GESTION**

Le compte de gestion établi par le payeur régional doit également être soumis au vote de l'Assemblée lors de cette même session.

Les résultats de l'exercice 2014 sont identiques à ceux du compte administratif.

## **B – L'APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF**

Le compte administratif 2014 est approuvé selon la balance générale au chapitre présentée ci-après, dont il ressort :

- Le montant total des dépenses réalisées s'établit à 1 380 153 490,73 €, dont 529 778 724,86 € en investissement et 850 374 765,87 € en fonctionnement.
- Le montant total des recettes réalisées s'établit à 1 606 052 973,11€, dont 536 107 627,93 € en investissement et 1 069 945 345,18 € en fonctionnement.
- Le résultat de la section de fonctionnement est de + 237 464 300,02 €.
- Le solde d'exécution de la section d'investissement fait ressortir un besoin de financement 224 689 229,22 €.
- L'arrêté des comptes présente un excédent global de clôture d'un montant de 12 775 070,80 €.
- Les restes à réaliser s'établissent à 24 433 846,59 € en dépenses et à 20 579 167,01 € en recettes.

Le compte administratif est présenté en conformité avec le compte de gestion présenté par le payeur régional. Il est adopté en totalité.

**BALANCE GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2014 / CREDITS DE PAIEMENT**

|                                            |                                               | CREDITS DE PAIEMENT              |                         |                                   |                                  |                         |                                   |
|--------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|-------------------------|-----------------------------------|
| Chap.                                      | Libellé                                       | DEPENSES                         |                         |                                   | RECETTES                         |                         |                                   |
|                                            |                                               | Crédits votés<br>(BP+DM+RAR n-1) | Réalisé                 | Reste à réaliser<br>au 31/12/2014 | Crédits votés<br>(BP+DM+RAR n-1) | Réalisé                 | Reste à réaliser<br>au 31/12/2014 |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>            |                                               | <b>513 990 182,89</b>            | <b>366 861 291,51</b>   | <b>489 376,83</b>                 | <b>311 881 456,00</b>            | <b>129 277 041,25</b>   | <b>15 500 000,00</b>              |
| Opérations réelles                         | 90 Opérations ventilées                       | 315 590 182,89                   | 310 687 872,23          | 489 376,83                        | 57 694 930,00                    | 55 616 225,23           | 15 500 000,00                     |
|                                            | 900 Services généraux                         | 20 283 150,97                    | 18 900 319,53           | 473 845,46                        | 17 075 000,00                    | 13 056 944,18           | 15 500 000,00                     |
|                                            | 901 Formation professionnelle/apprentissage   | 14 359 295,00                    | 14 108 102,14           | 0,00                              | 3 925 000,00                     | 3 962 627,00            |                                   |
|                                            | 902 Enseignement                              | 87 750 890,92                    | 91 613 215,58           | 14 334,97                         | 23 507 593,00                    | 25 254 037,53           |                                   |
|                                            | 903 Culture, sports et Loisirs                | 16 505 700,00                    | 14 934 226,38           | 0,00                              | 4 193 728,00                     | 4 206 321,12            |                                   |
|                                            | 904 Santé et action sociale                   | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              |
|                                            | 905 Aménagement des territoires               | 75 317 307,00                    | 82 496 135,20           | 0,00                              | 0,00                             | 45 120,41               |                                   |
|                                            | 907 Environnement                             | 6 751 100,00                     | 6 013 487,78            | 0,00                              | 0,00                             | 0,00                    |                                   |
|                                            | 908 Transports                                | 48 514 139,00                    | 47 455 777,96           | 0,00                              | 636 000,00                       | 891 163,44              |                                   |
|                                            | 909 Action économique                         | 46 108 600,00                    | 35 166 607,66           | 1 196,40                          | 8 357 609,00                     | 8 200 011,55            |                                   |
|                                            | 92 Opérations non ventilées                   | 198 400 000,00                   | 56 173 419,28           | 0,00                              | 254 186 526,00                   | 73 660 816,02           | 0,00                              |
|                                            | 921 Taxes non affectées                       | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              | 0,00                             | 0,00                    |                                   |
|                                            | 922 Dotations et participations non affectées | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              | 12 796 526,00                    | 12 796 525,26           |                                   |
|                                            | 923 Dettes et autres opérations financières   | 198 400 000,00                   | 56 173 419,28           | 0,00                              | 241 100 000,00                   | 60 864 290,76           |                                   |
|                                            | 954 Produits des cessions d'immob             | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              | 290 000,00                       | 0,00                    |                                   |
| 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé | 0,00                                          | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              | 231 018 132,29                   | 0,00                    |                                   |
| <b>Opérations d'ordre</b>                  |                                               | <b>214 610 000,00</b>            | <b>162 917 433,35</b>   | <b>0,00</b>                       | <b>416 718 726,89</b>            | <b>594 049 313,57</b>   | <b>0,00</b>                       |
|                                            | 925 Opérations patrimoniales                  | 61 500 000,00                    | 13 133 717,20           | 0,00                              | 61 500 000,00                    | 13 133 717,20           |                                   |
|                                            | 926 Transferts entre sections                 | 153 110 000,00                   | 149 783 716,15          | 0,00                              | 168 000 000,00                   | 162 678 737,19          |                                   |
|                                            | 95 Chapitre de prévision sans réalisation     | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              | 187 218 726,89                   | 187 218 726,89          | 0,00                              |
|                                            | 951 Virement de la section fonctionnement     | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              | 187 218 726,89                   | 187 218 726,89          |                                   |
|                                            | 950 Dépenses imprévues                        | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              | 0,00                             | 0,00                    |                                   |
|                                            | 001 Solde d'exécution reporté                 | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              |
| <b>TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT</b>      |                                               | <b>728 600 182,89</b>            | <b>529 778 724,86</b>   | <b>489 376,83</b>                 | <b>728 600 182,89</b>            | <b>723 326 354,82</b>   | <b>15 500 000,00</b>              |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>           |                                               | <b>731 927 241,50</b>            | <b>687 696 028,68</b>   | <b>23 944 469,76</b>              | <b>934 035 968,39</b>            | <b>938 055 349,74</b>   | <b>5 079 167,01</b>               |
| Opérations réelles                         | 93 Opérations ventilées                       | 708 460 103,62                   | 672 004 290,92          | 23 944 469,76                     | 84 845 534,35                    | 85 638 249,56           | 5 079 167,01                      |
|                                            | 930 Services généraux                         | 73 299 932,79                    | 69 971 852,64           | 2 288 069,81                      | 17 782 117,57                    | 16 131 131,72           | 5 035 349,00                      |
|                                            | 931 Formation professionnelle/apprentissage   | 228 767 107,91                   | 215 352 608,73          | 7 372 132,81                      | 58 705 658,78                    | 59 288 168,12           | 25 000,00                         |
|                                            | 932 Enseignement                              | 148 538 630,06                   | 146 343 158,34          | 2 518 551,14                      | 3 490 676,00                     | 4 722 583,18            |                                   |
|                                            | 933 Culture, sports et Loisirs                | 35 930 207,32                    | 30 130 360,35           | 5 519 011,46                      | 20 300,00                        | 27 117,00               |                                   |
|                                            | 934 Santé et action sociale                   | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              | 0,00                             | 0,00                    |                                   |
|                                            | 935 Aménagement des territoires               | 10 291 001,50                    | 10 421 041,80           | 109 000,00                        | 0,00                             | 112 053,75              |                                   |
|                                            | 937 Environnement                             | 10 124 618,24                    | 7 387 143,71            | 1 421 590,55                      | 18 667,00                        | 25 346,50               |                                   |
|                                            | 938 Transports                                | 162 676 781,23                   | 157 477 255,40          | 173 902,15                        | 4 826 000,00                     | 5 258 284,55            | 18 818,01                         |
|                                            | 939 Action économique                         | 38 831 824,57                    | 34 920 869,95           | 4 542 211,84                      | 2 115,00                         | 73 564,74               |                                   |
|                                            | 94 Opérations non ventilées                   | 23 467 137,88                    | 15 691 737,76           | 0,00                              | 831 296 710,33                   | 834 523 379,47          | 0,00                              |
|                                            | 940 Impositions directes                      | 0,00                             | 231 671,00              | 0,00                              | 181 178 058,00                   | 180 773 655,07          |                                   |
|                                            | 941 Autres impôts et taxes                    | 0,00                             | 26 735,00               | 0,00                              | 327 265 951,33                   | 330 873 161,33          |                                   |
|                                            | 942 Dotations et participations non affectées | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              | 322 852 704,00                   | 322 867 190,53          |                                   |
|                                            | 943 Opérations financières                    | 22 653 884,00                    | 14 729 621,44           | 0,00                              | 0,00                             | 9 372,54                |                                   |
| 944 Frais de fonctionnement groupes d'élus | 813 253,88                                    | 703 710,32                       | 0,00                    | 0,00                              | 0,00                             |                         |                                   |
| 945 Dotations aux provisions               | 0,00                                          | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              | 0,00                             |                         |                                   |
| 002 Solde de fonctionnement reporté        | 0,00                                          | 0,00                             | 0,00                    | 17 893 720,71                     | 17 893 720,71                    | 0,00                    |                                   |
| <b>Opérations d'ordre</b>                  |                                               | <b>355 218 726,89</b>            | <b>349 897 464,08</b>   | <b>0,00</b>                       | <b>153 110 000,00</b>            | <b>149 783 716,15</b>   | <b>0,00</b>                       |
|                                            | 946 Opér. d'ordre de transferts entre section | 168 000 000,00                   | 162 678 737,19          |                                   | 153 110 000,00                   | 149 783 716,15          |                                   |
|                                            | 95 Chapitre de prévision sans réalisation     | 187 218 726,89                   | 187 218 726,89          | 0,00                              | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              |
|                                            | 953 Virement à la section d'investissement    | 187 218 726,89                   | 187 218 726,89          |                                   | 0,00                             | 0,00                    |                                   |
| <b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>     |                                               | <b>1 087 145 968,39</b>          | <b>1 037 593 492,76</b> | <b>23 944 469,76</b>              | <b>1 087 145 968,39</b>          | <b>1 087 839 065,89</b> | <b>5 079 167,01</b>               |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                       |                                               | <b>1 815 746 151,28</b>          | <b>1 567 372 217,82</b> | <b>24 433 846,59</b>              | <b>1 815 746 151,28</b>          | <b>1 811 165 420,71</b> | <b>20 579 167,01</b>              |
| dont Total solde reporté n-1               |                                               | 0,00                             | 0,00                    | 0,00                              | 17 893 720,71                    | 0,00                    | 0,00                              |
| dont Total Mouvements réels                |                                               | 1 245 917 424,39                 | 1 054 557 320,19        | 24 433 846,59                     | 1 245 917 424,39                 | 1 067 332 390,99        | 20 579 167,01                     |
| dont Total Mouvement d'ordre               |                                               | 569 828 726,89                   | 512 814 897,43          | 0,00                              | 569 828 726,89                   | 743 833 029,72          | 0,00                              |

## C - L'arrêté des comptes 2014

L'arrêté des comptes permet de dégager le résultat de la section de fonctionnement, le solde d'exécution de la section d'investissement et les restes à réaliser des deux sections.

**Le résultat de la section de fonctionnement** intègre le résultat reporté de l'année précédente et le résultat de l'exercice (titres émis moins mandats émis). Pour 2014, ce résultat s'élève à 237,464 M€.

| <b>Résultat de fonctionnement</b> | (A)<br>Résultat N-1 | (B)<br>Résultat de l'exercice<br>(titres moins mandats) | (A)+(B)<br>Résultat à affecter |
|-----------------------------------|---------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------|
| Recettes (réelles + ordre)        | 17 893 720,71       | 1 069 945 345,18                                        | 1 087 839 065,89               |
| Dépenses (réelles + ordre)        |                     | 850 374 765,87                                          | 850 374 765,87                 |
| Total                             | 17 893 720,71       | 219 570 579,31                                          | 237 464 300,02                 |

**Le solde d'exécution de la section d'investissement** est calculé compte tenu du résultat reporté de l'année précédente et du résultat de l'exercice (titres émis moins mandats émis). Pour 2014, le besoin de financement de la section d'investissement s'élève à 224,689 M€.

| <b>Résultat d'investissement</b> | (A)<br>Résultat N-1 | (B)<br>Résultat de l'exercice<br>(titres moins mandats) | Résultat de la<br>section<br>d'investissement |
|----------------------------------|---------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| Recettes (réelles + ordre)       |                     | 536 107 627,93                                          | 536 107 627,93                                |
| Dépenses (réelles + ordre)       | 231 018 132,29      | 529 778 724,86                                          | 760 796 857,15                                |
| Total                            | -231 018 132,29     | 6 328 903,07                                            | -224 689 229,22                               |

L'arrêté des comptes, toutes sections confondues, fait ressortir un résultat de 12 775 070,80 € (237 464 300,02 € - 224 689 229,22 €).

**Les restes à réaliser** s'élèvent à 24,43 M€ en dépenses, dont 23,94 M€ au titre des dépenses de fonctionnement et 0,489 M€ au titre des dépenses d'investissement.

**Les restes à réaliser** de recettes s'élèvent à 20,58 M€, soit 15,5 M€ en investissement et 5,08 M€ en fonctionnement.

**Les rattachements de charges** à l'exercice 2014, hors ICNE, s'élèvent à 6 076 966,50 €.

## Rapport annuel de la dette 2014

Le « rapport annuel de la dette » retrace le contexte économique et financier de l'année écoulée, le suivi de l'évolution du niveau et de la structure de la dette, les différentes actions de gestion active de la dette et de la trésorerie menées en 2014, accompagnés d'un lexique des termes utilisés.

Compte tenu des réalisations, **l'encours de la dette directe s'élève à 567,6 M€ au 31 décembre 2014**. Celui-ci représente 603,8 M€ en incluant l'encours du Contrat de Performance Énergétique (encours TTC = 36,1 M€ au 31/12/2014).

**La gestion active de l'encours a permis de maîtriser les frais financiers de la dette amortissable (1,32 % du budget global). Le taux moyen pondéré (TMP) de celle-ci est le plus faible constaté depuis plus de dix exercices budgétaires avec 2,20 % au 31/12/2014.**

**Dans le même temps, la capacité de désendettement se situe à 2,6 ans contre 2,57 ans en 2013.**

Le rapport annuel de la dette est également complété par l'ensemble des annexes budgétaires normalisées et obligatoires du compte administratif à savoir :

- L'encours de dette par nature de dette
- L'encours de dette par structure de taux
- L'encours de dette par typologie de répartition de l'encours (« Charte Gissler »)
- L'état des instruments de couverture du risque financier
- Le bilan de l'utilisation des ouvertures de crédit de trésorerie pour l'année écoulée.

### **I] L'IMPACT DE L'EVOLUTION DES MARCHES SUR LES CHOIX DE GESTION DE LA DETTE REGIONALE**

#### **Conditions de financement**

Le grand écart observé entre les politiques monétaires menées en zone EURO et aux Etats Unis s'est confirmé au fil de l'année 2014.

Ainsi, la Réserve fédérale a engagé la normalisation de sa politique monétaire en mettant fin à son plan d'assouplissement quantitatif laissant présupposer une remontée des taux dans le courant de l'année 2015.

A rebours de la Fed, la Banque Centrale Européenne, sous le coup de pressions déflationnistes, a renforcé sa politique accommodante dans un objectif d'incitation à la relance économique. Ainsi, le taux de refinancement de la BCE a été abaissé à 0,05 % (soit -0,20 % sur un an). Dans le même temps, le taux de rémunération des dépôts que placent les établissements financiers auprès de la banque centrale est passé au-dessous de zéro (-0,20%), toujours dans la même logique d'incitation.



Dans ce contexte, Les **taux courts** ont connu une forte décreue avec, notamment, un EONIA passant quasiment constamment en territoire négatif à partir du mois de septembre et un EURIBOR 3 mois perdant près de 20 points de base sur un an pour finir l'année à 0,08%.

Les **taux longs** ont poursuivi une tendance baissière, les taux obligataires à 10 ans sont ainsi passés de 2,50 % au 1<sup>er</sup> janvier à 0,86 % au 31 décembre soit une baisse de plus de 160 points de base sur un an.

### **Marchés financiers : focus économique et financier**

En 2014, la zone euro a échappé de peu à la récession avec une progression du PIB de 0,8% ; le taux de chômage reste fort et touche près de 10 % de la population active de l'Union européenne. L'écart de performance se creuse avec les Etats-Unis qui affichent une croissance économique dépassant 3% et un taux de chômage avoisinant 6%.

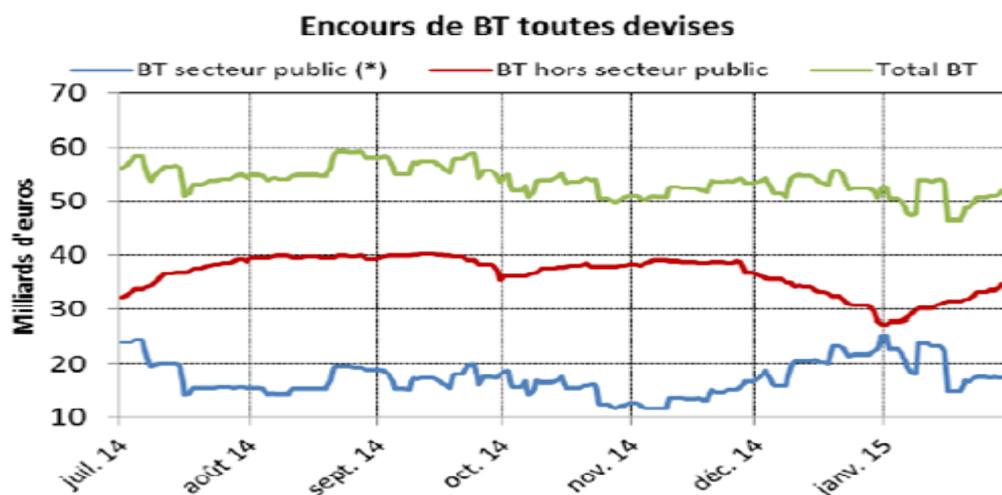
Pour ne pas s'engager dans la voie de la « japonisation » de l'Europe dans laquelle la déflation jouerait un rôle plus que néfaste pour l'économie réelle, la plupart des acteurs s'accorde sur la poursuite des réformes structurelles et surtout vers la mise en place d'un grand plan d'investissement à l'échelle européenne. Dans cet esprit, la Commission Européenne a engagé, fin 2014, la création d'un fonds d'investissement financé par le budget de l'UE et celui de la Banque Européenne d'investissement. Ce « plan Juncker » de 315 milliards d'euros sur 3 ans doit inciter les acteurs privés à s'associer à des projets d'infrastructures sur tout le continent. Ces mesures sont complémentaires aux mesures « non conventionnelles » prises par la BCE et développées ci-avant.

Sur le plan du financement du secteur public local, la Banque Européenne d'Investissement reste le partenaire offrant les conditions financières les plus favorables, notamment auprès des grandes collectivités avec des marges sur index en deçà de 0,50%. Les autres établissements, malgré la poursuite de la baisse des marges bancaires (- 45 points de base sur l'année 2014), sont moins compétitifs car affichent encore des conditions proches de 100 points de base.

S'agissant des émissions obligataires, les collectivités se sont positionnées activement sur le long terme mais également sur les billets de trésorerie, toujours en forte croissance depuis 2012 :

- Sur les émissions long terme, si le nombre de collectivités actives reste stable (28), le nombre d'opérations a augmenté (91 opérations contre 75 en 2013) pour un volume en léger tassement soit 2,3 Mds d'euros (-195 millions par rapport à 2013).

- Sur le court terme, les 28 collectivités détentrices de programme de billets de trésorerie (dont 9 régions) ont bénéficié de taux d'émission proche de zéro générant une activité forte sur l'année 2014.



(\*) Agences, Collectivités locales et entreprises publiques

## **II] LE NIVEAU ET LA STRUCTURE DE LA DETTE**

### 1) La mobilisation de l'emprunt :

L'inscription d'emprunt au BP 2014 est de 77,9 M€ en hausse de 4,85 % par rapport au BP 2013. Le montant finalement mobilisé dépend du taux de réalisation global du budget, tant en dépenses qu'en recettes. L'emprunt réalisé en 2014 s'élève à 55 M€ et se repositionne dans la même tendance que l'emprunt 2012 (53,8 M€) après une année 2013 marquée par une baisse de l'endettement avec seulement 20 M€ consolidés.

| En M€                                             | 2010   | 2011   | 2012   | 2013  | 2014   |
|---------------------------------------------------|--------|--------|--------|-------|--------|
| Emprunts inscrits au BP                           | 88,5   | 83     | 74     | 74,3  | 77,9   |
| DM1 (= emprunt reporté)                           | 28     | 28     | 26     | 2,5   | 13,2   |
| Total                                             | 116,5  | 111    | 100    | 76,8  | 91,1   |
| Emprunts mobilisés                                | 70,8   | 75,2   | 53,8   | 20    | 55     |
| % mobilisation / total inscrit                    | 60,7 % | 67,7 % | 53,8 % | 26 %  | 60,3 % |
| Variation nette de l'encours sur la dette directe | 26,1   | 29,10  | 7,50   | -29,4 | 4,70   |

### 2) La structure de la dette régionale :

#### a) La répartition de la dette entre taux fixes et taux variables :

Cette analyse permet de mesurer l'exposition de la collectivité au risque de taux, étant entendu qu'une majorité de taux fixes signifie une exposition à la baisse des taux, alors qu'une majorité de taux variables revient à une exposition à la hausse des taux.

La répartition de la dette a évolué comme suit depuis 2010 (y compris revolving):

|                 | 31/12/10 | 31/12/11 | 31/12/12 | 31/12/13 | 31/12/14 |
|-----------------|----------|----------|----------|----------|----------|
| % taux fixe     | 65 %     | 68 %     | 74 %     | 71 %     | 57 %     |
| % taux variable | 35 %     | 32 %     | 26 %     | 29 %     | 43 %     |

Dans la continuité de 2013, plus de 83 M€ ont été repositionnés sur index variables et révisables dans l'objectif de profiter de taux monétaires proches de zéro. La part taux fixes a donc logiquement baissé de 14 % entraînant également une baisse du taux moyen de la Région (voir ci-après).

Les 55 M€ d'emprunt d'équilibre 2014 ont été consolidés en deux tranches sur la convention BEI signée en 2013 :

- 20 M€ sur **EURIBOR 3 mois + 0,435 %** sur une durée d'amortissement de 20 ans (taux d'intérêts de la première échéance 0,514 %)
- 35 M€ en **taux fixe trimestriel 1,587 %** sur une durée d'amortissement de 20 ans

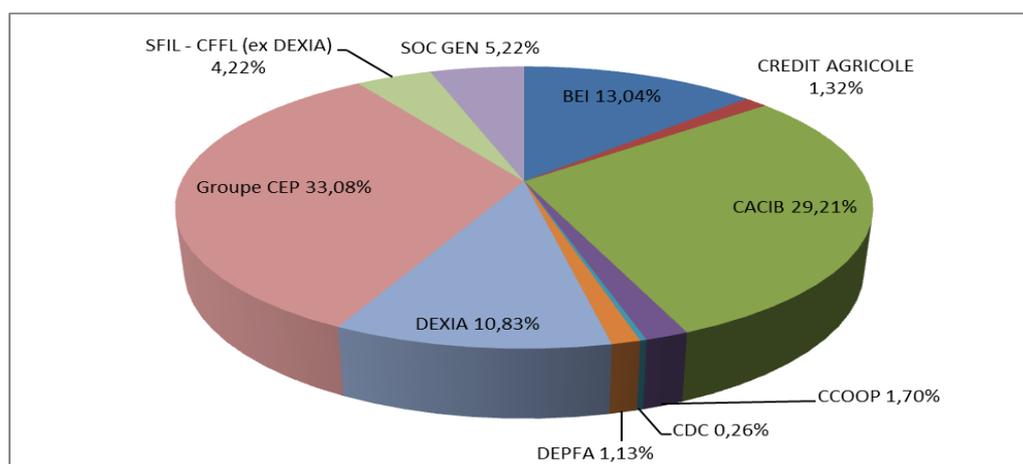
L'enveloppe BEI est donc consommée à hauteur de 75 M€, celle-ci reste mobilisable pour 275 M€ jusqu'en mars 2018.

#### b) La répartition de la dette entre les divers prêteurs :

A ce jour, 8 établissements se partagent l'encours de la dette directe régionale (hors CPE).

Le groupe Caisse d'Épargne (Caisse régionale d'Épargne, Crédit Foncier) reste le premier prêteur de la Région avec 33 % de son encours. Suivent le Groupe Crédit Agricole (Caisses de Crédit Agricole, CACIB) avec 30,5 % et DEXIA / SFIL avec 15 %.

Compte tenu de la mobilisation de 2014, la part d'encours BEI augmente rapidement (+ 9 points) et passe à 13 % de la dette régionale.



#### 3) L'évolution de la charge de la dette :

##### Un maintien du coût de la dette à un niveau très bas

L'indicateur retenu pour mesurer le niveau des frais financiers générés par la dette est le taux moyen pondéré (TMP). Il est égal au rapport entre les intérêts acquittés et le capital restant dû à chaque fin de mois.

Cet indicateur ressort à **2,20 % en 2014** et est en baisse de près de 40 points de base par rapport à 2013 (2,58 %). **Ce taux moyen est le plus bas constaté au compte administratif depuis plus de dix ans.**

Taux de réalisation des crédits liés à la charge de la dette en 2014 :

En 2014, les intérêts payés au titre de l'encours amortissable\* (hors CPE) ont représenté 2,03 % des dépenses de fonctionnement et 1,32 % du budget global.

|                                                | BP<br>En M€ | Total<br>crédits<br>inscrits<br>En M€ | Réalisation<br>En M€ | Taux<br>réalisation<br>/BP | Taux<br>réalisation<br>crédits<br>inscrits |
|------------------------------------------------|-------------|---------------------------------------|----------------------|----------------------------|--------------------------------------------|
| Remboursement en Capital                       | 49          | 48,40                                 | 48,282               | 98,5 %                     | 99,8 %                                     |
| Réaménagement de la dette                      | 150         | 150                                   | 7,890                | 5,26 %                     | 5,26 %                                     |
| Intérêts de la dette<br>amortissable directe * | 18,587      | 18,549                                | 13,938               | 75 %                       | 7,2 %                                      |
| Annuité de dette (capital +<br>intérêts)       | 67,59       | 66,95                                 | 62,22                | 92 %                       | 92,9 %                                     |

\* Hors frais financiers relatifs à la ligne de trésorerie et ICNE

La capacité de désendettement de la Région :

Le ratio sur la capacité de désendettement correspond au rapport entre l'encours de la dette et l'épargne brute (excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement constaté au compte administratif).

La capacité de désendettement de la Région Centre au 31/12/2014 est de **2,6 ans**. Cela signifie que la Région a besoin de l'équivalent de 2,6 ans d'épargne brute pour rembourser la totalité de l'encours de sa dette.

### **III] LA GESTION ACTIVE DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE**

La Région, dans une logique d'optimisation des frais financiers de sa dette amortissable, a poursuivi sa campagne d'arbitrages d'index tant sur le volet long terme que le volet trésorerie.

1) Les opérations menées sur l'encours de dette long terme

*a) L'optimisation du coût de la dette par les arbitrages d'index :*

Les 7 contrats ci-après ont été arbitrés pour 83 M€ entre index EURIBOR ET TAM :

| Banque  | CRD        | Date d'arbitrage | taux quitté              | taux souscrit           |
|---------|------------|------------------|--------------------------|-------------------------|
| CACIB   | 7 353 000  | 15/07/2014       | TAUX FIXE 2,94 %         | TAM + 0,09 %            |
| CACIB   | 10 310 740 | 01/07/2014       | TAUX FIXE 2,92 %         | TAM + 0,07 %            |
| DEXIA   | 17 688 692 | 01/07/2014       | TAUX FIXE 2,86 %         | TAG 1 MOIS + 0,0055 %   |
| CACIB   | 4 155 376  | 15/06/2014       | EURIBOR 3 mois + 0,005 % | TAG 3 Mois + 0,01 %     |
| CACIB   | 12 000 000 | 30/06/2014       | TAUX FIXE 3,05 %         | TAM + 0,07 %            |
| CEP-CFF | 14 026 965 | 05/06/2014       | TAUX FIXE 2,95 %         | EURIBOR 1 mois + 0,10 % |
| DEXIA   | 17 509 334 | 01/08/2014       | TAUX FIXE 2,95 %         | EURIBOR 1 mois Flat     |

Ces différentes opérations ont permis de **réduire les frais financiers de 0,347 M€** pour l'année 2014.

b) Les remboursements anticipés liés à l'optimisation de la trésorerie :

Comme en 2013, la gestion de la dette long terme et celle de la trésorerie ont été fortement liées. Des crédits avaient été prévus dès le budget primitif sur la ligne « réaménagement de la dette » pour 150 M€. Ils ont permis de rembourser dès le début de l'année 2014 les emprunts revolving mobilisés en fin d'année 2013.

La Région a donc utilisé les leviers dont elle dispose encore mais qui tendent à se réduire, dont le remboursement des crédits revolving : les deux emprunts revolving, détenus auprès de DEXIA et de la Société Générale, qui avaient été mobilisés en fin d'année 2013, ont été remboursés en début d'année 2014 pour un montant de 5,864 M€ (7,803 M€ en 2013).

Ces différentes opérations ont permis de **diminuer le coût de la dette** pour l'année 2014 avec une économie de frais financiers de **0,013 M€** (0,019 M€ en 2013). Ce montant correspond aux intérêts qu'aurait dû acquitter la Région entre la date du remboursement et la nouvelle date de tirage aux taux du marché.

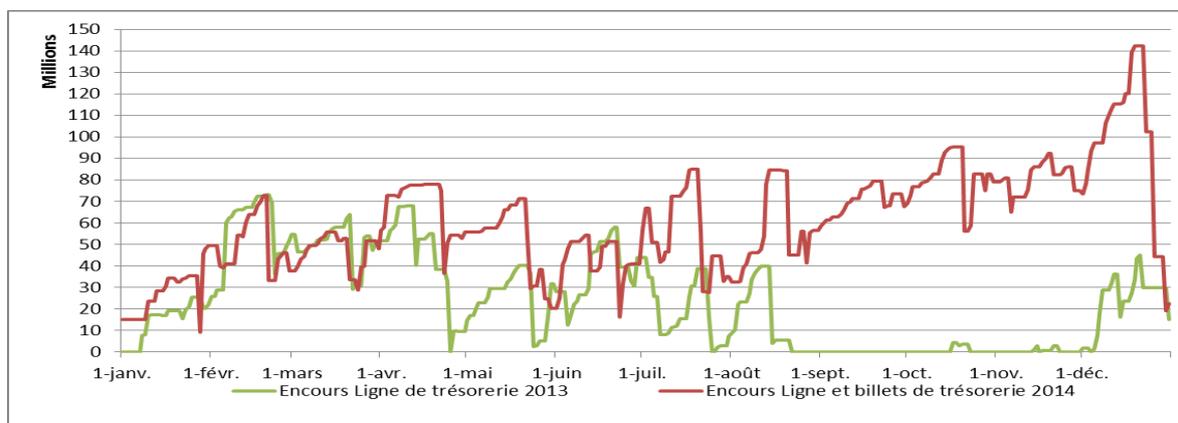
2) L'optimisation de la gestion de la trésorerie

a) La contractualisation des lignes de trésorerie

La Région Centre contracte chaque année des lignes de trésorerie pour couvrir ses besoins quotidiens de financement à court terme. En complément des lignes de trésorerie, la mise en place d'un programme de billets de trésorerie de 100 M€ a participé, sur l'année 2014, à retarder la mobilisation des emprunts long terme générant ainsi des gains en termes de frais financiers.

Les lignes sont calibrées, depuis 2009, à un maximum de 160 M€. Le renouvellement de celles-ci est annuel. Il a porté sur un volume de 150 M€ pour l'année 2014.

En termes d'utilisation, on remarque que la première moitié de l'année 2014 se calque sur la même tendance que le début d'année 2013. En revanche, l'utilisation constatée au second semestre 2014 est inversement proportionnelle à celle observée à la même période en 2013. Là où, en 2013, l'utilisation des instruments de trésorerie était nulle, on note une utilisation moyenne de 74 M€ de fin août 2014 à début décembre 2014, un pic d'utilisation étant même constaté le 20 décembre 2014 avec 142,2 M€.



Deux campagnes de renouvellement se sont succédé. La première en octobre avec le renouvellement de la ligne Société Générale pour 50 M€ puis en décembre avec celui des lignes CACIB et LBP pour 50 M€ chacune.

| Prêteur                 | Montant              | Conditions financières   | Périodicité | Fin du contrat |
|-------------------------|----------------------|--------------------------|-------------|----------------|
| CACIB                   | 50 000 000 €         | EONIA + 0,72 %           | mensuelle   | Janvier 2016   |
| LA BANQUE POSTALE (LBP) | 50 000 000 €         | EONIA + 0,85 %           | mensuelle   | Janvier 2016   |
| SOCIETE GENERALE        | 50 000 000 €         | EURIBOR 7 JOURS + 1,05 % | mensuelle   | Octobre 2015   |
| <b>TOTAL</b>            | <b>150 000 000 €</b> |                          |             |                |

*b) la nouveauté 2014 : le programme de billets de trésorerie de 100 M€*

Les délégations du Président ont été étendues en décembre 2013 de manière à pouvoir mettre en place un programme de billets de trésorerie (BT) en 2014.

La documentation a été rédigée au premier semestre 2014 (Dossier de Présentation Financière, contrats d'agents placeurs et domiciliaire) pour un programme calibré à 100 M€. La Région a obtenu l'agrément de la Banque de France pour émettre sur les marchés financiers le 9 juillet 2014.

La seconde moitié de l'année a donc été consacrée aux émissions de Billets de Trésorerie. En incluant une émission « test » de 1 M€ en juillet, la Région a ainsi émis 5 billets de trésorerie pour un volume global de 95,4 M€ dont le détail est repris ci-après :

|      |   | Date d'émission | date de remboursement | maturité du BT (en jours) | montant BT        | taux BT | gains            | agent placeur | dépenses fléchées                       |
|------|---|-----------------|-----------------------|---------------------------|-------------------|---------|------------------|---------------|-----------------------------------------|
| 2014 | 1 | 17/07/2014      | 24/07/2014            | 7                         | 1 000 000         | 0,05%   | 317€             | HSBC          | test circuit BT                         |
| 2014 | 2 | 28/08/2014      | 23/09/2014            | 26                        | 12 800 000        | 0,07%   | 13 214€          | NATIXIS       | convention TER                          |
| 2014 | 3 | 23/09/2014      | 21/10/2014            | 28                        | 28 600 000        | 0,01%   | 32 919€          | CACIB         | INVESTISSEMENTS DIT + PAIE              |
| 2014 | 4 | 24/10/2014      | 21/11/2014            | 28                        | 23 000 000        | 0,01%   | 26 527€          | CACIB         | convention TER + PAIE                   |
| 2014 | 5 | 21/11/2014      | 23/12/2014            | 32                        | 30 000 000        | 0,0075% | 39 522€          | NATIXIS       | convention TER + PAIE + CFA + COS + THD |
|      |   |                 |                       |                           | <b>95 400 000</b> |         | <b>112 498 €</b> |               |                                         |

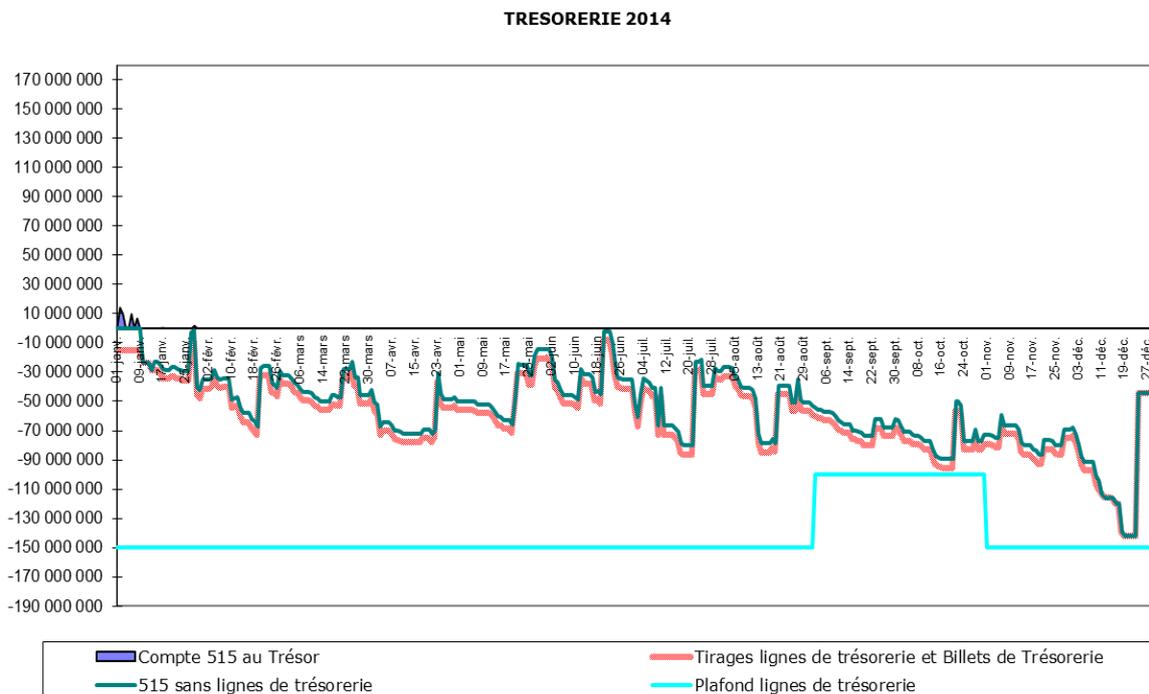
\* hors coûts de domiciliation soit 90€ TTC par émission

En lien avec le plan de trésorerie de la Région, 4 Billets de trésorerie ont donc été structurés, notamment, pour les premiers, autour des dépenses liées à la paie et à la convention TER, puis, sur le mois de novembre, en intégrant les mandats relatifs aux dotations CFA et au déploiement du Très haut Débit.

**L'ensemble a procuré plus de 112 000 € de gains** par rapport à une gestion classique via les lignes de trésorerie, lesquelles restent néanmoins utilisées pour une gestion de la trésorerie au « fil de l'eau » et en tant que couverture (Back Up) du programme de billets de trésorerie.

### c) Le suivi quotidien du niveau de trésorerie

Contrairement à l'année 2013 au cours de laquelle le solde du compte 515 a été épisodiquement positif, 2014 a permis de retrouver une gestion en trésorerie zéro avec un compte 515 n'affichant pas d'excédent.



A l'instar de 2013, la ligne n'a pas été remboursée au 31/12/2014 et son solde à cette date était de 22,552 M€.

Éléments d'explication de la légende du graphique :

- le « compte 515 au Trésor » retrace le montant quotidien du niveau de trésorerie sur le compte de la Région. Ce niveau doit être le plus proche possible de zéro puisque les collectivités ne peuvent pas placer leurs fonds (possibilité offerte depuis le 1er janvier 2005 mais sous des conditions très spécifiques) et qu'elles n'ont par ailleurs pas le droit d'être en déficit.
- le « Tirages lignes de trésorerie » retrace nos besoins de trésorerie. Si cette ligne dépasse le montant du plafond, cela signifie que la Région doit recourir aux crédits revolving pour faire face à ses besoins de financement.
- le « 515 sans lignes de trésorerie » indique ce que serait quotidiennement le niveau de notre compte si nous n'avions pas recours aux emprunts revolving : excédent de trésorerie en début d'année, déficit en fin d'année.
- le « plafond lignes de trésorerie » correspond au droit de tirage maximal de la Région sur les lignes de trésorerie.

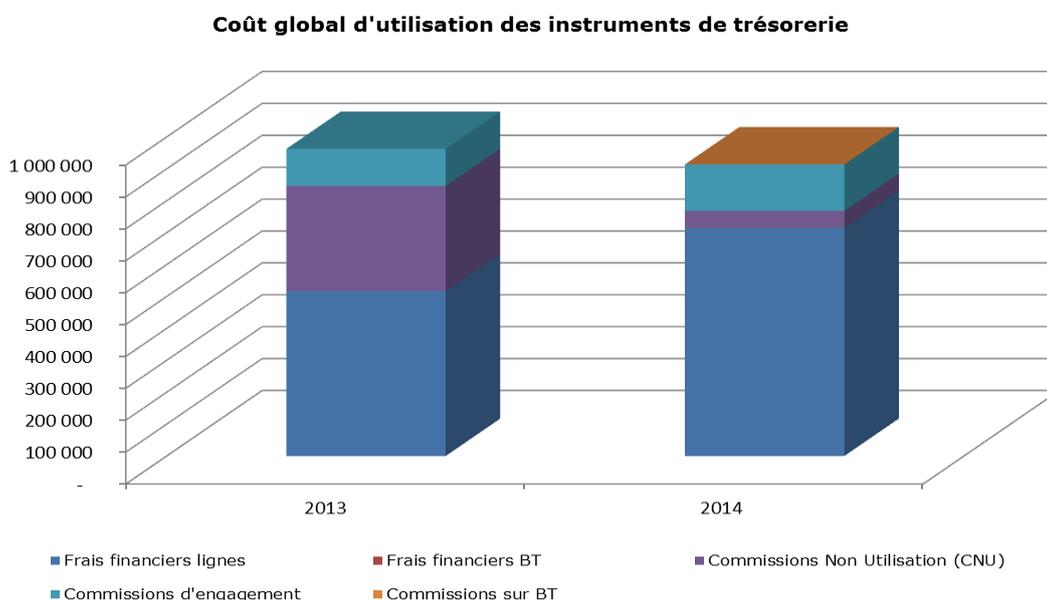
### d) Indicateurs d'utilisation des instruments de trésorerie

En 2014, la Région a mobilisé les lignes de crédit de trésorerie pendant 355 jours (268 jours en 2013) pour un encours moyen par jour de mobilisation de 60,6 M€ contre 23,7 M€ en 2013.

Hormis les 95,4 M€ des billets de trésorerie, le montant cumulé des tirages effectués sur les lignes s'élève en 2014 à 745,844 M€ (516,4 M€ en 2013), le montant des frais

financiers payés pour l'utilisation de l'ensemble des instruments de trésorerie est de 0,718 M€ dont 0,001 M€ pour les BT (contre 0,517 M€ en 2013).

L'utilisation plus dense des lignes sur 2014 par rapport à 2013 a entraîné une baisse importante des commissions de non utilisation qui passent de 0,329 M€ à 0,050 M€. Par ailleurs, le coût des commissions d'engagement passe de 0,116 M€ en 2013 à 0,145 M€.



## **LEXIQUE DES TERMES FINANCIERS UTILISES**

**Banque Centrale Européenne (BCE)** : elle définit la politique monétaire de la zone euro pour objectif principal la stabilité des prix. Sur cette base, c'est elle qui définit le taux directeur, c'est-à-dire le taux auquel se refinancent les banques et qui influe sur les conditions de crédit proposées aux emprunteurs.

**Billets de trésorerie** : Les billets de trésorerie sont des titres de créance négociables émis sur le marché monétaire de un jour à un an maximum. Le billet de trésorerie permet aux collectivités d'emprunter directement à court terme sans passer par le système bancaire et en obtenant des conditions très proches du marché monétaire.

**EURIBOR** : taux du marché monétaire européen. Il est égal à la moyenne arithmétique des taux offerts sur le marché bancaire européen pour une échéance déterminée (entre 1 semaine et 12 mois). Il est publié par la Banque centrale européenne à partir de cotations fournies quotidiennement par 64 banques européennes.

**Ligne de trésorerie** : Il s'agit de crédits de trésorerie à court terme qui ont une durée de vie de 12 mois et qui sont comptabilisés hors budget.

**Marge** : elle correspond à la rémunération de la banque. Cette marge dépend de la solvabilité de l'emprunteur, c'est-à-dire qu'elle est fonction du risque qu'estime prendre le prêteur. Les collectivités françaises sont considérées comme très peu risquées par les établissements bancaires.

**Gestion de trésorerie** : la trésorerie est le solde quotidien du compte de la Région. La règle principale est le dépôt obligatoire et non rémunéré de la trésorerie des collectivités

au Trésor Public. Cette contrainte est justifiée par les avances que fait l'Etat aux collectivités en leur versant les impôts locaux par douzième. Cette règle signifie que les collectivités ne peuvent ouvrir un compte dans une banque, ni placer leur trésorerie. Financièrement, avoir une trésorerie positive représente un coût fictif puisque c'est de l'argent qui dort. Ainsi tout € sur le compte est un € qui aurait pu servir à rembourser de la dette et donc à économiser des frais financiers.

**Swap** : Un swap de taux d'intérêt est un échange de conditions de taux d'intérêt portant sur des montants de capitaux identiques (exemple : la Région échange le taux fixe d'un de ses emprunts contre un taux variable pendant une période donnée.)

**TAG x mois** : Le TAG (Taux Annuel Glissant) désigne le taux de rendement d'un placement mensuel renouvelé chaque mois, pendant le nombre de mois (1 à 12 mois) de la période considérée, à intérêts composés, en prenant compte pour les calculs des intérêts les moyennes mensuelles des EONIA, multiplié par le nombre de jours de la période considérée et divisé par le nombre de jours de l'année écoulée (365 ou 366 jours).

**TAM** : Le TAM (Taux Annuel Monétaire) désigne le taux de rendement mensuel d'un placement rémunéré à T4M renouvelé pendant 12 mois civils à intérêts composés.

**Taux d'intérêt** : INDEX (fixe ou variable, long ou court) + MARGE BANCAIRE

**Taux fixe** : si ce taux a longtemps été privilégié, c'est pour la simplicité de gestion et de prévision qu'il induit, puisque la charge de la dette pour l'emprunteur est connue dès le départ et pour toute la durée de vie du prêt. L'emprunteur prend alors un risque en cas de baisse des taux d'intérêt, son positionnement sur un taux fixe cher venant surenchérir le coût de sa dette (exemple : des emprunts à taux fixes contractés en 2000 entre 5% et 6%, qui sont aujourd'hui à un niveau compris entre 0,13 % et 1,25 % suivant les maturités). De plus, si l'emprunteur souhaite se débarrasser de ce prêt pour se refinancer moins cher, il aura à payer une indemnité à la banque.

**Taux variable** : a contrario des taux fixes dont l'échéancier est connu à l'avance, les échéances en taux variable se révisent en fonction de l'évolution des index monétaires. Cela permet d'arbitrer à chaque échéance le taux d'intérêt que l'on souhaite voir appliquer à l'emprunt, d'avoir des possibilités régulières de rembourser sans pénalité. Ce choix permet aussi d'enregistrer les baisses de taux d'intérêt (exemple: entre janvier 2014 et décembre 2014, le taux d'intérêt à 3 mois est passé de 0,28 % à 0,07 %). A contrario, si les taux augmentent, la charge de la dette sera alourdie. Pour une collectivité, l'inconvénient principal est l'incertitude sur le niveau des frais financiers pour les années à venir.

# **RAPPORT SUR LA GESTION PLURIANNUELLE**

Conformément aux articles L. 4312-4-I et 4312-4-II du Code général des collectivités territoriales, la Région utilise les autorisations de programme (AP) pour ses dépenses d'[investissement](#) depuis 1993 et les autorisations d'engagement (AE) pour ses dépenses de [fonctionnement](#) depuis 2005 dont la réalisation dépasse le cadre annuel budgétaire.

Les AP et les AE correspondent au montant maximal pouvant être affecté, engagé et mandaté pour financer des dépenses d'investissement ou de fonctionnement (sauf frais de personnel) étalées sur plusieurs années.

La pratique de la pluriannualité est assez peu contrainte règlementairement pour les régions. Le législateur leur laisse ainsi le soin de définir elles-mêmes, à l'intérieur d'un cadre minimum, les modalités de gestion et de suivi de leurs engagements pluriannuels.

Leurs obligations sont les suivantes :

- adopter un règlement budgétaire et financier (DAP n°10.03.04 adopté le 25/06/2010),
- présenter au Compte Administratif un rapport retraçant les engagements pluriannuels, une annexe normalisée retraçant la situation des autorisations de programme - autorisations d'engagement, et crédits de paiement,
- produire également au Compte Administratif, dans une logique prudentielle et de lisibilité, un ratio informatif rendant compte de la gestion des AP et AE.

Le présent rapport répond à ces deux dernières obligations.

Vous sont ainsi présentées :

- une analyse de la situation des autorisations de programme, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement,
- l'annexe budgétaire normalisée, permettant le calcul du ratio de couverture des AP et AE/CP, qui est intégrée dans le document comptable.

## BILAN DE LA GESTION PLURIANNUELLE

### **I - ANALYSE DE LA SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) / CREDITS DE PAIEMENT (CP)**

A fin 2014, la section d'investissement, gérée quasiment en intégralité au moyen des AP, représente 70,4 % du volume global des engagements pluriannuels de la collectivité (montants votés en AP et en AE cumulés).

#### **A. Les stocks d'AP :**

- AP votées disponibles à l'affectation :

Au 31/12/2014, le montant des restes à affecter sur les AP votées et non clôturées s'élève à **440,6 M€**, en diminution par rapport au stock arrêté au 31/12/2013 (485,2 M€). Ces restes à affecter ne sont pas pris en compte dans le calcul du ratio de couverture des AP, détaillé en partie **I - C.** du présent document, mais représentent un stock d'engagements potentiellement mobilisables en termes de crédits sur les prochains exercices.

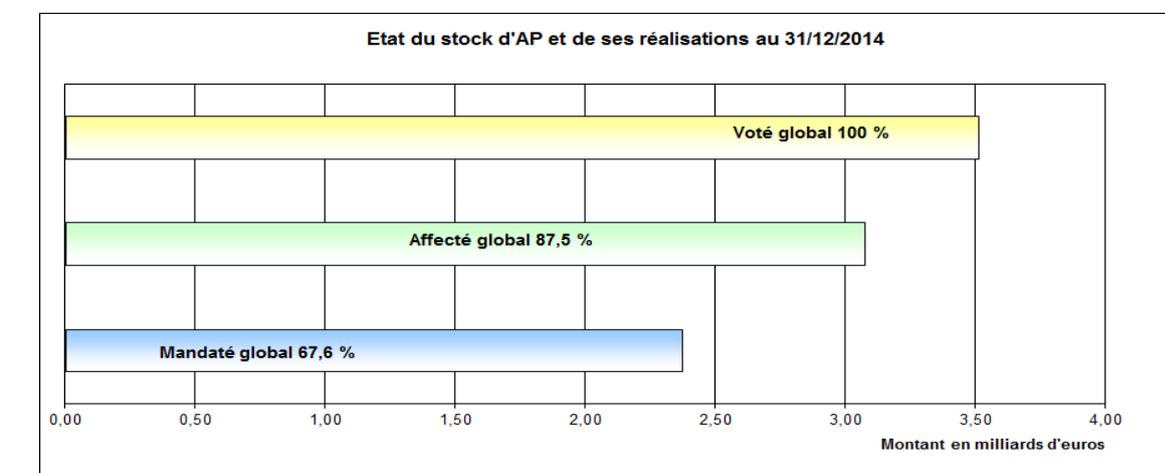
- AP votées dans l'année :

En 2014, 122 AP ont été créées au cours des étapes budgétaires. Si l'on inclut les abondements ou minorations d'AP antérieures, le montant global d'AP votées en 2014 se situe à hauteur de **355,4 M€**, soit un niveau légèrement inférieur à celui de 2013 (361 M€).

Cette diminution des créations d'AP s'explique principalement par le décalage de la mise en place du CPER 2015-2020 et sa déclinaison en ouvertures d'AP nécessaires à sa gestion par la collectivité.

Aussi, compte tenu des annulations d'AP devenues sans objet mais également d'AP clôturées suite à leur exécution complète, mandatées intégralement ou partiellement, le montant cumulé des AP vivantes au 31/12/2014 est de **3 514 M€**.

Le graphique ci-dessous permet de visualiser et comparer les différentes composantes du stock d'AP à la fin de l'exercice 2014. A titre d'information, le montant cumulé des AP vivantes au 31/12/2013 était de 3 719 M€, l'affecté global à 87 %, et le mandaté global à 69 %.



## B. Les AP affectées :

- AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/2014 :

Le montant des restes à mandater sur les AP affectées antérieurement à 2014 se montait à **652,3 M€**. Cependant, compte tenu des soldes d'affectation non nettoyés sur les AP clôturées au cours de l'exercice 2013, qui ont donc été retirées de la liste globale des AP figurant dans l'annexe pluriannualité, ce montant de reste à mandater sur AP affectées ressort à 648,4 M€.

- Flux d'AP affectées dans l'année :

Le montant des affectations réalisées en 2014 sur des AP votées avant ou au cours de l'année 2014 est de 402,4 M€.

- Les AP affectées annulées :

Le montant des annulations d'affectations (revalorisations négatives) se situe à hauteur de 44 M€.

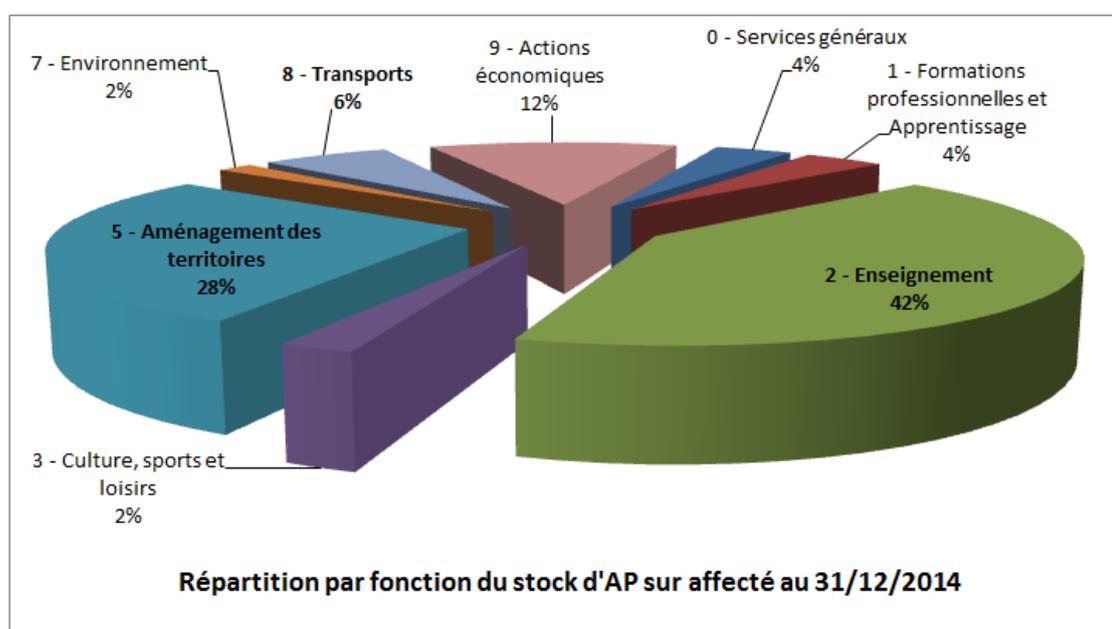
- Les CP mandatés au budget 2014 :

L'ensemble des mandats sur AP de l'exercice 2014 se monte à 307,8 M€.

- Les AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/2014 :

Compte tenu des différents mouvements détaillés ci-dessus, le stock d'AP affectées restant à financer au 31/12/2014 s'élève à **699 M€**.

En établissant une répartition par fonction (selon la M71) sur ce stock, les engagements de la collectivité affectés aux compétences obligatoires et aux priorités régionales (fonctions 2, 5 et 8) représentent 76 % du stock total.



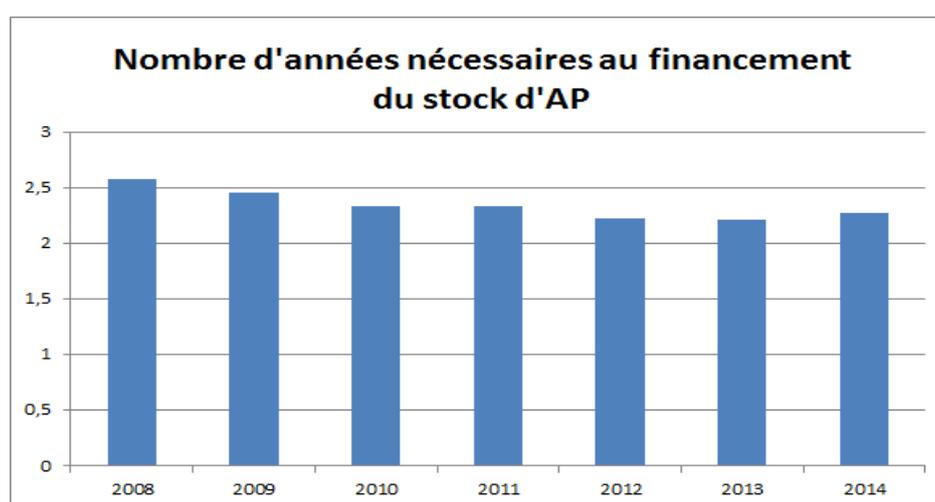
### C. Le ratio de couverture des AP affectées

Il correspond au rapport entre le reste à mandater sur AP affectées au 31/12/2014 et le montant de CP mandatés en 2014.

Le ratio de couverture AP/CP traduit une capacité de couverture des engagements pluriannuels de la région. Il est exprimé en nombre d'années de crédits de paiement nécessaire pour financer le stock d'AP.

Au 31/12/2014, **2,27** années de crédits de paiement sont nécessaires pour financer ce stock, à volume de mandatement constant et sans inscrire de nouvelles AP. Ce ratio est sensiblement au même niveau que celui de l'exercice précédent (2,21 années). Il devrait augmenter l'an prochain du fait de l'ouverture de nouvelles AP dans le cadre des contractualisations (CPER, conventions Région/Départements).

L'évolution de ce ratio depuis 2008 est présentée dans le graphique ci-dessous :



### II - ANALYSE DE LA SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE) / CREDITS DE PAIEMENT (CP)

A fin 2014, la section de fonctionnement représente 29,6 % du volume global des engagements pluriannuels de la collectivité (montants votés en AP et en AE cumulés).

Contrairement à la section d'investissement, le mode de gestion en AE ne représente que 30 % de la gestion globale des crédits de la section de fonctionnement. Toutefois il convient de préciser que ce pourcentage a pratiquement doublé en 2014 (17 % à fin 2013), compte tenu d'un volume très important d'AE ouvertes (670,1 M€), notamment celle liée au suivi de la convention TER (pour 544 M€).

## A. Les stocks d'AE :

- AE votées disponibles à l'affectation :

Au 31/12/2014, le montant des restes à affecter sur les AE votées et non clôturées s'élève à **461,9 M€**, en très forte augmentation par rapport au stock arrêté au 31/12/2013 (55,2 M€), compte tenu de ce qui a été exposé au paragraphe précédent.

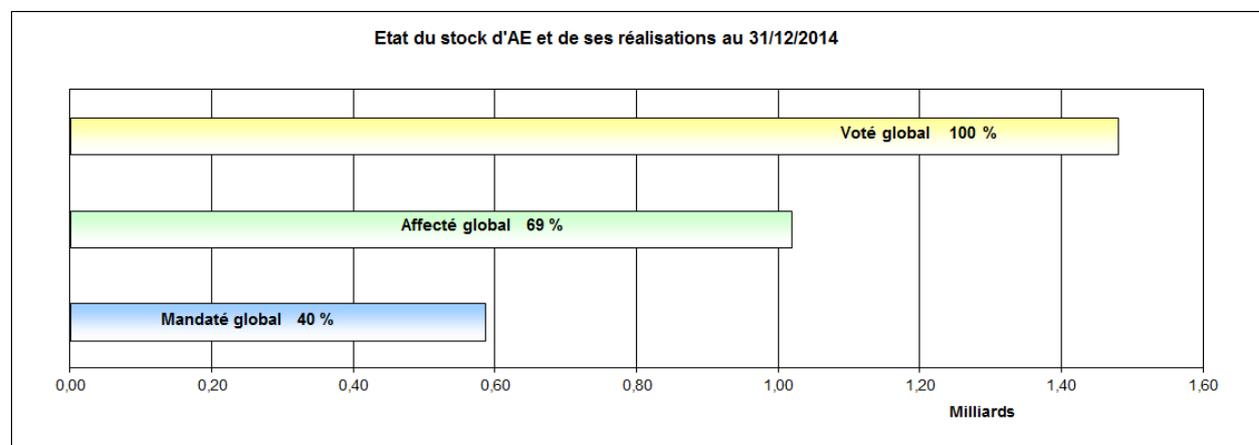
Ces restes à affecter ne sont pas pris en compte dans le calcul du ratio de couverture des AE, détaillé en partie **II - C.** du présent document, mais représentent un stock d'engagements potentiellement mobilisables en termes de crédits sur les prochains exercices.

- AE votées dans l'année :

En 2014, 65 AE ont été créées au cours des étapes budgétaires (pour mémoire 24 en 2013 et 27 en 2012). Si l'on inclut les abondements ou minorations d'AE antérieures, le montant global d'AE votées en 2014 se situe à hauteur de 825,7 M€.

Aussi, compte tenu des annulations d'AE devenues sans objet mais également d'AE clôturées suite à leur exécution complète, mandatées intégralement ou au prorata, le montant cumulé des AE vivantes au 31/12/2014 est de **1 480 M€**.

Le graphique ci-dessous permet de visualiser et comparer les différentes composantes du stock d'AE à la fin de l'exercice 2014. A titre d'information, le montant cumulé des AE vivantes au 31/12/2013 était de 778,9 M€, l'affecté global à 93 %, et le mandaté global à 62 %.



## B. Les AE affectées :

- AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/2014 :

Le montant des restes à mandater sur les AP affectées antérieurement à 2014 se montait à **241,1 M€**.

- Flux d'AE affectées dans l'année :

Le montant des affectations réalisées en 2014 sur des AE votées avant ou au cours de l'année 2014 est de 409,9 M€.

- Les AE affectées annulées :

Le montant des annulations d'affectations (revalorisations négatives) se situe à hauteur de 14,5 M€.

- Les CP mandatés au budget 2014 :

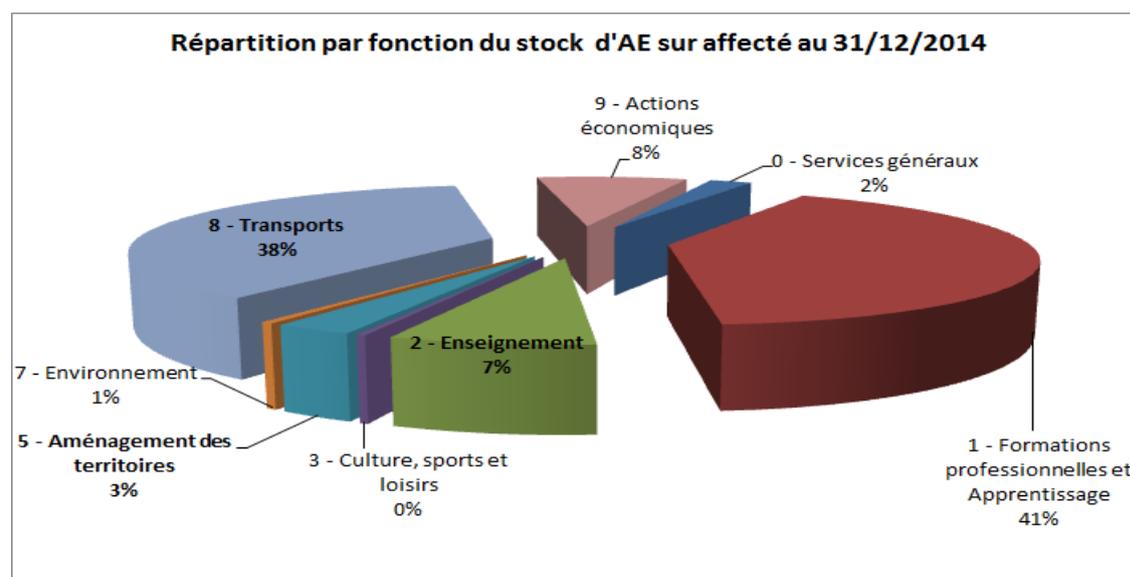
L'ensemble des mandats sur AE de l'exercice 2014 se monte à 201 M€.

- Les AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/2014 :

Compte tenu des différents mouvements détaillés ci-dessus, le stock d'AE affectées restant à financer au 31/12/2014 s'élève à **435,5 M€**.

Ce stock repart fortement à la hausse, après une baisse en 2013, pour les raisons évoquées en introduction de cette partie.

La répartition par fonction du stock d'affectations en section de fonctionnement est retracée dans le graphique ci-dessous :



### C. Le ratio de couverture des AE affectées

Il correspond au rapport entre le reste à mandater sur AE affectées au 31/12/2013 et le montant de CP mandatés en 2013.

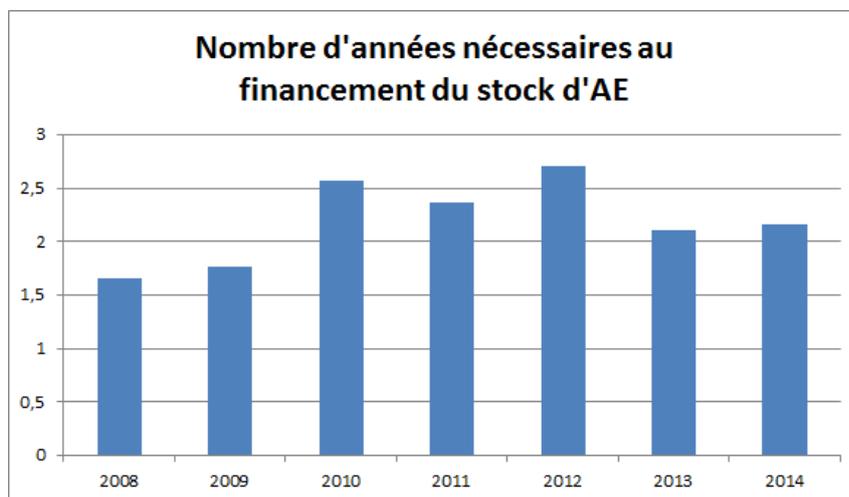
Le ratio de couverture AE / CP traduit une capacité de couverture des engagements pluriannuels de la région. Il est exprimé en nombre d'années de crédits de paiement nécessaire pour financer le stock d'AE.

Au 31/12/2014, **2,17** années de crédits de paiement sont nécessaires pour financer ce stock, à volume de mandatement constant et sans inscrire de nouvelles AE.

Ce ratio ressort à un niveau quasi stable par rapport à 2013 (2,11 années). Néanmoins, ce ratio n'est pas très significatif puisqu'il n'intègre pas l'ensemble des engagements

pluriannuels en fonctionnement de la collectivité, la pratique de gestion en AE n'étant pas généralisée.

Son évolution depuis 2008 est présentée dans le graphique ci-dessous :



**LISTE DES VIREMENTS DE CREDITS ENTRE CHAPITRES SUR L'EXERCICE 2014**

**INVESTISSEMENT**

| Origine                           |          |          |         |           |         | Destination            |          |          |        |           |         |                      |            |
|-----------------------------------|----------|----------|---------|-----------|---------|------------------------|----------|----------|--------|-----------|---------|----------------------|------------|
| POLITIQUE                         | Chapitre | Fonction | Nature  | Programme | Service | POLITIQUE              | Chapitre | Fonction | Nature | Programme | Service | Montant              | Date       |
| ECONOMIE                          | 909      | 91       | 20421   | 1262      | 051     | LYCEES                 | 902      | 222      | 2313   | 14        | 63      | 1 000 000,00         | 06/11/2014 |
| ECONOMIE                          | 909      | 91       | 261     | 4006      | 051     | TIC                    | 905      | 56       | 204131 | 45017     | 44      | 265 000,00           | 06/11/2014 |
| ECONOMIE                          | 909      | 93       | 20421   | 14601     | 051     | ENVIRONNEMENT          | 907      | 75       | 204142 | 7301      | 43      | 200 000,00           | 06/11/2014 |
| ECONOMIE                          | 909      | 94       | 20421   | 1769      | 051     | ENVIRONNEMENT          | 907      | 75       | 204142 | 7301      | 43      | 250 000,00           | 06/11/2014 |
| ECONOMIE                          | 909      | 93       | 20421   | 1266      | 051     | TERRITOIRES SOLIDAIRES | 905      | 54       | 204142 | 154       | 041     | 208 700,00           | 26/11/2014 |
| RECHERCHE                         | 909      | 92       | 204181  | 850       | 052     | TERRITOIRES SOLIDAIRES | 905      | 56       | 204132 | 45200     | 041     | 1 291 300,00         | 26/11/2014 |
| ENSEIGNEMENT SUP                  | 902      | 23       | 204111  | 14500     | 052     | TERRITOIRES SOLIDAIRES | 905      | 54       | 204182 | 28003     | 041     | 208 000,00           | 26/11/2014 |
| ENSEIGNEMENT SUP                  | 902      | 23       | 204132  | 7605      | 052     | TERRITOIRES SOLIDAIRES | 905      | 54       | 204142 | 154       | 041     | 500 000,00           | 26/11/2014 |
| ECONOMIE                          | 909      | 94       | 20421   | 1769      | 051     | TERRITOIRES SOLIDAIRES | 905      | 53.1     | 204142 | 1716      | 041     | 700 000,00           | 26/11/2014 |
| ECONOMIE                          | 909      | 94       | 20421   | 1759      | 051     | TERRITOIRES SOLIDAIRES | 905      | 53.1     | 204142 | 1716      | 041     | 600 000,00           | 26/11/2014 |
| TOURISME                          | 909      | 95       | 204131  | 70        | 053     | TERRITOIRES SOLIDAIRES | 905      | 54       | 204142 | 154       | 041     | 300 000,00           | 26/11/2014 |
| TOURISME                          | 909      | 95       | 204131  | 28001     | 053     | TERRITOIRES SOLIDAIRES | 905      | 52.1     | 204142 | 1462      | 041     | 300 000,00           | 26/11/2014 |
| TOURISME                          | 909      | 95       | 20422   | 984       | 053     | TERRITOIRES SOLIDAIRES | 905      | 53.1     | 204142 | 1716      | 041     | 400 000,00           | 26/11/2014 |
| ECONOMIE                          | 909      | 94       | 20421   | 791       | 051     | TERRITOIRES SOLIDAIRES | 905      | 54       | 204182 | 28003     | 041     | 400 000,00           | 26/11/2014 |
| ENVIRONNEMENT                     | 907      | 75       | 204142  | 7301      | 043     | TIC                    | 905      | 56       | 204181 | 7000      | 044     | 50 200,00            | 26/11/2014 |
| ENVIRONNEMENT                     | 907      | 75       | 204142  | 7300      | 043     | LYCEES                 | 902      | 222      | 2313   | 14        | 63      | 200 000,00           | 10/12/2014 |
| ENVIRONNEMENT                     | 907      | 75       | 204142  | 7301      | 043     | LYCEES                 | 902      | 222      | 2313   | 14        | 63      | 700 000,00           | 10/12/2014 |
| TRANSPORTS ET DEPLACEMENT         | 908      | 812      | 2041712 | 7410      | 042     | LYCEES                 | 902      | 222      | 2313   | 14        | 63      | 600 000,00           | 10/12/2014 |
| ECONOMIE                          | 909      | 91       | 20421   | 1262      | 051     | TERRITOIRES SOLIDAIRES | 905      | 53.1     | 204142 | 1829      | 41      | 540 000,00           | 10/12/2014 |
| ECONOMIE                          | 909      | 91       | 20421   | 4002      | 051     | TERRITOIRES SOLIDAIRES | 905      | 53.1     | 204142 | 1829      | 41      | 777 000,00           | 10/12/2014 |
| ECONOMIE                          | 909      | 93       | 20421   | 7702      | 051     | TERRITOIRES SOLIDAIRES | 905      | 53.1     | 204142 | 1829      | 41      | 455 000,00           | 10/12/2014 |
| ECONOMIE                          | 909      | 93       | 20422   | 1259      | 051     | TERRITOIRES SOLIDAIRES | 905      | 53.1     | 204142 | 1829      | 41      | 198 000,00           | 10/12/2014 |
| SPORT                             | 903      | 32       | 204142  | 459       | 072     | LYCEES                 | 902      | 222      | 2313   | 14        | 63      | 500 000,00           | 11/12/2014 |
| TOURISME                          | 909      | 95       | 20422   | 68        | 053     | LYCEES                 | 902      | 222      | 2313   | 14        | 63      | 250 000,00           | 11/12/2014 |
| ECONOMIE                          | 909      | 94       | 266     | 704       | 051     | LYCEES                 | 902      | 222      | 2313   | 14        | 63      | 2 190 028,62         | 15/12/2014 |
| <b>Total Investissement 2014*</b> |          |          |         |           |         |                        |          |          |        |           |         | <b>13 083 228,62</b> |            |

**FONCTIONNEMENT**

| Origine                           |          |          |        |           |         | Destination                 |          |          |        |           |                     |              |            |
|-----------------------------------|----------|----------|--------|-----------|---------|-----------------------------|----------|----------|--------|-----------|---------------------|--------------|------------|
| POLITIQUE                         | Chapitre | Fonction | Nature | Programme | Service | POLITIQUE                   | Chapitre | Fonction | Nature | Programme | Service             | Montant      | Date       |
| MOYENS GENERAUX FINANCIERS        | 943      |          | 6541   | 1064      | 021     | MOYENS GENERAUX FINANCIERS  | 941      |          | 673    |           | 021                 | 26 735,00    | 16/06/2014 |
| MOYENS GENERAUX FINANCIERS        | 943      |          | 6541   | 1064      | 021     | MOYENS GENERAUX FINANCIERS  | 940      |          | 673    |           | 021                 | 231 671,00   | 16/06/2014 |
| MOYENS GENERAUX FINANCIERS        | 943      |          | 66111  |           | 021     | MOYENS GENERAUX FINANCIERS  | 930      | 0202     | 6226   |           | 021                 | 20 500,00    | 09/07/2014 |
| COMMUNICATION                     | 930      | 202      | 6238   | 1068      | 111     | SPORT                       | 933      | 32       | 6238   | 1068      | 111                 | 189 000,00   | 10/07/2014 |
| CULTURE                           | 933      | 312      | 6574   | 329       | 071     | COMMUNICATION               | 930      | 0202     | 6231   | 1069      | 111                 | 60 000,00    | 16/07/2014 |
| CULTURE                           | 933      | 312      | 6574   | 912       | 071     | COMMUNICATION               | 930      | 0202     | 6231   | 1069      | 111                 | 40 000,00    | 16/07/2014 |
| LYCEES                            | 932      | 28       | 65738  | 779       | 063     | COMMUNICATION               | 930      | 0202     | 6231   | 1069      | 111                 | 50 000,00    | 16/07/2014 |
| MOYENS GENERAUX FINANCIERS        | 943      |          | 668    | 1073      | 021     | COMMUNICATION               | 930      | 0202     | 6231   | 1069      | 111                 | 400 000,00   | 21/10/2014 |
| MOYENS GENERAUX FINANCIERS        | 943      |          | 668    | 1073      | 021     | MOYENS GENERAUX FINANCIERS  | 930      | 202      | 627    | 1042      | 021                 | 500,00       | 21/10/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | ENSEIGNEMENT SUP'           | 932      | 23       | 65738  | 1134      | 052                 | 140 000,00   | 06/11/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | RECHERCHE                   | 939      | 92       | 65738  | 472       | 052                 | 285 000,00   | 06/11/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | RECHERCHE                   | 939      | 92       | 65738  | 1204      | 052                 | 132 000,00   | 06/11/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | RECHERCHE                   | 939      | 92       | 65738  | 1507      | 052                 | 171 000,00   | 06/11/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | RECHERCHE                   | 939      | 92       | 65738  | 1850      | 052                 | 312 000,00   | 06/11/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | SPORT                       | 933      | 32       | 6238   | 1068      | 111                 | 189 700,00   | 06/11/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | SPORT                       | 933      | 32       | 6574   | 1464      | 072                 | 180 300,00   | 06/11/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | TERRITOIRES SOLIDAIRES      | 935      | 53.1     | 65735  | 1840      | 041                 | 60 000,00    | 06/11/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | TERRITOIRES SOLIDAIRES      | 935      | 53       | 65734  | 1710      | 041                 | 20 000,00    | 06/11/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | TERRITOIRES SOLIDAIRES      | 935      | 54       | 6574   | 7211      | 041                 | 50 000,00    | 06/11/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | TIC                         | 935      | 56       | 65738  | 7005      | 044                 | 130 000,00   | 06/11/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | ECONOMIE                    | 939      | 93       | 6574   | 629       | 051                 | 100 000,00   | 06/11/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | COMMUNICATION               | 930      | 202      | 6042   | 1069      | 111                 | 650 000,00   | 06/11/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | FORMATION PROFESSIONNELLE   | 931      | 11       | 6184   | 573       | 062                 | 1 326 871,00 | 26/11/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | ECONOMIE                    | 939      | 94       | 65738  | 14652     | 051                 | 240 033,00   | 27/11/2014 |
| ENVIRONNEMENT                     | 937      | 75       | 6574   | 14253     | 043     | RH                          | 932      | 222      | 64111  | 0         | 031                 | 160 000,00   | 26/11/2014 |
| ENVIRONNEMENT                     | 937      | 75       | 6574   | 1959      | 043     | RH                          | 932      | 222      | 64111  | 0         | 031                 | 130 000,00   | 26/11/2014 |
| ENVIRONNEMENT                     | 937      | 75       | 617    | 14252     | 043     | RH                          | 932      | 222      | 64111  | 0         | 031                 | 8 800,00     | 26/11/2014 |
| ENVIRONNEMENT                     | 937      | 74       | 65735  | 14256     | 043     | RH                          | 932      | 222      | 64111  | 0         | 031                 | 160 000,00   | 26/11/2014 |
| ENVIRONNEMENT                     | 937      | 71       | 65735  | 14271     | 043     | RH                          | 932      | 222      | 64111  | 0         | 031                 | 85 500,00    | 26/11/2014 |
| ENVIRONNEMENT                     | 937      | 71       | 6574   | 2220      | 043     | RH                          | 932      | 222      | 64111  | 0         | 031                 | 70 000,00    | 26/11/2014 |
| ENVIRONNEMENT                     | 937      | 71       | 6574   | 14260     | 043     | RH                          | 932      | 222      | 64111  | 0         | 031                 | 60 000,00    | 26/11/2014 |
| TRANSPORTS                        | 938      | 811      | 61221  | 1186      | 042     | TERRITOIRES SOLIDAIRES      | 935      | 53.1     | 65734  | 1881      | 041                 | 17 000,00    | 26/11/2014 |
| RH                                | 930      | 201      | 64138  | 0         | 031     | RH                          | 932      | 222      | 64131  | 0         | 031                 | 130 000,00   | 10/12/2014 |
| RH                                | 930      | 201      | 611    | 0         | 031     | RH                          | 932      | 222      | 64131  | 0         | 031                 | 50 000,00    | 10/12/2014 |
| RH                                | 930      | 201      | 616    | 0         | 031     | RH                          | 932      | 222      | 64111  | 0         | 031                 | 10 000,00    | 10/12/2014 |
| RH                                | 930      | 201      | 6184   | 0         | 031     | RH                          | 932      | 222      | 64111  | 0         | 031                 | 60 000,00    | 10/12/2014 |
| RH                                | 930      | 201      | 6488   | 0         | 031     | RH                          | 932      | 222      | 64111  | 0         | 031                 | 100 000,00   | 10/12/2014 |
| RH                                | 930      | 201      | 6574   | 0         | 031     | RH                          | 932      | 222      | 64111  | 0         | 031                 | 66 000,00    | 10/12/2014 |
| RH                                | 930      | 201      | 6475   | 0         | 031     | RH                          | 932      | 222      | 64111  | 0         | 031                 | 24 000,00    | 10/12/2014 |
| APPRENTISSAGE                     | 931      | 12       | 6552   | 750       | 061     | FORMATIONS PROFESSIONNELLES | 931      | 11       | 6184   | 573       | 062                 | 1 355 000,00 | 10/12/2014 |
| APPRENTISSAGE                     | 931      | 12       | 6552   | 750       | 061     | TERRITOIRES SOLIDAIRES      | 935      | 53.1     | 65735  | 1840      | 041                 | 74 000,00    | 10/12/2014 |
| APPRENTISSAGE                     | 931      | 12       | 6552   | 750       | 061     | RH                          | 930      | 201      | 64111  | 0         | 031                 | 88 500,00    | 10/12/2014 |
| APPRENTISSAGE                     | 931      | 12       | 6552   | 750       | 061     | RH                          | 932      | 222      | 64111  | 0         | 031                 | 150 000,00   | 10/12/2014 |
| <b>Total Fonctionnement 2014*</b> |          |          |        |           |         |                             |          |          |        |           | <b>7 804 110,00</b> |              |            |

| POLITIQUE                         | Origine  |          |        |           |         | Destination                         |          |          |        |           |         |              | Montant                                                                                                                       | Motif      | Date | Nombre de VC |  |
|-----------------------------------|----------|----------|--------|-----------|---------|-------------------------------------|----------|----------|--------|-----------|---------|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------|--------------|--|
|                                   | Chapitre | Fonction | Nature | Programme | Service | POLITIQUE                           | Chapitre | Fonction | Nature | Programme | Service |              |                                                                                                                               |            |      |              |  |
| <b>INVESTISSEMENT</b>             |          |          |        |           |         |                                     |          |          |        |           |         | <b>TOTAL</b> | <b>1 769 565,00</b>                                                                                                           |            |      |              |  |
| ROYAUME GENERAL D'ADMINISTRATION  | 900      | 0202     | 2313   | 105001    | 013     | EUROPE                              | 900      | 042      | 20411  | 1206      | 081     | 4 500,00     | ELM PLAN LOBBE                                                                                                                | 18/06/2014 | 79   |              |  |
| ROYAUME GENERAL D'ADMINISTRATION  | 900      | 0202     | 21948  | 105201    | 013     | OCE                                 | 900      | 048      | 2051   | 1207      | 081     | 12 000,00    | ELM PAM                                                                                                                       | 17/07/2014 | 99   |              |  |
| ENSEIGNEMENT SUPERIEUR            | 902      | 23       | 204111 | 14500     | 052     | ENSEIGNEMENT LYCEES                 | 902      | 222      | 2313   | 14        | 053     | 716 650,00   | Virement de fin d'année                                                                                                       | 26/11/2014 | 285  |              |  |
| RECHERCHE                         | 909      | 92       | 204081 | 890       | 052     | ECONOMIE                            | 909      | 94       | 266    | 704       | 051     | 300 000,00   | Virement de fin d'année                                                                                                       | 15/12/2014 | 485  |              |  |
| RECHERCHE                         | 909      | 92       | 204081 | 896       | 052     | ECONOMIE                            | 909      | 94       | 266    | 704       | 051     | 375 000,00   | Virement de fin d'année                                                                                                       | 15/12/2014 | 486  |              |  |
| RECHERCHE                         | 909      | 92       | 204081 | 1426      | 052     | ECONOMIE                            | 909      | 94       | 266    | 704       | 051     | 90 000,00    | Virement de fin d'année                                                                                                       | 15/12/2014 | 487  |              |  |
| RECHERCHE                         | 909      | 92       | 204081 | 7504      | 052     | ECONOMIE                            | 909      | 94       | 266    | 704       | 051     | 185 000,00   | Virement de fin d'année                                                                                                       | 15/12/2014 | 488  |              |  |
| TIC                               | 905      | 56       | 204181 | 7000      | 044     | TECHNOLOGIES SOLIDAIRES             | 905      | 56       | 204181 | 7000      | 044     | 30 400,00    | Virement de fin d'année (paiement dossier sur CP Drouais)                                                                     | 17/12/2014 | 495  |              |  |
| ENSEIGNEMENT SUPERIEUR            | 902      | 23       | 204111 | 14500     | 052     | ENSEIGNEMENT LYCEES                 | 902      | 222      | 2313   | 14        | 083     | 6 000,00     | Virement de fin d'année (montant complémentaire)                                                                              | 17/12/2014 | 496  |              |  |
| <b>FONCTIONNEMENT</b>             |          |          |        |           |         |                                     |          |          |        |           |         | <b>TOTAL</b> | <b>442 843,00</b>                                                                                                             |            |      |              |  |
| DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 930      | 0201     | 6384   | 0         | 022     | ROYAUME GENERAL DE L'ADMINISTRATION | 930      | 0202     | 617    | 1061      | 100     | 89 800,00    | Accompagnement de la RHC dans l'organisation et la gestion des RHDS supplémentaires 2014-2020                                 | 25/02/2014 | 22   |              |  |
| COOPERATION INTERNATIONALE        | 930      | 048      | 65734  | 802       | 081     | COMUNICATION                        | 930      | 0202     | 6231   | 1069      | 111     | 30 000,00    | transfert vers com                                                                                                            | 16/07/2014 | 98   |              |  |
| ECONOMIE INNOVATION               | 939      | 91       | 6574   | 14650     | 051     | TOURISME                            | 939      | 95       | 65735  | 583       | 053     | 50 000,00    | Virement vers technique pour financer le projet FFE Cross en œuvre d'un projet technique de promotion pétrolière (Egout 2014) | 08/10/2014 | 157  |              |  |
| ENSEIGNEMENT LYCEES               | 932      | 223      | 60912  | 20        | 063     | ENSEIGNEMENT SUPERIEUR              | 932      | 23       | 60738  | 1134      | 052     | 131 251,00   |                                                                                                                               |            |      |              |  |
| COOPERATION INTERNATIONALE        | 930      | 048      | 6574   | 1689      | 021     | COMUNICATION                        | 930      | 0202     | 6231   | 1069      | 111     | 116 767,00   |                                                                                                                               | 26/11/2014 |      |              |  |
| ROYAUME GENERAL D'ADMINISTRATION  | 930      | 022      | 65211  | 105407    | 015     | RESSOURCES HUMAINES                 | 930      | 022      | 64118  | 0         | 031     | 3 500,00     | pour couvrir le paie des agents de CESSE                                                                                      | 10/12/2014 | 408  |              |  |
| ROYAUME GENERAL D'ADMINISTRATION  | 930      | 022      | 65211  | 105407    | 015     | RESSOURCES HUMAINES                 | 930      | 022      | 64118  | 0         | 031     | 11 000,00    |                                                                                                                               | 10/12/2014 | 410  |              |  |
| COMUNICATION                      | 930      | 0202     | 6238   | 1068      | 111     | ROYAUME GENERAL D'ADMINISTRATION    | 930      | 0202     | 6218   | 1070      | 111     | 9 575,00     | engagement car podium                                                                                                         | 10/12/2014 | 475  |              |  |
| ROYAUME GENERAL D'ADMINISTRATION  | 930      | 0202     | 617    | 105110    | 022     | RESSOURCES HUMAINES                 | 930      | 0201     | 6384   | 0         | 032     | 900,00       | forme formation novembre 2014                                                                                                 | 10/12/2014 | 484  |              |  |